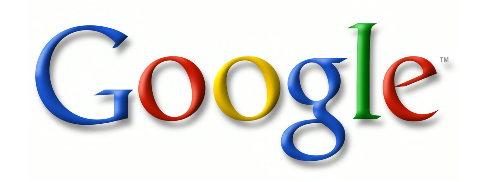
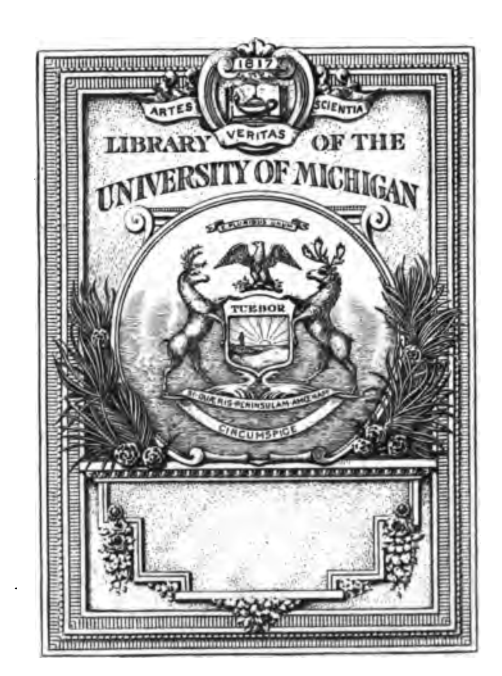
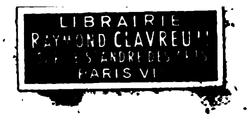



BUHR A
a39015 01803064 6b


NIL NISI VIRTUTE


1817
ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE


LIBRAIRIE
RAYMOND CLAVREUIL


NIL NISI VIRTUTE


1817
ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
CIRCUMSPICE

VIES

DES

GRANDS CAPITAINES FRANÇAIS

DU MOYEN AGE.

TOME I.

/

LYON, IMPR. DE PÉLAGAUD ET LESNE,
Halles de la Grenette.

VIES

DES

GRANDS CAPITAINES FRANÇAIS

DU MOYEN AGE,

POUR SERVIR DE COMPLÉMENT A L'HISTOIRE GÉNÉRALE DE LA FRANCE
AUX XII[e], XIII[e], XIV[e] ET XV[e] SIÈCLES;

PAR ALEXANDRE MAZAS.

Ne quid falsi dicere, ne quid veri non audeat...
CICERO.

TOME I.



SECONDE ÉDITION.



LYON,
CHEZ PÉLAGAUD ET LESNE, LIBRAIRES,
GRANDE RUE MERCIÈRE, 26.

PARIS,
CHEZ HIVERT, ÉDITEUR,
QUAI DES AUGUSTINS.

1838.

INTRODUCTION.

Pour bien comprendre les motifs qui ont engagé l'auteur des *Grands capitaines français du moyen âge* à ne commencer son ouvrage que par les généraux qui vivaient dans le douzième siècle, et à le terminer par ceux du quinzième, il est nécessaire de jeter un coup d'œil sur l'ensemble du moyen âge, et de considérer le rôle que jouèrent les guerriers français aux diverses époques de cette période.

Clovis fonda un grand état, grâce à cette valeur in-

domptable qui sait briser tous les obstacles; mais il fallut long-temps à ses successeurs pour prendre racine sur la terre envahie par les Francs. L'époux de Clotilde, devenu chrétien, obtint des succès extraordinaires en appuyant la force de ses armes du concours de la Religion : ce fut elle qui prépara d'abord et qui cimenta dans la suite l'union des conquérants et des populations subjuguées, en donnant aux premiers cette modération qui tempère l'action du glaive, et aux seconds la résignation qui convient au malheur. La tradition d'une commune origine contribuait encore à les rapprocher ; car les Francs se rappelaient qu'ils descendaient de ces Gaulois qui, 600 ans auparavant, passèrent en Germanie avec Sigovese. Dans moins d'un siècle, une fusion générale parut s'opérer. Cette union fut salutaire aux uns comme aux autres, car elle les rendit capables de repousser les attaques des peuples étrangers. Abdérame, ayant franchi les Pyrénées, passa la Loire; Charles Martel courut à sa rencontre, le battit, et sauva la Gaule. La défaite d'Abdérame fut un événement majeur : si le chef maure eût triomphé, la moitié de l'Europe passait sous le joug; caractère, mœurs, religion, tout changeait; que n'eussent point fait les Arabes, si on ne les eût point repoussés, puisque rejetés au-delà des Pyrénées, ils s'y maintinrent 700 ans après la bataille de Tours.

Toute secousse réagit : c'est le propre de celles de la politique de donner un nouvel essor à l'esprit humain ; la société fit un grand pas à l'arrivée des Carlovingiens. Pepin et Charlemagne entourèrent de considération les ministres des autels ; ils en firent des auxiliaires qui contribuèrent merveilleusement à fléchir le caractère farouche des soldats, qui rapportaient tout à leur épée. Le règne des lois vint rassurer l'état social, l'agriculture fut en vigueur ; les arts, les professions utiles, l'instruction publique, augmentèrent la prospérité de la nation ; le guerrier, devenu l'homme de la patrie, réserva son courage pour la défense des foyers domestiques ; et tandis que le reste de l'Europe se courbait encore sous le faix de la barbarie, que les hommes de guerre n'y paraissaient que sous l'aspect de véritables sauvages, la Gaule offrait avec orgueil à l'admiration du monde les Roland, les Renaud, les Ogier. Ainsi, le génie de Charlemagne imprimait à cette époque le sceau de la grandeur; mais les habitants des pays rangés sous son sceptre eurent à regretter que ce monarque n'attachât pas assez de prix à la modération : le soin de sa renommée l'occupa davantage que la félicité des peuples ; ceci explique la continuation de ces guerres acharnées dont le résultat fut, après sa mort, d'attirer sur la Gaule des multitudes d'ennemis. Les barbares du Nord se sentant affranchis du poids de cette main

puissante, assaillirent incontinent le royaume. Connus sous le nom générique d'*hommes du Nord* (Nordmann), ils portèrent la désolation depuis la Somme jusqu'à l'Adour; les gouverneurs des provinces défendirent partiellement le territoire, mais sans unité d'action; leurs efforts séparés ne purent empêcher les Normands de s'établir solidement en Neustrie. Rollon se fit chrétien, et son mariage avec Gisele, fille de Charles-le-Simple, dut paraître le gage d'une paix durable. Vain espoir! les gouverneurs des provinces, accoutumés depuis long-temps à agir isolément, finirent par s'ériger en chefs indépendants, ne voulant reconnaître que d'une manière illusoire la suprématie de la couronne; c'est ainsi que le régime féodal s'institua de lui-même : il dégénéra bientôt en une sorte de fédération qui n'aboutit qu'à des hostilités perpétuelles entre les feudataires. Le roi se trouva dès le début dans l'impuissance de les soumettre à son autorité; en vain l'Eglise essaya-t-elle de calmer cette fureur belliqueuse; elle ne put obtenir que deux jours de trève dans la semaine. L'Etat se déchira de ses propres mains, et la seconde race, laissant le royaume sans vigueur, sans ressource, semblait l'offrir en proie aux étrangers, quand Louis V mourut en 987, sans laisser de postérité.

La couronne appartenait par droit de primogéniture à Charles, duc de Lorraine, oncle du dernier

roi; mais ce prince, qui n'avait pu croire à l'extinction successive des deux premières branches de la lignée royale, s'était mis depuis vingt-cinq ans au service de l'empereur d'Allemagne ; cette démarche lui avait acquis la haine des Français, qui montraient à l'égard des Tudesques un éloignement invincible; néanmoins un fort parti se déclara en sa faveur, tant le principe de légitimité a du pouvoir sur l'esprit des peuples ; Charles de Lorraine eût triomphé de tous les obstacles, s'il n'avait mis une mollesse inconcevable à défendre ses droits contre Hugues Capet, élu roi par une partie des provinces, en considération d'éminents services. Charles, tombé au pouvoir de son heureux rival, termina sa vie dans les fers, laissant deux jeunes fils qui, transportés en Germanie, moururent dans l'isolement: la défaite et le trépas de leur père avaient tranché la question en faveur d'Hugues Capet. Ce dernier montait au trône dans des circonstances très-difficiles : il avait aidé lui-même les grands feudataires à dépouiller les Carlovingiens d'une portion de leur puissance ; il s'agissait donc pour lui de détruire son propre ouvrage, de rétablir la monarchie sur ses véritables bases, et de mettre enfin un terme à ces querelles intestines, que le caractère martial de la nation contribuait à entretenir. La féodalité ne paraissait pas disposée à se laisser désarmer : Hugues Capet tourna ce génie guerrier vers un but utile, en appelant à son

aide la chevalerie. Cette institution admirable, à laquelle l'antiquité ne peut rien comparer, prépara les voies pour atteindre un régime plus régulier. Née sur le sol gallique, la chevalerie ne parut dans son éclat que sous les Capétiens; c'est elle qui fit éclore cette générosité dont le caractère français tira tout son charme : le siècle qui vit des hommes constamment attachés à la pratique des vertus privées, qui se consacraient à la défense de la Religion, de la patrie et des opprimés, ce siècle, disons-nous, a droit de commander notre admiration et nos respects, bien qu'il n'ait brillé ni par les arts ni par les lettres.

Pendant que les preux s'illustraient par leurs exploits, les successeurs d'Hugues Capet marchaient en silence vers le but que leur avait marqué ce prince illustre; on put prévoir que grâce à leurs soins on ne verrait plus en France qu'un roi et des sujets. Dès que cet ordre de choses fut établi, parurent ces fameux guerriers dont nous avons entrepris d'écrire l'histoire, et qui eurent un double droit à notre reconnaissance, car nos plus chères institutions fleurirent à l'ombre de leurs bras. Ceux qui commencèrent cette lignée de héros furent des leudes puissants dont les ancêtres avaient été les rivaux des rois. Ecoutant la voix de la raison, abjurant toutes prétentions ambitieuses, ces barons se réunirent au souverain pour arrêter l'anarchie : ils le firent avec un

zèle magnanime, que n'excitait point l'espoir des récompenses. Mathieu de Montmorency s'offre d'abord à nos regards : fixant la victoire à Bouvines par son courage, il détruisit plus tard la ligue formée contre l'enfance de saint Louis, et donna à ce prince les premières leçons de sagesse et de vaillance. Après lui paraît Gaucher de Châtillon, qui vit régner sept rois : devenu l'arbitre de la maison royale sous le règne des trois fils de Philippe-le-Bel, il fit exécuter la loi salique dans toute sa teneur, et sous sa protection Philippe de Valois monta sur le trône à l'exclusion d'Edouard III. Châtillon vécut quatre-vingts ans : ses derniers moments furent encore consacrés à la gloire ; il retrouva dans les champs de Cassel l'ardeur de sa bouillante jeunesse, et eut l'honneur de la journée. Jacques de Bourbon, moins heureux que lui mais aussi magnanime, atténua les calamités du règne du roi Jean ; il périt à Brignais, les armes à la main, en défendant l'Etat contre des hordes dévastatrices.

Duguesclin fit succéder des jours de triomphe à des journées de deuil ; grâce à sa bravoure, à ses talents militaires, la France redevint aussi puissante qu'au temps de Philippe-Auguste ; le héros mourut au sein de la victoire en disant à ses compagnons d'armes : *Amis, n'oubliez jamais que les femmes, les enfants et le pauvre peuple ne sont pas vos ennemis :*

paroles qui le font mieux connaître que les plus pompeuses louanges. Ce grand homme touchait à peine le seuil de la tombe, que de nouveaux malheurs vinrent fondre sur le royaume : guerre civile, invasion étrangère, absence de toute autorité, meurtre, trahison, signalèrent cette fatale période. A l'aspect de tant de maux, on croit l'honneur français anéanti pour toujours, mais on le retrouve intact au milieu des guerriers : ce ne sont plus les Montmorency, les Châtillon, les Couci, les Sancerre, servant les rois par grandeur d'âme ; ce sont des sujets valeureux autant que fidèles, s'attachant à un prince trahi par la fortune, par tous les siens ; ils le servent de leurs bras, de leurs biens, sans songer à vendre leurs services. Que l'histoire de leur vie est touchante! qui ne serait transporté d'admiration en entendant prononcer les noms de La Hire, de Dunois, de Xaintrailles, de Richemont, de Tanneguy-Duchâtel ! Dans le même moment où le courage et la persévérance de ces preux relevaient le royaume des lis, l'empire de Constantinople, dénué de défenseurs, tombait sous les coups de Mahomet II.

Cependant la France, occupée à réparer ses pertes, n'exerçait aucune prépondérance sur le reste de la chrétienté ; l'Empire, l'Angleterre, les Espagnes, ne lui laissaient jouer qu'un rôle secondaire : la nation

s'en indigna; une chevalerie ardente demanda à grands cris qu'on ne la laissât point oisive. La Trémouille, Rohan, Chabannes, Baudicourt, se précipitent sur les pas de Charles VIII; ils passent les monts pour défendre les prétentions légitimes que le monarque élevait, touchant la possession du royaume de Naples; ils inondent l'Italie, entrent dans Rome en triomphe à la lueur des flambeaux, et vont planter leurs bannières à l'extrémité de la péninsule.

Cependant nos ancêtres demeuraient en arrière des autres nations sous le rapport des sciences. L'Angleterre et l'Allemagne se remplissaient d'érudits; les arts, chassés de Constantinople par les Turcs, s'implantaient en Italie, les Médicis les y avaient naturalisés. Les compagnons de Charles VIII sentent leur imagination s'enflammer à la vue des merveilles que Rome, Florence et Padoue voyaient enfanter tous les jours; ils rentrent dans leurs foyers, et communiquent aux diverses classes leur enthousiasme. Tout change alors en France : mœurs, habitudes, génie, tout y marche d'un pas rapide vers les améliorations; une émulation surprenante s'y fait sentir: la poésie épure la langue; la musique, en charmant les oreilles, ouvre le cœur à des sensations plus douces; le bon goût renaît; la politesse, les égards s'établissent dans le commerce de la vie; l'élégance

s'introduit dans les ajustements; enfin la nation, dépouillée de l'enveloppe qui la voilait, commença à donner le ton à l'Europe. On fut redevable de ces heureuses métamorphoses à ces guerriers qui venaient de soumettre l'Italie. Les vainqueurs de Fornoue et d'Aignadel présidèrent à la renaissance des lettres : si plus tard l'expédition, commencée par eux au-delà des Alpes, n'eut pas une issue très-avantageuse, ces mauvais succès furent balancés par de rapides progrès dans les sciences et dans les beaux-arts, progrès qui préparèrent d'autres merveilles et amenèrent le siècle de Louis XIV. Mais nous avons cru devoir clore l'histoire *des Grands Capitaines français du moyen âge* par Dunois, pour plusieurs motifs déterminants : l'établissement des armées permanentes, fondé vers la fin du règne de Charles VII, changea de la manière la plus complète l'état militaire; l'invention des armes à feu compléta l'œuvre immense du quinzième siècle, qui ouvre d'une manière si brillante la période des temps modernes : or, Dunois finit la lignée des généraux restés en dehors de ces grandes innovations; d'ailleurs, Louis XI, en raffermissant l'autorité souveraine, modifia singulièrement la société. Dès ce moment, les chefs d'armées ne furent plus que des sujets passifs, révocables selon la volonté du monarque. Enfin, Dunois fut le guer-

rier dont l'épée termina, sur le continent, la longue lutte que notre pays soutenait depuis quatre siècles contre l'Angleterre : ce n'est plus contre le léopard britannique que la France, cette Pallas des nations civilisées, doit tourner ses armes, c'est contre l'aigle germanique : le sol de la Gaule n'est plus le théâtre de ces nouveaux débats, la guerre se fera désormais au-delà des Alpes ou sur les rives du Rhin.

MATHIEU II,

SIRE DE MONTMORENCY,

CONNÉTABLE DE FRANCE.

LIVRE PREMIER.

Jeunesse de Mathieu. — Ses premiers exploits.

La famille de Montmorency, une des plus anciennes de l'Europe, est cependant la plus connue, parce que cette maison, établiè dans l'Ile-de-France, toujours auprès des rois, se trouve mêlée à tous les événements saillants des premiers âges de la monarchie. Ses ancêtres s'appelèrent *Bouchard* ou *Gui* jusqu'au huitième siècle : l'un d'eux, nommé Gui-le-Blond, contribua

puissamment au gain de la bataille de Tours ; il se battit corps à corps avec un chef maure d'une taille gigantesque, et le terrassa. On assure qu'il fonda, en mémoire de ce triomphe, une chapelle dans les environs de Paris, près d'un lieu appelé Monmorenciacum : cette chapelle devint le centre d'un village que l'on nomma par corruption Montmorency, et qui donna son nom à la famille du fondateur (1). Dès le douzième siècle, l'illustration de cette maison s'accrut tellement, qu'Alix de Savoie, veuve de Louis-le-Gros, épousa Mathieu Ier (veuf lui-même d'Aline , fille de Henri Ier, roi d'Angleterre). En contractant cette alliance, Alix avait pour but de donner un appui à son fils Louis VII, âgé de seize ans.

Les Montmorency se partagèrent en plusieurs branches , dont les plus fameuses furent celles de Marly et d'Ecouen. Mathieu II, dont nous écrivons l'histoire, sortait de la dernière ; il naquit en 1166, de Bouchard V et de Laurence de Hainaut ; il descendait par sa mère de Charlemagne, et par son père de ce Lisoie qui fut baptisé après Clovis , si l'on en croit nos premiers chroniqueurs. La naissance de Mathieu combla sa maison d'une joie d'autant plus vive, que son père avait déjà perdu trois enfants au berceau.

L'éducation, alors toute militaire , consistait à savoir bien manier une lance, à pousser un coursier dans l'arène , à exceller dans les exercices du corps. Les barons, toujours en guerre entre eux, voyaient dans leurs enfants des défenseurs, et les élevaient dans cette vue ; dès la plus tendre jeunesse on leur donnait le goût des armes ;

(1) Desormeaux, t. I. Cet écrivain composa une histoire de la maison de Montmorency : on lui communiqua à cet effet des titres authentiques, qui depuis ont été anéantis. André Duchesne, qui précéda Desormeaux, fit également une histoire de Montmorency ; ce n'est que la réunion de pièces justificatives, dépourvue d'ailleurs de narration.

on cherchait à développer chez eux une audace précoce : un père regardait dans son fils des inclinations pacifiques comme un malheur. Quant à Mathieu II, il se montra si enflammé d'une ardeur belliqueuse, que son oncle Thibault *le Batailleur*, comte de Champagne, n'hésita point de l'armer chevalier, quoique le damoisel atteignît à peine sa dix-huitième année.

La chevalerie, cette admirable institution de nos pères, devint une des garanties sociales dans des temps d'anarchie ; elle fut la sauvegarde des droits légitimes, l'appui du faible, de la veuve, de l'orphelin, dans un temps où le droit de la force régnait à l'exclusion de tout autre. Une piété sincère, un courage à toute épreuve, une galanterie qui s'alliait avec des mœurs austères, distinguaient le chevalier : toutes ces qualités, jointes à une probité inflexible, enfantèrent des caractères qui commandent encore notre admiration.

La chevalerie n'était conférée qu'après une préparation religieuse : le néophyte passait quinze jours dans les prières et dans les jeûnes; la cérémonie s'achevait en présence de tous les vassaux; un vieux guerrier, fameux par ses exploits, donnait l'accolade et l'épée ; le fils du châtelain était revêtu de toute son armure par les dames de sa famille : ce n'était qu'après avoir reçu *l'ordre* qu'un banneret jouissait des prérogatives attachées à la chevalerie.

La réception du jeune Mathieu II, dernier espoir d'une des plus illustres races, fut accompagnée de l'appareil le plus pompeux. La mort de Bouchard V, arrivée vers l'an 1185, ne tarda pas de mettre Montmorency en jouissance d'immenses fiefs; il épousa l'année suivante Gertrude de Soissons.

Au commencement de 1190, Philippe-Auguste promulgua une ordonnance relative à l'établissement des

baillifs souverains, qui, par la voie d'appel, devaient accoutumer le peuple des campagnes à reconnaître la justice royale : les villes la reconnaissaient depuis Philippe Ier et Louis-le-Gros. Ces nouveaux magistrats eurent pour mission spéciale de recevoir dans leurs assises les plaintes des sujets, de rendre une prompte justice, et de tenir les prévôts seigneuriaux dans les bornes de leurs attributions : on enjoignit à chacun d'eux d'adresser tous les mois, au conseil du roi, un rapport détaillé de ses opérations. L'établissement de ces censeurs de la juridiction féodale trouva beaucoup d'opposition de la part des feudataires, qui sentaient combien leur influence sur le peuple en serait diminuée. Montmorency, possesseur de six cents fiefs, pouvait le regarder d'un mauvais œil sans encourir de blâme : trop généreux pour ne pas mettre le bien de l'Etat au-dessus de ses intérêts particuliers, il aida cette mesure de tout son pouvoir ; bien plus, moyennant une faible redevance, il affranchit ses vassaux de certaines tailles extraordinaires que tout baron pouvait exiger, suivant son bon plaisir. Cette action, où respire l'amour de l'humanité, devint un exemple d'autant plus entraînant, qu'elle émanait d'un des leudes les plus puissants du royaume.

Mathieu ne s'écarta jamais de la ligne que sa haute raison lui avait tracée. Son empressement à exécuter les volontés de Philippe-Auguste, contribua à faire rentrer le monarque dans cette partie de l'autorité que le pouvoir royal avait perdue par la faiblesse de ses prédécesseurs : ce dévouement parut d'autant plus méritoire de sa part, qu'il n'en trouvait point d'exemple chez ses ancêtres, car ils s'étaient montrés turbulents et même rebelles sous Louis-le-Gros et sous Philippe Ier.

Nous n'avons pu découvrir le motif pour lequel Mathieu II ne suivit pas Philippe-Auguste dans la Palestine,

en 1190; on peut présumer que le trépas de sa mère, Laurence de Hainaut, en fut la seule raison; car il eut à défendre alors contre plusieurs de ses parents le riche héritage dont cette mort le mettait en possession. Au surplus, Mathieu ne resta pas inactif pendant cette croisade : il combattit et dispersa plusieurs bandes d'aventuriers qui vinrent dévaster ses domaines; non-seulement le jeune baron les chassa de ses terres, mais encore il fit respecter celles de plusieurs châtelains occupés à l'expédition de la Palestine.

Ces aventuriers, sur lesquels les historiens fournissent peu de détails, sortaient de la Germanie, du Brabant et même des Espagnes : ils arrivèrent dans le royaume dès que l'armée des Croisés fut partie pour l'Orient. Profitant de l'absence de Philippe-Auguste, ils se livrèrent aux plus affreux désordres. Mathieu II fut occupé pendant trois ans à défendre ses domaines contre leurs entreprises; il les battit dans plusieurs rencontres, et les dissipa entièrement.

Les succès remportés sur ces aventuriers procurèrent une brillante renommée à Montmorency, et donnèrent lieu à des fêtes, auxquelles furent invités les guerriers revenus depuis peu de temps de la Palestine à la suite de Philippe-Auguste. Le sire de Montargis donna un tournoi auprès de Moret; Mathieu y parut, ainsi qu'une foule de preux, la fleur de la chevalerie : le pas d'armes devait durer un mois. Le cinquième jour, les hérauts annoncèrent l'arrivée du roi : en effet, Philippe-Auguste vint prendre place parmi les juges du camp (1192); et au moment où tous les chevaliers se pressaient dans la lice pour commencer la *mêlée*, le roi se mit debout, et adressa aux barons ce discours : « Preux de France, je viens vous proposer un champ plus digne de votre valeur

et de votre générosité : le duc d'Alençon est assiégé par les soldats de Richard, et prêt à tomber en leur pouvoir; venez avec moi, dispersons ces Anglais, et lorsque la victoire aura couronné nos efforts, nous reviendrons terminer le pas d'armes. » Cette allocution produisit son effet; on s'écria d'une voix unanime : *Partons! partons!* (1). Montmorency se montra un des plus bouillants. On quitta Moret, et l'on vola vers Alençon, dont les Anglais furent obligés de lever le siége. Tel était l'esprit du temps : Philippe-Auguste n'avait pas trouvé dans ce moment d'autres moyens pour rassembler les troupes nécessaires à cette expédition; car toutes ses forces étaient dispersées sur les frontières.

En l'année 1200, Blanche de Castille vint en France pour épouser Louis, fils de Philippe : ce monarque, politique dans la moindre de ses actions, fit publier dans les états de la chrétienté le mariage de son fils, afin d'attirer auprès de lui les princes dont il voulait gagner l'amitié. Les fêtes furent pompeuses : Montmorency, un des plus riches bannerets de France, déploya en cette rencontre une magnificence surprenante, et se fit remarquer dans les tournois par sa force autant que par son adresse ; il remporta le prix, qu'il reçut des mains de Blanche de Castille. La guerre lui offrit bientôt l'occasion, si ardemment désirée, d'acquérir une gloire plus solide.

Richard-Cœur-de-Lion venait de mourir : Jean lui avait succédé; mais il fut troublé dans la possession de la couronne par le jeune Arthur de Bretagne, qui se regardait comme le légitime souverain, étant fils de Geoffroi-le-Beau, comte d'Anjou, frère puîné de Richard, tandis que Jean n'était que le troisième fils de Henri II.

(1) Rigordus, Gesta Philippi Augusti (contemporain).

Jean soutenait néanmoins que la législation anglaise n'admettait pas la représentation par primogéniture : aujourd'hui même la validité de leurs droits respectifs est mise en question parmi les publicistes. Arthur prit les armes : il passait pour le prince le plus brillant et le plus aimable de son temps. Il se ménagea en Angleterre et en France de nombreux partisans. La même politique qui avait suggéré à Philippe-Auguste de favoriser les desseins ambitieux des trois fils de Henri II, révoltés contre leur père, l'engagea à secourir secrètement le duc de Bretagne. Arthur, battu en Poitou, tomba au pouvoir des vainqueurs (1202). Ce jeune prince périt d'une manière mystérieuse : on accusa avec raison Jean-sans-Terre d'avoir poignardé lui-même son neveu, n'ayant pu trouver une main étrangère pour remplir cet affreux office, quelque brillante récompense que promît le tyran. Constance, mère d'Arthur, demanda justice au roi de France : Philippe se rendit d'autant plus volontiers à ses prières, qu'il destinait sa fille Marie au jeune duc de Bretagne. Jean fut cité à la cour des pairs de France, comme vassal de la couronne. Ce tribunal suprême ne put se composer des six pairs qui auraient dû le former, les ducs de Bourgogne, de Guienne et de Normandie, les comtes de Toulouse, de Flandres et de Champagne : or Jean réunissait sur sa tête deux de ces pairies, celles de Guienne et de Normandie; des quatre autres pairs, un seul, le duc de Bourgogne, figura au nombre des juges; les trois autres étaient ou trop jeunes, ou absents. Le roi les remplaça par des possesseurs de grands fiefs; Montmorency y siégea à ce titre : on le choisit moins à cause de sa puissance, que pour l'estime particulière que le roi faisait de sa haute prudence. Jean n'ayant point comparu, fut condamné à mort; un second arrêt con-

fisqua ses terres au profit de la couronne. Ce jugement est un des actes les plus marquants du 13e siècle; il imprima au reste des vassaux une crainte salutaire. Jean, à la tête d'une armée formidable, voulut s'opposer à l'exécution de ce jugement.

En peu de temps la majeure partie de la Normandie tomba au pouvoir de Philippe; il ne resta aux Anglais dans cette province que quelques places. La plus importante était Château-Gaillard, forteresse bâtie sur la rive droite de la Seine : on ne pouvait l'attaquer que d'un côté; une nombreuse garnison la défendait. Philippe-Auguste vint l'assiéger en personne en 1203. La science de l'attaque et de la défense des places était alors fort peu avancée; il fallait des efforts inouïs pour conquérir une ville fortifiée. Grâce à des travaux merveilleux, les Français parvinrent à construire au-dessus de Château-Gaillard un pont de bateaux qui interceptait tous les secours par eau. Le roi d'Angleterre ne négligea rien pour contraindre Philippe à lever le siége : il rassembla cent grosses barques destinées à couper le pont; en même temps un corps d'armée commandé par le comte de Pembrok devait attaquer par terre les assiégeants. Les Français ne surent rien du projet de leurs adversaires, dont le plan paraissait bien conçu; mais il manqua d'ensemble, car l'armée anglaise commit la faute d'effectuer son attaque avant l'arrivée de la flotte. Toutefois elle surprit les assiégeants plongés dans le sommeil; le camp, forcé de tous côtés, fut bientôt envahi en dépit de la résolution que montrèrent le roi et les principaux chefs, parmi lesquels Montmorency se fit remarquer par une bravoure sans égale. Les Français accablés prirent la fuite et abandonnèrent leurs quartiers, que les Anglais se mirent à piller au lieu de pour-

suivre leur victoire. Guillaume Desbarres et Montmorency, restés les derniers, coururent après les fuyards, rallièrent le tiers de l'armée, mirent le feu aux buissons et aux habitations voisines, afin d'éclairer le lieu du combat. Ils vinrent ensuite à leur tour surprendre les insulaires, qui se gorgeaient de butin; une lutte sanglante s'engagea au milieu des tentes; la victoire, long-temps disputée, demeura aux Français: on en fut redevable à Montmorency. Il déploya dans cette occasion ce courage calme qui sait commander le succès, et qui fut toujours le trait le plus saillant de son caractère, au milieu du feu des batailles, comme aux délibérations du conseil. A peine célébrait-on la défaite de l'ennemi, que la flotte parut pour rompre le pont de bateaux: Montmorency, et son émule de gloire Guillaume Desbarres, repoussèrent ces nouveaux assaillants. L'espace rétréci où se livrait le combat ne permit pas à l'armée entière d'y prendre part. L'action se passa sous les yeux de Philippe-Auguste, qui ne put se lasser d'admirer l'intrépidité des deux guerriers. Au fort de ce second engagement, les Anglais récemment débarqués apprirent la déroute de l'armée de terre; alors ils battirent en retraite et regagnèrent leur flotte, au bout de quatre heures d'un combat opiniâtre. Ce double triomphe n'assura pas au roi la possession de Château-Gaillard: le gouverneur Roger de Lascy ne capitula que six mois plus tard. Les soldats vainqueurs, irrités de sa longue défense, voulaient le massacrer; Mathieu le prit sous sa protection et le présenta lui-même au roi, qui, en considération d'une aussi belle défense, donna au général Paris pour prison (1).

(1) Rigordus, Gesta Philippi, etc. — Mathieu Paris, liv. III.

La semaine qui suivit la reddition de Château-Gaillard, Montmorency reçut le commandement de trois divisions : il fit, dans le courant de 1204, la conquête de Lisieux et de Falaise; il tailla en pièces les compagnies des Cotteraux, soldées par Jean-sans-Terre. Quelque belliqueuses que fussent ces bandes, elles ne purent tenir devant Mathieu II; leurs chefs, *Lapicaire* et *Arcas*, expièrent par une mort glorieuse les horribles ravages commis dans la province. Le triomphateur remit sous l'obéissance du roi cette belle Normandie, séparée de la couronne depuis plusieurs siècles.

Philippe-Auguste, jaloux de recouvrer la totalité des provinces que les malheurs de la guerre avaient démembrées de son royaume, passa rapidement dans le Maine et dans l'Anjou ; mais il fut traversé dans ses vues par l'intervention du Saint-Siége : Innocent III dépêcha vers le roi, en qualité de légat, l'abbé Casemaire, pour lui commander de conclure la paix avec Jean-sans-Terre. Philippe avait appris par lui-même combien il était dangereux de décliner la suprématie des papes. Ce prince désira, dans cette circonstance, ne se conduire à l'égard du Saint-Siége que d'après l'avis des grands de son royaume. Mathieu de Montmorency, appelé au conseil, exhorta vivement le monarque à poursuivre ses avantages, à profiter de cette occasion pour ressaisir les provinces que Louis-le-Jeune avait été obligé de restituer en répudiant Eléonore; il entraîna dans son opinion le duc de Bourgogne et le reste de l'assemblée : il fut décidé qu'on écarterait l'intervention du pontife. Mathieu, envoyé vers le légat pour lui notifier cette décision, s'acquitta de sa mission avec dignité : « La puissance des papes, dit-il au prélat, ne s'étend pas jusqu'à pouvoir enchaîner les volontés du

roi de France, qui ne relève que de Dieu et de son épée (1). » A dater de cette époque, assurent plusieurs historiens, les monarques français ont adopté dans leurs actes publics la formule, *roi par la grâce de Dieu.*

En conséquence de la résolution prise par le roi, Mathieu et le duc de Bourgogne poursuivirent le cours de leurs conquêtes : les Anglais perdirent en peu de temps le Maine, l'Anjou, la Touraine ; ils ne conservèrent que la Guienne. Cependant le pape insistait pour obtenir la conclusion d'une paix définitive : il menaçait Philippe de sa colère. Ce prince se rappelait les désordres qu'avait occasionnés l'excommunication lancée contre lui par Célestin III ; il se crut autorisé, dans l'intérêt de ses peuples, à céder aux instances du Saint-Père, qui n'agissait d'ailleurs que pour empêcher l'effusion du sang. Mathieu de Montmorency et le sire de Couci jetèrent les bases du traité, et surent garantir à la couronne des avantages inappréciables.

Au commencement de l'année 1210, le prince de Césarée et l'évêque d'Acre arrivèrent en France, venant de la Terre-Sainte ; on les députait vers Philippe-Auguste pour le supplier d'accorder à la Palestine un guerrier qui, par son mérite et sa valeur, pût soutenir le trône chancelant de Jérusalem : on offrait au baron désigné par le monarque, la main de Marie de Montferrat, veuve d'Amauri, le dernier roi. Les envoyés annoncèrent qu'ils seraient au comble de leurs vœux si le choix tombait sur Mathieu II, que la mort de Gertrude de Soissons affranchissait de tous liens : le nom qu'il portait était célèbre dans tout l'Orient ; Montmorency, sire de Marli, l'effroi des Musulmans, fut

(1) André Duchesne. — Matthæus Paris, Hist. Anglorum, lib. III.

un des fondateurs de l'empire latin de Constantinople. Mais Philippe-Auguste, regardant Mathieu II comme un des plus fermes soutiens de la monarchie, ne voulait point s'en séparer : il désigua donc Jean de Brienne, un des héros de la dernière croisade. Ce paladin, avide de gloire, accepta avec transport l'honneur périlleux de s'asseoir sur le trône de Godefroi de Bouillon.

LIVRE II.

Bataille de Bouvines. — Montmorency en est le héros.

Lorsque Philippe-Auguste monta sur le trône, il trouva la maison de Plantagenet en possession de la moitié des Gaules. Henri II, roi d'Angleterre, tenait sous son sceptre la Normandie, une partie du Vexin, le Poitou, la Saintonge, l'Auvergne, le Limousin, le Périgord, l'Angoumois, l'Anjou, le Maine, la Touraine, la Guienne, qui comprenait une partie du comté de Toulouse. Ce prince ne tarda point d'ajouter à toutes ces contrées la Bretagne, dont il fit épouser l'héritière à l'un de ses fils. Les Plantagenet, secondés par toute la puissance britannique, auraient fini par ranger la France entière sous leurs lois, si le Ciel ne leur eût suscité un prince aussi énergique que Philippe-Auguste. Doué d'une activité infatigable, d'une vigueur d'esprit peu commune, le monarque annonça de bonne heure la résolution d'arrêter l'Angleterre dans ses empiétements, et de lui arracher les provinces dont Louis-le-Jeune, son père, s'était laissé dépouiller. Il marcha à son but avec une

constance admirable, en employant les moyens les plus extraordinaires, sans jamais manquer de loyauté : rien ne put le détourner un seul jour de son projet ; les actions les plus importantes de sa vie, comme les moins considérables, se rapportèrent à ce grand objet. Il ne se décida à prendre part à la croisade que dans la seule pensée d'empêcher Richard, son émule, d'acquérir trop de renommée : à cette époque on n'exerçait de l'influence sur les peuples que par la gloire des armes. Enfin, le succès couronna ces efforts prodigieux : Philippe parvint non-seulement à ressaisir les provinces détachées du royaume, mais encore à donner à l'empire germanique un maître de son choix ; bien plus, il devint l'arbitre des destinées de l'Angleterre, et plaça sur le trône des Alfred son propre fils, qui fut couronné dans la ville de Londres après avoir battu Jean-sans-Terre, son rival.

Nous avons dit que Philippe-Auguste dicta un choix aux électeurs de l'empire germanique : en effet, après la mort de l'empereur Henri VI, on élut Othon IV, duc de Brunswich, en raison de la trop grande jeunesse de Frédéric, fils du monarque défunt. Mais Othon était neveu de Jean-sans-Terre, et trop dévoué aux intérêts de l'Angleterre ; à ce titre, son élévation ne pouvait convenir à Philippe. Ce dernier eut assez de pouvoir pour engager les électeurs à réviser l'élection d'Othon, et ses habiles menées eurent pour résultat de partager la Germanie en deux factions : la majeure partie de l'empire se prononça en faveur de Frédéric. Dès ce moment, les Plantagenet se virent privés de l'auxiliaire sur lequel ils comptaient le plus. Philippe, qui redoutait sans cesse une invasion de la part des Tudesques, voulut leur opposer une forte barrière en mettant la Flandres, le Brabant et le Hainaut, sous son influence immédiate : le

sort le favorisa singulièrement, car les souverains de ce pays moururent successivement, en ne laissant que des filles; le roi leur donna pour époux des hommes dont il voulait s'assurer le dévouement, en procurant à chacun d'eux une fortune au-dessus de ses espérances.

Jeanne et Marguerite, filles de Baudouin, comte de Flandres, retenu en Orient, eurent pour mère Marie, fille aînée de Louis-le-Jeune et d'Eléonore : elles étaient par conséquent nièces de Philippe-Auguste. Le roi ayant appris la mort de Baudouin, arrivée en 1205, fit venir auprès de lui les deux princesses flamandes, invoquant la double qualité d'oncle et de suzerain. D'après l'usage établi, lorsqu'un vassal ne laissait en mourant que des filles, elles passaient sous la garde-noble du suzerain; la loi féodale le chargeait d'élever ses pupilles et de leur procurer des époux. Philippe retira les deux sœurs de chez le comte de Namur, *pro-curateur*, et fixa le lieu de leur demeure à Paris, dans son propre palais : il fit déclarer l'aînée comtesse de Flandres, à l'exclusion de la cadette, attendu que les grandes seigneuries, dit le chancelier d'Aguesseau, étaient impartables de leur nature.

Le roi maria la comtesse de Flandres, en 1211, à Ferrand, second fils de Sanches Ier, roi de Portugal; faveur insigne pour le prince lusitanien, qui servait dans l'armée du roi comme simple chevalier. Philippe sut néanmoins se la faire payer; car il exigea de lui la cession de la Flandres gallicane, composée de Lille, de Douay, d'Orchies, Saint-Omer et Aire : Ferrand signa le traité à Paris. Le nouveau souverain de la Flandres se montra bientôt d'un caractère très-difficile, et ne craignit pas d'user envers Jeanne des procédés les plus violents. Aimant passionnément les échecs, il y jouait souvent avec sa femme, qui, étant fort habile à ce jeu,

le battait constamment : elle le faisait *mat* (mataverat), dit la chronique du contemporain Richer, abbé de Sénones; Ferrand, de dépit, jetait les pièces au visage de Jeanne et la frappait rudement. La jeune princesse supporta d'abord patiemment ces mauvais traitements; elle finit par adresser des plaintes à Philippe-Auguste : celui-ci fit des reproches très-vifs à Ferrand, qui les reçut avec mépris, et qui même s'étudia à provoquer de nouvelles observations, pour mieux les braver. On se piqua réciproquement : Philippe se montrait d'autant plus irrité, qu'il aurait voulu que le Lusitanien se souvînt qu'il ne devait ses états et sa position brillante qu'aux bons offices du roi de France. Sur ces entrefaites, Jean-sans-Terre terminait les immenses préparatifs d'une attaque qu'il voulait diriger contre le royaume. Philippe prit des mesures vigoureuses pour lui résister : à cet effet, il convoqua ses grands vassaux auprès de Soissons. Ferrand s'y rendit; mais il refusa de fournir le contingent que le roi exigeait de la Flandres, à moins qu'on ne remît les villes cédées par lui en se mariant. Aucune remontrance ne put le toucher. Ferrand se retira dans ses états, et mit la population sous les armes : il passa en Angleterre, et, dans une assemblée tenue à Cantorbéry, le Lusitanien fit hommage de la Flandres au roi *Jean-sans-Terre;* revenu à Bruges, il engagea dans sa querelle Renaud, comte de Boulogne. Encouragé par ce succès, cet homme passionné alla dans la Thuringe trouver Othon, et le détermina à se mettre à la tête de la ligue formée contre Philippe, en lui persuadant que s'il pouvait accabler le roi de France, l'Allemagne tout entière se prononcerait en sa faveur : les discours de Raymond, comte de Toulouse, qui, chassé de ses états, se trouvait au-delà du Rhin, vinrent donner plus de poids aux raisonnements de Ferrand.

En même temps on informa l'empereur que Frédéric, son compétiteur, était venu secrètement en Lorraine, et qu'il avait signé à Toul, vers la fin de 1212, un traité d'alliance d'après lequel il s'engageait à ne conclure ni paix ni trève avec l'empereur et le roi d'Angleterre, sans le consentement de Philippe. Frédéric entrait à peine dans sa dix-huitième année, mais il déployait déjà une fermeté remarquable.

Surmontant son apathie habituelle, Othon consentit à diriger une expédition formidable contre la France. De son côté Philippe, ayant inutilement invité Ferrand à venir le trouver à Gravelines, envoya en Flandres les troupes destinées à tenter une descente en Angleterre. Il marcha d'abord contre Lille, qui s'était révoltée, emporta la ville à la suite d'un siége fort opiniâtre, et la livra aux flammes, afin d'effrayer, par cet exemple, les pays qui oseraient entrer en insurrection. Mathieu de Montmorency, commandant la première division, contribua puissamment à la prise de Lille; il enleva, au bout d'une semaine, Cysoing et Tournay (fin de 1213.) D'autres détachements venaient de conquérir Bruges, Ypres, Cassel. Mathieu s'avança rapidement sur Gand, qui, à l'approche des Français, se soumit en payant trente mille marcs d'argent pour que l'armée n'entrât pas dans ses murs. Le bruit d'un échec essuyé sur un autre point vint troubler la joie que causaient tant de succès. Ferrand, le comte de Salisbury et Renaud, comte de Boulogne, ayant surpris dans le port de Dam la flotte française venue de Calais, l'avaient incendiée. Le roi accourut à Dam, tailla en pièces les Flamands et les Anglais réunis. L'hiver le contraignit à suspendre les opérations de la guerre; il ordonna à Mathieu de mettre garnison dans Douay et Tournay, et le mois suivant le roi le rappela auprès de lui, le jugeant

capable de le seconder dans les mesures qu'il prenait pour résister à une attaque des plus sérieuses. Toutes les informations annonçaient que les alliés faisaient d'immenses préparatifs dans le but d'assaillir le royaume : en effet, la plus grande activité régnait en Flandres et en Allemagne.

Les princes confédérés décidèrent de se réunir à Bruxelles dans l'hiver de 1213. Othon, ayant effectué de nouvelles levées dans le duché de Brunswick, dans la Thuringe, en Saxe et sur les bords du Rhin, en forma une armée de 60,000 hommes qui franchit le fleuve vers le milieu de novembre 1213 (l'année commençant à Pâques). L'empereur se rendit un des premiers à Bruxelles ; voulant resserrer les nœuds nouvellement formés avec les princes belges, Othon, veuf de Béatrix de Souabe, épousa Marie, fille du duc de Brabant : le mariage fut célébré à Maestricht le 25 avril 1214.

Othon IV, surnommé le Superbe, comptait alors trente-sept ans : il était fils de Louis, duc de Brunswick, et de Mathilde, fille de Henri II, roi d'Angleterre ; par conséquent il se trouvait neveu de Jean-sans-Terre : on ne devait donc pas s'étonner de le voir prendre ses intérêts. Une portion des électeurs l'élut empereur le 4 juillet 1198, à la place de Philippe de Souabe, nommé trois mois avant lui ; mais, battu par son compétiteur sous les murs de la ville d'Ulm, en 1206, il s'était retiré en Angleterre auprès du roi son oncle. La nouvelle de la mort de son rival le rappela deux ans après sur le continent ; Innocent III le couronna à Rome en 1209, en lui faisant promettre cession entière des biens allodiaux de la princesse Mathilde. Othon le promit sur l'Evangile ; mais une fois reconnu empereur il refusa de tenir sa promesse, et exerça même d'injustes empiétements sur les terres du Saint-Siége.

Innocent III, irrité à bon droit, excommunia le prince, sur le front duquel ses mains venaient d'attacher la couronne impériale. C'est alors que Philippe-Auguste, voyant, non sans un vif regret, l'empire entre les mains du neveu de Jean-sans-Terre, se joignit au pontife, et fit revivre les droits que le jeune Frédéric avait au trône impérial. Une partie des princes de la Germanie se déclara pour le protégé du roi de France; ils l'élurent à Mayence, le 6 décembre 1212. Sur ces entrefaites, Othon, désirant rallier à sa cause les partisans de la maison de Souabe, épousa Béatrix, fille de Philippe son ancien compétiteur; mais Béatrix mourut le second jour de son mariage. Ce trépas subit causa une douleur extrême à l'empereur, qui l'attribua à son excommunication : dès ce moment il ne garda plus de ménagements à l'égard du clergé, dont il se fit le persécuteur. Ainsi que tous les princes allemands, ce monarque était d'une haute stature et d'une épaisse corpulence. Vaniteux à l'excès, il indisposait les grands par sa morgue, et les traitait avec un mépris insultant; d'ailleurs son caractère n'avait aucune fermeté; et, si Othon montrait du courage dans les combats, il montrait également beaucoup de timidité dans le reste de sa conduite : tel se présentait l'Agamemnon de cette ligue des princes de l'Europe.

Après Ferrand, comte de Flandres, qui avait quarante ans, on distinguait, parmi les principaux chefs de la coalition, *Renaud de Dammartin.* Ce baron, d'un caractère impétueux, annonçait une ambition démesurée; indigné que la fortune l'eût placé dans un rang secondaire, il s'agita constamment pour s'élever, sans se laisser arrêter par la honte d'employer des moyens que réprouvait l'honneur. Il apprit en 1191 que Ide, comtesse de Boulogne, veuve de deux princes, voulait

se remarier pour la troisième fois, et qu'elle avait choisi Arnould, baron d'Ardres : sur ce seul bruit Renaud répudie sa femme Marie de Châtillon, sous prétexte de parenté, et se met sur les rangs pour épouser Ide et devenir ainsi possesseur du comté de Boulogne, un des plus beaux fiefs de la chrétienté. Ide, persécutée par la foule des prétendants, donne un rendez-vous au baron d'Ardres dans un presbytère isolé, dont le prêtre consent à les unir; mais Renaud, informé de ce projet, précède son rival dans le lieu désigné, enlève Ide et l'emmène en Lorraine, dont le souverain lui accorde asile et protection. Le baron d'Ardres se met à la poursuite du ravisseur; arrivé auprès de Verdun, il est arrêté et jeté dans un cachot. Renaud sut capter la bienveillance de la comtesse Ide, et, grâce à l'intervention de Philippe-Auguste, il parvint à épouser cette princesse. Le roi de France conçut de bonne heure une prédilection singulière pour Renaud, dont l'humeur altière offrait quelque conformité avec la sienne : cependant Philippe-Auguste ne favorisa Renaud à l'occasion de cet hymen, que sous la condition expresse que le comté de Boulogne relèverait directement de la couronne; et afin de mieux s'attacher ce nouveau vassal, le monarque permit que Philippe, son second fils, épousât la fille de Renaud : ce dernier montra une vive reconnaissance pour tant de bienfaits. Une circonstance imprévue vint changer en une haine violente un dévouement qui semblait ne devoir jamais finir. Renaud se trouvait en 1197 au palais de Philippe, à Bapaume; il s'y prit de querelle avec Heugues IV, comte de Saint-Paul : celui-ci ne put se contenir en parlant à l'homme qui avait répudié sa nièce, et lui appliqua sur le visage un coup de gantelet si rude, que le sang jaillit à l'instant par le nez, par la bouche, et couvrit les

dalles du plancher. Le comte de Boulogne ayant tiré sa dague, voulut en percer le comte de Saint-Paul; les barons de l'assemblée s'interposèrent. Le roi parut donner tort à Renaud : ce dernier, transporté de fureur, quitta sur-le-champ la demeure du monarque. Philippe-Auguste voulut l'y rappeler, et envoya vers lui frère Guérin, son premier ministre, qui invita le comte de Boulogne à s'en rapporter à son suzerain pour la réparation de l'injure : « J'y consens, répondit le vassal, pourvu que le roi fasse remonter de terre à ma tête le sang qui en est tombé. » En même temps il remit à Guérin le collier de *l'Espérance*, ordre de chevalerie fondé par Philippe en 1190 : « Tenez, lui dit-il, *voilà la bride, nous aurons bientôt le cheval* (1). » Renaud parlait ainsi, parce qu'il ne doutait pas que Philippe ne fût accablé par la ligue que tant de princes de l'Europe formaient contre le monarque français. Au bout de quelques mois, sans égard pour les traités qui plaçaient ses états sous la mouvance immédiate de la couronne, Renaud déclina cette suzeraineté, se reconnaissant vassal direct du comte de Flandres. Philippe le déclara traître à la patrie, coupable de haute trahison, et détacha deux divisions qui s'emparèrent de ses états. Renaud, dépouillé de ses domaines, erra plusieurs années sur le continent, et finit par se retirer en Angleterre, l'asile habituel de tous les ennemis de la France.

Simon de Dammartin, frère de Renaud, fut doté du comté d'Aumale par le roi; comblé des bienfaits de Philippe-Auguste, il se prononça à regret contre ce prince, n'agissant ainsi que pour ne pas abandonner Renaud, auquel l'amitié la plus tendre le liait depuis l'enfance.

(1) Meyer. — Buzelin, Gallia Flandria, lib. IV.

Guillaume de Ponthieu, son beau-père, servait dans l'armée de Philippe.

Henri-le-Guerroyeur, duc de Brabant, acquit beaucoup de gloire dans les guerres soutenues par Frédéric *Barberousse*, et perdit un œil dans un combat où il sauva la vie à ce monarque. Henri, devenu le serviteur dévoué de Philippe-Auguste, l'accompagna à la Terre-Sainte; et, quoique plus âgé que ce prince, il épousa sa fille Marie, veuve du comte de Namur. Le Brabançon eut à soutenir de vifs démêlés contre Hugues, prince-évêque de Liége, au sujet de la succession du comte de Huy : le prélat, d'une humeur très-martiale, se mit à la tête de ses troupes, battit complètement Henri dans les premiers jours de 1214, et s'empara de la moitié des domaines de son ennemi. Le duc, craignant de perdre ses états, consentit à venir lui demander pardon à genoux, se promettant bien néanmoins de saisir l'occasion la plus favorable pour satisfaire sa vengeance. En effet, il mit un empressement extrême à s'unir au comte de Flandres, et donna sa fille à l'empereur Othon IV, chef de cette ligue, y mettant la condition que le monarque allemand commencerait par humilier l'orgueilleux prélat. Othon le promit, et tint parole; car en arrivant en Flandres il débuta par saccager la ville de Liége, sans respecter les églises, ni les reliques de saint Lambert, que l'on conservait précieusement dans une châsse.

Albert, duc de Saxe, venait de se lier avec Othon, quoique la maison de Brunswick eût disputé pendant long-temps à la sienne la possession de la Saxe. Albert aurait été le prince le plus remarquable de cette époque, si l'ambition tenait lieu de mérite : il s'agita toute sa vie, sans améliorer sa position; sa taille était

si élevée, qu'elle devint un objet de curiosité : dans un voyage qu'il fit à Londres en 1192, Albert fixa l'attention de tous les habitants de cette ville; on sortait dans les rues pour le voir passer.

Guillaume, comte de Hollande et de Zélande, âgé de trente-huit ans, regardé comme un des princes les plus riches de la chrétienté, avait passé sa jeunesse en France, et fut entraîné on ne sait comment dans la ligue formée contre Philippe-Auguste.

Thibault Ier, reconnu duc de Lorraine depuis un an, passait pour l'homme le mieux fait et le plus robuste de ses états; ami particulier d'Othon et de Jean-sans-Terre, il resta constamment fidèle à leurs intérêts.

Hervé IV, baron de Donzi, de la maison de Gien, paya de la plus noire ingratitude Philippe-Auguste, qui lui avait fait épouser Mahaut, héritière de la maison de Nevers. Guerrier brave et violent, il fit la guerre aux Albigeois en 1209, et les traita très-durement. L'historien Mathieu Paris l'appelle « prince issu du traître Ganelon, » ce qui passait alors pour la plus grosse des injures. Son beau-père Pierre de Courtenay, comte d'Auxerre, servait dans l'armée du roi de France.

Conrad de Termone, palatin du Rhin, aventurier célèbre du treizième siècle : il commanda long-temps en Italie les armées de l'empereur Henri VI. Son impétuosité ressemblait souvent à de la folie; aussi les Italiens ne balançaient pas à dire qu'une mouche logeait dans son cerveau : ils le surnommèrent *Mosca in cervello*. L'empereur Henri VI, dont il fut un des plus vaillants généraux, le dota du duché de Spolette; mais le pape Innocent III, refusant de reconnaître la validité de cette donation, commanda aux habitants de Spolette de ne point prêter serment de fidélité à Conrad de Termone. Celui-ci, ayant voulu user de la force, fut excommunié,

et obligé de se retirer en Allemagne : la haine dans le cœur, il embrassa avec chaleur le parti d'Othon, que des motifs semblables portaient à détester le Saint-Siége.

Henri III, comte de Limbourg, le prince le plus versatile de son siècle : naguère allié intime de l'évêque de Liége, il venait de se liguer avec Othon et le duc de Brabant, ses anciens ennemis; il fit partie de la croisade entreprise par Richard et Philippe-Auguste. Henri de Limbourg jeta un grand éclat en Palestine par son audacieuse valeur.

Raoul d'Issoudun, un des principaux tenanciers du Poitou, était devenu comte d'Eu en épousant Alix, héritière de ce fief; il se montra constamment fidèle à la cause de l'Angleterre, mais son attachement lui avait coûté cher, car Philippe-Auguste, irrité de voir le comté d'Eu entre les mains d'un partisan des Plantagenet, le somma de prêter l'hommage de vassal : or, cet hommage emportait l'obligation de ne jamais prendre les armes contre son suzerain. Raoul s'y refusa; le roi le fit attaquer sur-le-champ par un gros de troupes françaises que commandait Philippe de Dreux, évêque de Beauvais : le prélat guerrier acheva la conquête du comté d'Eu en 1193; Raoul embrassa la cause des alliés, dans l'espoir de se venger amplement de Philippe-Auguste (1).

Guillaume Longue-Epée, comte de Salisbury, frère naturel de Jean-sans-Terre : son père Henri II n'ayant épousé Eléonore de Guienne que par des motifs de po-

(1) En donnant la liste purement nominative des principaux alliés, Daniel, Velly et surtout Anquetil ont accumulé erreurs sur erreurs, de sorte que cela met dans leur récit une confusion inextricable; nous croyons nécessaire de rétablir les faits dans leur véritable jour.

Ces écrivains disent : *Guillaume, duc de Brabant;* c'est Henri

litique, ne fut pas assez sage pour rompre ses anciennes liaisons avec sa première fiancée, la belle Rosemonde, fille de Gauthier, lord Clifford, et la cacha dans un labyrinthe à Woostock, afin de la soustraire à la fureur jalouse d'Eléonore; mais il ne put y parvenir: pendant un voyage du roi en Normandie, Eléonore s'introduisit dans le labyrinthe, et fit prendre de force du poison à sa rivale, qui mourut au bout de quelques heures (1173). Henri II en avait eu deux fils: l'un, Geoffroi, fut évêque de Lincoln; Guillaume, le second, devint l'objet de la prédilection de son père, qui lui donna le comté de Salisbury. Le dernier se fit remarquer par l'exaltation de ses sentiments généreux et par une bravoure brillante: à l'exemple de Guillaume-le-Conquérant, il prit l'habitude de porter une épée extrêmement longue, d'où lui vint le surnom par lequel on le distingue dans l'histoire. Cherchant l'occasion de se signaler, il demanda au roi la permission d'aller en Flandres se joindre à l'empereur Othon. Jean-sans-Terre y consentit, sans lui confier néanmoins le commandement des 6,000 Anglais qu'il envoyait aux alliés par Douvres et par Ostende. Il

le Guerroyeur; ils en font deux personnages, *le duc de Brabant* et *le comte de Louvain*: Henri était l'un et l'autre. Ils désignent par le nom d'*Othon*, Henri III, comte de Limbourg. Ils appellent le duc de Lorraine, *Henri*: il se nommait *Thibault*, il n'y eut jamais de Henri duc de Lorraine dans le moyen âge. Ils font paraître un comte de Namur au nombre des ennemis de la France, et cependant *Philippe-le-Noble*, comte de Namur, était mort en 1212 sans laisser d'enfants, et le titulaire de ce comté était une femme, *Yolande*, sœur de ce Philippe, et femme du comte d'Auxerre, servant dans l'armée de Philippe-Auguste. Ils disent encore: « Le comte de Bar portait les armes contre le roi, dont il était le sujet; » le jeune comte de Bar se faisait remarquer au contraire parmi les vassaux réunis autour de Philippe, et se distingua autant par son zèle que par sa bravoure.

choisit pour chef de cette division Heugues de Boves[1], banneret picard, qui fut banni par Philippe-Auguste pour une faute grave dont il s'était rendu coupable. Ce Boves était petit-fils de Robert surnommé *le Tyran*, qui, ayant conçu quelques soupçons sur la vertu de sa femme Béatrix de Saint-Paul, fit enfermer dans une cabane couverte de paille trois hommes désignés pour entretenir un commerce criminel avec la châtelaine. On y mit le feu par ses ordres : « Les flammes n'atteignirent point ces malheureux, dit la chronique de Turpin, et l'innocence de Béatrix fut ainsi miraculeusement prouvée. » Heugues de Boves hérita de la violence de son aïeul; il répudia sa femme, modèle de vertu, et épousa solennellement sa favorite, fille d'un Juif; ce qui lui attira les foudres de l'Eglise et les sévères remontrances du roi de France. Il brava les unes et les autres; retiré à Londres, il y gagna l'affection de Jean-sans-Terre, soit par le charme de ses discours, soit par la haine qu'il montrait pour tout ce qui tenait à la France. Henri II, ayant à se soutenir dans un pays auquel il devait être étranger, se forma une garde formidable d'hommes tirés principalement du Brabant, de l'Ecosse, et du pays de Galles ; il économisait sur les dépenses de sa maison afin de se procurer l'argent nécessaire pour acquitter la solde de ces stipendiés, sur qui l'on ne pouvait compter qu'autant qu'on les payait exactement : aussi Jean-sans-Terre eut-il grand soin de donner à Boves l'argent de la solde pour quatre mois.

On distinguait encore parmi les chefs de l'armée des alliés, Arnoul d'Oudenarde, Etienne de Malines, Gilles de Sainte-Aldegonde, le sire de Guistall, commandant des gens d'armes flamands, Gérard Ostermall, commandant de la garde d'Othon. Ces barons, de plusieurs

pays, parlant divers langages, sentaient le besoin de se reconnaître entre eux; car l'ajustement de tous les féodaux de la chrétienté étant façonné de la même manière, il pouvait en résulter une confusion fâcheuse, puisque les visières couvraient absolument le visage : pour y obvier, on convint de fixer, au milieu de la cotte d'armes, une croix rouge.

On voit, d'après la composition des généraux de cette armée, que Philippe-Auguste allait avoir à lutter contre ses ennemis personnels, guidés par l'animosité la plus violente; ce prince savait que les alliés entretenaient des liaisons secrètes parmi les principaux vassaux de la couronne : les informations qu'il prit à cet égard ne lui laissèrent plus de doute sur l'existence d'une conspiration flagrante. On mettait en question les droits de la maison des Capétiens; Philippe se trouva dans une de ces situations difficiles où la fortune d'un prince dépend de l'incident le plus futile. Il fit part aux grands vassaux des projets hostiles des alliés, et de leur intention de porter le théâtre de la guerre dans le cœur du royaume, d'envahir les provinces et de se les partager : il les invita, dans les termes usités, de fournir les contingents fixés par les lois féodales. Mathieu de Montmorency, habitant l'Ile-de-France, fut le premier admonesté; il répondit à cet appel avec les expressions du plus pur dévouement, et se montra très-zélé pour la levée des troupes : son empressement fut d'autant plus digne d'éloge, que son amour-propre venait d'être mis à de rudes épreuves. Les alliés, qui entretenaient des émissaires en tous lieux, voulurent le séduire par les plus belles promesses; on alla jusqu'à lui laisser entrevoir la possibilité d'occuper le trône en sa qualité de descendant de l'oncle du dernier roi carlovingien, de ce Charles de Lorraine qui ne sut pas soutenir les justes

droits que sa naissance lui donnait à l'héritage de Louis V. Les intérêts de Mathieu étant liés à ceux d'une infinité d'arrière-vassaux, on doit présumer que si ce puissant vassal fût entré dans la coalition, il y eût entraîné un nombre considérable de clients. Montmorency repoussa énergiquement ces propositions, et conserva sa fidélité au souverain, dont il soutint l'autorité de tout son crédit. L'épreuve que Philippe venait de faire sur Montmorency ne laissa rien à désirer; mais d'autres leudes, moins loyaux, montraient de l'hésitation : le monarque en fut effrayé un moment. Mathieu, sentant comme lui le danger, redoubla de zèle; son exemple, suivi par le duc de Bourgogne et par Thomas de Saint-Valeri, donna l'impulsion : l'élan fut complet. Les troupes communales se joignirent à la nombreuse chevalerie accourue de tous les points : cette circonstance est une des plus intéressantes, non-seulement de nos annales, mais encore de l'histoire du monde. Il appartenait à la France d'offrir le spectacle, aussi rare que beau, d'un peuple se levant tout entier à la voix de son roi pour défendre la terre natale. Le péril fut si imminent, fut tellement senti, que les hommes de diverses classes et de toutes les origines se confondirent pour la première fois depuis Clovis, et représentèrent la nation réunie dans un seul corps. Les chroniques contemporaines de l'Allemagne et de l'Angleterre parlent de l'enthousiasme qui éclata parmi la population; mais, par une indifférence inexplicable, nos écrivains modernes n'ont consacré que quelques lignes à ce mémorable événement.

Philippe-Auguste, assuré de l'appui universel, considéra sans effroi les vastes préparatifs de la coalition, et prit les mesures les plus énergiques pour lui résister; il venait d'atteindre sa cinquantième année, et joignait

à une prudence consommée la première vigueur de la jeunesse, quoique le poison, que des mains perfides lui donnèrent en Palestine, eût laissé sur sa personne des traces très-apparentes. Son visage était empreint d'une pâleur mortelle, qui ne s'effaça jamais plus (1). Aucun détail n'échappait à son active prévoyance : il avait acquis la certitude que le roi d'Angleterre devait combiner son attaque dans le Poitou, avec l'invasion que l'empereur et les princes belges préparaient du côté de la Flandres. Il ordonna à la chevalerie du midi de se rallier sous les bannières de son fils, récemment envoyé dans l'Aquitaine : Louis, héritier de la couronne, rassembla en peu de temps 30,000 hommes; il choisit pour ses premiers lieutenants le comte de Périgord, les sires d'Albret et de Rochechouart. Mathieu de Montmorency fut d'abord désigné pour l'accompagner ; mais Philippe, le jugeant plus nécessaire dans le nord, le garda auprès de sa personne, le destinant à commander l'avant-garde de la grande armée.

L'hiver de 1213 se passa en mouvements préliminaires : depuis la Scarpe jusqu'à la Dordogne, et depuis la Meuse jusqu'au Rhône, tous les points vulnérables furent fortifiés et pourvus de garnisons; on ne négligea aucun moyen pour arrêter l'agression des alliés. Il serait difficile de citer un plan de défense conçu sur une plus grande échelle : en compulsant les nombreuses chroniques contemporaines et les pièces conservées dans les archives de Lille, d'Arras, d'Abbeville, d'Amiens, etc., on retrouve encore quantité de pièces qui font connaître les dispositions locales prises à cette époque; et c'est en les parcourant qu'on se convaincra de l'erreur dans la-

(1) Rigordus, Gesta Philippi Augusti, lib. IV.

quelle sont tombés ces écrivains qui ont affirmé que la guerre se faisait dans le moyen âge sans aucune prévoyance, que le hasard seul présidait aux opérations, qu'il n'existait dans le conseil des rois ni sagesse ni habileté.

Philippe, instruit, vers la fin de juin 1214, que les dernières divisions allemandes de l'armée d'Othon franchissaient le Rhin, ordonna de commencer le mouvement de concentration sur la Picardie; il partit de Paris le 18 juillet, et arriva au camp de Péronne, où se réunissait le gros de l'armée : les troupes seigneuriales et communales de la haute Picardie, du Ponthieu et de l'Artois étaient échelonnées jusqu'à Douay. Philippe quitta Péronne le 20, et prit la route de Lille : les ruines fumantes de cette ville, jadis si florissante, étaient un exemple de la sévérité avec laquelle le roi de France punissait la rébellion. Toutes les forces vinrent camper dans la plaine qui sépare Lille d'Hazebruck. C'est peut-être ici le cas de jeter un coup d'œil sur la composition des armées françaises, au commencement du treizième siècle.

L'établissement des fiefs, institués en 930, sous Raoul, pour légitimer des usurpations, devint fatal à l'autorité royale. Le vassal, dans plusieurs cas, jouissait du droit de refuser obéissance au souverain; les arrière-vassaux, sujets à la fois des leudes et de la couronne, étaient toujours dans une situation douteuse; souvent ils se virent forcés de servir le suzerain contre le roi, de sorte que le monarque ne disposait en réalité que des soldats levés dans ses propres domaines : ce que l'on appelait le royaume de France était alors gouverné comme un grand fief. Heugues Capet, un des principaux feudataires, avait concouru à cet affaiblissement du pouvoir royal; mais une fois monté sur le trône, il voulut ressaisir la puissance

tout entière : il rencontra une opiniâtre résistance dans les barons, précédemment ses égaux, dont il venait de payer les suffrages par d'énormes concessions. S'il ne put réussir dans ce projet, au moins ce prince en conçut-il le plan, et en légua l'exécution à ses successeurs; de sorte que plusieurs siècles furent remplis par une lutte continuelle entre le monarque et des sujets trop puissants. La guerre se déclarait-elle, ceux-ci amenaient au roi un nombre de soldats proportionné à l'étendue de leur domaine : ils disposaient ainsi des forces de l'Etat, et tenaient son chef dans une sorte de dépendance. Louis-le-Gros, guidé par l'habile Suger, leur porta un coup sensible en protégeant l'émancipation de beaucoup de villes, qui, moyennant un don volontaire, obtenaient un affranchissement définitif; le seigneur de qui elles relevaient octroyait une *commune* : l'action du pouvoir royal agissait dans cette transaction, en ce qu'il la sanctionnait de manière à ce qu'elle n'eût jamais d'effet rétroactif; et, dans beaucoup de cas, il contraignit le seigneur à recevoir le don qu'on lui offrait pour prix de l'affranchissement. En vertu de cette modification, les villes eurent la facilité de lever des troupes sans la participation de l'autorité féodale : elles ne le firent désormais que dans l'intérêt de la puissance souveraine. Louis-le-Gros s'empressa de s'adjoindre ces précieux auxiliaires : il se concerta également avec les évêques, qui se montrèrent d'autant plus disposés à le seconder que les grands feudataires n'épargnaient point dans leurs ravages les biens appartenants à l'Eglise. Les magistrats des villes se chargeaient de procéder à la levée des soldats, et de les mener au lieu du rassemblement. Ces milices furent appelées troupes communales, et prirent pour étendard les bannières de leurs églises : elles étaient bien distinctes de celles que les barons tiraient de leurs terres;

les unes et les autres devaient servir quarante jours, à compter du moment où l'on entrait en campagne, mais on dépassait fréquemment ce terme. Les milices communales furent toujours très-médiocres : les troupes seigneuriales ne cessèrent de se montrer supérieures aux premières, soit en bravoure, soit en discipline. On remarquait parmi elles une espèce de système d'organisation emprunté aux tournois, image de la guerre, et dans lesquels tout se réglait d'après l'ordre hiérarchique de la chevalerie. Les barons, fréquentant ces jeux militaires, s'accoutumèrent à se voir régir à l'armée par les mêmes règles; et le premier qui imagina d'asservir des hommes violents à des usages devenus pour eux dans la suite une espèce de frein, rendit à l'Etat un service inappréciable. Cette conquête de l'esprit d'ordre sur l'anarchie date du commencement de la troisième race.

Le roi intimait aux grands vassaux *le mandement de la chevauchée*, que ceux-ci transmettaient à leurs arrière-vassaux. Dès ce moment les routes, les campagnes se couvraient de gens armés, se dirigeant sur le point indiqué où se trouvait déjà l'*ost* du roi, formé de soldats pris dans les domaines particuliers du monarque. Ce système de levée était admirable par la simplicité de son mécanisme : souvent le roi n'admonestait que les leudes de deux, trois ou quatre provinces. On a calculé, en supputant les fiefs existants à cette époque, que si Philippe-Auguste eût ordonné la levée sur tout le territoire et d'après les bases rigoureuses de la féodalité, son armée aurait présenté un effectif de huit cent mille hommes de troupes seigneuriales, sans y comprendre les *communaux*. Le cri et le gonfanon du leude maintenaient dans ces rassemblements une régularité plus réelle qu'on ne pourrait le croire. Chaque

vassal de la couronne amenait, avons-nous dit, un nombre fixe d'arrière-vassaux, qui se classaient d'après leur rang, leur puissance et même leur âge, de la manière suivante : *banneret*, *chevalier*, *écuyer-banneret*, *écuyer*, *bachelier* : ce dernier degré était rempli par de très-jeunes féodaux, qui s'attachaient à un banneret ou à un chevalier ; ils le servaient et l'aidaient à se revêtir de ses armes : on les appelait aussi *varlets*, nom que par désuétude on a avili, ainsi que celui de *librée*, dont par corruption on a fait *livrée*. Le mot *librée* désignait une union d'hommes libres, engagés seulement par honneur sous les bannières d'un leude ; les paladins les plus fameux furent, dans leur jeunesse, varlets de quelque baron : la maison des grands devenait une école où les bacheliers allaient s'instruire, et recevoir du châtelain les leçons de chevalerie ; ce noviciat durait ordinairement sept ans.

Après les bacheliers venaient les *servientes* ou sergents; c'étaient les soldats des nobles; on les partageait en deux classes : les *servientes* proprement dits, entretenus aux frais des barons, et les *satellites*, serfs affranchis qui s'attachaient à leurs anciens maîtres ; leur dévouement aveugle passa même en proverbe : ils existaient dans la milice romaine. Chaque chevalier se faisait suivre ordinairement de 25 hommes d'armes : un *homme d'armes* était un écuyer accompagné de deux *servientes* ; de sorte que le chevalier avait à sa suite 75 soldats (1), qui adoptaient pour signe de ralliement une bannière appelée *pennon*. Le banneret, dont le rang était plus élevé, amenait un nombre bien plus considérable de gens de guerre ; la quotité variait suivant l'étendue de ses domaines ; un étendard carré le distinguait de son inférieur : l'écuyer-ban-

(1) Ce nombre diminuait ou augmentait fréquemment.

neret conduisait vingt hommes, et le simple écuyer deux *servientes*. Ces degrés de chevalerie ont donné l'idée de nos grades militaires; ils devinrent héréditaires sous Louis-le-Jeune; les rois les conférèrent plus tard à titre de récompense. On disait d'un *banneret* héréditaire, *il déploie bannière;* et d'un banneret institué par le roi, *il entre en bannière:* la richesse des armures se proportionnait au rang que chaque noble tenait dans les degrés de la féodalité. Le haut baron se réservait plusieurs signes distinctifs, entre autres l'*oliphant*, espèce de trompe ou de cornet fait de métal précieux, ou d'ivoire, richement travaillée : l'oliphant pendait par une chaînette au cou du leude, qui en donnait au milieu des combats afin de rallier les siens autour de sa personne, lorsque le danger le menaçait de trop près. Chaque vassal adoptait, en sonnant de l'oliphant, un *refrain* particulier qui aidait ses hommes d'armes à le reconnaître pendant le désordre de la mêlée (1). Les armes défensives étaient un bouclier taillé en pointe, un vêtement triple dont l'épaisseur garantissait des coups les plus violents, espèce de pourpoint bourré de crin, nommé *gambesson*, recouvert d'une cuirasse faite de mailles de fer très-serrées : on appelait cette cuirasse le *haubert;* plus tard les jambes et les bras s'enveloppèrent de bandes de fer : mais à l'époque dont nous parlons les chevaliers les avaient nus (2); ils portaient par-dessus la cuirasse une tunique de peau tannée sans manche, appelée *cotte d'armes;* celles des grands et

(1) Aujourd'hui, lorsque des régiments de cavalerie sont réunis, chacun d'eux adopte dans ses sonneries un *refrain* qui sert à indiquer aux soldats les appels de leurs corps.

(2) « Je connais l'usage des Français fanfarons, bombanciers, couvrant leur corps, mais dédaignant de garnir leurs jambes, et qui vont au combat avec une simple chaussure. » (Histoire des Albigeois, par Bombarde.)

des barons étaient de drap d'or ou d'argent, ou de fourrure précieuse, et chargées ordinairement de leurs armoiries : on garantissait la tête par un bonnet de mailles sur lequel se mettait le *heaume*, qu'il faut bien distinguer du casque : le *heaume* avait la forme d'un chaperon très-haut, dont les bords touchaient les épaules. Le heaume finit par céder la place au casque, dont l'usage devint général : il ne fut pendant long-temps qu'une coiffure de parade, que l'on quittait lorsqu'on allait au combat. Les chevaliers se faisaient raser la tête, afin que dans la mêlée on ne pût les saisir par les cheveux s'ils perdaient le *heaume*. On vit souvent des hauts barons s'écarter de cette coutume et affecter de conserver une longue chevelure : par exemple, le fameux Simon de Montfort, Louis de Clermont, Olivier de Clisson, etc.

Les armes offensives étaient la lance, une épée longue, droite, ressemblant beaucoup à celle des anciens Gaulois, une *dague* retenue dans la ceinture, et une masse dont les chevaliers se servaient pour frapper les chevaux à la tête: souvent ils les abattaient d'un seul coup. Les troupes communales n'avaient que l'arbalète, un léger bouclier, le bonnet de mailles et une tunique de cuir qui enveloppait le cou. Les habitants des pays montagneux se couvraient de peaux de bêtes fauves, et usaient de la fronde, arme primitive de bien des peuples. Nous ferons observer que les possesseurs de terres et châteaux jouissaient seuls du privilége d'aller à la guerre avec les *armes pleines* ; l'armure des petits nobles se bornait à la lance, à l'écu, et au bonnet de mailles : cette distinction disparut insensiblement.

Outre les nobles et les milices provinciales, il existait encore trois sortes de soldats : les *sergents d'armes*, institués par Philippe-Auguste en Palestine pour sa garde

ordinaire; ils portaient l'armure complète, et observaient une sévère discipline: venait ensuite la compagnie des *cottereaux*, tirant leur nom de *cotterel*, espèce de couteau dont ils *jouaient* avec une dextérité sans pareille. Ces cottereaux se recrutaient en Brabant, et formaient un corps formidable sous la direction d'un chef suprême qui vendait aux différents princes de l'Europe le service des compagnies: celui qui traita avec le roi quelque temps avant la bataille de Bouvines, se nommait *Cadoc*; il recevait mille livres par jour, somme considérable pour cette époque: d'anciens comptes de solde font croire que les cottereaux dépassaient le nombre de huit mille. La féodalité, regardant alors comme un déshonneur de recevoir de l'argent, leur donnait par mépris le nom de *soudoyés*. Derrière les cottereaux marchaient les *ribauds*, troupe indisciplinée, formée de vagabonds de tous les pays: ces soldats, méprisés, mais redoutables, menaient une vie dissolue; leur nom resta long-temps pour exprimer un homme sans mœurs; leur chef prenait le titre de *roi des ribauds*, *rex ribaldorum* (1).

Philippe-Auguste fit procéder, les 22, 23 et 24 juillet, à la *montre*: c'était la vérification du contingent de chaque leude; cette opération commençait avec le plus grand appareil, à l'issue de la messe que l'on disait sur un autel de gazon. La force de l'armée présenta un effectif de 59,000 hommes, savoir: 5,000 bannerets ou chevaliers, 15,000 hommes de moyenne noblesse, 28,000 communaux et 11,000 ribauds et cottereaux. Les 20,000 bannerets ou soldats de moyenne noblesse, tous à cheval, étaient regardés comme la principale force de l'armée. On comptait parmi les grands vassaux

(1) Guillaume-le-Breton, Philippidos, III.

non-seulement un certain nombre d'évêques possesseurs de terres seigneuriales, mais encore une centaine de dames châtelaines, veuves ou filles majeures jouissant de fiefs, et qui amenèrent leur contingent; elles demeurèrent à Arras, où s'arrêtèrent les dernières divisions formant la réserve. Les ecclésiastiques tenant fief, qui, admonestés pour le service personnel d'après la teneur des lois féodales, négligèrent de répondre à cet appel, furent privés de leur temporel : le nombre en fut très-borné.

La bannière de Saint-Denis, appelée au commencement l'oriflamme, flottait au milieu des troupes communales ; on ne la mettait en évidence que dans les occasions solennelles : elle se composait d'un large carré de soie rouge. On ne doit pas la confondre avec la bannière royale: celle-ci, faite également de taffetas rouge, marchait constamment devant le roi et jouait un grand rôle dans les batailles; elle transmettait les signaux généraux à toute l'armée, l'instruisait de la position du prince, de ses revers ou de ses succès, et servait principalement à guider les deux ailes sur le mouvement du centre. Pendant les marches le chapelain du roi portait, roulée et suspendue au cou, la soie de cet étendard; un écuyer tenait la lance; on ne déployait la bannière qu'au moment d'engager l'action.

Nous avons déjà dit que le fils de Philippe-Auguste contenait les Anglais dans le Poitou à la tête de 30,000 hommes, et que les milices des provinces méridionales, au nombre de 35,000 soldats, furent distribuées dans les garnisons de la Guienne; 15,000 archers gardaient les places de la Loire; 20,000 autres occupaient Paris, la Normandie et la Picardie: ainsi l'on pouvait compter sur pied plus de 200,000 combattants.

Voici quels étaient, après Mathieu de Montmorency,

les principaux vassaux servant dans l'armée de Philippe.

Eudes III, duc de Bourgogne, âgé de quarante-neuf ans : il descendait de Robert, créé duc de Bourgogne en 1031, par son frère le roi Henri Ier. Ce prince, le vassal le plus fidèle de la couronne, se croisa, en 1209, contre les Albigeois, et se comporta dans cette guerre avec humanité ; il gagna l'estime des peuples ; et après la conquête des états de Raymond, il en refusa la souveraineté, que les chefs de l'expédition lui offraient.

Robert II, comte de Dreux, petit-fils de Louis-le-Gros: il accompagna, en 1190, Philippe-Auguste en Palestine, et ne s'y distingua point ; il aida merveilleusement le roi dans son divorce avec Ingelburge, et rendit à Philippe des services obscurs, devant lesquels d'autres vassaux auraient reculé. Accablé sous le poids du mépris public, Robert se hâta de joindre l'armée de Philippe, guidé par le désir de servir le monarque et dans l'espoir de laver sa vie par quelque exploit. Son fils aîné, Robert *Gâte-Bled* (1), venait d'être fait prisonnier auprès de Vannes, dans un combat livré contre les Anglais. Pierre, son second fils, fut reconnu duc de Bretagne, en épousa nt l'héritière de cette principauté.

Philippe, évêque de Beauvais, frère de Robert II, comte de Dreux, avait été pourvu de son évêché en 1175, à l'âge de dix-huit ans : sa famille ne consulta pas son goût en le mettant dans les ordres sacrés ; aussi se montra-t-il décidé à suivre son inclination naturelle pour le métier des armes : il passa deux fois dans la Palestine, et demeura prisonnier à Bagdad. Etant sorti de

(1) Ce surnom lui venait de ce que, dans son enfance, il contracta l'habitude de sortir du château de son père, accompagné de jeunes varlets, et abîmait les blés au moment des moissons.

sa captivité, il fit la guerre contre les Anglais, et livra, en 1295, un combat fort opiniâtre à Richard-Cœur-de-Lion, auquel il fut obligé de remettre son gantelet, après une lutte de six heures : son vainqueur le jeta dans un cachot. Le pape Célestin III écrivit au roi d'Angleterre pour lui demander la délivrance de *son cher fils l'évêque de Beauvais* : Richard, pour réponse, lui envoya la cotte d'armes du prélat, teinte de sang. Richard chargea son ambassadeur de répéter les paroles adressées à Jacob par ses enfants au sujet de Joseph : *Reconnaissez-vous à ces marques la tunique de votre fils ?* Le roi ne voulut pas briser les fers de son captif, qui resta enfermé pendant cinq ans. Cette disgrâce ne ralentit pas son ardeur martiale : il se croisa contre les Albigeois en 1210. Toutes les chroniques s'accordent à dire que durant la campagne de 1214 ce prélat se servit dans la mêlée d'une massue, persuadé, assure-t-on, qu'assommer n'était pas verser le sang : ce scrupule devait paraître bien tardif, car depuis vingt ans il ne s'était jamais servi que du glaive. Philippe de Dreux atteignait sa quarantième année.

Robert de Châtillon, évêque de Laon, n'avait point, comme le précédent, quitté l'autel pour les combats : il venait de déployer l'activité la plus généreuse dans la levée des troupes, et mit en usage auprès des peuples tout l'ascendant que lui donnait sur leurs esprits son caractère sacré. Grâce à ses soins, les communaux de la Picardie furent en armes avant ceux des autres provinces : craignant que leur résolution ne fléchît, il voulut les accompagner pendant toute la campagne.

Pierre de Courtenay, comte d'Auxerre, petit-fils de Louis-le-Gros : Philippe-Auguste lui ménagea, en 1185, l'alliance de l'héritière de la maison de Nevers ; veuf d'Agnès, en 1192, Pierre de Courtenay épousa l'année

suivante Yolande, qui lui apporta le comté de Namur. Le roi le choisit, en 1194, pour traiter de la paix avec Richard; des démêlés très-vifs qu'il soutint contre l'évêque d'Auxerre, vinrent troubler le cours de ses prospérités. Le prélat ayant refusé la sépulture à un des officiers de la maison du comte, celui-ci fit enterrer le cadavre dans la chambre basse où couchait l'évêque (1204). Ce fait attira sur lui les foudres de l'Eglise; tout le clergé se ligua contre ce leude; ses vassaux ne voulaient plus reconnaître son autorité. Pierre de Courtenay se vit obligé de faire amende honorable : on lui prescrivit de déterrer le corps de ses propres mains, et de le porter sur les épaules, nu-pieds, au cimetière public, pendant la procession des rameaux.

Guillaume de Ponthieu : ce baron se comporta mal dans la croisade des Albigeois (1209); le désir de se réhabiliter auprès de la chevalerie de France, le fit sortir de son apathie ordinaire. Il avait épousé Alix, sœur de Philippe-Auguste : son gendre, Simon de Dammartin, servait dans l'armée des alliés.

Gauthier III, de la maison de Châtillon, frère de l'évêque de Laon, s'unit, en 1196, à Elisabeth, héritière du comté de Saint-Paul, et fille de Heugues IV, le même qui frappa de son gantelet Renaud, comte de Boulogne. Gauthier prit le titre de comte de Saint-Paul, sous lequel il est plus connu dans l'histoire; on le regardait comme le guerrier le plus franc et le plus résolu de son temps : il se signala au siége de Saint-Jean-d'Acre, et seconda puissamment Philippe-Auguste dans la conquête de la Normandie. Se trouvant dans le Languedoc en 1209, il imita le refus généreux du duc de Bourgogne, et ne voulut pas s'approprier les dépouilles de Raymond. D'injustes soupçons planaient sur son compte : il passait pour entretenir des liaisons se-

crètes avec les princes alliés, et il savait qu'on se défiait de lui; mais dédaignant de se justifier, Gauthier désirait ardemment que les combats pussent lui fournir l'occasion de montrer toute sa loyauté.

Enguerand III, sire de Couci, possédait des terres immenses; son aïeul avait soutenu la guerre contre le roi Louis-le-Gros: loin de suivre cet exemple, le petit-fils ne cessa de donner des preuves de dévouement à Philippe-Auguste, qu'il accompagna en Palestine et dans les expéditions les plus difficiles. Ce puissant baron employait ses richesses à des objets de magnificence; il fit bâtir un superbe château, dont on voit encore la haute tour à six lieues de Laon: une tendre amitié unissait Enguerand à Mathieu de Montmorency.

Arnoul, comte de Guines, jadis fort dévoué à l'Angleterre, changea de parti pour des raisons très-légitimes: ayant eu des démêlés avec Ferrand (1212), au sujet de quelques empiétements exercés sur ses terres, il fut très-maltraité; son ennemi ravagea ses domaines et prit un château qu'habitait Béatrix de Bourbourg, comtesse de Guines, la personne la plus accomplie de son temps. Ferrand se saisit de cette jeune femme et ne voulut jamais la rendre à sa famille, malgré l'offre d'une forte rançon. Béatrix gémissait encore dans la plus dure captivité en 1214. Ainsi le comte Arnoul, en embrassant les intérêts de Philippe-Auguste, servait sa propre querelle; il brûlait de briser les fers de la femme qu'on lui avait ravie d'une manière si cruelle.

Thomas de Saint-Valeri, sire de Dommart, banneret riche, valeureux et très-dévoué: il amena 2,500 hommes levés dans ses domaines du Ponthieu. Les chroniques d'Abbeville racontent à son sujet un événement déplorable, qui flétrit sa vie. Thomas de Saint-Valeri avait épousé Edèle, fille de Jean Ier, comte de Ponthieu. Un

jour il allait, en 1189, visiter son beau-père, avec sa femme et une suite de quelques écuyers, lorsque des bandits l'assaillirent, le dépouillèrent et assouvirent sur Edèle leur brutalité : à l'issue de cet horrible événement, les deux époux continuèrent leur route, et gagnèrent le château de leur père. Le vieux comte de Ponthieu, de mœurs sévères, témoigna le plus affreux désespoir en apprenant la catastrophe de sa fille ; il dit à son gendre : « Partez pour Saint-Valeri, réunissez vos gens, courez après les bandits, votre injure ne peut être lavée que dans le sang ; laissez-moi votre femme. » Thomas de Saint-Valeri obéit. Le surlendemain le comte de Ponthieu conduisit sa fille au Crotoy, et lui proposa une promenade sur mer ; lorsque la barque fut à deux lieues de la côte, le baron se leva, donna la bénédiction à sa fille, et d'une voix terrible prononça cette sentence : « Dame de Dommart, recommandez votre âme au Ciel, car il faut que votre mort efface incontinent la vergogne que votre malheur imprime à notre race. » D'après ses ordres, les matelots saisissent la victime, l'enferment dans un tonneau, et la précipitent dans les flots. Un vaisseau hollandais aperçut heureusement ce tonneau porté par les vagues, et le recueillit ; les gens de l'équipage trouvèrent Edèle qui respirait encore. Elle découvrit sa condition ; les matelots, cédant à ses prières, la mirent à terre sur la côte de Saint-Valeri, si connue des nautonniers. Edèle attendit qu'il fît nuit, puis alla frapper à la porte du château de son mari, qui, instruit déjà de l'action de son beau-père, pleurait la perte de sa femme : on juge bien que leur réunion dut être fort touchante (1). Deux ans avant ce funeste événement, ils avaient eu

(1) Histoire des Mayeurs d'Abbeville, 1641, in-4.

une fille, Aliénor, qui fut leur seul enfant : elle épousa, en 1210, Robert *Gâte-Bled*, fils du comte de Dreux.

Henri, sire de Grand-Pré, fort estimé de Philippe-Auguste, était vaillant guerrier et surtout *fin coutumier* (légiste). Tous les barons ses voisins, les évêques et même le roi, le prenaient souvent pour arbitre dans leurs contestations. Ordile, fille du sire de Grand-Pré, épousa le sire de Joinville (l'historien).

Adam, vicomte de Melun : ce feudataire descendait, par les femmes, de Heugues Capet; on le regardait comme l'un des plus braves et des plus riches vassaux de la couronne. Il se signala, en 1207, par une victoire qu'il remporta sur Emery VII, comte de Thouars, commandant les forces anglaises.

Simon, sire de Joinville, le père de l'historien : il se montra le seigneur le plus intraitable de son temps, et eut de vifs démêlés avec les comtes de Champagne. Le roi de France se vit obligé souvent d'intervenir dans ces querelles.

Henri, comte de Bar, prince jeune et brillant, que la chronique de Flandres (Albéric) appelle *vir juvenis ætate*, *animo senex*, *et formâ venustus*; son neveu le duc de Lorraine, plus âgé que lui, servait dans l'armée des alliés.

Barthélemi de Roye, l'un des plus dévoués serviteurs de Philippe-Auguste, accompagna ce prince dans la conquête de la Normandie, et s'y distingua. Le roi, voulant récompenser ses services, le nomma, en 1209, chambrier de France.

Parmi les autres bannerets on distinguait : *Guillaume de Garlande*, allié à la famille des Montmorency, possesseur de riches domaines dans la Brie; *Pierre de Mauvoisin*, *Gérard de Trie* du Vexin, parent de Renaud, comte de Boulogne; *Etienne de Longchamps*,

Dieudonné Tristan ou *Destaing*, *Guillaume Desbarres*, banneret picard déjà célèbre par ses exploits en Normandie; *Raoul de Clermont*, devenu seigneur de Nesle par son mariage avec l'héritière de cette maison; les deux *Mareuil* du Ponthieu, et *Pierre de la Tourrette*, bannerets du pays chartrain (1).

Nous finirons cette nomenclature par le nom d'un personnage illustre, et qui joua un des principaux rôles dans cette mémorable campagne. *Guérin*, issu d'une famille obscure, originaire de Pont-Sainte-Maxence, s'était fait admettre fort jeune parmi les chevaliers hospitaliers de Jérusalem, ordre religieux et militaire; il fit en Palestine l'apprentissage de la guerre. On le crut capable, à l'âge de dix-huit ans, en raison de sa précoce perspicacité, de remplir auprès du roi de France une mission très-délicate. Philippe, démêlant dans le chevalier de précieuses qualités, le retint en France, le nomma conseiller d'Etat en l'adjoignant au cardinal de Champagne, son premier ministre. Ce prince partant pour la Terre-Sainte, laissa à sa mère la régence, et à Guérin le soin de diriger les affaires. Malgré ses fonctions administratives, ce ministre s'occupa toujours du militaire: la campagne de Normandie de 1205 et celle de 1206 se firent d'après ses plans. Philippe-Auguste choisit Guérin pour son ami de cœur, comme Louis-le-Gros agit à l'égard de Suger; il le nomma garde-des-sceaux et premier ministre, après la mort du cardinal de Champagne. Le roi demanda pour lui le chapeau de cardinal; on lui objecta que Guérin n'avait point encore exercé l'épiscopat: le ministre fut alors nommé évêque de

(1) Voyez, à la fin du volume, la liste en latin et en français de tous les chevaliers à bannière qui assistèrent à la bataille de Bouvines.

Senlis à la place de Geoffroi qui, ne pouvant continuer ses fonctions vu son énorme corpulence, se démit de son siége (1). Guérin n'était point encore sacré en 1214; aussi l'appelait-on *electus*, *élu*. Malgré ses hautes dignités, il se faisait appeler frère Guérin, et conservait pour le métier des armes une prédilection particulière: il portait toujours sur sa cotte de mailles l'empreinte de la croix blanche, signe distinctif de l'ordre hospitalier de Jérusalem. Philippe-Auguste voulut que le prélat l'accompagnât dans la campagne qui allait s'ouvrir, et qu'il remplît auprès de lui les fonctions les plus élevées: Guillaume-le-Breton dit qu'il était *le premier après le roi*. Dix chapelains accompagnaient Philippe-Auguste dans ses voyages et dans ses guerres. Le premier chapelain, lors de la bataille de Bouvines, était ce Guillaume-le-Breton qui a laissé un poème latin intitulé *Philippidos*, plus une chronique latine, qui est la continuation de celle de Rigord, son prédécesseur dans la charge de premier chapelain (2).

Le roi partit de Lille le 25 juillet, franchit la Marque, et laissa une forte division au pont de Bouvines (3), deux lieues et demie sud-est de Lille et trois lieues sud-ouest de Tournay; point très-important, car la rivière traversait des marais qui formaient un obstacle invincible. La Marque ayant changé son cours, le lit a incliné vers la route de Lille; le pont existant en 1214 était

(1) Gallia christiana, Ste-Marthe, in-fol., t. x, p. 1045.

(2) Les historiens modernes citent Rigord pour la bataille de Bouvines; c'est une erreur: Rigord, médecin et chapelain de Philippe-Auguste, commença à écrire en 1179, et mourut en 1209, cinq ans avant la bataille de Bouvines.

(3) Mézerai place Bouvines sur la Meuse, et fait jouer à ce fleuve un rôle dans cette circonstance; cependant la Meuse se trouve à plus de vingt lieues.

en bois, et se trouvait cent pas plus rapproché de Cysoing. Quoique au milieu de l'été, la Marque se trouvait fort enflée par suite des orages continuels du mois de juin.

Philippe-Auguste poussa jusqu'à Tournay, naguère occupé par une garnison française; mais le gouverneur, Erard de Montfaucon, cédant aux instances de Ferrand, ouvrit ses portes aux alliés. Les Flamands pénétrèrent dans l'intérieur et pillèrent plusieurs églises; ce qui irrita tellement les habitants, qu'ils se soulevèrent en voyant approcher l'avant-garde des Français, et forcèrent les soldats étrangers à baisser les ponts-levis. Philippe-Auguste arriva avec toute son armée; il avait suivi la route de Bouvines, car le chemin direct de Lille à Tournay que l'on tient aujourd'hui n'existait pas alors: il fit son entrée dans Tournay aux acclamations de la population. Mathieu de Montmorency et le comte de Saint-Paul, ayant précédé le roi à la tête d'une forte division, s'emparèrent des postes principaux, de manière à rester maîtres des passages de l'Escaut. Philippe, en portant son quartier-général à Tournay, se proposait d'éloigner de ses frontières le théâtre de la guerre; il savait que l'empereur occupait déjà Valenciennes, mais il ignorait sur quel point l'ennemi dirigerait toutes ses forces. Dans la nuit du 26 au 27 juillet, ses espions l'informèrent que l'empereur, ayant laissé ses bagages à Valenciennes, était arrivé le matin à Mortagne, petite ville située au confluent de la Scarpe et de l'Escaut, à trois lieues sud-ouest de Tournay : un poste français défendait ce point intéressant; mais Erard de Montfaucon entraîna dans la défection le commandant et la garnison de Mortagne, de manière que les alliés ne trouvèrent aucune résistance. Othon suivit la chaussée de Saint-Amand, en côtoyant la rive gauche de la Scarpe;

il fit prendre position à son armée en avant de la ville, se fortifia dans ce lieu, en annonçant l'intention d'y attendre la totalité de son armée, dont plusieurs divisions, marchant sur ses flancs, n'avaient point encore opéré leur jonction : dès l'arrivée de ces dernières cohortes, il devait marcher sur Tournay afin d'enfermer dans cette place les Français et leur roi.

Aussitôt que Philippe eut recueilli ces renseignements, il assembla le conseil, où furent appelés les principaux barons. Il y fut reconnu que la position de Tournay n'offrait aucun avantage, mais on se partagea sur la question de savoir si l'on battrait en retraite vers Lille, ou si l'on irait droit à Mortagne attaquer l'empereur. Philippe penchait pour le dernier parti ; ce prince voulait aller fondre incontinent sur son rival ; il dèvait rencontrer peu de contradicteurs parmi cette bouillante chevalerie de France : en effet chacun se rangea de cet avis. L'assemblée agitait les moyens d'exécution, lorsque l'on introduisit dans la salle du conseil un émissaire envoyé secrètement par le duc de Brabant. Ce prince, entraîné trop légèrement dans la querelle de Ferrand, éprouvait du regret de se battre contre Philippe-Auguste son beau-père, dont il estimait le caractère et redoutait l'énergie; soit reste d'affection, soit désir de calmer la colère du roi, le duc voulut lui prouver son dévouement en lui donnant un avis essentiel : il lui fit dire par un clerc de sa maison qu'on n'eût pas à s'engager dans les chemins de Mortagne, attendu que le terrain fangeux arrêterait nécessairement la marche de la cavalerie, la principale force des Français, et que les alliés occupaient une position capable de défier l'attaque la mieux combinée.

Des informations prises sur les localités vinrent donner plus de poids à cet avis bienveillant : le roi et ses lieutenants abandonnèrent leur première résolution ; on

décida de partir de très-bonne heure de Tournay, et de gagner la plaine de Lille par le pont de Bouvines, afin d'engager les Impériaux à sortir de leur position, et de les attirer dans un lieu plus propice aux manœuvres de la cavalerie. On fit les dispositions nécessaires pour mettre ce plan à exécution dans le plus court délai.

Le camp fut levé dans la nuit, et l'armée se forma en colonne de marche par divisions; les milices communales tenaient la tête, précédées néanmoins d'un corps de féodaux commandé par Mathieu de Montmorency: le reste de la chevalerie devait servir d'arrière-garde et couvrir la marche de l'infanterie. On se mit en route vers cinq heures du matin: le roi, entouré de ses clercs et de ses chapelains, cheminait sur le flanc des communes. Mais l'on n'avait pu cacher ces préparatifs de départ aux espions de Ferrand, qui allèrent en toute hâte annoncer à l'empereur que les Français prenaient la direction de Lille; et comme, en courant, le trajet de Tournay à Mortagne pouvait s'exécuter en moins de deux heures, Othon fut averti assez à temps pour changer ses mesures. Il réunit les principaux chefs des alliés, et leur annonça que les Français, effrayés de l'approche de l'armée impériale, battaient en retraite rapidement sur l'Artois, et qu'il fallait se mettre à leur poursuite sur l'heure même: cet avis fut accueilli avec transport; une joie insensée régnait dans cette conférence. Othon prononça un discours dans lequel son animosité contre Philippe parut dans toute sa force: « Jurez, dit-il aux princes confédérés, que si dans le cours de la campagne qui va s'ouvrir vous vous trouvez en présence de Philippe, vous ne lui ferez aucun quartier, et que sa mort sera pour chacun de vous l'exploit le plus envié. Pour moi, je jure sur ce fer, ajouta-t-il en tirant son épée, de ne reparaître en Germanie que lorsque

je serai entré dans Paris et que j'y aurai fait le partage du royaume de France. »

Ces paroles exaltèrent tellement les esprits, que les princes coalisés ne voulurent pas attendre que l'on fût réuni dans la capitale des Gaules pour démembrer l'empire des Francs, et l'on procéda incontinent au partage, comme si la conquête en fût déjà achevée. Othon s'adjugea le pays de Metz et une partie de la Champagne; Ferrand, Paris et l'Ile-de-France; Renaud, la Picardie; Salisbury, le pays de Dreux; le Palatin du Rhin, le Gatinois; Heugues de Boves, la Brie; Conrad de Spolette, le Beauvoisis; le duc de Lorraine, la Touraine; Hervé de Donzi, le Soissonnais; on abandonnait au roi d'Angleterre la Normandie et toutes les provinces conquises par Philippe-Auguste. Othon, s'étant attiré les foudres de l'Eglise, détestait le clergé : il insistait pour qu'on distribuât les biens des abbayes aux capitaines et aux soldats. Cependant Renaud, comte de Boulogne, ne montrait point la même confiance; il laissa évaporer cette fougue, et voulut éclairer les autres vassaux: « Soyez persuadés, leur dit-il, que si les Français quittent Tournay ce n'est point pour prendre la fuite, et au lieu de ne songer qu'à les atteindre dans leur retraite, disposez-vous plutôt à les combattre de front; ne doutez pas que pour les vaincre aussi facilement qu'on le dit, il faudrait les trouver plongés dans le sommeil et privés de leurs armes : je regarderais comme plus prudent de se contenter de les suivre dans leur mouvement rétrograde, et d'observer leur attitude sans en venir à une action générale. »

Albert, duc de Saxe, interrompit vivement le comte de Boulogne, en objectant que les Français n'étaient point aussi redoutables qu'on voulait bien l'annoncer: « et bientôt, dit-il, mes Saxons leur apprendront à se

battre ; ce que je crains le plus, c'est qu'ils ne nous échappent. — Soyez sûr qu'ils ne fuiront pas, reprit Renaud avec impétuosité : je persiste à soutenir qu'on ne doit pas se presser d'engager l'action, voilà mon avis. — Cet avis est dicté par la crainte, » s'écria Heugues de Boves, ennemi de Renaud, quoique servant sous les mêmes enseignes. Cette apostrophe blessa singulièrement le comte de Boulogne : « La crainte ! répliqua-t-il en courroux ; nous verrons lequel de nous deux aura le plus de peur. » En disant ces mots il sort du conseil, fait monter à cheval ses hommes d'armes, et, sans attendre aucun ordre, se met en marche en prenant la direction de Tournay (1).

Cependant les discours de Renaud produisirent quelque sensation sur l'esprit de l'empereur Othon, dont la faiblesse égalait la jactance : il aurait cédé aux conseils du comte de Boulogne si on lui en eût laissé le loisir ; mais, n'étant pas le maître d'en imposer aux passions tumultueuses de ces grands vassaux, il se vit obligé de suivre le mouvement.

L'armée alliée se forma en trois grandes colonnes qui marchèrent à la même hauteur; celle du centre ne rencontra point d'obstacle, mais les deux autres percèrent fort difficilement au travers des bois du pays d'Orchies et de Tournay. On laissa à Mortagne les varlets et les bagages : toutefois Othon n'oublia point d'amener quatre chariots chargés de cordes, lesquelles devaient servir à lier les chevaliers français dont ses soldats allaient se saisir. Des rapports successifs apprirent à l'empereur que Philippe dirigeait les divisions d'avant-garde, et qu'il passerait le pont de Bouvines le pre-

(1) Le récit de cette scène se trouve fort au long dans la chronique de l'abbé de Senones. (Collection de don Bouquet.)

mier : les propos des principaux chefs alliés confirmèrent Othon dans cette croyance. Dès lors le plan des opérations fut modifié, et l'on se décida à fondre sur la queue de l'armée française, pour que la journée ne se passât point sans qu'elle essuyât un échec notable : on devait le lendemain se mettre à la poursuite de Philippe, pour l'immoler au milieu de sa chevalerie. Ces informations manquaient d'exactitude, et l'ennemi s'abusa sur la situation des choses : Philippe était loin de reculer devant l'occasion de combattre, et s'il n'eût écouté que son humeur martiale, on serait allé au-devant des Allemands ; la raison, puissante sur son âme, lui fit une loi de ne point s'exposer à un grand revers par trop de précipitation. Les espions l'instruisirent d'une manière si exacte, qu'il sut parfaitement ce qui se tramait à Mortagne, et les déterminations prises dans le conseil. Le roi ordonna à Guérin et au vicomte de Melun de barrer le chemin de Mortagne avec 2,500 hommes de cavalerie; quant à lui, il s'arrêta à deux cents pas du pont de Bouvines pour voir filer les troupes. Guérin et le vicomte de Melun ne furent pas longtemps sans apercevoir les alliés : l'empereur s'avançait difficilement au travers d'un pays de tourbières, entremêlé de petits ruisseaux; son armée cheminait bannières déployées, comme pour commencer l'action : les gens d'armes brabançons marchaient en tête, sous les ordres du comte de Boulogne. Si Othon fût parti quelques heures plus tôt il serait venu tomber au milieu de la colonne de Philippe, car le chemin de Mortagne coupait à angle droit celui de Tournay. Guérin n'eut pas plus tôt aperçu ces épaisses divisions qui s'étendaient à perte de vue dans le pays de Saint-Amand, que, laissant le vicomte de Melun à l'embouchure de la chaussée,

il revint en toute hâte auprès de Philippe pour lui faire son rapport.

Guérin trouva le roi assis sous un frêne, désarmé, la tête nue, et même un peu assoupi : la chaleur commençait à devenir fort incommode. Le monarque ne parut point troublé de ce qu'on lui apprenait, et il ne changea point de résolution ; il laissa les milices passer le pont de Bouvines, en ordonnant à Mathieu de Montmorency de suivre la chaussée de Lille. Guérin fit déployer en ligne parallèlement à la Marque les troupes féodales, formant une masse de 18,000 hommes tous à cheval, afin de masquer et de protéger à la fois la marche de l'infanterie. Un chevalier envoyé par le vicomte de Melun vint annoncer que l'armée impériale, abandonnant le dessein de s'engager dans la plaine de Bouvines, exécutait un mouvement sur son flanc droit pour prendre la direction de Tournay : en effet, à la hauteur de Vèze l'ennemi avait trouvé des obstacles qui l'obligèrent d'obliquer ; il essaya inutilement de percer au travers du pays d'Orchies, pour arriver droit à la Marque et couper ainsi la retraite aux Français : deux divisions, égarées dans ces bois, ne purent rejoindre le corps principal. Cet avis détermina Philippe à presser le passage du pont, bien persuadé qu'on ne verrait point d'engagement ce jour-là, 27 juillet (dimanche), attendu que dans les mœurs du temps la règle prescrivait de ne point combattre un jour sanctifié. Un second chevalier de la division du vicomte de Melun, accouru à toute bride, apprit au roi que la cavalerie flamande en était venue aux mains avec l'arrière-garde française. A cette nouvelle Philippe se lève, va droit à sa noblesse, en criant d'une voix éclatante : *Aux armes, barons, aux armes !* il appelle aussitôt autour de lui les

principaux vassaux, et met en délibération si l'on doit demeurer, ou hâter la retraite. Le duc de Bourgogne fut d'avis de passer la Marque, de rompre le pont de Bouvines, et d'aller attendre l'ennemi dans les plaines de Lens : la majorité des barons adopta cette opinion ; mais Philippe-Auguste, Guérin, et surtout Pierre de Courtenay, s'y opposèrent en objectant que les alliés ne leur donneraient pas le temps d'exécuter cette manœuvre, et qu'il valait mieux présenter à l'ennemi une ligne de bataille pour le contenir ; que, dans cette position, on serait à même d'effectuer un mouvement décisif pendant la nuit.

Cette opinion prévalut : Philippe envoya l'ordre à Montmorency de revenir sur ses pas, et de repasser la Marque avec les milices et l'oriflamme. De son côté, Guérin rangea en bataille la cavalerie en la formant sur son arrière-garde qui venait de se replier ; toutes les chroniques s'accordent sur ce point, que Guérin dit aux nobles, en les plaçant sur huit lignes simples : « Il faut que dans ce jour tout homme d'armes puisse voir l'ennemi ; et d'ailleurs, il n'est pas juste que l'un serve de bouclier à l'autre. » Ce discours prouverait qu'il disposa les lignes à rangs ouverts : ce prélat chevalier, doué d'un bel organe (*voce clarissimâ*), transmettait ses commandements avec rapidité. Tandis que Guérin achevait les dispositions matérielles en général expérimenté, le roi ne négligeait rien pour exalter le moral de ses soldats : il se mit au centre de la ligne, réunit les feudataires les plus influents, les entretint de l'honneur de la France, des intérêts de la patrie. Il fallait songer à un soin tout particulier, celui de choisir un chevalier pour tenir la bannière royale, parfaitement distincte de l'oriflamme. Nous avons dit que pendant les marches un chapelain la portait suspendue au cou, mais on la

déployait au moment du combat : il s'agissait de la mettre aux mains d'un guerrier dont le courage fût éprouvé; car cet étendard précédait le roi, qui s'enfonçait fréquemment dans la mêlée.

Philippe, entouré de tant de braves, hésitait dans son choix, lorsque le duc de Bourgogne lui dit : « J'ai dans ma chevauchée un chevalier nommé Galon de Montigny, pauvre mais valeureux (pas riche homs d'avoir, mais riche de proëce); il a engagé son dernier morceau de terre pour se procurer des armes neuves et un bon destrier propre à faire cette campagne. » Le roi agréa Galon de Montigny, qui sortit aussitôt des rangs des féodaux bourguignons. « Je te confie, avec l'étendard royal, dit le monarque au chevalier, l'honneur de la couronne. » Le paladin reçut fort respectueusement le précieux dépôt : « Quelle sera ma tâche au milieu des combats? demanda-t-il. — Elle se bornera à demeurer constamment devant moi sans concevoir la moindre crainte, quelque pressant que paraisse le danger. — Rien n'est plus facile, reprit le guerrier; cependant je vois à sa couleur rouge que la bannière est altérée de sang humain, et je pense que, Dieu aidant, je pourrai aujourd'hui lui faire étancher sa soif dans le sang ennemi (1). » Cette heureuse repartie circula en peu de temps dans tous les rangs, et transporta ces preux de France, qui frémissaient d'impatience à la seule idée de combattre. Philippe, que ces dispositions martiales flattaient si bien, sut les entretenir par ses actions. Il fit placer à terre, au milieu du groupe qui l'entourait, un vaste bassin d'argent; des varlets y versèrent du vin et y coupèrent des tranches

(1) Sed ut video quia auriflamma ista humanum sitit sanguinem, Deo mihi vires præstante, hodie eam sanguine adversariorum potabo. (Chronica Senoniensis. Don Bouquet.)

de pain. Le roi en prit une, et dit : « Amis, voici peut-être le dernier repas que je ferai ; je n'invite à le partager avec moi que ceux qui sont bien décidés à partager également mon sort, qui est de vaincre ou de périr. » A peine lui laissa-t-on le temps de prononcer la phrase ; tous les bannerets se précipitèrent sur le bassin d'argent, et le vidèrent en un instant. Dans ce moment des tourbillons de poussière annoncèrent l'approche de l'ennemi ; à cette vue Philippe-Auguste quitta ses vassaux, et, suivi de ses clercs, il entra dans une petite chapelle consacrée à saint Pierre (1), qui se trouvait quelques pas en arrière de son aile droite : le prince fit une courte prière, puis sortant de la chapelle il sauta légèrement à cheval, et s'élança vigoureusement dans la plaine pour aller se placer au centre de la ligne, « aussi gai, dit la chronique, que s'il eût été aux noces : » *lœtus ceu nuptiale convivium peteret.*

L'empereur Othon ne montrait pas la même confiance que Philippe ; sa principale colonne ayant débouché sur le chemin de Tournay, fut abordée avec impétuosité par le vicomte de Melun : la cavalerie tudesque se vit obligée de se déployer pour repousser les Français ; ceux-ci, contraints de céder à la supériorité du nombre, se replièrent vivement sur le gros de l'armée : cette escarmouche, ayant retardé la marche des Impériaux, donna le temps à Guérin de terminer ses arrangements les plus indispensables. Othon, arrivant dans la plaine, fut très-étonné lorsqu'il découvrit cette ligne de féodaux, semblable à une muraille de fer ; il put même distinguer au centre Philippe-Auguste, qu'on disait avoir franchi le premier le

(1) Cette chapelle n'existe plus depuis trois siècles ; mais les habitants du pays assurent que l'église actuelle de Bouvines fut bâtie sur son emplacement.

pont de Bouvines : « Voilà donc ces Français qui, selon vous, se retiraient en toute hâte! dit l'empereur aux généraux alliés; distinguez-vous au milieu d'eux leur roi, qui, suivant tous les rapports, avait reculé jusque sous les remparts de Lille? » Dans ce moment un chevalier bourguignon traversa rapidement la plaine, et apporta à Othon un message de la part de Philippe, qui demandait de remettre le combat au lendemain, regardant comme un sacrilége de verser le sang un dimanche. Avant même que l'empereur eût prononcé un mot de sa réponse, les princes confédérés s'écrièrent brusquement que c'était une ruse, que Philippe ne demandait un jour de retard que pour se ménager la facilité de passer la Marque pendant la nuit, et de s'échapper par le pays de Lens. La divergence d'opinions provoqua parmi tous ces chefs un tumulte inexprimable : on répondit enfin au messager, que le roi eût à se tenir prêt à combattre. Il est à propos de rappeler que, dans le moyen âge, les lois de la guerre prescrivaient de ne jamais attaquer l'ennemi à l'improviste (excepté les infidèles), et de lui donner le temps de terminer les dispositions nécessaires à sa défense : c'est ainsi que l'on peut expliquer comment les alliés laissèrent échapper l'occasion d'accabler les Français au milieu de la confusion qu'amène inévitablement le passage d'une rivière (1).

Othon, en quittant la chaussée de Mortagne, dut nécessairement déployer sa colonne en ligne, en faisant

(1) Nous dirons aussi que l'horizon n'étant pas obscurci par des tourbillons de fumée comme de nos jours, les hommes se voyaient distinctement; de là ces rencontres entre les héros de la fable, entre les paladins de l'histoire, et même entre les monarques; rencontres, défis, discours qui nous paraissent tenir de la fiction, quand nous comparons la manière de combattre de ces temps éloignés à celle d'aujourd'hui.

un à gauche en bataille; car Renaud, qui était en tête, se trouva former l'aile droite. Dans ce moment ce vassal s'approcha de Heugues de Boves, qui l'avait accusé de pusillanimité quelques heures auparavant : « Nous voilà maintenant, lui dit-il, sur le champ de bataille, que, selon toi, je voulais éviter ; nous verrons lequel de nous deux le quittera le plus tôt : je pense que tu pourrais bien l'abandonner en fuyant; pour moi, je jure d'y rester mort ou victorieux. » En disant ces mots il courut joindre la tête de l'aile droite, afin de presser la formation des lignes. Les alliés étaient entrés en campagne avec cent cinquante mille hommes, mais ils avaient laissé deux forts détachements à Valenciennes et à Mortagne; deux autres divisions, formant vingt mille hommes, s'égarèrent dans les immenses bois d'Orchies : de sorte que l'empereur traînait après lui 100,000 combattants, ce qui lui donnait encore sur les Français une supériorité numérique bien notable ; mais son armée, composée d'éléments divers, manquait d'ensemble et d'union.

Avant d'aller prendre leurs places respectives, les principaux chefs alliés, à l'exception de Renaud, se groupèrent autour d'Othon, et jurèrent une seconde fois de n'accorder aucun quartier à Philippe, de s'attacher à sa personne, et de ne l'abandonner que lorsqu'ils l'auraient contemplé étendu mort. Bien plus, Othon choisit parmi ses Allemands cinquante hommes déterminés, qui promirent de percer à travers la foule des combattants et de massacrer le roi de France au milieu des siens. Heureusement pour Philippe, la haine si violente de ses ennemis ne leur tenait pas lieu d'habileté : ils ne cessaient de commettre des fautes. On a vu que l'armée impériale, en débouchant dans la plaine de Cysoing, s'était formée *à gauche en bataille* : elle eut alors le visage tourné au midi, et les soldats ne

pouvaient éviter de recevoir les rayons du soleil dans les yeux; car l'on était en juillet, le mois le plus chaud de l'année, et à peine commençait-on la onzième heure de la journée; par conséquent le soleil devait darder avec force durant la majeure partie de l'action : cet inconvénient devenait très-grave à une époque où les hommes s'abordaient corps à corps. Les alliés y auraient remédié en prenant leur front dans un sens oblique, mais la règle générale dans ce siècle voulait que l'on opposât ligne contre ligne, et d'une manière symétrique.

Le comte de Boulogne, ayant débouché le premier dans la plaine avec sa cavalerie, devint naturellement l'aile droite, et servit de base à la formation de toute l'armée. On lui donna comme auxiliaires des masses d'infanterie brabançonne et anglaise, divisées en bataillons ronds qui devaient résister à la cavalerie en présentant un triple rang de lances, ce qui est la véritable figure du porc-épic. Quoique d'une taille fort élevée, Renaud voulait encore se grandir davantage : il ajouta à son heaume des barbes de baleine. Othon se mit au centre, formé d'infanterie divisée en bataillons carrés, et dont les soldats savaient se battre au milieu des chevaux. Les Allemands se servaient principalement d'une lance dont le fer se terminait par un double crochet, qu'on introduisait dans l'armure du cavalier; ils le désarçonnaient et l'entraînaient à terre. Ces peuples conservaient plusieurs anciennes formations des Romains, notamment le *coin*, *cuneus* : c'était un corps dont le front, très-étroit d'abord, s'élargissait progressivement vers la base; les Romains le tenaient des Grecs, et s'en servaient pour enfoncer les lignes : toutes les chroniques signalent cette formation, qu'elles appellent le *triangle*, comme elles appellent *échelle*, *scala*, chaque section commandée par un vassal ou un

chevalier. La section d'infanterie tudesque se groupait autour d'une enseigne surmontée de l'aigle, désignée dans le moyen âge sous le nom d'*alarion*. Albert, duc de Saxe, occupait avec 16,000 des siens les dernières lignes du centre. Othon se plaça sur le troisième rang, revêtu des habits impériaux : en avant de ce prince se trouvait un char attelé de quatre chevaux blancs couverts de magnifiques draperies, et dans ce char s'élevait un pal haut de vingt pieds, au bout duquel flottait l'étendard de l'empire germanique; le fer de la lance se terminait par un aigle déployant ses ailes et terrassant un dragon, emblème anticipé d'une victoire que le prince allemand regardait comme assurée. Plusieurs chroniques font une description pompeuse de ce char et de ces deux figures; mais le manuscrit de Tramecourt assure que ce groupe, de fort mauvais goût, était loin d'égaler ce que les Français faisaient alors en sculpture et en dorure. Huit cents gens d'armes du pays de Brunswick, commandés par le baron Ostermall, servaient de garde particulière à l'empereur et à l'aigle. Othon, persuadé qu'on envelopperait facilement l'armée française, la moitié moins nombreuse que la sienne, regarda comme inutile de former un corps de réserve, chose que les Allemands n'oubliaient jamais, car c'était le grand principe de la tactique romaine, dont ils conservaient plus de tradition que les autres peuples. Othon, excommunié, rejeté de l'Eglise, affectait l'impiété; il s'abstint de faire dire des prières pendant que l'on rangeait l'armée, ainsi qu'on le pratiquait au moment du combat. La plupart des principaux alliés, ayant également encouru la colère du Saint-Siége, affichaient un mépris outrageant pour les préceptes de notre sainte Religion. Philippe-Auguste sut tirer parti de l'excommunication qui pesait sur Othon, et de l'obstination que les princes

alliés mettaient à vouloir combattre un dimanche. Le roi parcourait toutes les lignes, et comme les rangs étaient ouverts, il pouvait circuler aisément, se montrer aux troupes et se faire entendre d'elles. On sait quel pouvoir magique les paroles d'un chef exercent sur l'esprit des soldats dans ces moments solennels. Philippe disait aux féodaux : « Vous avez à défendre aujourd'hui votre honneur, votre patrie, et la couronne de France; n'ayez point de répugnance à combattre un dimanche, car on vient nous attaquer, et le Ciel se servira de nos bras pour frapper des impies qui ne craignent pas de profaner un jour consacré à la prière. » Il disait aux communes : « Le Ciel nous livre des hérétiques, des excommuniés; vous voyez, ils viennent à nous : ce ne sera pas vous qui combattrez, ce sera Dieu lui-même qui lancera les traits; et dans ce moment, à cette heure même, vos femmes, vos filles et tous vos parents sont réunis dans les églises de France, et prient Dieu pour le succès de nos armes (1). »

Pendant que Philippe s'acquittait si bien du rôle de roi en exaltant l'esprit des Français, Guérin remplissait avec une grande habileté l'office de général en chef. Au fur et à mesure qu'une division d'infanterie communale repassait le pont de Bouvines, il la faisait couler par demi-peloton entre les intervalles de la cavalerie; les chroniques précisent si bien ce mouvement, qu'on ne peut douter que ce ne fût le passage des lignes bien circonstancié : de cette manière, la cavalerie féodale devint seconde ligne, à l'exception des deux extrémités, qui furent occupées en saillie par les ribauds et les gens d'armes de Bourgogne d'un côté, et par les gens d'armes picards de l'autre. L'ordre de bataille représentait ainsi

(1) Guillaume-le-Breton, *Philippidos*, chant VI.

une espèce de croissant. Le front des Français s'étendait d'abord sur un développement de deux mille toises; mais Guérin l'élargit progressivement au moyen des troupes communales, ce qui empêcha les Impériaux de déborder la gauche, car l'ennemi chercha long-temps à filer entre les Français et la Marque. L'armée de Philippe s'étendait dans des champs de blé prêt à être coupé, et celle des alliés dans un terrain vague en majeure partie. Le duc de Bourgogne prit le commandement de l'aile droite, formée des nobles de Bourgogne, de Champagne, du Soissonnais, et des milices communales de ces provinces; on adjoignit à ce puissant vassal le comte de Saint-Paul et le sire de Beaumont : ils se trouvaient ainsi opposés à Ferrand, comte de Flandres.

Le comte de Dreux reçut le commandement de l'aile gauche, quoique sa réputation de valeur fût bien équivoque; mais sa qualité de prince du sang le mettait en évidence, et d'ailleurs le roi lui donna pour lieutenants le vaillant évêque de Beauvais et les deux Mareuil. Le comte de Dreux avait sous ses ordres les nobles et les communales de Picardie, et 3,000 Bretons que conduisaient les sires de Châteaubriand, de Vitré, de Châteaugirons et de Beaumanoir. Philippe-Auguste se mit au centre, dans un endroit où le terrain s'exhaussait légèrement, derrière les deux premières lignes des milices de l'Ile-de-France et de la Normandie, commandées par le sire de Nesle et le sire de Couci. Vingt-quatre preux choisis par lui composaient ce jour-là sa garde particulière : on distinguait parmi eux Sargine, Dieudonné Destaing, Guillaume Desbarres, Rouvray, Etienne de Longchamps, Guillaume de Garlande, Gérard de Trie, et le jeune comte de Bar. Galon de Montigny, monté sur un haut destrier, et tenant la bannière royale, se plaça immédiatement avant le monarque. La plaine dans

laquelle l'action allait se passer, s'étendait sur un plan incliné du sud au nord; on n'apercevait entre les deux armées aucun obstacle intermédiaire. Les Français, ayant derrière eux la Marque et des marais, ne pouvaient se retirer, en cas de revers, que par le pont de Bouvines, très-étroit et fort peu solide. Philippe-Auguste voulait d'abord qu'on le coupât, afin d'ôter aux troupes toute idée de retraite; mais il changea d'avis, et plaça même à ce poste, pour en défendre les abords, la compagnie des sergents d'armes, instituée en Palestine.

Il était dix heures du matin lorsque l'empereur Othon déboucha dans la plaine de Cysoing; il passa deux heures à se développer et à ranger son armée en bataille. Enfin, vers midi, une rumeur subite se manifesta au centre des Allemands: Philippe savait que ces peuples poussaient ordinairement des cris effroyables au moment de l'action; désirant couvrir ces clameurs, qui pouvaient étonner les milices, il enjoignit aux trompettes de sonner toutes à la fois, et lui-même, dominant l'armée du haut de son grand destrier, étendit la main en signe de croix, donna la bénédiction aux guerriers prosternés: puis Guillaume-le-Breton et les autres chapelains entonnèrent les cantiques sacrés, et le combat commença.

Suivant leur coutume, les Français attaquèrent les premiers; le duc de Bourgogne lança sur les gens d'armes de Flandres les ribauds, bien distincts des chevaliers à cause de leur armure incomplète; aussi les féodaux belges, indignés qu'on les fît attaquer par des gens de si bas étage, dédaignèrent de croiser la lance avec eux, se bornant à tuer les chevaux sans vouloir toucher aux hommes: les ribauds démontés se jetèrent à pied dans les rangs ennemis, et y portèrent le désordre en frappant de tous côtés à coups de dague. Ce désordre fut néanmoins réparé en peu d'instants: les chefs prin-

cipaux des Flamands, Jean Guistall, Gilles de Saint-Aldegonde, Jean Buridand et Eustache de Malines, se précipitèrent sur les nobles de Champagne, commandés par le sire de Saint-Remi, qui présentaient en seconde ligne un front très-serré. Les Flamands furent repoussés, battus; la plupart d'entre eux tombèrent au pouvoir des Français, notamment Guistall et Buridand; Pierre d'Henin, sénéchal de Hainaut, Gilles de Saint-Aldegonde, Pierre de Béthune et le palatin d'Hazebruck éprouvèrent un peu plus tard le même sort, après s'être signalés par des traits de valeur. Raso-Gauvin, châtelain de Termonde, fut tué ainsi que ses trois fils. Eustache de Malines, ralliant les gens d'armes, revient à la charge en criant : *A mort les Français!* Ceux-ci repoussent encore cette agression, et un chevalier d'une stature colossale se jette sur Eustache de Malines, le prend par le heaume, déboucle sa cuirasse, et lui enfonce son épée dans le flanc, en disant : *Reçois la mort que tu voulais nous donner*. Cet avantage, remporté au début de l'action, inspira aux troupes une ardeur surnaturelle. Le comte de Saint-Paul, profitant de cette disposition, s'avança avec ses hommes d'armes contre l'aile gauche ennemie, déjà entamée; il savait qu'on soupçonnait sa fidélité : « Allons, dit ce vassal, montrons aujourd'hui que je suis un bon traître; » et il se précipita sur les gens d'armes hollandais, qui appuyaient les Flamands. Michel de Harmes, commandant ces escadrons, fut atteint d'un coup de pique qui le traversa de part en part et le cloua sur sa selle. Guillaume, comte de Hollande, désirant secourir les siens, fut battu et pris par le valeureux comte de Saint-Paul. Ferrand, voyant cette déroute, se mit en mouvement à la tête de toute la gauche, et l'engagement devint général sur ce point. Le comte de Flandres, animé de fureur, pousse à son tour les Français, re-

imminent: Othon avait poussé contre Philippe des masses énormes d'infanterie tudesque, la meilleure de l'Europe. Les premières lignes de milice française, brisées par ce choc, se redressèrent, et soutinrent cette attaque sans désavantage : accablées enfin par le nombre, ces communales furent obligées de battre en retraite, et s'échappèrent au travers des divisions de la cavalerie féodale. Le roi, se trouvant alors à découvert, fut assailli par les Allemands, que les hommes d'armes ne purent arrêter : les vingt-quatre chevaliers commis à la garde du monarque opposèrent long-temps une résistance héroïque. Etienne de Longchamps, qui combattait devant la tête du cheval de Philippe, reçut plusieurs coups d'épée qui, pénétrant par les ouvertures de son casque, lui percèrent les yeux et le crâne; il tomba tout armé : la secousse fut telle, que la cervelle s'épancha par les trous de la visière. Le cercle se rétrécissait insensiblement autour de Philippe, et l'acharnement des assaillants ne pouvait être comparé qu'à la vigueur de ceux qui le défendaient. Un fantassin du pays de Brunswick parvient à se glisser entre les chevaux, frappe le prince de sa demi-lance; l'arme s'engage entre la visière et le collier du roi, et comme la lance formait crampon, le soldat, à force de tirer, désarçonne le monarque et l'entraîne à terre : alors une foule d'ennemis se jetèrent sur le prince, qui n'avait pour le garantir que quelques chevaliers. Le jeune comte de Bar, Ronvray, Tristan, Sargine, Garlande, lui firent un rempart de leurs corps, mais des flots de combattants les écartaient ou les abattaient. Philippe était foulé aux pieds des chevaux : Galon de Montigny, resté auprès de lui, d'un bras agitait la bannière royale, pour avertir l'armée du danger que courait le prince, et de l'autre écartait à coups d'épée ceux qui osaient approcher; ce vaillant guerrier fut quelques instants seul pour défendre

son roi et l'étendard de la patrie. Dans ce moment critique se présente Renaud, comte de Boulogne ; ce vassal avait pénétré dans le centre des Français, en faisant un mouvement brusque sur son flanc gauche : guidé soit par la haine, soit par le désir de se signaler, il abandonna ses escadrons, s'enfonça dans la mêlée, et arriva sur Philippe la lance en arrêt ; mais à l'aspect du suzerain, son ancien bienfaiteur, qui se défendait péniblement contre une multitude d'agresseurs, il fut saisi d'un frémissement involontaire, tourna bride, et regagna l'aile droite, en portant ses redoutables coups sur des ennemis plus obscurs. La retraite de Renaud changea la situation des affaires; c'est alors que Montmorency survint. Stimulé par les mouvements précipités de la bannière royale, qui lui annonçaient le danger du roi, il serre les rangs, forme de ses chevaliers une épaisse colonne, prend à revers l'infanterie allemande, la renverse, et dégage le monarque. Guillaume Desbarres, attiré également par les oscillations de la bannière royale, apparaît en même temps ; il s'était arraché de la mêlée pour presser la marche des milices qui repassaient le pont de Bouvines. La jonction de ces deux chefs permit à Philippe de reprendre l'offensive ; Destaing lui donna son cheval, et arracha des mains des Allemands le bouclier enlevé par eux au roi de France.

Philippe sut mettre à profit cette impétuosité française, souvent aveugle, mais toujours redoutable ; il fondit sur le corps de bataille de l'empereur : Pierre de Mauvoisin s'élança le premier dans les rangs de l'infanterie allemande. Ce banneret, d'une stature très-élevée, s'ouvrit un chemin en prenant les lances dans ses mains; il se jeta dans cette voie, et entraîna sur ses pas une foule de chevaliers ; ils parvinrent ainsi au centre de la troisième ligne, où se tenait Othon. Dès le premier

choc l'empereur est culbuté, son cheval est tué sous lui : le baron Ostermall, commandant la garde du monarque, lui donne son propre cheval, et veut le défendre contre ces hardis assaillants; mais Ostermall, renversé lui-même, expire sous les roues du char impérial. Othon courait à son tour le plus grand danger. Un chevalier picard, nommé Gérard de Trie, se précipite sur le prince, et cherche à le percer de sa dague; mais les pièces de l'armure sont si bien jointes, qu'elle ne peut se frayer une voie. Ces jeunes preux, qui venaient de sauver leur roi, voulaient tous avoir la gloire de faire prisonnier un empereur; les plus ardents sont Mauvoisin, Sargine, Gérard, Garlande, et le comte de Bar: la querelle qui s'éleva entre eux devint le salut d'Othon, en lui laissant le loisir de s'échapper de leurs mains et de gagner la plaine. Guillaume Desbarres se trouva sur le passage du fuyard : son cheval venait d'être tué; il arrête par la bride celui de l'empereur; sa haute taille lui permet de saisir le monarque à bras le corps : il pensait l'entraîner et le jeter sur la poussière, mais le coursier, ayant reçu au même instant un coup d'épée dans l'œil, fit un effort extraordinaire et enleva son maître; l'intrépide Français, quoique armé pesamment, le suivit à pied au milieu des escadrons alliés. Desbarres se vit bientôt entouré, et allait devenir la victime de son audacieuse valeur, lorsqu'il fut dégagé par le sire de Couci, qui conduisait les milices de Laon.

Othon, blessé dangereusement à la tête et au bras droit, abandonna précipitamment le champ de bataille, quoique les dernières lignes allemandes lui offrissent un refuge assuré. Ces troupes voyant le monarque troublé, cherchant son salut dans la fuite, durent perdre toute confiance. Albert, duc de Saxe, qui montrait la veille tant de jactance dans le conseil, se battit mollement :

il détermina son mouvement de retraite, entraînant après lui les 16,000 hommes formant les derniers obstacles. Mathieu de Montmorency se mit alors à le pousser, afin d'empêcher les Saxons de revenir sur leurs pas: en effet, ces bataillons tudesques présentaient une masse capable de recommencer l'action sans trop de désavantage. Le héros français les harcela sans cesse, et les entama plusieurs fois; il lutta long-temps contre eux loin du premier champ de bataille, et prit de sa main douze enseignes surmontées de l'aigle impériale. La défaite du centre ét la retraite des Saxons laissèrent à découvert les deux ailes; elles furent tournées entièrement. Quoique enveloppées et privées de leurs chefs, elles disputaient encore la victoire. L'aile gauche, qui avait perdu le plus de monde, et dont le commandant supérieur, Ferrand, venait de tomber au pouvoir des Français, se trouvait dans une désorganisation totale. Le roi chargea Thomas de Saint-Valeri et le sire de Mareuil d'achever sa défaite; quant à lui, il dirigea tous ses efforts contre Renaud, qui résistait toujours à la tête de l'aile droite. Les soldats anglais, excellente troupe réglée, opposaient une impassible raideur à la fougue des Français; depuis trois heures que durait l'action, ils n'avaient point reculé d'un seul pas : le sire de Nesle, qui voulut charger sur eux, fut tué du premier choc. L'évêque de Beauvais prit le commandement des milices de la Picardie après la défaite du sire de Nesle, et ramena une seconde fois contre les Anglais les communales, qu'il savait animer autant par ses paroles que par ses actions. Le prélat, armé de sa massue de chêne, abattait les chevaliers, laissant à ses écuyers le soin de les saisir et de les faire prisonniers. L'évêque, ayant rompu plusieurs rangs, se trouva en présence du comte de Salisbury : celui-ci fond sur Philippe de Dreux et veut

le percer de sa longue épée, dont il avait pris le surnom; mais son adversaire la lui brise dans les mains, l'atteint de plusieurs coups de sa massue, et le précipite de cheval. Heugues de Boves, effrayé du sort de Salisbury, voyant sa droite tournée par les Bretons, abandonne lâchement le combat, prend la direction de Camphain, le seul point resté libre, et entraîne dans sa fuite les Anglais, tant l'exemple est puissant même sur les hommes valeureux. Le comte de Boulogne cherche vainement à les retenir : il avait formé, derrière la ligne du comte de Salisbury, quatre bataillons ronds de piquiers, dans le dessein de résister à la cavalerie. En effet, pendant long-temps les charges des féodaux de Bretagne et de France vinrent échouer contre ce triple rang de lances; souvent aussi ces bataillons s'ouvraient, et le comte de Boulogne en sortait à la tête d'un gros de gens d'armes, tombait sur les assaillants et les repoussait. Toutes les chroniques ont décrit cette manœuvre d'une manière très-claire.

Guillaume, comte de Ponthieu, jaloux de rétablir sa réputation, se distingua en cette circonstance par l'ardeur qu'il mit à rompre ces bataillons : engagé presque seul au milieu d'une de ces phalanges, il eut son cheval tué sous lui; sa lance, son épée et sa dague furent brisées; alors il se battit à coups de gantelet et à coups de pieds (*brachiis et manibus loricatis*). Les chevaliers de sa bannière, surmontant tous les obstacles, parvinrent à le dégager. Le péril auquel Guillaume venait d'échapper, ne fit que l'enflammer davantage; il se joignit au comte de Dreux pour forcer Renaud dans son dernier refuge. Bientôt le comte de Boulogne eut à résister aux masses réunies du centre et de l'aile gauche de Philippe; bientôt ces bataillons de piquiers furent anéantis; bientôt il se trouva, avec une poignée de

cavaliers, en présence des gens d'armes de France. Dans ce moment difficile, il déploya une bravoure surnaturelle ; ses chevaliers, enflammés par son exemple, se firent hacher sous ses yeux ; enfin, un banneret de la chevauchée du comte de Dreux, Pierre de la Tourrette, qui combattait à pied, s'élance vers Renaud, et plonge son épée dans le poitrail du cheval de ce prince. Un chevalier brabançon, voyant le coursier chanceler, enlève Renaud des arçons, le place sur un nouveau destrier, et l'entraîne dans sa fuite ; mais, pressé par les Français, ce généreux guerrier s'arrête et fait tête à l'ennemi, afin de donner le temps au comte de Boulogne de rejoindre un gros de cavaliers belges qui combattait encore valeureusement. La fortune trahit les nobles efforts de ce banneret : il fut culbuté et foulé aux pieds des vainqueurs, à qui Renaud lui-même ne put échapper ; un des varlets du comte de Ponthieu coupa d'un coup de dague le jarret de son cheval, qui tomba en tenant le comte de Boulogne embarrassé sous lui. Alors Hues et Gauthier, Desfontaines et Jean de Roberoi, écuyers picards, se jetèrent sur ce prince, se disputant l'honneur de le faire prisonnier ; mais leur querelle s'échauffa tellement qu'ils allaient le tuer pour trancher le différend, lorsque Guérin survint et l'arracha de leurs mains, en interposant son autorité : il fit monter Renaud sur un nouveau destrier. Dans le même instant on vit s'avancer un escadron de gens d'armes brabançons, commandé par Arnoul d'Oudenarde, qui accourait pour délivrer le comte de Boulogne : à cette vue, celui-ci se laisse glisser de cheval, afin que ses gardiens ne puissent pas l'emmener ; mais Guérin ayant rallié plusieurs centaines de Français qui combattaient en tirailleurs, les pousse contre les Brabançons : ceux-ci sont obligés de

chercher leur salut dans une prompte retraite; Guérin reprend Renaud, qui demeure captif.

La défaite du comte de Boulogne étant consommée, le champ de bataille ne présentait plus que l'aspect du désordre; des masses privées de leurs chefs s'échappaient dans toutes les directions : toutefois, au milieu de cette confusion générale, on distinguait un gros de 700 cavaliers flamands et brabançons armés pesamment, qui, se tenant serrés, cherchaient à gagner la chaussée de Saint-Amand; ils se battaient en marchant, et leur contenance était propre à remplir d'assurance les fuyards qui venaient se rallier à cette phalange. Philippe-Auguste, craignant que cette division belge ne devînt le noyau d'un nouveau corps, lança contre elle 3,000 hommes commandés par le comte de Ponthieu et Thomas de Saint-Valeri. Le choc des Français fut si terrible, que ces derniers escadrons de l'armée alliée furent anéantis en un instant. Après leur déroute, la plaine n'offrit plus à tous les regards que des bandes de fuyards : c'est alors que commença le carnage, car à cette époque ce n'était pas durant le combat qu'il périssait beaucoup de monde; les fortes armures rendaient les hommes impénétrables aux coups; mais lorsque la bataille était décidée, c'est-à-dire que l'une des deux armées avait gagné le terrain de l'autre, que celle-ci privée de ses chefs déterminait son mouvement de retraite, alors les vaincus poursuivis étaient écrasés sous les pieds des chevaux, ou culbutés dans les rivières et dans les fossés : personne ne songeait à sauver les débris de tant de bataillons. Les bannerets, les chevaliers, les simples féodaux, à qui l'honneur interdisait la fuite, périssaient sous des monceaux de cadavres, ayant vainement essayé d'arrêter ces flots de fuyards : voilà pourquoi les vaincus perdaient tant de monde.

Telle fut la bataille de Bouvines (1) : malgré l'obscurité des historiens du moyen âge, on trouve dans leurs relations des faits assez précis pour ne point laisser de doute sur les mouvements principaux des deux armées. Ainsi il est évident que Philippe dut son triomphe à des manœuvres savamment combinées, qui consistèrent à diriger de fausses attaques sur les flancs de l'ennemi pour le tenir en haleine, et à porter le poids de toutes ses forces sur le centre afin de l'enfoncer et d'isoler les deux ailes, manœuvre reproduite dans les siècles modernes par les généraux les plus expérimentés. Montmorency put s'attribuer la plus large part du succès, puisqu'il atteignit le but principal, percer le centre de l'ennemi : le sort de la journée dépendait de l'exécution de ce mouvement. Dans cette grande bataille de Bouvines, la fougue française eut à lutter contre le flegme germanique, et sa supériorité ne demeura pas un seul moment douteuse. Le courage et l'opiniâtreté de la chevalerie suppléèrent au nombre ; l'acharnement fut inexprimable : les hommes s'abordèrent plusieurs fois corps à corps. Les diverses chroniques assurent que des débris d'armes, de cuirasses brisées et de heaumes fendus, couvraient en entier le terrain l'espace de trois lieues : les chevaliers étaient tellement souillés par les taches de sang, qu'on ne distinguait plus sur leurs cottes de mailles les emblèmes féodaux. Les milices des provinces se battirent avec une intrépidité que l'on n'avait pas droit d'attendre de nouvelles levées, ce qui prouve que le génie martial distinguait particulièrement

(1) Nous avons recueilli, au sujet de ce mémorable événement, les détails contenus dans plus de cinquante chroniques écrites par des contemporains, et nous avons étudié pendant quelques jours le terrain sur lequel l'action fut livrée.

la nation française. Du côté des alliés, les Anglais et les Flamands déployèrent beaucoup de bravoure : les Allemands agirent sans aucune passion, et ne secondèrent pas leurs auxiliaires.

Philippe tint une conduite au-dessus de tout éloge, payant de sa personne comme le plus simple écuyer; il eut à défendre non-seulement l'honneur de la couronne, mais encore sa vie contre laquelle tant de haines se montraient conjurées. En voyant fuir Othon, il dit gaîment aux siens : « Amis, nous ne le reverrons plus aujourd'hui que par le dos. » Guérin, plus fidèle observateur des convenances de l'état ecclésiastique que l'évêque de Beauvais, ne tira pas une seule fois l'épée, et ne porta pas un seul coup de sa propre main, mais il dirigea tous les mouvements avec une supériorité qui attestait une étude profonde de la science militaire.

Philippe-Auguste, craignant que les Français ne tombassent dans quelques piéges en poursuivant trop chaudement les vaincus, ordonna aux trompettes de sonner le ralliement; il alla se placer auprès de la chapelle Saint-Pierre, et commanda que les prisonniers lui fussent amenés. Leur nombre s'élevait déjà à deux mille, parmi lesquels on distinguait Ferrand, comte de Flandres; Renaud, comte de Boulogne; Guillaume, comte de Salisbury; le comte de Hollande, et Gilles de Sainte-Aldegonde. « Vous méritez tous la mort, leur dit-il : vous Renaud, vous Ferrand, pour avoir levé l'étendard de la rébellion contre votre suzerain; et vous, leudes étrangers, pour avoir fait le serment de m'immoler au milieu des miens sans m'accorder de quartier, serment homicide, défendu par les lois de la guerre et de la chevalerie. Je devrais vous en punir tous en vous envoyant au supplice, mais je veux bien vous laisser la vie : vous expierez votre crime au fond

des cachots (1). » En effet, il les fit charger de chaînes : on les distribua dans les prisons des différentes villes de l'Artois et de la Picardie.

Des soldats de la chevauchée de Montmorency traînèrent devant le roi le char sur lequel était plantée la bannière de l'empire germanique : Philippe-Auguste déchira lui-même la soie de la bannière, et en fit jeter les lambeaux dans le feu, ainsi que le dragon. L'aigle, brisé par mille coups, attestait qu'il avait été attaqué et défendu avec le même courage : le prince en envoya les débris à Frédéric, compétiteur d'Othon. Déjà la nuit étendait ses ombres, lorsque Mathieu de Montmorency revint sur le premier champ de bataille, conduisant 1,500 prisonniers. Ce général, ayant poursuivi chaudement tout le centre des alliés, l'avait mis dans une entière déroute : il déposa aux pieds de Philippe les douze enseignes surmontées de l'aigle impériale, conquises par lui. Le roi voulut que Mathieu ajoutât dans ses armes douze aigles ou alarions ; elles en contenaient déjà quatre, attendu que sous le règne de Lothaire, dans une bataille gagnée en 978 sur un autre Othon, Bouchard de Montmorency ayant enlevé quatre aigles, Lothaire permit qu'il les fît graver sur son bouclier ; distinction d'autant plus flatteuse qu'elle était nouvelle, car on ne connaissait point encore l'usage des armoiries. Depuis Bouvines, l'écusson de Montmorency de la branche d'Ecouen fut chargé de seize alarions, tel qu'on le voit aujourd'hui.

Pour récompenser Philippe de Dreux des services rendus par le prélat dans cette circonstance, le roi lui octroya la licence de dire à l'avenir la messe en cuirasse et les éperons chaussés, privilége que les évê-

(1) Guillaume-le-Breton, Philippidos, ch. VII.

ques de Beauvais conservèrent jusqu'au dix-septième siècle. Le sire de Mareuil, celui qui prit Ferrand, reçut en dotation le fief de Villebois en Anjou.

Le lendemain, 28 juillet, des rapports successifs apprirent au monarque que la perte des alliés s'élevait à 25,000 hommes, sans y comprendre 3,500 prisonniers; celle des Français ne dépassa point 2,000 hommes, dont 100 bannerets ou chevaliers, parmi lesquels on distinguait Etienne de Longchamps et le sire de Nesle. Les morts furent enterrés à Orchies, à Cysoing et à Camphain. Pendant que le roi recueillait ces renseignements, il reçut un message de la part du duc de Brabant, qui le félicitait de sa victoire. Ce prince, toujours incertain dans sa conduite, avait abandonné le premier le champ de bataille et s'était retiré à Mortagne; c'est de ce lieu qu'il fit parvenir à Philippe ses félicitations, ne doutant pas qu'on ne les reçût très-favorablement en raison de l'avis bienveillant transmis par lui dans la nuit du 26 juillet : mais il est dans la destinée des traîtres d'encourir le mépris de ceux mêmes dont ils ont servi les intérêts. Le roi lui envoya un clerc de son palais, porteur de deux lettres revêtues du sceau royal et superposées l'une sur l'autre. Le duc de Brabant prit la première, l'ouvrit et la trouva toute blanche; justement étonné, il brise le cachet de la seconde, qui ne renfermait que ces mots : *La première lettre manquait d'écriture et de sens, comme le duc de Brabant manque de loyauté et de franchise* (1).

Les chroniques contemporaines parlent dans le plus grand détail des fêtes données à l'occasion de la victoire de Bouvines, et nous représentent la population de la France ivre de bonheur. Cette joie était d'autant plus

(1) Historia Leodiensium episcoporum.

légitime, que les succès remportés dans le nord ne furent pas les seuls dont on eut à remercier le Ciel : la veille du jour où Philippe battit les Flamands et les Germains, son fils Louis mettait en déroute dans l'Anjou, non loin de la Roche-aux-Moines, l'armée anglaise forte de 30,000 hommes, et commandée par le roi Jean en personne. Plantagenet ne dut son salut qu'à la vitesse de son cheval. Les vainqueurs, le père et le fils, s'envoyèrent simultanément des messages pour s'informer de ce qu'ils avaient fait : les deux courriers se rencontrèrent auprès de Senlis. Cet incident singulier fit concevoir la pensée d'élever en ce lieu un monument commémoratif; on fonda une église en l'honneur de la Vierge, et on la nomma *Notre-Dame de la Victoire* : le roi voulut laisser à Guérin l'honneur de poser la première pierre de cette église, ce qui n'eut lieu qu'en 1215 (1).

Le retour de Philippe-Auguste dans ses états ne fut qu'une marche triomphale depuis Lille jusqu'à Paris; les habitants des campagnes quittaient leurs moissons et formaient la haie sur les routes, saluant de leurs acclamations le fortuné monarque; les Parisiens et les étudiants vinrent au-devant du roi, et lui servirent d'escorte jusqu'à Saint-Denis : pendant huit jours ce ne fut que réjouissances, et l'on abandonna toute espèce d'occupation pour ne songer qu'au plaisir. Ces transports d'allégresse suffiraient pour prouver qu'il existait alors un

(1) Guérin se démit de son évêché après la mort de Philippe, et se retira dans l'abbaye de Chaulieu pour y goûter le repos; il y écrivit des mémoires sur l'histoire des règnes de Philippe-Auguste et de Louis VIII : ces précieux documents furent brûlés avec les Mémoires de Suger pendant les guerres civiles de Charles VI, dans le château de Wincester (Bicêtre), appartenant au duc de Berri, frère de Charles V. (Histoire des Chanceliers, par Duchesne, in-folio, page 217. — Histoire des ministres d'Etat, par d'Auteuil, page 382, in-folio, ann. 1642.)

esprit public très-prononcé, si d'autres circonstances plus sérieuses n'attestaient encore mieux, que le gros de la nation ne vivait pas isolé, et ne voyait pas avec indifférence les incidents majeurs, comme on l'a si souvent répété. Aucun événement ne paraissait plus propre à frapper l'imagination des peuples, que les succès obtenus dans les plaines de Flandres. La coalition d'Othon, de Jean-sans-Terre, de Ferrand et de Renaud, avait ébranlé la monarchie française jusque dans ses fondements ; la victoire de Bouvines la raffermit sur sa base, et sauva la nation d'une invasion imminente. Le merveilleux qui s'attachait alors aux circonstances extraordinaires, ne manqua pas de se mêler à ce triomphe : chacun racontait des prodiges arrivés à son occasion. On assurait que saint Lambert, patron de la ville de Liége, et dont les châsses furent brisées par l'empereur Othon, étant sorti de sa tombe tout armé le 27 juillet, annonça aux fidèles prosternés la défaite des alliés; d'autres disaient qu'on avait entendu, pendant la nuit du 27 au 28, des chants éclatants de victoire dans l'église de Saint-Denis. Bien des gens attestaient que les blés foulés par la cavalerie française dans la plaine de Bouvines, loin de périr sur pied, avaient produit une récolte quintuple; et ce bruit s'accrédita au point que, pendant nombre d'années, on fut persuadé que ces terrains rapportaient dix fois plus que les autres. Le temps, loin de détruire ces impressions, ne servit qu'à les fortifier; car chaque jour des événements singuliers venaient étonner le vulgaire, et donner plus de poids à ces prétendus prodiges : en effet, il semblait qu'un Dieu vengeur poursuivait les ennemis de la France. Le jour de la bataille de Bouvines, des orages épouvantables éclatèrent dans toute l'Europe; plusieurs villes d'Allemagne et d'Angleterre furent anéanties par des torrents de pluie. Enfin on fit la remarque que tous

les chefs de la coalition formée contre Philippe, périrent misérablement. Jean-sans-Terre, dépossédé du trône, proscrit par ses sujets, abandonné de sa famille, mourut de chagrin quinze mois après. Othon, échappé des mains des barons français, avait quitté, en fuyant, le champ de bataille; il coucha à l'abbaye de Saint-Sauveur près Valenciennes, et en sortit de grand matin pour gagner Bruxelles. En arrivant, il apprit que Mathieu de Montmorency courait à sa poursuite avec un corps de cavalerie: Othon quitta précipitamment cette ville, trop heureux que les magistrats voulussent bien lui prêter six cents marcs d'argent; il se sauva accompagné de l'impératrice sa femme, qui s'était déguisée en homme afin de pouvoir mieux suivre à cheval son époux. Le monarque épouvanté rentra en Allemagne, où la nouvelle de sa défaite l'avait précédé. Il y trouva les esprits fort mal disposés en sa faveur; les électeurs, ses anciens partisans, l'abandonnèrent, et embrassèrent la cause de Frédéric: il ne resta plus à Othon qu'à chercher un asile dans ses états héréditaires. Il se retira dans le château de Hartffort, près de Brunswick, et ne tarda pas d'y apprendre que les électeurs venaient de le déclarer déchu de l'empire; le même jour un autre courrier lui apporta la nouvelle que le duc de Brabant, son beau-père, ayant conclu la paix avec Philippe-Auguste, avait reconnu Frédéric pour empereur. Ne sachant point contenir la violence de son caractère, Othon accabla de reproches Marie de Brabant sa femme, et la répudia sur-le-champ. L'impératrice épousa, le mois suivant, Guillaume de Hollande, qui venait de racheter sa liberté en payant une rançon considérable au roi de France. Othon se voyant abandonné de tout le monde, tomba dans le marasme: ce prince chercha des consolations dans les

secours de la religion; il demanda au pape pardon de ses impiétés. Jaloux d'expier les fautes que lui avait fait commettre cette fierté de caractère, l'unique source de ses malheurs, l'ancien empereur se soumit à des actes d'une humilité dégradante; il se faisait fustiger par ses domestiques, en exigeant même que ses gens le foulassent à leurs pieds. Enfin, au bout de plusieurs mois de langueur, il expira entre les bras de Jean Syphride, évêque d'Heidelberg, en 1218. Quelques instants avant d'expirer, Othon supplia son frère Henri, palatin du Rhin, de faire bouillir son corps et de porter ses os à Rome, pour que ces restes mortels pussent recevoir l'absolution du pape Honorius: ses intentions furent exactement remplies (1).

Ferrand orna le triomphe de Philippe à son entrée dans Paris. Cette solennité se fit à la manière des anciens: le prince vaincu était attaché sur un char traîné par quatre chevaux; les autres prisonniers le suivaient à pied, chargés de chaînes; Philippe-Auguste, à cheval, couronné de lauriers, précédait le char; les grands vassaux formaient, en avant du cortége, une phalange nombreuse. Le comte de Flandres fut incarcéré au Louvre. Malgré les mauvais traitements que Jeanne avait éprouvés de la part de son époux, elle ne négligea rien pour calmer la colère du monarque, et obtenir la liberté de Ferrand. Le roi se laissa fléchir et consentit à briser les fers de son captif, moyennant une somme de 40,000 livres; mais les états de Flandres refusèrent de payer une rançon aussi forte, pour un prince qu'ils n'estimaient point. Le Lusitanien languit treize ans dans sa prison, et n'en sortit que sous la régence de la reine Blanche: il mourut l'année suivante, de la pierre, dans les douleurs les plus atroces.

(1) Chronique de Ursperg, 1569, in-folio.

Philippe, dominé par un reste d'affection, voulut un moment accorder le pardon à Renaud, qu'on tenait renfermé dans Bapaume; il manifesta même l'intention de lui rendre une partie de ses états : mais on apprit que, du fond de sa prison, le comte de Boulogne entretenait des relations avec plusieurs princes, anciens chefs de la coalition; les magistrats de l'Artois surprirent des lettres par lesquelles Renaud engageait Othon, le duc de Saxe, le duc de Lorraine, à ressaisir les armes et à fondre une seconde fois sur Philippe. Le roi, irrité au dernier point, le fit transférer au château de Péronne, et par ses ordres on attacha Renaud à une énorme boule de fer. Le comte de Boulogne mourut de désespoir dans sa captivité, âgé de cinquante-sept ans, en 1226; Ide, sa femme, ne lui survécut que de quelques mois.

Guillaume *Longue-Epée*, comte de Salisbury, obtint sa liberté en payant une forte rançon; il mourut du mal de mer, en repassant la Manche. Heugues de Boves, fuyant de Bouvines, avait emporté les fortes sommes qu'on lui confia pour solder la division anglaise; il se les appropria. Mais ayant quitté le continent, Heugues fut accueilli par une violente tempête; son vaisseau se brisa contre les rochers de Sandwick; lui et tout l'équipage trouvèrent la mort dans ce naufrage, en 1215.

Thibaut, duc de Lorraine, rentra dans ses domaines couvert de honte : l'empereur Frédéric, le regardant comme le plus chaud partisan de son rival Othon, lui déclara la guerre, le battit et le fit prisonnier; il ne lui donna la liberté qu'au prix de tout l'argent de son duché. Revenu dans ses états, Thibaut fut empoisonné par sa favorite Sodoria, en 1220.

Avant de terminer cet article nous croyons, dans l'in-

térêt de la vérité, devoir rétablir un fait important : Mézerai, Vély et tous les historiens modernes assurent qu'au moment de commencer l'action, Philippe-Auguste ôta la couronne qui surmontait son casque, et que, la plaçant sur un autel, il dit aux grands vassaux qui l'entouraient : « Vous allez combattre pour la défense de cette couronne ; si l'un de vous se croit plus digne de la porter que moi, qu'il vienne la prendre ; je suis prêt à lui obéir. » Ce trait, qui est d'un effet dramatique, a servi de sujet de composition à nos peintres ; cependant il n'est rien moins que certain : sur cent chroniques contemporaines, une seule en parle (Richerius, religieux de l'abbaye de Senones dans les Vosges) (1) ; son auteur, fort éloigné de la scène, a probablement été induit en erreur : Buzelin lui a donné quelque crédit, en le répétant quatre cents ans après. Guillaume-le-Breton, chapelain du roi, et qui entonna les cantiques sacrés au moment du combat, n'en parle pas dans sa Philippide, et certainement il n'aurait point passé sous silence un fait aussi majeur. Meyer, qui met un grand esprit de critique dans ses récits, ne mentionne pas cet incident. Le père Daniel, dont la perspicacité est bien reconnue, n'adopte pas cette opinion. Philippe montrait d'ailleurs trop de sagesse pour tenter une pareille épreuve ; un exemple tout récent l'aurait retenu, s'il en eût eu la pensée. Othon, ce même empereur battu à Bouvines, avait réuni, en 1213, les électeurs dans la diète de Nuremberg ; et afin d'échauffer leur zèle pour sa querelle, il déposa entre leurs mains l'autorité du gouvernement pour les laisser libres dans leur choix : cette démarche généreuse ne fit qu'enhardir les mécontents ; plusieurs d'entre eux, la regardant comme une abdication réelle,

(1) Collection de don Bouquet, t. XVIII, p. 692.

abandonnèrent la cause du duc de Brunswick. Nul doute, si l'on en juge d'après le caractère impétueux des grands vassaux de cette époque, que, si Philippe leur eût offert sa couronne dans ce moment solennel, l'un d'eux ne se fût avancé pour s'en emparer.

LIVRE III.

Montmorency reçoit l'épée de connétable. — Il protége la minorité de Louis IX. — Il soumet le duc de Bretagne. — Sa mort.

Le lendemain de la bataille de Bouvines, Mathieu de Montmorency, à la tête d'un corps de cavalerie, se mit sur la trace des Allemands, et les poussa dans la direction de la Meuse; il fit halte non loin de cette rivière, rallia deux divisions, et revint joindre auprès de Beauvais Philippe-Auguste, dont la conduite après son triomphe fut encore plus digne d'éloge que le courage qu'il avait montré pendant l'action. Précédé par la terreur de ses armes, ce monarque pouvait franchir les frontières, pénétrer au cœur de l'Allemagne, et changer la face de l'empire. Philippe, rempli de modération dans le succès, préféra une paix solide à des conquêtes éventuelles; dégoûté des expéditions lointaines, dont la gloire trompeuse l'avait séduit un moment, il conçut, à son retour de la Palestine, le projet beaucoup plus sage de former le royaume de France de tout le territoire

que les Romains désignaient sous le nom de la Gaule, d'en devenir l'unique souverain, comme l'avait tenté Clovis, et comme y était parvenu Charlemagne. Guidé par des motifs aussi sages, le vainqueur, au lieu de poursuivre les alliés dans la Germanie, se hâta de conclure la paix; il tira de Jean-sans-Terre de fortes sommes, acquit des domaines considérables en Flandres, et consolida sa puissance dans le midi et dans l'ouest. Une conduite si habile inspira à tous les peuples une haute estime pour Philippe : Frédéric, successeur d'Othon, lui jura une amitié éternelle, et y demeura fidèle; les Anglais appelèrent son fils au trône; le pape même voulut l'investir du comté de Toulouse; et ces leudes, si impatients du joug, se soumirent sans murmurer. En définitive, la France y gagna une prépondérance incontestable, et il fut permis alors à Philippe de tourner ses vues vers la nécessité d'intervenir dans les désordres qui affligeaient le Languedoc.

Dès que la ligue formée contre la France eut été anéantie, Mathieu II partit avec Louis, fils du roi, pour le pays des Albigeois. On pourrait témoigner de l'étonnement en voyant Montmorency, à qui un caractère magnanime, autant que des exploits éclatants, valut le titre de *Grand*, prendre part à une guerre dont le souvenir est si pénible : des considérations de la plus haute politique, et non un aveugle fanatisme, l'y engagèrent; son véritable but fut de servir les vastes projets de Philippe-Auguste.

De tout temps les sectes dissidentes ont dû leur naissance à des hommes turbulents, qui voulurent sortir de l'obscurité à laquelle le sort semblait les avoir condamnés : en conséquence ils attaquèrent violemment la religion, qui, dans cet âge, était l'objet de la vénération

publique. L'Eglise, toujours indulgente, nomma ces attaques des erreurs, les combattit en les déplorant, mais ne parla jamais de la cause perfide qui les engendra. Le vulgaire, se guidant d'après la modération des conciles, ne vit dans ces agressions que de simples erreurs, de légères différences d'opinion et de discipline. La secte des Albigeois dut sa naissance à des causes bien autrement criminelles; eh! que l'on ne croie pas que nous ayons l'intention de justifier les cruautés exercées contre elle: des cruautés ne nous paraissent pas justifiables, même quand elles sont des représailles.

L'hérésie fut prêchée en premier lieu à Paris par Amauri de Chartres, tout au commencement du treizième siècle: Philippe-Auguste, indigné, chassa de ses états les sectaires, ainsi que les Juifs qui les soutenaient. Presque en même temps l'Allemagne était infectée par les erreurs des *Bogomiles*, l'Espagne par les *Priscillianistes*, l'Italie par les *Patarins*. Toutes ces sectes, différant entre elles d'opinions, s'accordaient pour renverser l'autorité légitime; elles trouvèrent dans les souverains de la chrétienté la même rigueur. Les hérétiques de France et d'Allemagne, forcés de sortir des pays qu'ils voulaient bouleverser par des innovations subversives, se réfugièrent en Languedoc, déjà rempli de sectaires. Alphonse, comte de Toulouse, avait vu ses états désolés par une peste; il imagina, pour combler le vide de la population, d'appeler de l'Espagne 20,000 Castillans, Aragonais et Maures, qui professaient les erreurs des Manichéens; les Juifs et les novateurs, chassés par Philippe, se réunirent à ces étrangers: cet amalgame forma la secte des Albigeois. Leur croyance fut un mélange de judaïsme, de matérialisme, et d'une superstition extravagante. Les sectaires affectaient en

public la plus grande austérité. « Ne croyez rien de bon, dit Bossuet, de ceux qui outrent la vertu (1). » Ces dangereux enthousiastes adoptèrent une vie errante, sans jamais vouloir se fixer dans aucun lieu; et comme ils marchaient par bandes, ces gens portaient la confusion dans les diverses contrées, et forçaient les habitants à embrasser leur croyance : la résistance devenait périlleuse; souvent même ils se battaient entre eux. Dans tous les temps, la présence de pareils hommes occasionnerait des désordres très-graves; quelles perturbations ne devaient-ils pas engendrer dans un siècle où les lois manquaient de la vigueur nécessaire pour protéger la société!

Les évêques déployèrent pendant dix ans un zèle admirable, dans l'espoir d'arrêter le mal: animés par l'esprit de tolérance que l'Eglise leur commandait, ils allèrent jusqu'à permettre aux novateurs de défendre leurs doctrines au milieu des conciles. L'amour-propre se mêla aux discussions religieuses, et les rendit interminables: la secte gagna des partisans, au lieu d'en perdre. Les apôtres des vrais principes ne furent point écoutés, on les persécuta même, sans que Raymond VI, comte de Toulouse, voulût mettre un terme à ces excès. L'histoire nous peint ce prince sous d'étranges couleurs: brave à la guerre, timide après le combat, il ne cessa de montrer dans sa conduite de l'irrésolution et de la pusillanimité; Raymond protestait de son amour pour la religion, et protégeait en secret les hérétiques. Castelnau, légat du pape, lui remontra d'un ton énergique, dans une assemblée générale, que son hésitation et sa mauvaise foi causaient seules tous les maux qui pesaient sur son pays : il finit par le menacer des foudres de l'Eglise.

(1) Histoire des variations, etc.

Le comte de Toulouse, naturellement haineux, mais trop craintif pour braver ouvertement le légat, dévora son injure; il attaqua sourdement Castelnau : celui-ci, environné de dangers, abreuvé d'outrages, demanda vainement au pape la permission de se retirer dans son monastère; poussé à bout, voyant tous ses soins infructueux, instruit que Raymond ne cessait de favoriser les hérétiques, il l'excommunia et quitta ses états en 1208. Il dirigea sa marche vers Lyon, en remontant le Rhône. Un soir plusieurs inconnus l'assaillirent, au moment où il descendait de sa barque; l'un d'eux le frappa par derrière d'un coup de poignard: Castelnau, gisant à terre, noyé dans le sang, releva la tête pour regarder son assassin : « Je souhaite, lui dit-il, que Dieu vous pardonne comme je vous pardonne. » (Vaissette, Histoire du Languedoc.)

Les diverses circonstances de ce meurtre se réunissaient pour prouver que Raymond VI en était l'instigateur : Innocent III excommunia ce prince, et prêcha contre lui une croisade comme il l'aurait prêchée contre Saladin, chef des infidèles, et en promettant les mêmes indulgences. On vit accourir de tous les pays de la chrétienté une foule de croisés. Philippe craignit un débordement dans ses provinces; il crut prudent de s'unir au Saint-Siége pour dompter les hérétiques. On put juger néanmoins que le roi envoyait une armée dans le Languedoc, autant pour se mettre en mesure de profiter des fautes de Raymond VI, que pour céder aux instances d'Innocent III. D'ailleurs les divisions françaises ne franchirent point les frontières du comté de Toulouse : tous les historiens certifient que ce fut contre la volonté du roi que Louis, son fils, emporté par un zèle religieux, courut joindre les croisés. Mathieu de Montmorency, qui connaissait mieux que l'héritier du trône les intentions

du monarque, n'accompagna pas le prince et demeura, ainsi que l'armée, sur la lisière du Languedoc.

Raymond VI s'imagina qu'il n'aurait qu'à repousser des bandes désordonnées de croisés, qu'il appelait par dérision des *Bourdonnais*, à cause du bourdon, marque distinctive du pèlerin. Ne doutant pas de les expulser aisément, ce prince ne garda plus de ménagement et mit de l'affectation à traiter les sectaires d'une manière amicale; mais en apprenant que le roi de France se déclarait contre lui, que beaucoup de chevaliers prenaient la croix, il passa de la jactance à la faiblesse. Cet homme, si orgueilleux, se soumit à toutes les réparations que l'on exigeait de lui : il fit amende honorable entre les mains du légat, et fut battu de verges devant l'église de Saint-Gilles; il supporta ce traitement honteux plutôt par crainte que par repentir. Le comte finit par se joindre aux croisés pour combattre les sectaires, ses sujets, qu'il avait encouragés, et dont il avait embrassé publiquement les erreurs. Nonobstant sa soumission, la guerre n'en continua pas moins. Simon de Montfort fut déclaré, en 1209, chef de la croisade, sur le refus des ducs de Bourgogne et de Nevers. Ce général conduisit à sa suite Raymond comme un prisonnier, l'associant à ses exploits et aux rigueurs qu'il déployait contre les habitants du Languedoc. On le fit assister au siége de Béziers, dont la relation fait horreur : les ribauds, ayant pris la ville d'assaut, massacrèrent une partie de la population. Le comte de Toulouse put un instant rompre sa chaîne : il se rendit à Rome, en 1210; il y accusa Montfort d'une coupable ambition, et se soumit de nouveau à des pénitences aussi humiliantes que celle de Saint-Gilles ; enfin, sa profession de foi ne laissa rien à désirer. Innocent III le renvoya dans ses états, en lui promettant de mettre un terme à la guerre

qui les désolait. Au lieu d'aller directement en Languedoc, le comte courut à Aix-la-Chapelle, où se trouvaient réunis Othon, les comtes de Flandres et de Boulogne : ces princes se concertaient dans ce moment pour attaquer la France ; mais, redoutant le courage et l'activité de Philippe, ils hésitaient à former une entreprise aussi épineuse, lorsque Raymond vint les raffermir dans ces projets hostiles, en leur promettant d'opérer une puissante diversion dans le midi, au moyen du roi d'Aragon, son beau-frère. Au bout d'une semaine il quitta Aix-la-Chapelle, et regagna ses états très-difficilement. Au mépris de ses serments, fort de l'alliance récemment conclue avec l'empereur, Raymond embrassa de nouveau la défense des sectaires : on l'excommunia une seconde fois. Alors il implora l'assistance de Pierre III, roi d'Aragon, qui franchit les Pyrénées et vint à son secours, traînant après lui une armée innombrable. Ce roi d'Aragon, qui semblait protéger les sectaires, les avait chassés de ses provinces, en avait fait brûler un grand nombre, ne craignant pas de comprimer l'hérésie par une sévérité qui tenait de la cruauté; mais l'Aragonais espérait tirer un riche prix de ses services, ou s'approprier une partie des dépouilles du comte, et augmenter d'autant les domaines qu'il possédait dans le midi de la France. (La vicomté de Montpellier lui appartenait déjà.) Raymond VI, aidé des troupes de Pierre III, enleva au comte de Montfort la plupart de ses conquêtes. Le général des croisés voulut tenter un dernier effort ; il s'adjoignit un puissant auxiliaire, Guy de Levis, appelé *le maréchal de la foi.* Simon se jeta dans Muret, en 1213, l'année qui précéda la bataille de Bouvines; il espérait échapper aux ennemis qui le harcelaient, et se ménager les moyens de réunir de nouvelles forces. Il fut assiégé dans cette

ville par une armée de 100,000 hommes, suivant tous les historiens : on doit se tenir en garde contre de pareils récits : Pierre III la commandait en personne. Dans une sortie, Montfort porta une telle épouvante dans le camp ennemi, que les Aragonais furent défaits entièrement. Cet exploit a paru, aux yeux de certains critiques, dépourvu de vraisemblance : on n'a point considéré que Pierre III conduisait à sa suite un ramas tumultueux de fantassins, mal équipés, exténués de fatigue et presque nus ; qu'il manquait totalement de cavalerie, arme qui décidait alors de toutes les actions, par sa supériorité. En sortant de Muret, le général des croisés ne s'était point flatté de battre complètement les Aragonais : Montfort se proposait seulement de percer leurs masses énormes, à la tête de 4,000 cavaliers, qu'il divisa en trois corps, pour s'élancer à la fois par trois portes différentes. Pierre fut tué dès le premier choc : la mort du chef déconcerte ordinairement les soldats les plus aguerris ; quelle sensation un pareil événement ne devait-il pas produire sur des gens comme les Aragonais! En effet, saisis d'une terreur panique, ils se précipitèrent dans la Garonne, qui en engloutit dans ses ondes un nombre considérable ; le reste fut exterminé par les habitants des campagnes, qui voyaient d'un très-mauvais œil leur contrée couverte d'étrangers féroces autant qu'avides. A l'issue d'un succès aussi inespéré, le vainqueur ne trouva plus de résistance : la rapidité de ses progrès inquiéta même Philippe-Auguste. Le monarque, redoutant l'ambition de Montfort, songeait à y mettre des obstacles, quand l'agression de l'empereur Othon appela toute son attention vers le nord. La victoire de Bouvines lui permit de reporter ses vues du côté du Languedoc. Maître de la majeure partie de l'ancienne Gaule, ce prince convoi-

tait les belles provinces du midi ; il craignait de les voir passer dans les mains du roi d'Aragon, ou qu'elles ne tombassent au pouvoir de Montfort, qui, impatient du joug de la France, se serait déclaré souverain sous la protection du Saint-Siége, protection très-puissante, et que les papes accordaient volontiers, moyennant des dîmes et de vaines démonstrations de respect. A de si puissantes considérations venait se joindre le désir de venger des injures personnelles sur le comte de Toulouse: ce prince avait répudié avec éclat Constance, sœur de Louis-le-Jeune, et tante de Philippe ; ses promesses avaient déterminé les alliés à fondre sur la France, dont il était vassal. Ainsi, en considérant froidement les diverses circonstances de cet épisode, on se convaincra que la religion ne fut que le prétexte et non la cause de cette malheureuse querelle.

En 1215, Philippe-Auguste envoya son fils dans le Languedoc à la tête d'une puissante armée; il mit auprès de lui Mathieu de Montmorency, pour l'aider autant de ses conseils que de sa valeur. Montfort vit d'un mauvais œil l'arrivée du prince français. Raymond, et le jeune roi d'Aragon son allié, firent de nouveaux efforts pour résister à leurs ennemis; la lutte devint terrible. Les habitants de ces contrées ne cessaient de reprocher aux hérétiques *d'avoir provoqué le meurtre et le pillage par le meurtre et le pillage*. Montmorency essaya vainement d'adoucir les maux que souffrait un pays victime de la fourberie des uns et de l'ambition des autres : en racontant les atrocités qui remplirent cette affreuse guerre, les historiens nous représentent ce grand homme ne cessant de se signaler par son humanité encore plus que par sa bravoure.

Innocent III, dans le quatrième concile de Latran tenu vers la fin de 1215, dépouilla Raymond de ses domaines,

et les donna au comte Simon de Montfort. Philippe, hors d'état de s'opposer à la décision suprême du Saint-Siége, flatta le caractère ambitieux de Simon, et sut lui persuader qu'il ne devait sa haute fortune qu'à ses pressantes sollicitations. Il est vrai que le pape avait chargé Philippe de l'exécution de ses volontés. Le monarque, par un acte passé à Melun en avril 1216, investit le général des croisés du comté de Toulouse: celui-ci se reconnut solennellement vassal du roi de France, et de plus déclara tenir de lui ses nouveaux états.

Les Anglais, toujours courroucés contre leur roi Jean, appelèrent au trône le fils de Philippe. Louis quitta le midi, emmenant la moitié des croisés français. Montmorency resta dans le Languedoc par ordre du roi, afin d'aider Montfort à conserver ses conquêtes ou à les augmenter. Ces deux hommes firent des choses surprenantes, quoique le nombre de leurs troupes eût singulièrement diminué. La conduite modérée que Mathieu fit adopter à Simon adoucit les maux de la guerre, et parut légitimer aux yeux d'une partie de la population la cause de Montfort. Quelque avantage que celui-ci retirât des conseils et de la valeur de Montmorency, il supportait impatiemment sa présence en Languedoc; il ne se dissimulait plus que ce guerrier n'était resté auprès de lui par ordre du roi que pour veiller sur ses démarches, et le tenir dans une espèce de tutelle. Le caractère sévère de Montmorency avait pris un tel ascendant sur l'esprit de l'impétueux Montfort, que celui-ci s'en indignait; et, malgré la prudence de l'un, le mécontentement de l'autre augmentait tous les jours. Une rupture paraissait inévitable, et Raymond se promettait d'en profiter, lorsqu'en 1218 Mathieu II fut rappelé pour exercer la charge de connétable après la mort de Dreux de Mello. Ici les historiens sont tombés dans une erreur manifeste: ils disent que

Mathieu II reçut l'épée de connétable pour ses exploits dans la croisade des Albigeois. Philippe-Auguste l'accorda à Montmorency, en récompensé des services rendus précédemment dans la guerre de Flandres : d'ailleurs cette charge, purement civile, ne commença à devenir militaire que depuis Mathieu II, et c'est de ce héros qu'elle tira son premier éclat.

En 1219, Montmorency partit une seconde fois avec le fils du roi pour le Languedoc : les choses y avaient bien changé de face après la mort de Montfort. Ce prince, s'étant fait un parti très-puissant dans le pays des Albigeois, voulut porter le dernier coup à Raymond VI en lui enlevant sa ville capitale; il vint mettre le siége devant Toulouse, et cerna si bien la place qu'elle allait succomber, lorsque les assiégés, poussés par le désespoir, firent une dernière sortie au lever du soleil : ils envahirent le camp en brisant tous les obstacles. On vint avertir Simon, qui entendait la messe dans sa tente; mais quelque pressant que fût le péril, on ne put l'arracher du pied de l'autel avant que le saint sacrifice ne fût achevé. Sa présence valait seule une armée : dès qu'il parut, les Toulousains prirent la fuite; Montfort les tailla en pièces, les poursuivit jusqu'au bord des fossés, et sans s'arrêter il voulut donner un assaut; s'étant trop approché des murailles, cet intrépide capitaine fut renversé d'un coup de pierre lancée par une machine appelée *mangonneau*. Les assiégés, le voyant étendu, firent pleuvoir sur lui une grêle de traits; il mourut percé de cinq flèches, le 25 juin 1218. Les écrivains albigeois, animés par la passion, assurent que cet adversaire formidable reçut le coup mortel de la main d'une femme, d'un nain, etc.

Simon de Montfort fut un des hommes les plus saillants de son siècle. Une stature gigantesque, une voix ter-

rible, le rendaient l'effroi des combattants; il était doué de cette beauté martiale si nécessaire alors dans un chef. De longs cheveux, qui s'échappaient de son casque à la manière des anciens rois chevelus, donnaient à toute sa personne un aspect extraordinaire, et le faisaient distinguer dans la mêlée. On remarquait en lui un mélange de cruauté et de bonté; féroce envers l'ennemi, bienveillant pour le plus simple chevalier, il passait alternativement de la rage à la douceur : sa piété était aussi simple que sincère. On le regardait comme le général le plus expérimenté de la chrétienté : ses soldats, remplis d'une confiance aveugle en ses paroles, le croyaient un être surnaturel; il inspirait une telle frayeur aux Albigeois, que ces sectaires le disaient sorcier. Montmorency devint son rival de gloire, et fut chargé d'enchaîner son ambition; l'ascendant qu'il sut prendre sur Montfort prouve que Mathieu, son égal en courage, lui était supérieur par l'élévation de son caractère.

Le comte de Toulouse voulut profiter du découragement dans lequel le trépas de Simon jeta les croisés : il trouva des ressources infinies dans le zèle des hérétiques. D'ailleurs les longues infortunes, quelque méritées qu'elles soient, finissent par inspirer de l'intérêt, et la majeure partie des Languedociens prêtèrent leur appui au souverain, sans embrasser ses erreurs religieuses.

Louis de France et Montmorency essuyèrent quelques échecs durant la campagne de 1219; ils quittèrent ces contrées pour aller attaquer les Anglais dans la Guienne. Le siége de Marmande signala cette expédition; le comte de Newmann vint au secours de la place; Louis resta devant la ville pour contenir les alliés, et Mathieu II s'étant porté au-devant du général anglais, le battit et dispersa totalement cette nouvelle armée, dont les débris errèrent quelque temps sur les bords de l'Océan, pour

chercher un refuge à bord de la flotte britannique. Les habitants de Marmande, terrifiés en apprenant ce revers, ouvrirent leurs portes, et une trève mit fin à la guerre pour le moment.

Montmorency revint dans ses domaines; il y épousa en 1221, Emme de Laval; et pour mieux s'allier à cette illustre maison, il fit épouser la sœur d'Emme à son fils aîné Bouchard VI. Il eut de sa nouvelle femme, Guy de Laval, qui commença la branche des Laval, dont une des petites-filles, Jeanne, s'unit à Louis de Bourbon, comte de Vendôme, trisaïeul de Henri IV.

Philippe-Auguste mourut à Mantes, le 14 juillet 1223: comme tous les grands rois, ce prince enfanta en quelque façon une foule de héros et d'hommes remarquables, qui vinrent se grouper autour de son trône. Lors des obsèques du monarque, Montmorency remplit les fonctions de sénéchal, charge abolie depuis le règne précédent; il régla toutes les cérémonies, honneur que les princes du sang auraient pu lui disputer. Il s'éleva à cette occasion un débat très-sérieux entre le légat résidant à la cour de France et l'archevêque de Reims : chacun de ces prélats prétendait officier le jour des funérailles; on usa, pour les mettre d'accord, d'un moyen qui les satisfit : il fut convenu qu'ils diraient une messe dans la même église, en même temps et sur le même ton.

Louis VIII, d'après les conseils de Montmorency, se hâta de terminer une affaire importante que son père avait ébauchée : il s'agissait de recevoir d'Amauri de Montfort, fils de Simon, la cession du comté de Toulouse; Philippe, l'ayant refusée plusieurs fois, s'était enfin décidé à l'accepter. Cette cession n'offrait, pour le moment, que des avantages illusoires. Le jeune comte de Toulouse, profitant des chances favorables que lui procura le trépas de Montfort, reconquit tous les états de

son père : ce dernier vivait retiré auprès du roi d'Aragon. Il fallait en premier lieu régler les droits du prince de qui émanait la cession, pour que l'acte fût valide. Une assemblée des grands de la couronne fut indiquée à cet effet dans la ville de Melun : on devait y examiner la proposition d'Amauri. Philippe allait partir pour la présider, lorsqu'il ressentit les premières atteintes de la maladie qui le conduisit au tombeau. Les droits d'Amauri sur le comté de Toulouse ne reposaient que sur la décision prise par Innocent III, dans le quatrième concile de Latran, en 1215; mais le pouvoir du Saint-Siége dominait encore l'autorité des souverains, et annulait aux yeux des peuples les droits héréditaires du fils de Raymond. Le jeune Montfort demanda en échange des siens la possession de quelques villes, et la survivance de la charge de connétable. Louis VIII accorda sans difficulté la portion du territoire désigné; mais il refusa la survivance, ne voulant pas priver de cette dignité les enfants de Montmorency, héros magnanime, duquel lui-même avait reçu les premières leçons de valeur. Montmorency, trop grand pour préférer ses intérêts personnels au bien de l'Etat, déclara au roi, en pleine assemblée, qu'il abandonnait au nom de ses enfants la survivance de la charge de connétable : « Ils sont jeunes, dit-il, ils la gagneront par leur courage et leur dévouement. » Louis VIII persista long-temps dans ses refus; il fallut que Mathieu II le vainquît par ses nobles instances : le traité fut enfin conclu vers le milieu d'août 1223 (1). Nous ferons remarquer ici combien les monarques fran-

(1) Le président Hénault et la plupart des annalistes ont fait d'une manière inexacte l'historique de la cession du comté de Toulouse : les uns la mettent sous Philippe-Auguste, les autres sous Louis IX, en 1230, attendu que ce ne fut qu'à cette époque qu'Amauri reçut l'épée de connétable, après la mort de Montmorency.

çais mettaient de soin à observer religieusement la foi des traités : ils ne profitèrent en aucune manière de la cession consentie par le fils de Montfort ; ce ne fut qu'en vertu d'une seconde convention conclue par Raymond VII, légitime héritier des anciens comtes de Toulouse, que la France fit définitivement l'acquisition du Languedoc ; et cependant le roi n'en fut pas moins exact à remplir les engagements contractés envers Amauri.

A peine Louis VIII montait-il sur le trône, que les grands vassaux essayèrent de ressaisir ce qu'ils avaient perdu sous Philippe-Auguste. Pour parvenir à leur but, les leudes voulurent diminuer l'influence de Montmorency, dont chacun d'eux redoutait la loyale fermeté : ils demandèrent que les dignitaires civils de la couronne fussent exclus du parlement, espérant par ce moyen éloigner Mathieu II, revêtu de la charge de connétable.

Le parlement, nullement sédentaire à cette époque, n'était qu'un conseil formé des barons les plus puissants, qui accompagnait le roi dans ses déplacements, et décidait des affaires majeures. Non-seulement Louis VIII ne céda point aux vœux des grands vassaux, mais encore, suivant les avis de Montmorency, il affranchit, d'après son exemple, les serfs dans les pays conquis par son père.

Henri III, roi d'Angleterre, somma le nouveau roi de France de lui restituer la Normandie et les autres provinces que Philippe avait confisquées sur Jean-sans-Terre. Ceci équivalait à une déclaration de guerre : on s'y prépara avec ardeur. Louis VIII, craignant quelque agression du côté de l'empire, demanda à Frédéric II de renouveler le traité d'alliance signé après la bataille de Bouvines : Mathieu de Montmorency fut chargé de cette mission délicate ; il se rendit à Vaucouleurs vers les derniers jours de 1223, et y trouva les envoyés de l'empereur. Le négociateur agit si habilement en cette occasion, qu'il

détacha entièrement le monarque germanique des intérêts de l'Angleterre; il obtint même des gages de la foi jurée.

Délivré de toute inquiétude à cet égard, Louis VIII entra en campagne, bien résolu de ne rien épargner pour chasser entièrement les Anglais de la France. Montmorency reçut le commandement de l'armée sous le roi, par commission, et non à titre de connétable, cette dignité étant encore purement civile. Les Français pénétrèrent en Poitou, où les Anglais possédaient des places fortes : ils défirent les ennemis auprès de Saint-Maixent, en 1224; on ne donne aucun détail sur cette bataille. La semaine qui suivit ce triomphe, Mathieu investit Niort, boulevard de première ligne. Les ingénieurs appelés récemment par Philippe-Auguste de la Grèce et de l'Italie, déployèrent à ce siége toutes leurs ressources. Le gouverneur se nommait Savari de Mauléon, chevalier français d'une haute réputation de bravoure, entré au service d'Angleterre. Mauléon se vit contraint de capituler; on lui permit, en sortant de Niort, d'aller se renfermer dans une autre ville. Montmorency confia le commandement de la place conquise à Guillaume Janvre, sire de la Bouchetière, capitaine expérimenté.

Mauléon venait de se jeter dans La Rochelle, la possession la plus importante d'Henri III dans ces contrées : Mathieu accourut l'y assiéger. Cette expédition fut si meurtrière, que les trois reines, Ingelburge, veuve de Philippe, Blanche de Castille, et sa mère, Bérengère de Jérusalem, firent à Paris des processions pour demander l'assistance de Dieu. Un jour que le roi venait d'établir sa tente très-près des remparts, les assiégés lancèrent une si grande quantité de pierres, que le prince fut à demi-étouffé sous leur poids. Le siége durait depuis huit mois; les habitants murmuraient : Mauléon demandait

à grands cris des secours et surtout de l'argent, indispensable pour solder les compagnies de mercenaires qui se trouvaient sous ses ordres. Le roi d'Angleterre se défiait de lui, persuadé qu'il agissait secrètement dans les intérêts de son ancienne patrie : Henri III, ne doutant pas que les Rochellois ne défendissent très-bien leur cité sans le concours du gouverneur, envoya seulement quelques vaisseaux chargés de vivres. Les écrivains favorables à Mauléon disent que le prince joignit à cet envoi plusieurs coffres remplis de pierres, au lieu de numéraire. Ce fait paraît peu vraisemblable ; quoi qu'il en soit, Savari se montra très-irrité de l'abandon dans lequel on le laissait. Montmorency, instruit de cette circonstance, fit très-ostensiblement les apprêts d'un assaut vigoureux, et en même temps offrit aux compagnies soldées, formant la garnison, des conditions très-favorables. Les archers les accueillirent, et voulurent capituler sur-le-champ. Les habitants élevèrent des difficultés, craignant de perdre les priviléges qu'ils tenaient de la maison Plantagenet. Le connétable leur annonça, de la part de Louis VIII, qu'on respecterait ces franchises dans leur intégralité : sur cette assurance, la ville se soumit. Mathieu de Montmorency jura sur l'âme du roi d'observer les conditions précitées : tous les traités contenaient cette clause. Le prince choisissait, pour jurer sur son âme, le baron qu'il affectionnait davantage. La capitulation de La Rochelle fut le premier acte public auquel Mathieu mit son nom en qualité de connétable ; on en conservait l'original dans les archives de la ville (1224) (1).

Sur ces entrefaites, le pape, redoublant d'instances, obtint que Louis VIII consentirait à signer une trêve : le

(1) Arcere, Histoire de La Rochelle.

pontife essayait depuis long-temps de mettre un terme aux hostilités. Des annalistes ont signalé comme une faute capitale l'armistice conclu après la conquête du Poitou : ils accusent Louis VIII d'avoir sacrifié les intérêts de l'Etat à une piété mal entendue, en tournant ses armes contre les Albigeois, au lieu d'expulser les Anglais de la Guienne. On n'a point considéré que Louis VIII s'était attaché à suivre les projets que son père avait formés sur le Languedoc, projets qui se réalisèrent, et dont le résultat fut la réunion à la couronne des vastes états du comte de Toulouse. Louis VIII quitta donc Paris une seconde fois en 1226 ; il rassembla dans le Nivernais de nouvelles divisions, dont il confia le commandement à Mathieu de Montmorency : on embarqua les machines de guerre sur le Rhône. Avignon barrait le chemin du Languedoc : cette ville était infectée de l'hérésie, mais elle vivait sous la protection des empereurs d'Allemagne; en conséquence, il fut décidé que l'on n'agirait pas hostilement à son égard : on lui demanda seulement le passage; ses magistrats l'accordèrent. Mais au moment où les soldats allaient franchir les barrières, les Avignonais, changeant brusquement de résolution, levèrent le pont-levis. Le roi, irrité de ce procédé, demanda une réparation; n'ayant reçu qu'une réponse inconvenante, il résolut de former le siége de la place. La situation de cette ville sur les rives du Rhône et près de la Durance, la rendait très-difficile à soumettre. Montmorency, en qualité de général en chef, fit tous les apprêts du siége, et le poussa avec vigueur. Mais l'armée ne se composait en majeure partie que de cavalerie, qu'il fallut mettre à pied, ce qui indisposa les hommes d'armes. Les chevaux mouraient de faim, car le comtat produisait peu de fourrages; les obstacles augmentaient tous les jours. Le

comte de Toulouse, voyant l'orage prêt à fondre sur lui, se ménagea des intelligences parmi les principaux leudes: il en résulta un défaut d'ensemble dans les opérations des assiégeants. Thibaut, comte de Champagne, abandonna le camp en dépit des ordres du roi, en disant qu'il avait servi les quarante jours exigés par la constitution féodale. Les maladies affligèrent les troupes; de grosses mouches noires, provenant de la putréfaction des chevaux morts, s'introduisaient jusque dans les aliments, et les empoisonnaient. Le roi, épouvanté de tant de maux, voulait lever le siége; Mathieu II et le comte de Saint-Paul le détournèrent de cette résolution, lui montrant de quelle conséquence elle pouvait être, non-seulement pour le reste de l'expédition, mais encore pour toutes les affaires du royaume. Sur ces entrefaites, les assiégés trouvèrent moyen d'inonder le camp des Français, qui se voyaient contraints de se retirer : mais avant de mettre à exécution cette détermination, le connétable insista pour qu'on livrât un dernier assaut.

Le roi et l'élite des chevaliers, pour exciter l'ardeur des soldats, se précipitèrent les premiers vers les remparts. Le valeureux comte de Saint-Paul fut tué d'un coup de pierre à côté de Montmorency; un javelot blessa mortellement Guillaume Janvre, sire de la Bouchetière, l'un des preux les plus célèbres. Enfin, après un combat terrible, la ville fut obligée de capituler, ce qui sauva l'armée d'une ruine inévitable. Le roi, fort irrité, fit raser les fortifications, et traita sévèrement les habitants. Ce succès inespéré produisit un effet prodigieux sur toutes les provinces méridionales. Les barons, qui certainement se seraient déclarés contre Louis VIII si ses armes avaient échoué, accoururent en foule lui offrir leurs services. Le roi pour-

suivit ses avantages, et réduisit Nîmes, Carcassonne, Béziers et beaucoup d'autres places. Au milieu de succès aussi rapides, Louis VIII éprouva des douleurs d'entrailles très-aiguës; il quitta le Languedoc, laissant, pour garder ses conquêtes, Humbert de Beaujeu, élève de Mathieu, et reprit le chemin de sa capitale. Il tomba malade en Auvergne, de l'épidémie qui avait exercé tant de ravages dans son armée, et dont lui-même emporta le germe. Sentant que la mort ne tarderait pas à le frapper, il fit appeler les barons et les évêques qui l'accompagnaient: le roi leur annonça qu'il nommait régente Blanche de Castille, et leur fit jurer de reconnaître pour souverain Louis son fils aîné, qu'il n'avait pas eu le temps d'associer à la couronne: tous le jurèrent, et signèrent leur serment, qui fut revêtu du sceau royal. Cette pièce intéressante fut long-temps conservée dans le trésor des chartres. Le prince recommanda particulièrement à Montmorency la reine et ses enfants; sa main débile pressa celle du connétable: ses derniers regards se tournèrent avec ravissement vers ce preux, qui promettait sur son épée de défendre les objets de sa sollicitude.

Louis VIII expira à l'âge de trente-neuf ans, dans le mois de novembre 1226. Ce prince était doué de cette véritable piété, source des vertus les plus sublimes, et qui s'allie à toutes les qualités guerrières: ardent, impétueux, avide de combats, il montra le courage d'un soldat et même les talents d'un général; mais il manqua souvent de prudence. Mathieu de Montmorency et le chevalier Guérin, devenu chancelier, y suppléèrent; on eût dit que Philippe-Auguste régnait encore.

Afin de les conserver, le connétable fit mettre les dépouilles mortelles du monarque dans un sac de cuir: on ne connaissait pas encore la manière d'embaumer les corps;

il les déposa dans la sépulture royale de Saint-Denis (1). Les craintes que Louis VIII manifestait sur le lit funèbre n'étaient point imaginaires; au premier bruit de son trépas, les hauts barons qui ne l'avaient point suivi dans cette expédition, se mirent en devoir de profiter de l'enfance de son successeur pour ressaisir les priviléges perdus sous les rois capétiens. Le ton qu'ils prirent pour annoncer leurs intentions effraya Blanche de Castille, qui, au milieu d'une douleur légitime, se vit accablée d'embarras de divers genres. Mais l'arrivée de Montmorency à la tête de nombreux vassaux et d'hommes fidèles, fit changer la face des affaires: Mathieu, secondé par le chevalier Guérin et par le cardinal Romain, sut relever le courage de la reine, et lui inspira cette énergie qu'elle déploya depuis avec tant d'éclat.

Au premier rang des leudes mécontents on distinguait Philippe, comte de Boulogne, oncle du roi et gendre du fameux Renaud: on le soupçonnait de porter ses vues ambitieuses sur la couronne; Pierre de Dreux, comte de Bretagne; Hugues de Lusignan, comte de La Marche; Enguerand de Couci; les comtes de Ponthieu, de Châtillon; Thibaut de Champagne, homme singulier et bizarre, qui, après avoir joué le rôle le moins honorable dans les troubles de la régence, finit par devenir un prince remarquable, un législateur éclairé. Les chroniqueurs anglais ont dit que Thibaut fut très-épris de Blanche de Castille, qui avait le double de son âge; sur cette prétendue passion ils ont bâti un tissu de calomnies et de fictions romanesques, qui ne peuvent trouver grâce devant la sévérité de l'histoire. Malheureusement beaucoup d'écrivains, oubliant leur qualité

(1) Lorsque en 1793 on viola les tombeaux de nos rois, ce sac de cuir, contenant le squelette de Louis VIII, fut trouvé intact.

de Français, ont accrédité ces fables en ne craignant pas de les répéter.

Les mécontents demandaient l'abolition de la justice royale et l'établissement du système communal dans leurs domaines particuliers; ils insistaient principalement pour que l'un d'eux exerçât la régence à la place de la reine, que son titre d'étrangère excluait à leurs yeux de toute participation au gouvernement. Les barons, ayant parmi eux les pairs de France, s'imaginaient qu'on ne pourrait pas sacrer le jeune prince sans leur concours : on devait tenir à cette cérémonie, car le peuple la regardait comme le complément essentiel de la royauté. Mathieu ouvrit l'avis de procéder au couronnement, nonobstant l'absence des pairs : cette résolution vigoureuse présentait quelques dangers, en raison de la violation des usages observés jusqu'alors religieusement. Montmorency et les barons demeurés fidèles s'empressèrent de mettre leur projet à exécution; ils réunirent bon nombre de chevaliers, afin de protéger la marche du roi jusqu'à Reims, où la cérémonie s'accomplit au milieu d'un appareil de guerre, le 1er décembre 1226. Le couronnement des rois de la troisième race avait été jusqu'alors une espèce d'élection, où souvent on mettait en question les droits du monarque; depuis celui de Louis IX les disputes ne roulèrent plus que sur les préséances ou sur les droits particuliers des pairs : en vain ceux-ci voulurent protester, le peuple les regarda comme des rebelles.

L'éducation de Louis IX fut confiée au connétable, qui s'adjoignit dans ces nobles fonctions le sire de Nesle. Si Blanche de Castille inspira à son fils ces vertus sublimes qui font encore notre admiration, ce fut Mathieu de Montmorency qui lui donna les premières leçons de cette valeur brillante, de cette haute politique qui plaça

constamment les intérêts de l'Etat au-dessus de toute autre considération. Cependant les leudes, toujours en armes, menaçaient la capitale, demandant à Blanche des cautions pour la régence, et la liberté des chevaliers pris à Bouvines. La reine décida, d'après les opinions de son conseil, présidé par Montmorency, qu'il ne serait fait aucune concession; que l'on marcherait contre les rebelles, sans les laisser respirer un seul instant. Ceux-ci, étonnés de la fermeté que la régente montrait dans toute sa conduite, commencèrent à se désunir. Thibaut, comte de Champagne, offrit de se soumettre; il entraîna avec lui la moitié des barons: une assemblée fut tenue à Vendôme; les vassaux vinrent y rendre leurs devoirs au roi. Cette soumission n'était qu'apparente: au mépris de tous les serments, ils formèrent, non pas une nouvelle ligue, mais une véritable conspiration, dans le but de se saisir de la personne de Louis IX. Ce prince résidait à Orléans avec sa mère; il devait revenir à Paris pour recevoir les hommages de la comtesse de Flandres: les conjurés formèrent le projet de l'enlever. Le cortége s'avançait sur la route d'Orléans, lorsque Thibaut de Champagne, chargé d'exécuter le coup de main, s'étant laissé dominer par son irrésolution accoutumée, fit avertir secrètement la régente: cette princesse n'eut que le temps de se jeter dans Montlhéri, dont le gouverneur déploya un zèle fort louable. Montmorency, ayant appris le danger que courait le roi, rassembla à la hâte quelques troupes, dispersa tout ce qu'il rencontra sur son chemin, et ramena en triomphe la reine avec son fils, aux acclamations des Parisiens, qui se signalèrent dans cette occasion: ils allèrent au-devant du prince, et formèrent jusqu'à Montlhéri des haies très-serrées, au travers desquelles le cortége royal passa comme entre deux murs impénétrables. C'est au milieu de ces embarras et de ces

dangers que fut conclu le traité définitif qui, dans la suite, réunit à la couronne les vastes états du comte de Toulouse.

Humbert de Beaujeu, laissé dans le Languedoc par Louis VIII, conduisit les opérations si vigoureusement que Raymond VII en fut effrayé; désirant délivrer ses sujets des maux qui les accablaient depuis si long-temps, il conclut la paix. La principale condition qu'on lui imposa fut le mariage de sa fille unique avec Alphonse, frère de Louis IX. On se rappelle sans doute que Montmorency fut chargé, sous Philippe-Auguste, de suivre les projets secrets que ce prince avait formés sur le Languedoc; on voit que ses avis servaient de règle à la régente: c'est donc à lui qu'il faut attribuer en partie le bien immense que l'Etat retira de cette négociation.

Tout semblait faire espérer que la France allait goûter enfin une paix durable; mais il n'en fut pas ainsi: vers la fin de l'année 1228, les barons reprirent les armes; cette ligue parut plus dangereuse que la première. On voyait à sa tête l'ambitieux Philippe, oncle du roi, Thibaut de Champagne, Enguerand de Couci et le comte de Bretagne: ce dernier eut la hardiesse d'envoyer à son suzerain un chevalier, qui entra armé de pied en cap dans la chambre du conseil, et y déclara de la part de Pierre de Dreux qu'il ne se reconnaissait plus pour vassal du roi de France. Les mécontents, cherchant à grossir le nombre de leurs partisans, s'efforcèrent de mettre Montmorency dans leurs intérêts; on renouvela les mêmes démarches qu'Othon et les alliés avaient faites auprès de ce grand homme; on espérait, par son alliance, sinon détruire une autorité mal affermie, du moins l'empêcher de se consolider: il repoussa ces propositions du ton le plus décidé, et se prépara à donner de nouvelles preuves de sa loyauté.

La monarchie courait un danger évident. Les barons confédérés ne déguisaient point leurs intentions : il ne s'agissait plus pour eux de reconquérir des priviléges; ces perturbateurs tendaient à s'emparer du trône, et dans leur délire ils avaient choisi pour roi le sire de Couci. Le roi d'Angleterre annonçait en même temps, par des préparatifs hostiles, l'intention manifeste de profiter de l'embarras dans lequel se trouvait le gouvernement. Le comte de Toulouse, éprouvant un regret poignant d'avoir conclu son traité, cherchait à le rompre et croyait y parvenir aisément : sa fille et Alphonse étant trop jeunes, n'avaient pu être unis sur-le-champ.

Le connétable, accompagné du monarque âgé de treize ans, marcha contre les rebelles : il les harcela sans relâche; son activité, sa bravoure, portèrent de rudes coups à cette formidable coalition. On sut en détacher une seconde fois Thibaut de Champagne, qui vint joindre l'armée royale avec 300 cavaliers. La mésintelligence ne tarda pas d'éclater parmi les barons, qui s'accordaient bien pour renverser l'autorité légitime, mais ne s'entendaient nullement pour la remplacer : l'élection du sire de Couci n'avait servi qu'à découvrir chez les uns une ambition démesurée, et chez les autres des prétentions ridicules.

L'hiver ne put arrêter Montmorency dans ses opérations; ayant enlevé aux ennemis une infinité de places, il assiégea Belesme, un de leurs boulevards. L'entreprise parut hardie, car on ne se battait jamais dans la saison rigoureuse. Le connétable, voulant exciter l'ardeur des troupes par la présence de leur souverain, fit partager au prince toutes les fatigues du siége. La reine Blanche, qui ne pouvait quitter son fils, déploya en cette occasion un courage au-dessus de son sexe. Les chevaux, peu accoutumés au froid, périssaient promp-

tement; on empêcha la mortalité parmi ces animaux, en les entourant de fagots et de branchages dont on entretenait le feu sans cesse (1). Les chevaliers firent le service d'infanterie, pour la première fois depuis l'érection des fiefs : la féodalité regardait alors comme un déshonneur de combattre à pied. A force d'audace et d'habileté, la place fut enlevée avant que le duc de Bretagne pût venir à son secours. Le connétable se servit durant ce siége de deux énormes machines, au moyen desquelles on jeta une telle quantité de pierres, que les fortifications en furent couvertes et les assiégés accablés. Les barons mécontents, irrités de la conduite du comte de Champagne, tournèrent tous leurs armes contre Thibaut: ce vassal eût certainement perdu ses états, si la régente, oubliant généreusement ses anciens torts, n'eût embrassé sa défense. Le connétable rentra en campagne, défit auprès de Laon les troupes seigneuriales, et les chassa entièrement de la province. Thibaut fut obligé de payer d'une partie de ses domaines la protection que Blanche lui avait accordée dans cette circonstance. A l'issue de l'expédition, les révoltés vinrent en foule se jeter aux pieds du roi: les chroniques du temps louent la justice que mit la régente dans la répartition des châtiments, des pardons et des récompenses (2).

Le duc de Bretagne, se voyant abandonné de la majeure partie de ses auxiliaires, implora l'assistance du roi d'Angleterre. Tous les Français, et principalement la chevalerie, ne purent voir sans indignation un vassal appeler sur le royaume les maux d'une guerre étrangère. On assembla aussitôt une haute cour; le conné-

(1) La Clergerie, Hist. du Perche.

(2) Ii venerunt dolentes et timentes vindictam reginæ, qui remunerare et punire sciebat. (Grande chronique de Saint-Denis.)

table la présida : elle déclara Pierre de Dreux, comte de Bretagne, traître, parjure, méritant la peine capitale, et dépouillé de ses états. C'était la seconde fois, dans l'espace de vingt ans, que le roi faisait condamner à mort un grand feudataire, et prononcer la confiscation de ses domaines: cet exemple suffit pour démontrer quelle marche ascendante suivait la puissance royale depuis Hugues Capet.

Montmorency étonna l'ennemi par une attaque aussi vigoureuse que subite : ses phalanges portèrent la désolation dans le cœur des états du comte de Bretagne, avant que celui-ci se fût seulement douté de sa marche. Il le contraignit de se renfermer dans Angers; la place fut prise d'assaut : Pierre de Dreux s'échappa à la faveur du tumulte. La rapidité de ces succès obligea le comte de La Marche à implorer la paix : ce vassal ne demanda pour garant de l'accommodement que la parole de Montmorency. Le roi d'Angleterre était débarqué en Bretagne au commencement de l'année 1230 : au lieu d'entrer subitement en campagne, Henri III donna pendant tout l'hiver des fêtes à Nantes à la belle comtesse de Bigorre, laissant à ses généraux le soin d'agir contre l'infatigable connétable. Les Anglais, supérieurs en nombre, cherchèrent d'abord à accabler les Français sous le poids de leurs masses : ils offrirent la bataille à Montmorency qui l'évita, les laissant s'engager dans un pays marécageux. Mathieu les harcela sans cesse, puis fondit sur eux d'une manière si impétueuse que le monarque anglais, apprenant une défaite au lieu d'une victoire, se rembarqua précipitamment. Cette campagne mit le comble à la gloire militaire de Montmorency.

Pierre de Dreux n'avait plus qu'à implorer la clémence du roi; il vint, la corde au cou, embrasser ses genoux : il méritait la mort, on lui laissa la vie par humanité;

on ne le dépouilla pas de ses états, mais on ne les lui rendit pas non plus. Il fut décidé que la Bretagne serait gouvernée en son nom par un prince français, jusqu'à ce que son fils fût en âge de régir ses domaines; et que, dans le cas où ce fils mourrait sans enfants, la Bretagne serait réunie à la couronne.

Mathieu de Montmorency, dont le dernier triomphe venait de procurer à la France de si notables avantages, mourut comblé de gloire, le 24 octobre 1230, à l'âge de 64 ans. Il fut enterré dans l'abbaye du Val; on y voyait encore sa statue dans le dix-septième siècle. Mathieu II peut servir de modèle aux hommes que leur naissance ou leur propre mérite ont placés dans une sphère élevée : guerrier intrépide, général expérimenté, politique profond, il défendit sa patrie sous Philippe-Auguste, servit Louis VIII de son épée et de ses conseils, devint le soutien de l'enfance de saint Louis, et devança les idées de son siècle en affranchissant les serfs de ses domaines.

Mathieu II de Montmorency fut grand-oncle, beau-frère, neveu, petit-fils de deux empereurs, de six rois, et allié à tous les souverains de l'Europe. Les princes de la maison de France descendent de ce grand homme par le mariage de Jeanne de Laval, une de ses petites-filles, avec Louis de Bourbon, comte de Vendôme, trisaïeul de Henri IV.

GAUCHER DE CHATILLON,

CONNÉTABLE DE FRANCE.

LIVRE PREMIER.

Premiers exploits de Châtillon. — Batailles de Courtray et de Mons-en-Puelle. — Châtillon est nommé connétable.

Nous avons déjà dit que les capitaines français du moyen âge se montrèrent non-seulement intrépides dans les combats, mais encore sages au conseil, profonds en politique, et très-souvent habiles en administration. Gaucher de Châtillon, qui nous occupe maintenant, brilla de toutes ces qualités; et quoique ses exploits, aussi bien que l'exercice de la charge de connétable, lui assignent une place parmi les guerriers illustres, on pourrait le mettre néanmoins au rang des grands ministres dont s'honore notre patrie.

Gaucher de Châtillon naquit en 1249, de Gaucher IV et d'Isabeau de Lisignes (1). La maison de Châtillon passait pour une des plus anciennes de la chrétienté; elle tirait son origine de la ville de Châtillon-sur-Marne. L'histoire ne commence à parler de cette famille que dans le dixième siècle : on vit plusieurs de ses membres prendre le parti de Hugues Capet, lorsque la chevalerie se divisa d'opinion, après la mort du dernier Carlovingien ; ce fut même au zèle dont cette maison se montra enflammée, que la nouvelle dynastie dut son accroissement et sa première puissance. Gaucher était issu d'une branche dont les enfants portaient le titre de comte de Porcéan; ayant perdu son père en 1261, il resta sous la garde-noble de sa mère et de Gui de Châtillon son oncle.

Suivant le système féodal, alors dans toute sa plénitude, un homme né dans la classe qui possédait l'autorité sur toutes les autres, ne connaissait jamais l'oisiveté: à peine sortait-il de l'enfance, que la guerre, le tumulte devenaient son élément; il essayait ordinairement son jeune courage contre des voisins turbulents, quelquefois contre le suzerain lui-même; souvent aussi son bras s'armait pour la défense des droits du prince.

Les croisades firent naître le goût des expéditions lointaines, qui offraient aux âmes généreuses plus d'attraits que de misérables querelles particulières, dans lesquelles les périls étaient très-grands et la gloire presque nulle. En armant les hommes pour la défense de la religion, les croisades les réunirent; elles firent sentir à de fougueux guerriers qu'il était plus naturel de marcher contre un ennemi commun que de se déchirer entre eux : dès lors les passions haineuses s'attiédirent, les inimitiés commencèrent à s'éteindre. Si l'on veut comparer l'époque

(1) Duchesne, Histoire de la maison de Châtillon.

des croisades à la période qui la précéda, et à laquelle on a donné le nom de *siècle de fer*, on verra qu'il régnait une différence tranchée dans les relations de la vie habituelle. On voyait des hommes nés sur la même terre se dévorer comme les bêtes fauves au milieu des forêts : les liens sociaux existaient à peine. On doit mettre au nombre des avantages qui résultèrent des croisades, celui d'avoir développé dans tous les cœurs des sentiments patriotiques : les croisades achevèrent la réforme commencée par la chevalerie.

Gaucher apprit de bonne heure, grâce aux soins de son oncle maternel, qu'un banneret ne devait aspirer qu'à des exploits aussi brillants qu'honorables. Le récit des hauts faits de Louis IX dans la Palestine l'enflammait d'une noble ardeur; il regrettait amèrement que son jeune âge l'eût empêché de l'accompagner à la Terre-Sainte; il brûlait de trouver une occasion de se signaler, et saisit avec avidité celle que son oncle Gui de Châtillon lui proposait. Ce banneret s'offrit de le mener en Italie, pour défendre les intérêts de Charles d'Anjou, que le pape Urbain IV venait de déclarer roi de Naples. La France jouissait du calme le plus parfait; Louis IX s'appliquait à consolider le bonheur de son peuple : rien ne faisait présumer que ce monarque dût s'arracher une seconde fois à des soins aussi chers. Il avait accru la puissance de la maison capétienne, en ménageant à son frère Charles d'Anjou la possession de la Provence, au moyen d'un mariage avec l'héritière de ce comté : ce prince fut néanmoins traversé dans la jouissance de ses droits. Charles triompha de tous ses adversaires, malgré la vive opposition de Boniface V, prince de Castellane, qui défendit son indépendance les armes à la main. La soumission de ce vassal permit au frère de saint Louis de tourner ses vues vers l'Italie : il partit pour ce pays à la

tête d'une armée florissante, et prit pour son premier lieutenant ce même Boniface de Castellane, dont il avait su fléchir l'humeur altière par ses procédés généreux (1). Depuis deux ans Charles d'Anjou combattait au-delà des monts, lorsque Gaucher de Châtillon se mit en route, au printemps de 1267, escorté par un bon nombre de vassaux, qui l'accompagnaient autant par goût que par dévouement. Il entrait dans sa dix-huitième année : son ardeur belliqueuse le rendit moins sensible aux larmes d'une mère, qui le voyait avec effroi braver si jeune les hasards de la guerre. Le vieux Gui de Châtillon, jadis *le preux des preux*, maintenant appesanti par l'âge, sentit renaître sa première vigueur; la noble impatience de son neveu le charmait. Ils arrivèrent à Marseille en compagnie de Robert de Béthune, Gui de Montmorency-Laval, le maréchal de Lévis-Mirpoix, Bouchard de Vendôme, Philippe de Montfort; parmi les Provençaux on distinguait Beraud de Villeneuve, Pierre de Sabran, Isnard d'Agoult, Foulques de Pontèves son frère, Guillaume de Blacas, petit-fils de Blacas, appelé *le grand guerrier*, un des neuf preux de Provence. La flotte génoise les débarqua en peu de jours sur le théâtre où devait se décider la terrible querelle qui les amenait en Italie.

Mainfroi, fils de l'empereur Frédéric II, avait été nommé tuteur du jeune Conradin son neveu, héritier du trône de Naples et de Sicile. Dévoré d'ambition, Mainfroi fit disparaître cet enfant, qui passa pour mort, et s'empara de la couronne : la voix publique l'accusait d'avoir empoisonné le père. L'usurpateur jouit pendant onze ans du

(1) Moreri a commis une erreur en disant que ce vassal, dépossédé de sa principauté, avait eu la tête tranchée en 1358. Des titres authentiques ont prouvé qu'il vivait encore en 1364.

fruit de ses crimes; mais ses entreprises contre le Saint-Siége amenèrent le terme de tant de prospérités. Le pape l'excommunia, en le signalant comme un traître, un spoliateur, un assassin : la voix d'Urbain IV souleva toute l'Italie contre Mainfroi, lequel se déclara lui-même souverain des deux royaumes. Tous les moyens parurent honorables à Mainfroi pour résister à tant d'ennemis; il fit alliance avec les Sarrasins, qui occupaient encore l'extrémité de la péninsule : aidé de leurs farouches soldats, il battit les troupes pontificales, et répandit partout la terreur. Sur ces entrefaites, Urbain IV mourut; Clément IV, son successeur, confirma la donation du royaume de Sicile : Charles d'Anjou, aussi entreprenant que brave, ne fit pas difficulté de l'accepter. La paisible possession d'états vastes et florissants, mais qui ne donnaient pas le titre de roi, ne satisfaisait pas son orgueil; les sommes considérables que lui payaient les trafiquants du Levant, auxquels il vendait sa protection, lui fournissaient les moyens d'entretenir sur pied une bonne armée : Charles d'Anjou sut la discipliner parfaitement. Ses soldats, bien traités, professaient pour lui un dévouement aveugle; tellement qu'il devint, au moyen de ces phalanges permanentes, la terreur de cette foule de petits princes qui se partageaient la possession de l'Italie et de tout le midi de l'Europe.

Mainfroi, excommunié une seconde fois, resserra les liens qui l'unissaient aux Sarrasins. Charles d'Anjou, profitant habilement de la disposition des esprits, fit un appel à la chevalerie française; celle-ci répondit avec ardeur à cette invitation : c'était une espèce de croisade dirigée contre un allié des infidèles. Le comte de Provence attaqua Mainfroi, qui l'égalait en talents et en bravoure. Le rusé Italien évita long-temps une action générale : Charles l'atteignit enfin dans les plaines de

Bénévent (1266), l'enveloppa et le défit entièrement. Mainfroi, voyant que la fortune l'abandonnait, se jeta au milieu des escadrons de la chevalerie de Picardie, et y trouva une mort glorieuse. Charles d'Anjou perdit dans cette journée l'élite de ses soldats et son meilleur lieutenant, Boniface de Castellane, qui s'était signalé par une valeur des plus audacieuses.

Le trépas de Mainfroi semblait avoir assuré au vainqueur la possession paisible du trône de Naples; mais le jeune Conradin, le véritable souverain, accourut de l'Allemagne pour réclamer son héritage. Charles n'était point homme à céder une pareille conquête; son ambition, encore plus que la donation du Saint-Siége, lui faisait regarder ses droits comme seuls légitimes. Toute l'Italie, l'Allemagne, la Castille, l'Aragon, se prononcèrent pour le fils de Conrad; sa jeunesse, ses infortunes lui gagnèrent des partisans; mais il faut plus que des vœux et des acclamations pour assurer le triomphe d'une cause. Le prince germanique avait pour lui beaucoup de suffrages, et point d'armée; cependant l'opinion générale se déclarait tellement en sa faveur, qu'il aurait surmonté tous les obstacles si les Gibelins ne l'eussent pas entraîné dans une démarche aussi imprudente que dangereuse : par leurs conseils, il accepta les secours des Sarrasins; il en reçut beaucoup d'argent et des soldats. Le pape Clément IV, qui hésitait à donner sa décision, quoique en secret il fût très-attaché au prince français, excommunia Conradin, comme l'allié des ennemis de la religion. Cette excommunication, lancée dans l'église de Viterbe, porta un rude coup aux intérêts du prétendant. Charles d'Anjou se hâta d'en profiter : après avoir réuni toutes ses forces, il résolut de décider cette querelle, et d'accabler son compétiteur. Il employa tous les moyens pour tirer de nouveaux se-

cours de sa première patrie ; ses nombreux émissaires, en rehaussant l'éclat des avantages récemment obtenus, exaltèrent l'imagination des Français, de tout temps susceptibles de vives impressions. On ne considérait pas à Paris, à Orléans, en Touraine ou en Normandie, ni dans le reste du royaume, les démêlés de Conradin et de Charles sous le même aspect que dans les autres pays de la chrétienté ; l'esprit national se complaisait à voir un prince français occuper le trône de Naples et de Sicile : de bouillants paladins volèrent à la défense de Charles d'Anjou, ne voyant que de la gloire à acquérir dans cette expédition. C'est alors que Châtillon partit pour l'Italie : il y arriva en même temps qu'une foule de bannerets. Charles lui fit l'accueil le plus empressé. Conradin, uni au duc d'Autriche et à Henri de Castille, attaqua son rival avec toute l'impétuosité et l'imprévoyance de son âge. Charles, prudent autant que brave, laissa exhaler cette fougue téméraire ; il fatigua les alliés par des combats partiels. Voyant que cette multitude qui marchait sous les bannières de Conradin commençait à s'amoindrir, il prit à son tour l'offensive, et se posta, le 23 août 1268, dans un passage très-difficile, entre la ville d'Alba et le lac Lucin : ses adversaires vinrent tomber dans l'embuscade. Charles divisa son armée en deux parties ; il donna le commandement de la plus faible à Erard de Saint-Valeri, fit prendre à un chevalier, Philippe de Montfort, les insignes de la royauté, le casque surmonté de la couronne, et le manteau de pourpre par-dessus la cuirasse ; quant à lui, il se plaça avec la réserve derrière un rideau de légères collines qui dominaient le lac. L'action commença rudement entre la moitié des forces de Charles d'Anjou et tous les partisans réunis de Conradin. Au bout de trois heures d'efforts, le chevalier revêtu des habits royaux fut désarçonné et jeté en bas de son cheval. Henri

de Castille, croyant que c'était Charles d'Anjou, poussa des cris de joie, et, redoublant d'ardeur, il mit en déroute les divisions formant le centre des Français : emporté par son courage, il les poursuivit, laissant sur le lieu de l'action Conradin, le duc d'Autriche et le reste de ses forces. Alors Charles, sortant de son embuscade, se précipita sur ces derniers et rétablit le combat. Gaucher de Châtillon se fit remarquer par son calme et son intrépidité : Gui de Châtillon fut tué à ses côtés. Charles d'Anjou avait armé ses soldats d'épées courtes, très-effilées, et leur apprit à percer l'ennemi à l'aisselle en lui saisissant le bras ; aussi tous les chefs ne cessaient de crier : *Au bras ! au bras !* Cette manière étrange de combattre réussit au-delà de toute espérance. La phalange formée des chevaliers provençaux décida de l'action par son terrible choc : elle était conduite par Isnard d'Agoult, grand sénéchal, Elzéard de Sabran, Guillaume de Porcelet, Geoffroi de Grasse, Guillaume de Blacas et Elion de Villeneuve. Le frère de Louis IX remporta une victoire d'autant plus complète, qu'elle termina la guerre : on sait qu'il souilla ce triomphe par une cruauté inouïe. Charles d'Anjou fit juger solennellement son compétiteur, devenu son prisonnier : un tribunal condamna à mort le souverain des deux Siciles. Gaucher de Châtillon vit tomber à Naples la tête de l'infortuné Conradin, héritier de l'illustre maison de Souabe : le souvenir de son oncle tué sous ses yeux, l'amitié que lui témoignait Charles d'Anjou, la persuasion dans laquelle il était qu'on défendait des droits légitimes, l'empêchèrent de voir dans la mort du jeune prince une action contraire à l'équité ; il n'y aperçut que l'exercice du droit du vainqueur. Au reste, tous les bannerets français ne regardèrent pas du même œil la triste fin du jeune Conrad ; un grand nombre ayant demandé vainement la

vie de ce prince, abandonnèrent en courroux Charles d'Anjou : Robert de Béthune, l'un d'eux, avant de quitter Naples, immola de sa propre main Pierre de Bari, qui avait prononcé la sentence inique, et fit assommer par ses valets le bourreau qui venait de l'exécuter (1).

Gaucher de Châtillon contribua à la soumission de la Sicile, et prit part à tous les combats qu'on livrait à chaque pas : il se trouva au comble de ses vœux lorsqu'il se vit au moment d'aller partager les périls de son roi. Charles d'Anjou, l'homme le plus entreprenant de son siècle, toujours occupé de vastes projets, résolut d'unir ses forces à celles de Louis IX, qui venait de commencer son expédition de Tunis. Gaucher monta sur la flotte; mais il n'arriva en Afrique, en 1270, que pour mêler ses larmes à celles des autres chevaliers; Louis venait d'expirer. Cependant la jonction du roi de Sicile avait relevé le courage des croisés ; ils reprirent l'offensive; la guerre dura encore trois mois : 200,000 Musulmans cernaient l'armée. La chevalerie, revenue de la stupeur dans laquelle l'avait jetée le trépas du roi, demanda à grands cris le signal du combat. Philippe III était retenu dans sa tente, autant par la douleur que par la maladie : Charles d'Anjou et le comte d'Artois se partagèrent le commandement. Gaucher de Châtillon se battit pour la première fois sous les bannières de son pays. Cette multitude de barbares, accourus du fond de l'Afrique pour défendre l'islamisme, ne put tenir contre la furie française; leur défaite fut sanglante, mais elle coûta aux vainqueurs un nombre considérable de chevaliers, dont les plus mar-

(1) Villani, Summunte, Hist. de Napoli, liv. III, p. 238. Roseo, Hist. civile de Naples, liv. XIX, p. 706. Caraffa, liv. IV. Ces historiens s'accordent à dire que Conradin fut livré par les Frangipanni, qui reçurent en récompense la principauté de Sulmana.

quants furent Fernand de Néelle, Guillaume de Grimouville, Saint-Luc des Hayes, Arnaud de Durfort, Renaud de La Guiche, Robert de Lénoncourt. Le chef africain Omar, épouvanté, ne se crut en sûreté que derrière les formidables murailles de Tunis : les croisés l'y bloquèrent; la place était resserrée de tous côtés. Omar fit des propositions favorables à la chrétienté, et honorables pour la France; Philippe III, impatient d'aller prendre possession de la couronne, les accepta (fin de 1270), malgré l'impétueux Charles d'Anjou, qui regardait comme facile la conquête de cette portion de l'Afrique. Dès ce moment Gaucher de Châtillon abandonna la fortune du roi de Sicile pour suivre son souverain, quelque brillantes que fussent les promesses du premier. Rentré en France, il se trouva seul héritier de son frère Jean de Châtillon, qui ne se maria point. Cet héritage accrut tellement sa puissance, que Philippe III voulut l'allier à la famille royale; il lui fit épouser Isabeau, fille de Robert IV, comte de Dreux, et de Béatrix de Montfort; Yolande de Dreux, belle-sœur de Gaucher, étant veuve de Malcom, roi d'Ecosse, épousa en même temps Arthur de Bretagne. La guerre vint bientôt arracher Châtillon aux charmes que lui offrait cette union.

Thibaut de Champagne, mort en revenant de la Palestine, eut pour successeur au trône de Navarre son frère Henri, lequel ne laissa qu'une fille de quatorze ans. La minorité de l'héritier de la couronne fut de tout temps et dans tous les pays un sujet de discorde; il se forma deux partis ennemis de la princesse, l'un en faveur du roi d'Aragon, l'autre pour le roi de Castille. Jeanne se présentait comme petite-fille de Robert d'Artois, frère de saint Louis, mort à Damiette; mais ce qui intéressait plus en sa faveur que sa parenté avec le roi, c'étaient son âge, son sexe et les périls qu'elle avait courus

dans la Navarre. Une foule de guerriers demandèrent à marcher au secours de Jeanne ; la chevalerie brillait alors de tout son éclat; défendre les femmes opprimées en était un des préceptes fondamentaux. Philippe III et son conseil voyaient d'un mauvais œil commencer une nouvelle guerre, après la malheureuse expédition de saint Louis en Afrique; mais il fallut que toute considération cédât aux cris d'une noblesse impatiente et généreuse. Châtillon, enflammé de l'honneur chevaleresque, vola avec enthousiasme à la défense de Jeanne; il réunit dans ses domaines 400 chevaliers ou écuyers. Le connétable Humbert de Beaujeu ayant pénétré en Espagne à la tête de 20,000 hommes, par la vallée d'Aspre, mit le siége devant Pampelune, capitale de la Navarre. Cette ville était livrée à toutes les horreurs de l'anarchie ; les trois partis des rois d'Aragon, de Castille et de Jeanne s'y déchiraient. L'arrivée des Français devant ses murs accrut les désordres qui régnaient dans l'intérieur. Le connétable Humbert détacha Gaucher de Châtillon avec une troupe d'élite pour contenir le roi de Castille, posté à sept lieues de Pampelune (1). Jaloux de se signaler, le jeune preux attaqua impétueusement le prince castillan, le força de repasser l'Ebre en désordre, et d'abandonner le dessein d'entrer dans la place. Ce triomphe parut d'une telle importance, que le connétable arma chevalier (2) Gaucher de Châtillon, en présence de l'armée rangée en ligne.

(1) Gabriel Chappuis, Histoire de Navarre.

(2) Le mot *chevalier* a deux acceptions bien distinctes : on appelait communément *chevalier* un noble qui pouvait conduire à la guerre un certain nombre d'hommes levés sur ses terres, mais l'ordre de chevalerie n'était conféré qu'à un guerrier qui se signalait par quelque action d'éclat; on l'accordait de plein droit à une haute naissance. Un collier de chaînes d'or était le signe distinctif de la chevalerie conférée.

Le parti du roi de Castille se voyant privé du secours de son chef, se réunit à celui de Jeanne, et demanda à capituler. Humbert de Beaujeu fit cesser l'attaque, et reçut les ouvertures de paix. Pendant qu'on était en pourparler, les Gascons, qui composaient en entier l'infanterie française, envahirent la ville et la livrèrent au pillage : Robert d'Artois, le connétable, Gaucher de Châtillon et les principaux feudataires furent obligés de lutter long-temps contre ces archers pour arracher les habitants à leur fureur. La Navarre se remit sous l'obéissance de ses maîtres, et Robert d'Artois fut chargé de rétablir dans ce pays la domination de Jeanne sa nièce. Châtillon revint en France, où l'appelaient des intérêts particuliers. Sa tante, Mahaut d'Amboise, comtesse de Chartres, venait de descendre au tombeau sans laisser d'enfants. Gaucher réclama une partie de ce riche héritage ; mais son oncle, Jean de Châtillon, prétendit à son intégralité : cette querelle alarma le souverain, car elle pouvait provoquer une vive contestation parmi la féodalité, vu les nombreuses alliances de la maison de Porcéan ; mais Gaucher sut y obvier, au moyen d'un généreux désistement. Sur ces entrefaites, eut lieu le procès de Labrosse : ce favori de bas étage fut attaché, sous le règne de saint Louis, à la personne de Philippe III en qualité de chirurgien-barbier ; il s'insinua si bien dans les bonnes grâces du prince, que lorsque Philippe fut monté sur le trône, il lui accorda une confiance absolue. Une faveur si extraordinaire enivra Labrosse. Les grands de cette époque, possesseurs d'immenses fiefs, naguère les égaux du souverain, avaient un caractère trop élevé pour s'abaisser à flatter un favori ; ils s'indignaient qu'un pareil homme osât se mettre entre eux et le roi. La faiblesse de Philippe pour Labrosse était cependant balancée par l'ascendant qu'avait su

prendre la reine Marie de Brabant, sa seconde femme : cette princesse joignait à une beauté ravissante un esprit fin et délicat; elle cultivait les lettres, et en particulier la poésie; par sa protection, les poètes troubadours se multipliaient en France. Labrosse, jaloux de toute espèce de préférence, travaillait sans cesse à perdre Marie de Brabant; il crut en trouver une occasion infaillible dans le trépas subit de Louis, fils aîné de Philippe et d'Isabelle d'Aragon, sa première femme. Il est avéré que le jeune prince mourut du poison, mais rien ne prouve que ce fut Labrosse qui le lui donna, comme beaucoup d'écrivains l'ont assuré : quoi qu'il en soit, ce dernier ne craignit pas d'accuser hautement la reine de ce crime, qu'elle avait commis, suivant lui, pour ouvrir à ses propres enfants le chemin du trône. Cette grave inculpation terrifia les esprits; Gaucher de Châtillon n'hésita pas de s'offrir pour défendre Marie de Brabant en champ clos : les combats judiciaires étaient alors dans toute leur vigueur. « Dans le choix de la preuve par le combat, dit Montesquieu (1), la nation suivait son génie guerrier; car, pendant qu'on établissait le combat comme jugement de Dieu, on abolissait les preuves de la croix et de l'eau bouillante. » La conduite de Gaucher de Châtillon parut d'autant plus généreuse, que Philippe III, dans un premier mouvement de douleur, avait menacé la reine du dernier supplice, en ordonnant de la garder à vue dans son palais.

Châtillon, au jour fixé, entra en lice, armé de pied en cap, pour attendre l'accusateur que Labrosse avait lui-même engagé dans cette querelle, en lui promettant une récompense considérable. Toute la chevalerie remplissait le lieu du combat, et comblait de marques d'af-

(1) Esprit des lois, t. IV, ch. 18.

fection le noble champion de la reine; mais l'accusateur s'abstint de paraître, et n'osa pas soutenir par les armes ce qu'il avait avancé publiquement : d'après les termes de la loi, il fut pendu au gibet (1). La lâcheté du stipendiaire devait être pour Marie de Brabant une justification pleine et entière; cependant le roi ne fut point encore convaincu de son innocence, et le favori continua à jouir du même crédit. La guerre vint détourner l'attention publique de cette déplorable affaire. Philippe III avait envoyé vers Alphonse, roi de Castille, Jean d'Acre, en le chargeant de défendre les droits de ses neveux, enfants de sa sœur Blanche et de Ferdinand de La Cerda, fils aîné d'Alphonse : ce dernier venait de reconnaître pour successeur son second fils, au préjudice de ceux de Ferdinand, qui devaient représenter leur père. Jean d'Acre, issu du sang des rois, indisposa le prince castillan par un langage fier et des manières hautaines; il s'en suivit une rupture; l'expédition ne fut point heureuse : l'armée française, trahie, mal servie, fut obligée de battre en retraite en 1274. Philippe III, que la moindre résistance rebutait, quitta les frontières d'Espagne, et regagna Paris, laissant le soin de terminer la guerre à Robert d'Artois, son cousin germain. Celui-ci négocia avec le prince castillan, fit cesser les hostilités, et revint en toute hâte auprès du roi, apportant les preuves irrécusables de la trahison de Labrosse : c'était un paquet de lettres scellées du sceau du favori, adressées à Alphonse, et qu'une méprise fit tomber entre les mains du général français (2). On n'a jamais su ce

(1) Dupuis et Baillet, Histoire des favoris.

(2) Paul Emili, en latin Paulus Emilius. Cet écrivain, natif de Vérone, fut amené en France par Charles VIII après l'expédition de Naples : ce prince le chargea de composer une histoire générale de France, en ordonnant aux diverses archives de mettre à la disposi-

que contenaient ces papiers; mais on peut présumer qu'ils attestaient que Labrosse avait vendu les intérêts de l'Etat au roi de Castille, afin de se ménager un appui contre ses nombreux ennemis. Philippe, ne consultant que son indignation, ordonna incontinent d'arrêter son favori, n'hésitant pas de se détacher de l'homme qui l'avait si long-temps captivé. Durant l'instruction du procès, Gaucher de Châtillon fut chargé de la garde de Pierre Labrosse: il l'enferma dans son château de Janville, situé au centre du pays Chartrain. Le favori fut pendu au gibet, en 1276. Si l'on en croit les chroniques du temps, le duc de Bourgogne, le comte d'Artois, le duc de Brabant, que le favori avait calomniés auprès du roi, s'oublièrent au point d'assister à l'exécution du criminel, afin de se procurer l'horrible jouissance de contempler ses tortures (1).

Gaucher de Châtillon ne tarda pas de trouver l'occasion d'employer son courage, dans la guerre que la France venait de déclarer au roi d'Aragon. Philippe III, surnommé *le Hardi*, n'aspirait qu'à goûter le repos, et se voyait sans cesse entraîné, contre son gré, dans des querelles qui ne lui étaient point personnelles. Les soldats de Charles d'Anjou, les Provençaux se livrèrent en Sicile à la licence la plus effrénée; ils firent aux Siciliens des offenses que tous les peuples regardent comme plus cruelles que la perte des biens et même de la liberté.

tion d'Emili les pièces authentiques. Paulus exécuta les ordres du monarque, et fut le premier qui composa un corps d'histoire générale de France, sous le titre de *De Rebus gestis Francorum*. Cet ouvrage très-précieux, vu les documents originaux qu'il renferme, est généralement peu compulsé, parce qu'il est écrit en latin, et que les traductions qui en existent sont très-médiocres. Paulus Emilius mourut chanoine de Saint-Denis en 1529.

(1) Paulus Emilius, *De Rebus gestis Francorum*.

La vengeance fut proportionnée à l'outrage ; elle ne se borna pas à l'affreuse journée appelée les Vêpres siciliennes : pendant trois ans on fit main-basse sur tous les Français que l'on découvrit dans l'île. Ce massacre fit jeter des cris de fureur en France, où l'on ne songeait qu'aux représailles et nullement à l'offense. Charles d'Anjou, revenu dans ses états de Provence, implora l'assistance de la chevalerie : les bannerets les plus impatients coururent le joindre, mais Châtillon préféra suivre Philippe III en Espagne. L'armée chargée de cette expédition pénétra en Roussillon, et prit d'assaut la ville d'Elne. Après cet avantage important, elle chercha inutilement un chemin praticable pour traverser les Pyrénées ; elle se consumait en vains efforts, et déjà l'on entendait des murmures parmi les chefs, plus accoutumés à braver des périls que des difficultés locales, lorsque deux religieux, dont le monastère couronnait la montagne de la *Mançana*, se présentèrent au roi pour lui offrir d'indiquer un passage (1). Gaucher de Châtillon et le comte d'Armagnac furent choisis pour cette opération délicate; ils partirent avec mille cavaliers et un grand nombre de pionniers ; ils parvinrent, à travers des précipices, vers le haut de la montagne, qui n'était occupé que par une centaine d'hommes d'élite : l'intrépide Dampieras les commandait ; il se défendit en désespéré ; en vain Châtillon voulut sauver la vie à lui et aux siens, ils se firent tous tuer. Le défilé gardé par Dampieras débouchait sur un chemin qui allait joindre la route principale de l'Aragon : Châtillon employa les pionniers à l'élargir considérablement ; par ce moyen l'armée passa commodément, et alla tomber au milieu des états de don Pèdre : on signalait ce prince comme l'instigateur

(1) Favin, Chappuis, Hist. de Navarre.

du massacre des soldats de Charles d'Anjou. Don Pèdre accourut pour arrêter la marche des Français; le sénéchal de Toulouse le battit dans les plaines du Lampourdan; Gaucher de Châtillon, conduisant la cavalerie seigneuriale, écrasa les archers aragonais. La semaine suivante Philippe III assiégea Girone, défendue par Raymond de Cardonne, général d'une haute réputation. Le roi d'Aragon s'approcha de la place, à la tête d'une troupe de cavalerie choisie, qui ne cessa de harceler l'armée française : ce prince, ayant une connaissance parfaite des localités, disparaissait lorsque des forces supérieures venaient l'attaquer. Le connétable Raoul de Nesle chercha vainement à l'attirer au combat; n'ayant pu y parvenir, il mit en pratique une ruse digne d'un homme de cœur. Raoul résolut de poursuivre le roi d'Aragon avec une troupe peu nombreuse, mais composée de tout ce que l'armée renfermait de brave et de déterminé : il commença par s'adjoindre Châtillon, dont la brillante valeur électrisait les soldats. L'Aragonais voyant s'avancer un détachement assez faible, vint l'assaillir, ne doutant pas de le pulvériser; on put s'assurer en cette occasion que le courage sait triompher du nombre : les Français, enveloppés de toutes parts, résistèrent à des flots d'ennemis. Châtillon s'attacha à la personne du roi d'Aragon, le combattit corps à corps, brisa ses armes, le blessa à plusieurs reprises, et saisit les rênes du cheval pour emmener prisonnier don Pèdre; ce prince, réunissant toutes ses forces, assena un coup de hache d'armes, qu'il destinait à Châtillon afin de l'abattre; celui-ci sut l'éviter, et le coup, tombant sur les rênes qui se trouvaient tendues, les rompit; le cheval, se sentant libre, emporta son maître, qui mourut au bout de quelques jours des blessures reçues des mains du paladin : Girone capitula le surlendemain. Philippe,

poursuivant le cours de ses succès, investit la place de Roses; mais sa fortune vint échouer devant ces murailles: son armée fut en proie aux plus affreuses maladies; la mésintelligence se mit parmi les chefs; sous prétexte d'économie, la flotte des Génois, à la solde de la France, fut renvoyée; après son départ, celle des Siciliens amena aux ennemis des secours de divers genres. Philippe épouvanté se hâta de repasser les monts, et périt de la peste à Perpignan en 1285 (1).

Nous avons vu Gaucher de Châtillon ne jouer jusqu'ici qu'un rôle secondaire: Philippe III ne le laissa jouir que de la considération attachée à sa haute naissance. Une franchise trop prononcée et une rigidité de caractère invariable avaient déplu au monarque; aussi ne fut-il jamais appelé au conseil comme les d'Armagnac, les d'Harcourt et les Longueval, qui, depuis la mort de Labrosse, se partageaient la confiance du souverain. Gaucher supporta sans murmurer cette sorte de disgrâce; mais Philippe-le-Bel, appréciant son mérite, le jugea capable de l'aider à soutenir le fardeau du gouvernement. Ce prince avait été reconnu roi de Navarre du vivant de son père, à l'occasion de son mariage avec Jeanne, héritière non-seulement de ce royaume, mais encore de la Champagne et de la Brie: il en nomma Châtillon gouverneur (1284).

Philippe-le-Bel annonçait par son caractère impétueux, par son amour pour la gloire, que son règne serait fertile en événements remarquables. En effet,

(1) Villani, Istorie Fiorentine, liv. xx. Ce commentateur, qui tient le premier rang parmi les historiens de l'Italie, conçut le projet d'élever un monument à la gloire de sa patrie, en rapportant à ses annales celles des divers états de la chrétienté: à cet effet, il voyagea dans toute l'Europe pour recueillir des documents authentiques. Villani mourut en 1348.

aucun de nos monarques n'eut une vie plus laborieuse : monté sur le trône à dix-huit ans, il se trouva à vingt-trois dans la position la plus difficile, et passa l'âge des plaisirs dans des agitations continuelles, ne cessant de faire preuve d'une sagesse précoce et d'une application sans égale. Châtillon, de son côté, enflammé de cette ardeur martiale, le sentiment prédominant des leudes de cette époque, appelait la guerre de tous ses vœux : ils ne furent que trop bien exaucés.

L'Europe se voyait bouleversée, sur la fin du treizième siècle, par le conflit d'intérêts opposés ; des démêlés particuliers avaient allumé un vaste incendie : les prétentions des maisons d'Anjou et d'Aragon au trône de Naples et de Sicile mettaient en émoi la chrétienté tout entière. Les rois de Castille et d'Angleterre, se partageant d'affection, entretenaient le feu de la querelle. Des personnages marquants occupaient déjà cette scène tumultueuse ; Châtillon y prit place à son tour, et dès cet instant son nom ne cesse d'être lié aux principaux événements de cette période mémorable.

Philippe-le-Bel devait nécessairement se prononcer dans les démêlés des deux maisons d'Anjou et d'Aragon. Quoique attaché de cœur aux enfants de Charles, ce prince hésita long-temps pour embrasser ouvertement leur défense contre tant d'ennemis ; enfin il se décida en leur faveur, et bientôt son esprit, sa pénétration et sa profonde politique surent, en divisant les opinions des autres potentats, prévenir une coalition trop redoutable. Gaucher de Châtillon, beaucoup plus âgé que lui, le servit admirablement par sa haute prudence, fruit de ses profondes méditations et d'observations judicieuses. Philippe-le-Bel l'envoya vers le roi d'Aragon pour traiter de la paix. L'air martial de l'ambassadeur, son caractère ferme, et plus encore son

habileté, donnèrent une idée si avantageuse de la cour de France, que le monarque espagnol accepta les conditions qu'on lui offrait. Cette négociation, si heureusement terminée, semblait promettre au royaume une longue paix. Le roi avait déjà introduit des changements notables dans l'administration des provinces : d'après ses ordres, le parlement fut rendu sédentaire à Paris. Il méditait des améliorations de divers genres, lorsque la guerre vint l'arrêter dans ses nobles projets. Les écrivains, qui appliquent à tous les événements la maxime que les petites causes produisent les grands effets, n'ont point manqué de dire qu'une rixe survenue entre quelques matelots français et des marins anglais provoqua une rupture entre les deux plus puissantes nations de l'Europe ; il conviendrait mieux de croire que l'ambition d'Edouard et la fierté de Philippe-le-Bel en furent les véritables motifs. Le premier, vainqueur de l'Ecosse, de l'Irlande, du prince de Galles, se révoltait à la seule idée d'être vassal du roi de France, qui, de son côté, ne laissait échapper aucune occasion de lui rappeler sa prééminence. Edouard avait saisi tous les vaisseaux français qui naviguaient le long de la Manche ; sommé par Philippe de lui faire réparation de cette offense, il ne répondit qu'en termes ambigus, afin de se ménager le loisir de prendre les mesures nécessaires pour repousser une agression. C'est dans cette vue qu'il s'empressa de s'allier aux comtes de Nassau, de Bar, de Bretagne, de Brabant et de Savoie. De son côté, Philippe, voyant que la guerre devenait inévitable, chercha partout des ennemis à son rival ; il s'attacha les Bailleul d'Ecosse, ralluma la fureur des Gallois, opposa Albert d'Autriche à Adolphe de Nassau, le Dauphin viennois à Amédée de Savoie. Gaucher de Châtillon, envoyé vers Jacques de Châtillon,

son parent, souverain d'une partie de la Flandres, sut le déterminer en faveur de la France, ainsi que Florent, comte de Hollande. Le négociateur infatigable alla, jusque dans le nord, engager Eric, roi de Norwége, à opérer une descente en Angleterre. Gaucher, ayant servi son prince en formant des traités, accourut pour le servir de son épée.

Avant d'entrer en campagne, le roi défendit, pendant toute la guerre, les joûtes dans lesquelles périssaient quantité de bannerets, ordonnant que les démêlés particuliers cesseraient de se décider par les armes : il institua en même temps Châtillon juge suprême des disputes qui surviendraient parmi les hauts barons. Le gouverneur de la Champagne, par son caractère inflexible, était seul capable de remplir une mission aussi délicate.

Edouard, sommé une seconde fois de comparaître devant le roi de France, dont il relevait en raison des terres possédées par lui dans le royaume, répondit fièrement qu'il ne relevait que de son épée. Sur cette déclaration, Philippe mit son armée en mouvement; le connétable Raoul de Nesle entra dans la Güienne. Gaucher de Châtillon, son lieutenant, reçut le commandement des troupes régulières allemandes, prises au service de la France, en vertu d'un traité récent, passé avec le duc d'Autriche. Le connétable trouva les Anglais beaucoup plus forts en Guienne qu'il ne l'imaginait: on voyait à leur tête des chefs expérimentés, le comte de Lancastre, Edmond, frère du roi, Lascy, comte de Lincoln, Richemont et Mortimer. Raoul de Nesle se jeta dans Bordeaux pour attendre les troupes qui accouraient des provinces méridionales; les Anglais l'y bloquèrent par terre et par mer. Châtillon, chargé d'incendier leur flotte entrée dans la Garonne, sortit de la ville à la faveur des ténèbres,

accompagné de la moitié de l'infanterie allemande; il livra un terrible combat de nuit. La valeur des Anglais était éprouvée, c'était un noble motif pour piquer l'émulation de leurs adversaires : aussi Gaucher de Châtillon fit-il des efforts inouïs pour arriver jusqu'aux vaisseaux ennemis. Il y parvint, et en brûla la majeure partie (1); le reste de la flotte fut alors obligé de s'éloigner à toutes voiles. L'armée de terre, réduite par cette retraite à soutenir seule l'attaque des Français, se vit contrainte de lever le siége; le connétable reprit alors l'offensive (2). Châtillon partit pour aller soumettre la Gascogne, dont les habitants étaient regardés comme les meilleurs fantassins de l'Europe; il éprouva beaucoup de difficultés avant de pénétrer dans leur pays, à cause des plaines de sable et des landes qui en barraient le chemin: une portion de sa cavalerie fut démontée, mais rien ne pouvait lasser sa persévérance et son courage. Il pénétra au milieu de la Gascogne, surprit la population, écrasa avec ses gens d'armes les nuées d'archers et de frondeurs qui vinrent l'assaillir, et força toute cette contrée à servir les intérêts de son maître. Secondé par les Gascons, il fit l'importante conquête de Bayonne; le valeureux d'Aspremont, gouverneur de cette ville, tomba en son pouvoir. A l'issue de ce nouveau succès, Châtillon se réunit au comte de Valois et à Raoul de Nesle, qui venaient de concentrer leurs forces sur l'Adour afin de frapper un coup décisif. Les Anglais avaient rassemblé toutes leurs troupes sous les murs de

(1) Tandis que Châtillon incendiait en Guienne la flotte anglaise, Mathieu IV de Montmorency et Jean d'Harcourt débarquaient sur les côtes d'Angleterre, et brûlaient Douvres : c'était la quatrième fois, depuis Hugues Capet, que les Français exécutaient avec succès une pareille expédition.

(2) La Colonie, Hist. de Bordeaux, t. II.

Saint-Sever, forteresse imprenable pour le temps : il se livra non loin de ce lieu une bataille sanglante, qui est encore célèbre dans les annales du pays et dans les romans du siècle ; mais on n'a pu recueillir des détails authentiques sur cette action. Cependant Gui, comte de Flandres, époux d'Aliénor, fille d'Edouard Ier, déclara la guerre à la France, sans que Philippe, son suzerain, s'y attendît ; en même temps, Henri, comte de Bar, ayant envahi la Champagne, livra ce pays à la dévastation : le roi, obligé de contenir cette foule d'agresseurs, rappela une partie des troupes restées en Guienne, et chargea Châtillon de chasser l'ennemi de la Champagne, dont il était gouverneur. La venue de ce général ranima le courage des habitants ; à sa voix ils se levèrent en masse : Gaucher fondit sur le comte de Bar, l'expulsa de la province et le poursuivit jusque sur ses terres ; il prit d'assaut la ville de Doncheri-sur-Meuse. Le comte, cerné de tous côtés, demanda la paix ; elle lui fut accordée, à condition qu'il partirait sur-le-champ pour la croisade : politique étrange, qui donnait à la moindre action l'apparence du zèle pour la religion. Dans cette circonstance, on ne voulait qu'éloigner un vassal entreprenant, et sur la foi duquel on ne pouvait compter. Châtillon, vainqueur, alla joindre Philippe-le-Bel dans la Flandres ; les troupes qu'il y conduisit furent d'un grand secours : on s'était tenu jusque-là sur la défensive ; son arrivée mit Robert d'Artois, le généralissime, en position d'agir vigoureusement. Robert attaqua les Flamands auprès de Furnes, en 1296, et les mit en déroute ; 1,600 des leurs y perdirent la vie. Gaucher de Châtillon enfonça l'aile droite, et fit prisonnier le comte de Blamont ; il arracha ensuite des mains de l'ennemi le fils du comte d'Artois, qui, emporté par son courage, avait voulu, secondé de quelques chevaliers, défendre

un pont contre des milliers d'assaillants : criblé de blessures, il expira dans les bras de son libérateur.

Un armistice suivit de près cette action. Dans cet intervalle, Châtillon quitta l'armée en 1300, venant de perdre sa femme Isabeau de Dreux; il épousa en 1301 Elisant de Vergi, veuve du comte de Vaudemont. A peine avait-il conclu sa nouvelle alliance, que la guerre se ralluma dans le nord. Edouard s'était vu forcé de retirer ses troupes du continent, pour résister aux Ecossais et aux Gallois coalisés. La position du comte de Flandres devint alors très-difficile; ses sujets, l'accusant hautement d'avoir attiré sur leur pays la colère de Philippe, voulaient le livrer à ce prince. Le comte, effrayé, vint trouver Charles de Valois, commandant l'armée française, pour implorer son intercession auprès du roi son frère. Le prince, touché de ses infortunes, l'engagea à se rendre auprès de Philippe, lui promettant, *foi de chevalier*, qu'il ne lui adviendrait rien de fâcheux; mais le monarque, regardant le comte de Gui comme un traître, ne voulut pas ratifier l'accord que son frère avait conclu sans son aveu, et retint Gui prisonnier. Le comte de Valois, désespéré de voir sa parole violée contre son gré, quitta la France et se retira en Italie. Le roi s'empara de la Flandres, la déclara réunie à la couronne, et nomma pour gouverneur Jacques de Châtillon, homme d'une nullité absolue, mais oncle de la reine. Ce baron aigrit tellement les Flamands par sa dureté, froissa si fort leur amour-propre par sa hauteur, que ces peuples désespérés se révoltèrent, firent main-basse sur les Français, et en tuèrent plus que les Siciliens n'en avaient massacré chez eux dans l'année 1282 (1). Jacques de Châtillon

(1) Ferreto de Vicence : il fut l'émule et le contemporain de Villani, et composa comme lui une histoire de son pays, à laquelle il rattacha celle des autres nations. Ferreto mourut en 1318.

échappa aux fureurs des insurgés d'une manière qui peint les mœurs du siècle. Les Flamands le cherchaient avec une sorte de frénésie : tout homme qui passait aux barrières ou même dans les rues, était retenu, questionné, et souvent déshabillé, si on ne le connaissait pas notablement pour un naturel du pays. Ces minutieuses pratiques avaient pour but d'atteindre Jacques de Châtillon. L'ancien gouverneur, informé des mesures que l'on prenait pour l'arrêter, se couvrit des vêtements d'un prêtre, les seuls qui garantissaient de toute investigation; il put s'échapper en passant à la nage le canal de Bruges : le seul écuyer qui l'accompagnait fut tué dans l'eau, auprès de lui. Pierre Leroi et François Breyel, l'un tisserand et l'autre boucher, dirigèrent le soulèvement; bientôt un des fils du comte de Flandres et Guillaume de Juliers vinrent, par leur présence, exciter l'ardeur des Flamands, sans pouvoir néanmoins jouir de beaucoup d'influence dans le pays. Les artisans qui avaient montré le plus de résolution obtinrent toute la confiance : cependant, en raison d'un reste de respect pour les anciennes institutions, le vieux tisserand et le boucher voulurent que le comte de Namur les armât chevaliers (1), attendu que, d'après les lois militaires, un guerrier ne pouvait exercer un commandement important s'il n'avait reçu l'*ordre*.

Philippe-le-Bel blâma hautement la conduite qu'avait tenue Jacques de Châtillon dans son gouvernement de Flandres; mais l'honneur national, vivement blessé, demandait une réparation éclatante. En peu de temps 50,000 hommes se présentèrent sur la frontière. L'infanterie, qui, un siècle auparavant, ne servait qu'à faire nombre, était devenue redoutable, parce que la féo-

(1) Meyer, Chronicon Flandriæ, liv. VII.

dalité, appauvrie par les croisades, consentait à servir à pied. Le comte d'Artois, le plus grand capitaine de son siècle, commanda l'expédition, ayant pour lieutenants Gaucher de Châtillon, Louis de Bourbon, Sancerre, Raoul de Nesle, Amé de Talaru, d'Armagnac, Gui, comte de Saint-Paul, etc., etc.

Les Flamands venaient de se retrancher entre Bruges et Courtray; leur camp se trouvait défendu, du côté de l'ouest, par la rivière de la Lys, au nord par un canal, au midi et à l'est par de larges fossés remplis d'eau et couverts de branchages : ils espéraient tirer un grand parti de ce piége. Le connétable Raoul de Nesle, Châtillon et les principaux bannerets, furent d'avis de ne pas attaquer l'ennemi dans une position inexpugnable, mais de le réduire par la famine. L'impétueux Robert d'Artois, brûlant de venger la mort de son fils, tué à Furnes, regarda ces avis comme dictés par la crainte, et s'emporta contre le connétable : il le croyait jaloux du commandement suprême que le roi lui avait confié, et l'accusa de ménager les Flamands par des motifs d'intérêt privé, car son fils avait épousé une fille de leur comte. Le vieux Raoul de Nesle répondit avec fierté au prince : « Je vous prouverai que je ne suis pas un traître ; suivez-moi dans le combat : je vous mènerai si avant, que vous n'en reviendrez sûrement pas. » Châtillon prit la défense du connétable; la chevalerie se partagea pour l'un et pour l'autre : cette désunion eut des conséquences fatales. La cavalerie, forte de 7,000 hommes, s'était formée sur neuf lignes, dont la première comptait 1,400 hommes (1), la seconde 1,000, et les autres diminuaient

(1) Buzelin, Chronique de Flandres, liv. VI. — Galland, Hist. des guerres de Flandres. — Meyer, liv. VIII.

progressivement jusqu'à la dernière, qui ne se composait que de 300 combattants. Cette formation représentait la figure du coin renversé, attaquant par la base. Le connétable Raoul de Nesle, placé à la tête de la troisième ligne, n'y demeura point, et, passant précipitamment au front de la première, il commença brusquement le combat. Faut-il attribuer cette faute à l'ignorance de la tactique ou au désespoir de Raoul, aigri par les paroles de Robert? Toujours est-il certain que les plus simples règles de l'art furent méconnues; car l'infanterie seule devait aborder ces formidables retranchements.

Les escadrons de la première ligne, lancés par la charge, se précipitèrent dans les fossés recouverts de gazons et de feuillée, qu'une épaisse poussière empêchait d'apercevoir; les autres lignes tombèrent successivement dans le même piége, dont le prolongement garantissait tout le front de l'ennemi. Robert d'Artois, furieux de ce que le connétable eût attaqué de son plein gré, accourut à la tête d'une troupe nombreuse de féodaux; mais son arrivée, au lieu de rétablir le combat, ne fit qu'augmenter la confusion. Les Flamands, profitant de ce désordre, faisaient pleuvoir du haut de leurs retranchements une grêle de traits; un certain nombre d'entre eux, sortis des palissades, tuaient sur la contrescarpe, à coups de bâtons ferrés, les chevaliers au fur et à mesure qu'ils cherchaient à sortir du fossé. Raoul de Nesle, ayant trouvé le moyen de franchir cet obstacle, se précipita, suivi de quelques cavaliers, au milieu des Flamands; entouré par des adversaires novices dans le métier des armes, il faisait face à mille assaillants qui, le reconnaissant à ses terribles coups, lui offraient quartier. Ce généreux guerrier préféra la

mort, craignant, s'il se rendait, de justifier les imputations calomnieuses de Robert d'Artois.

Cependant Gaucher de Châtillon s'ébranla, entraînant sur ses pas toute l'infanterie; ne connaissant pas le véritable état des choses, il avançait avec sécurité, lorsque les dernières lignes de cavalerie, épouvantées du sort de celles qui les précédaient, reculèrent précipitamment, et vinrent se jeter dans les rangs des fantassins. Châtillon franchit les fossés sur un pont de cadavres; mais la majeure partie de ses soldats, épouvantée du massacre des nobles qu'on voyait amoncelés dans le canal, prit la fuite. Gaucher, secondé par un millier de braves, tourne le camp ennemi, y pénètre et fait un horrible carnage des Flamands. Ceux-ci, se réunissant en foule contre lui, le contraignirent de repasser l'espèce de ravin qui longeait les quartiers; sortant eux-mêmes des retranchements, ils fondirent à leur tour sur les Français. Châtillon avait rejoint au-delà des fossés l'arrière-garde, dont le commandant, Gui, comte de Saint-Paul, s'était enfui en voyant la déroute de l'armée: ce corps, composé de soldats féodaux aguerris, avait résolu de périr plutôt que de reculer; Châtillon se mit à leur tête, contint les Flamands, et rallia les fuyards. Dans le même moment arriva Louis de Bourbon, qui, au commencement de l'action, menait l'extrême gauche: ce feudataire, jugeant le centre fort compromis, était accouru pour le soutenir; mais sa marche fut arrêtée par plusieurs colonnes ennemies, qui, en perçant la ligne de bataille, l'avaient séparé des ailes. Bourbon, intrépide comme tous les princes de sa race; attaqua des forces quadruples des siennes, rompit les rangs des Belges, et opéra sa jonction avec Gaucher. La bravoure et le sang-froid de ces deux chefs réparèrent, autant qu'il

était possible, les malheurs de cette journée. Les ennemis, étonnés de leur contenance, se retirèrent précipitamment dans les retranchements, et la moitié de l'armée française fut sauvée par le courage de deux hommes, tandis que l'imprudence de deux autres venait de consommer la ruine de milliers de braves. Robert d'Artois, désespéré, ne voulut pas survivre à sa défaite : on le trouva, sous un monceau de morts, percé de trente coups de lance ; les Flamands déchirèrent son corps en lambeaux, action digne de pareils vainqueurs. Sa querelle avec Raoul de Nesle coûta à la France vingt mille soldats, parmi lesquels on compta quatre mille hauts barons, bannerets ou chevaliers, dont les plus remarquables furent les deux de Nesle, Simon de Melun, maréchal de France ; Albin de Bretagne ; les comtes de Dreux, de Dampmartin, Alberic de Longueval, Annissant de Talleyrand, sire de Caumont, Robert de Courtarvel, Henri de Ligni, Guillaume de Tancarville ; Jean de Malet, premier du nom, seigneur de Graville ; Renaud de Trie, etc.

Cette déplorable bataille de Courtray se livra le 11 juillet 1302 (1). Au premier bruit de ce désastre, Philippe-le-Bel accourut en Flandres, et sans délai nomma connétable Gaucher de Châtillon, le regardant capable de réparer ces revers, après sa belle conduite dans le combat. Châtillon ne perdit pas un instant pour rentrer en campagne. Les Flamands, loin de profiter de leur victoire, ne songeaient qu'à la célébrer par de vaines démonstrations ; le nouveau connétable les surprit auprès de Bergues, en tua 10,000, et se portant ensuite

(1) Meyer, Chronicon Flandriæ. Cet historien, mort en 1552, est fort estimé à cause de son exactitude : il se montre très-passionné contre les Français.

rapidement sur Saint-Omer, il les tailla en pièces une seconde fois. Encouragé par cet heureux début, il s'approcha de Tournay, que les ennemis assiégeaient inutilement depuis long-temps, et sut les contraindre par ses habiles manœuvres à renoncer au blocus. Les succès obtenus par Châtillon dans l'espace de deux mois furent tels, que la journée de Courtray ne procura aucun avantage aux Flamands; ceux-ci s'estimèrent trop heureux que le roi voulût bien leur accorder une trève. Philippe-le-Bel avait su leur cacher combien la paix lui était nécessaire, ayant sur les bras un adversaire plus redoutable que les Flamands. Nous voulons parler de Boniface VIII, dont les démêlés avec Philippe-le-Bel furent un des événements les plus marquants du moyen âge : ils duraient depuis 1296. Le roi avait éprouvé la sagacité de Châtillon : il le chargea de plusieurs missions fort délicates, ayant pour objet d'éclairer le monarque dans le cours de cette importante affaire. La trève avec les Flamands étant conclue, Gaucher accourut à Paris pour aider Philippe de ses conseils. Boniface VIII, un des plus savants pontifes qui aient occupé le Saint-Siége, fut élu le 24 décembre 1294 : il voulut signaler son avénement en essayant sa puissance sur les rois. Le pape envoya des légats en France et en Angleterre, dans le but louable d'engager les deux souverains à cesser la guerre ; mais les termes dont Boniface se servit en les y invitant parurent si étranges, que le comte d'Artois (Robert), indigné, arracha la lettre des mains du prieur qui la lisait devant Philippe, et la jeta au feu (1). Edouard et

(1) Paulus Emilius, *De Rebus gestis Francorum*. Ventura, liv. II. Ce commentateur de la ville d'Asti fit, à l'exemple de Villani et de Ferreto, ses contemporains, une histoire de son pays fort estimée et à laquelle il rattacha les événements qui se passaient dans le reste de la chrétienté. Ventura mourut en 1335.

Philippe furent si choqués du langage de Boniface, qu'ils déclinèrent sa médiation. Le pontife en conçut une violente colère, et se promit de venger cette injure : l'occasion ne tarda pas de s'en présenter. Philippe-le-Bel, invoquant les constitutions de l'Etat, voulut que Bernard Saisseti, seigneur et abbé de Saint-Antonin, relevât de la couronne : l'abbé, homme turbulent, résista avec opiniâtreté, prétendant ne relever que du Saint-Siége ; il chercha même à former une espèce de ligue parmi le clergé du Languedoc. Boniface, satisfait de la conduite de Saisseti, érigea en sa faveur Pamiers en évêché : jusqu'à cette époque les papes n'avaient jamais établi de nouveaux siéges sans le consentement du roi, la sanction du métropolitain, et l'agrément de l'évêque dont on morcelait le diocèse. L'archevêque de Narbonne et les chapitres recoururent à l'intervention de Philippe, qui s'empressa de transmettre ces réclamations à la cour de Rome, tant en son nom qu'en celui de tout le clergé. Boniface, dans l'intention de braver le monarque, nomma son légat en France ce même Saisseti, lequel, aveuglé par l'orgueil, osa se servir d'expressions injurieuses en parlant au roi. Philippe, quoique irascible et fort jaloux de son autorité (1), sut néanmoins se contenir : « Je puis sans doute me venger, dit-il aux barons étonnés de son calme, mais il est beau de le pouvoir et de ne pas le faire. » Le prince se contenta d'expulser le légat de son palais. Boniface, encore plus irrité, le menaça des foudres de l'Eglise. Philippe, n'ignorant pas les maux

(1) Il le prouva dans les circonstances les moins importantes : étant un jour à la chasse au vol, un faucon, lâché devant lui, fondit sur un aigle et le tua ; les courtisans louèrent fort la vigueur et la hardiesse du faucon : Philippe ordonna qu'on le mît à mort, pour avoir osé attaquer le roi des oiseaux. (Roman de la royale fauconnerie, par Pierre Lorient. — Mss.)

qu'avait causés l'excommunication encourue par plusieurs de ses prédécesseurs, consentit à ce que Saisseti prît possession de son siége. Les gens sages espéraient que cet acte de modération terminerait les démêlés, lorsque Boniface VIII recommença sou agression en 1299. Les historiens contemporains accusent ce pontife d'avoir formé le projet de s'ériger en monarque universel de la chrétienté, et de subordonner tous les trônes à son suprême arbitre : ils assurent qu'il était encouragé dans cette entreprise insensée par les Templiers, ordre riche et puissant.

Au renouvellement du siècle (1300), Boniface institua le jubilé, et appela auprès de lui à cette occasion tous les fidèles : l'affluence des chrétiens fut immense. Il parut dans les cérémonies revêtu des habits impériaux, avec le sceptre et l'épée, et ceignit la tiare d'une seconde couronne. Fier des témoignages de vénération que les fidèles réunis à Rome venaient de lui prodiguer, le pontife s'imagina que tout céderait à sa volonté : il adressa au clergé de France une bulle qui défendait de remettre aucun argent au roi sans la permission du Saint-Siége ; Philippe, de son côté, défendit l'exportation des monnaies, des matières d'or et d'argent et des effets précieux. Boniface, encore plus mécontent d'une mesure qui le privait des sommes immenses qu'il tirait du royaume, envoya une seconde bulle rédigée en termes offensants : selon lui, Dieu avait donné mission aux papes de gouverner les rois avec une verge de fer, et de les briser comme des vases d'argile. Philippe-le-Bel, menacé une seconde fois de l'excommunication, songea à défendre ouvertement les droits de sa couronne. Il forma un conseil d'hommes éclairés, parmi lesquels siégèrent en première ligne Gaucher de Châtillon, Robert d'Artois, Pierre de Flotte et Nogaret : ces deux derniers passaient

pour très-versés dans le droit. Par une pensée vaste et profonde, Châtillon ouvrit l'avis d'appeler la nation tout entière à donner des conseils au roi dans cette circonstance, afin qu'elle ne lui imputât point les maux qui pourraient résulter de cette querelle. Philippe adopta avec enthousiasme cette proposition, et convoqua extraordinairement la féodalité, le clergé et le tiers-état, pour le 10 avril 1302, dans l'église de Notre-Dame, voulant que la cause de la justice fût plaidée dans le temple de Dieu.

Les ténèbres qui couvrent les périodes les plus importantes de notre histoire, et surtout les premiers actes législatifs de nos rois, empêchent de savoir si réellement ce fut dans cette assemblée qu'on appela le tiers-état pour la première fois, comme l'assurent la plupart des publicistes; quoi qu'il en soit, cette réunion fut complète et remarquable surtout par l'ensemble qui régna dans les opinions. Châtillon s'attacha à faire tourner au profit des intérêts du souverain le crédit immense dont il jouissait parmi la noblesse. L'assemblée s'ouvrit avec solennité au jour fixé : Pierre de Flotte, commissaire de la couronne, y exposa les entreprises du pape, la conduite tenue jusqu'alors par le souverain, et finit par demander aux ordres réunis si le roi pouvait compter sur leur concours pour soutenir l'indépendance de l'Etat. Tous les députés se levèrent spontanément, et jurèrent de défendre le prince de tout leur pouvoir. Philippe, au comble de la joie, répondit du haut du trône : « Et moi je m'engage à contribuer de tout, même de ma vie, pour conserver les libertés du royaume. » Puis, se tournant vers les princes ses fils, il leur dit : « Je ne vous regarderais plus comme mes enfants, si vous étiez assez lâches pour reconnaître que la France dépendît d'aucun autre que de Dieu seul. » Séance tenante, Gaucher de Châtillon et Nogaret rédi-

gèrent un manifeste que l'ordre féodal adressait au collége des cardinaux, pour lui exposer que la nation entière ne souffrirait jamais que le pape attaquât les droits du roi, et les suppliait de s'interposer pour que cette affaire se terminât d'une manière honorable aux deux parties.

Le tiers-état et le clergé signèrent également cette pièce, qui fut portée à Rome par Pierre de Ferrières, évêque de Noyon, Robert d'Harcourt, évêque de Coutances, et Bérenger, évêque de Béziers. Ce manifeste était libellé en termes dignes des représentants d'un grand peuple; mais Philippe, courroucé au dernier point, se conduisit en son particulier avec beaucoup moins de retenue : il s'oublia au point d'écrire à Boniface une lettre insultante, qui, aux yeux de bien des gens, mit les torts de son côté.

« Philippe, par la grâce de Dieu, roi de France, à Boniface, prétendu pape, peu ou point de salut. Sachez, grand fat, que nous ne sommes soumis à personne pour le temporel; que la collation des bénéfices et prébendes vacants nous appartient de droit, et que les fruits de leurs revenus sont à nous; que les provisions que nous avons données sont valides, pour le passé comme pour l'avenir, et que nous sommes résolu de maintenir dans la possession ceux que nous y avons mis. Ceux qui croiraient autrement seront réputés fous et insensés (1). »

Sur ces entrefaites eut lieu la déroute de Courtray, qui plongea la France dans la consternation. Philippe, avec son activité ordinaire, se préparait à réparer ce malheur, lorsque Boniface renouvela ses attaques : le roi, exaspéré par les revers, y répondit encore plus rudement. Le pontife lança alors l'excommunication ; mais avant de

(1) Baillet, Démêlés de Boniface et de Philippe-le-Bel.

la rendre notoire, il envoya la bulle aux évêques de France réunis à Paris; il y déclarait le royaume en interdit, et le donnait à Albert d'Autriche. Mezerai dit à cette occasion, que « la France était un trop beau royaume pour être enfermé dans un morceau de parchemin. »

Philippe-le-Bel, craignant que ses sujets n'eussent connaissance du décret, s'empara de la personne du légat qui en était porteur, le fit enfermer dans un palais et se saisit de la bulle. Il convoqua sur-le-champ les trois ordres pour le 12 mars 1303. Nous avons vu que Châtillon, nommé récemment connétable, avait rappelé la victoire sous les drapeaux de la France : il accourut à Paris pour siéger dans cette assemblée parmi les hauts barons; il remplaça, en qualité de commissaire royal, Robert d'Artois, tué dans la dernière bataille. Pierre de Flotte, qui succomba le même jour les armes à la main, eut pour successeur le fougueux Nogaret : ce dernier, voyant les esprits dans une agitation propre à recevoir une forte impulsion, se porta accusateur de Boniface, lui imputant une infinité de prétendus crimes; il démontra que ce pape avait aidé de tous ses moyens les Flamands dans leur révolte, et lui attribua en partie la défaite de Courtray; se résumant ensuite, il en appela au futur concile, pour y demander formellement la déposition de Boniface, comme perturbateur de la chrétienté, et fit connaître à l'assemblée la bulle d'excommunication, restée jusqu'alors secrète. Les députés de la noblesse et du tiers-état, aigris par les malheurs publics, ne purent contenir leur indignation en voyant cette pièce; ils demandèrent à grands cris qu'elle fût lacérée séance tenante; ce qui s'exécuta incontinent. Le clergé montra dans sa conduite plus de dignité et de modération; laissant aux laïques le soin d'accuser le pape,

il manifesta pour le roi le dévouement le plus sincère, lui promettant de l'assister de tous ses moyens, quand même il serait excommunié (1). Cette déclaration, qui fut publique comme tous les autres actes de l'assemblée, n'arrêta point Boniface dans ses nouvelles tentatives. Les évêques français, qui étaient demeurés à Rome dans l'espoir de calmer la colère du Saint-Père, firent savoir à Philippe que Boniface formulait une bulle terrible, par laquelle il mettait le royaume en interdit, excommuniait le souverain, déliait ses sujets du serment de fidélité, et appelait sur sa tête le courroux de tous les princes de l'Europe. Cette bulle devait être promulguée au Vatican le 8 septembre 1303. Sur cette information, Philippe et son conseil, que présidait Châtillon, résolurent de ne plus garder de ménagement. On expédia à Nogaret, qui remplissait alors une mission en Italie, l'ordre de se transporter au plus tôt à Agnanie, de s'emparer de Boniface, qui résidait dans cette ville, et de le conduire à Lyon pour le déposer.

Nogaret, homme entreprenant, s'empressa de remplir les intentions de son maître; il ramassa 300 cavaliers, anciens soldats du comte de Valois, le même qui, ayant quitté la France en 1298, s'était mis au service du Saint-Siége. Nogaret s'adjoignit Sciarra Collonne, ennemi personnel de Boniface, qui ne cessa de le persécuter de la manière la plus odieuse. Tous deux, escortés de leurs troupes, arrivèrent la veille du jour où le pontife devait lancer l'excommunication contre le roi de France. Ils entrent au galop dans Agnanie, cernent le palais épiscopal, y pénètrent après avoir dispersé les domestiques et les gardes de Boniface, qui, ne s'attendant nullement à une entreprise aussi audacieuse,

(1) Fleuri, Histoire ecclésiastique, t. xx.

doutait qu'on en voulût à sa personne. Cependant les appartements se remplissent de soldats, et Boniface, dont le caractère était une succession de pusillanimité et de courage, après avoir pleuré en voyant piller ses coffres, convaincu que sa dernière heure était venue, voulut du moins mourir avec dignité : il attendit ses ennemis, assis sur son trône, et la tiare en tête. Sciarra Collonne, avide de vengeance, guida lui-même Nogaret dans l'appartement où le pape, abandonné des siens, était seul. L'Italien se jeta sur lui, le frappa de son gantelet de fer, et se mit en devoir de le percer de son épée ; Nogaret l'arrêta fortement, et regardant Boniface d'un air terrible, il lui dit : « O toi, chétif pape, considère de monseigneur le roi de France la bonté, qui de tant loin de toi te garde par moi et te défend de tes ennemis, ainsi que tous ses prédécesseurs l'ont fait à l'égard des tiens. » Alors Collonne chercha, par d'affreuses menaces, à obliger Boniface d'abdiquer ; mais le vieillard, reprenant toute sa fermeté, répondit énergiquement en présentant sa poitrine : « Frappe, car tu n'obtiendras jamais cela de moi. » Il eut à souffrir, pendant trois jours, tous les traitements qu'il pouvait attendre de la rage de Collonne et de la haine de Nogaret. Ces deux chefs étaient au moment d'emmener leur prisonnier, lorsque le peuple des campagnes, accouru de toutes parts, se réunit aux habitants d'Agnanie, et contraignit les Français de se retirer, en laissant le captif. Boniface ne survécut que quelques semaines à cette criminelle tentative : il expira le 12 octobre 1303 (1).

Pendant que les ministres du ressentiment de Phi-

(1) Villani, liv. VIII, page 301. « Che si rodea como rabioso, ed in questo stato passo di questa vita. »

lippe remplissaient si bien ses intentions, Châtillon servait son prince et son pays d'une manière plus noble : grâce à ses soins, les revers essuyés en Belgique furent promptement réparés, et d'après ses conseils le roi fit publier la convocation du ban et de l'arrière-ban, ce qui équivalait à un appel fait à toutes les classes qui se trouvaient obligées de marcher. Châtillon, en sa qualité de chef suprême de l'armée, provoqua, dans cette circonstance, plusieurs innovations en matière militaire. La première eut pour objet de modifier la levée des troupes. On décida que les baillis royaux et les sénéchaux surveilleraient cette opération, en faisant cesser les coutumes de chaque localité pour y substituer des règlements uniformes : par ce moyen, non-seulement on obtint plus de régularité, mais on diminua encore l'influence des bannerets, qui, chargés jusqu'alors des levées, exerçaient une trop grande autorité au détriment de la puissance royale. Chaque chevalier devenait l'âme du petit corps de troupe groupé autour de son enseigne, il lui communiquait l'esprit d'indépendance qui l'animait ; c'était un fédéralisme qui nuisait à la centralisation du pouvoir et à l'unité des opérations. Le second changement important fut que le service durerait quatre mois, au lieu de quarante jours. Il naquit de cette nouvelle disposition des abus qui furent long-temps nuisibles, mais qui disparurent par l'adoption des armées permanentes.

Le roi, dans un édit du 18 octobre 1302, déclara que les non nobles qui possédaient 20 livres et au-dessus en meubles, non compris ceux de la maison habitée par eux, serviraient personnellement ou financeraient, et que tous ceux qui auraient moins seraient exempts de

servir, mais non pas de financer (1). Ainsi, chacun concourait selon ses moyens au bien de l'Etat. Les évêques et les abbés, comme seigneurs, les demoiselles nobles, comme héritières, devaient marcher personnellement à la guerre ou financer. Quelques évêques parurent à l'armée, mais la majeure partie se racheta. Châtillon se servit de l'argent des riches qui se rachetaient et de celui des pauvres qui contribuaient, pour augmenter d'un tiers le nombre des troupes soldées, qui, plus soumises et plus aguerries que le ban et l'arrière-ban, consolidèrent l'autorité du prince. On voit que le Languedoc, où le roi avait aboli la servitude du corps en 1297, fournit, à lui seul, 1,600 chevaliers, et 17,350 petits nobles ou non nobles (2). La Normandie fournit beaucoup d'hommes et d'argent. La Bretagne, riche d'une population belliqueuse, offrit un contingent double de celui qu'on demandait : mais toutes les provinces ne montrèrent pas le même zèle. Les templiers, répandus sur la surface de la France, entravèrent l'opération de la levée.

Arras fut désigné comme le lieu du rendez-vous général de toute l'armée pour le mois d'août 1303 ; mais la guerre se fit sans vivacité : le roi d'Angleterre signa un traité avec la France, et abandonna les Flamands ; Philippe leur accorda une trève de quelques mois, pendant laquelle il leur renvoya le vieux Guy, retenu dans les fers depuis plusieurs années : ce vassal jura de revenir se constituer prisonnier, si la paix, dont il portait les conditions, ne se concluait pas. Guy trouva ses états livrés à l'anarchie la plus épouvantable : les bourgeois de Bruges, de Gand et de Bru-

(1) Cartulaires de Decamps, Règne de Philippe-le-Bel.
(2) Don Vaissette, Hist. du Languedoc, Preuves.

xelles, se partageaient entre eux d'opinion. Les chefs des différents partis, craignant de perdre le pouvoir qu'ils exerçaient, si leur ancien souverain rentrait dans la plénitude de ses droits, se montraient courroucés en revoyant le comte de Flandres, qui venait à l'âge de quatre-vingts ans réclamer la possession de ses états: ils lui déclarèrent qu'ils ne voulaient écouter aucune espèce de proposition de la part du roi Philippe; il eut beau en appeler à leur générosité, et démontrer que sa liberté dépendait de leur acceptation, on fut sourd à sa voix. Guy, indigné d'être méconnu ainsi par ses sujets, revint prendre ses fers sans beaucoup de regret, car la France lui offrait un asile bien plus sûr que son propre pays. La guerre devenait donc imminente. La mauvaise foi avait, dans le principe, appelé sur la Flandres ce fléau destructeur; maintenant c'étaient quelques plébéiens ambitieux qui, en refusant la paix, prolongeaient les maux de la patrie.

Philippe, irrité de la conduite que les Flamands tenaient envers leur prince, ordonna à Châtillon de recommencer les hostilités. Il rejoignit lui-même l'armée un mois plus tard, et partagea le commandement entre Charles de Valois, son frère, et Gaucher de Châtillon. Valois, ayant appris la défaite de Courtray, était rentré en France vers la fin de 1302, guidé par l'espoir de faire agréer ses services. Les autres princes du sang et les barons les plus considérables furent obligés de reconnaître la suprématie de ces deux généraux.

Le roi alla prendre à Saint-Denis l'étendard appelé *oriflamme*, et le confia au sire de Chevreuse, ou plutôt il en fit le simulacre, car il ne remit au preux qu'une bannière taillée sur le modèle de l'oriflamme: on craignait sans doute de livrer aux hasards d'une bataille le drapeau sacré à la possession duquel la nation attachait

une telle importance, que sa perte aurait été regardée non-seulement comme une calamité publique, mais encore comme un châtiment du Ciel (1); et cette précaution devenait d'autant plus sage, que l'ennemi contre lequel on allait marcher se montrait résolu à braver tous les efforts de la France. En effet, les Flamands, sentant les dangers qui les menaçaient, firent trève à leurs dissensions; le parti plébéien plia devant celui de la noblesse, les trois fils de Guy se mirent à la tête de l'Etat: Philippe de Flandres, l'aîné, passait pour un capitaine habile; on lui conféra d'une voix unanime le commandement général. Il s'adjoignitson frère Robert, et Guillaume de Juliers son neveu : ce dernier, jeune prince de vingt-cinq ans, était diacre de Maestricht, homme à qui une épée convenait mieux qu'une aumusse, dit le père Daniel. Guy, second fils du vieux comte de Flandres, fut nommé amiral de la flotte rassemblée dans le Texel. Ces quatre chefs exaltèrent si fort l'esprit de leurs compatriotes, qu'ils les déterminèrent à se lever en masse: les bourgeois de Gand, de Bruxelles, de Termonde, de Bruges, d'Alost, d'Ypres et de Lille se réunirent au nombre de 60,000 combattants, dont la plupart avaient assisté à la bataille de Courtray. Le souvenir de ce triomphe les animait de telle manière, qu'ils voulaient se mettre en route sur-le-champ pour assaillir les

(1) Guyart, écuyer troubadour, qui vivait à cette époque et qui accompagna Philippe-le-Bel dans cette expédition, composa vers la fin de sa vie un poëme intitulé *les Royaux lignages*, dans lequel il dit:

Aussi li sires de Chevreuze
Porta l'oriflamme vermeille
Par droite semblable pareille
A celle voir et regarde
Que l'abbé de Saint-Denis garde.

Français dans leurs quartiers devant Arras. Philippe de Flandres se garda bien de s'opposer à cette résolution, il eût perdu leur confiance; il les laissa passer l'Escaut; puis voyant cette ardeur ralentie, au bout de quatre jours de marche, ce général leur proposa de se borner à défendre les places de la Flandres gallicane, en prenant soin d'éviter le choc de l'ennemi : il savait que lasser les Français, c'était les vaincre; mais ceux-ci agissaient de manière à ne pas laisser à leurs adversaires la faculté de choisir le genre de guerre. Ayant franchi la Scarpe, ils se partagèrent en trois corps; la réserve resta avec le roi devant Douay : le premier corps, marchant sous les ordres du comte de Valois, suivit la chaussée de Tournay, sauta la Marque, et fut obligé de s'arrêter à la hauteur de Bouvines, attendu que les Flamands, ayant concentré toutes leurs forces sur ce point, couvraient Lille d'une manière parfaite. Châtillon se dirigea vers Orchies, et, plus heureux que son collègue, il se rendit maître de la place à la suite d'une vive escarmouche : la réduction d'Orchies dérangea tout le plan de campagne de Philippe de Flandres. Au moment où le connétable se préparait à former le siége de Tournay, il apprit que le comte de Valois, repoussé par l'armée flamande, venait de se replier sur Douay. A cette nouvelle, Gaucher de Châtillon exécuta son mouvement rétrograde, et rencontra en avant de Mons-en-Puelle (Mons Pavulensis) le comte de Valois. Le roi ayant quitté le camp de Douay, vint se réunir à ses lieutenants. A peine ces trois corps opéraient-ils leur jonction, que l'on fut informé de l'approche des Flamands; Philippe, leur chef, forcé de céder aux cris de ses compatriotes, accourait pour engager une action contre les Français. Ceux-ci, après avoir laissé une division dans Orchies, et le corps d'arrière-garde au blocus de Douay, se bornèrent à choisir

une belle position militaire; ils la trouvèrent au pied de Mons-en-Puelle, montagne déchirée par les flancs, et jetée comme une masse au milieu d'une plaine inégale. Cette montagne, dont la forme ne peut avoir changé, est aplatie; elle offre par le haut la figure d'un ovale presque parfait, de deux mille toises de circonférence, huit cents de long sur quatre cents de large; elle a cent toises d'élévation au-dessus du niveau des prairies environnantes (1): elle est située à quatre lieues sud de Lille, trois lieues nord de Douay, deux lieues ouest d'Orchies. La position du côté de Lille, par où venaient les Flamands, présentait un accès très-difficile: la forêt de Thumières garantissait le flanc gauche des Français, et une vallée profonde, traversée par un courant impétueux, empêchait qu'on ne pût tourner la montagne. Les historiens flamands disent que Philippe-le-Bel entra en campagne avec 50,000 hommes d'infanterie et 12,000 chevaux; Villani, qui vivait alors, le dit également: mais ce prince, ayant laissé le quart de son monde devant Douay ou dans Orchies, n'avait sur le terrain que 40,000 combattants au plus. On plaça la cavalerie dans la plaine auprès de la vallée, lieu où elle pouvait subsister plus facilement.

Les Flamands arrivèrent devant Mons-en-Puelle le 15 août 1304, au nombre de 55,000, traînant un attirail immense de chariots: ils firent les dispositions pour cerner les Français; mais la chose paraissait fort difficile, car

(1) A l'époque dont nous parlons, la montagne était nue; maintenant on y trouve quelques maisons et une église. Le village de Mons-en-Puelle est bâti sur le penchant, dans la direction sud en venant de Lille; il est dans l'intérieur des terres, à trois quarts de lieue du chemin de Douay.

de profondes excavations coupaient le terrain, l'espace d'une demi-lieue. Le connétable resta immobile sur le plateau, sans chercher seulement à troubler ces préparatifs d'attaque. Un incident singulier vint compliquer les obstacles qui s'opposaient aux desseins des Belges : au milieu de la journée plusieurs messagers accoururent annoncer à Philippe-le-Bel que la flotte flamande avait été battue devant Ostende par l'amiral Grimaldi, commandant la marine française, et que Guy, second fils du comte de Flandres, avait été pris ainsi que quantité de vaisseaux. Les chefs de l'armée de terre des Flamands avaient connaissance de ce fait depuis deux jours, mais ils eurent soin de le cacher à leurs compatriotes : Philippe-le-Bel en fit aussitôt semer la nouvelle dans le camp ennemi. Le bruit de ce désastre produisit un effet très-fâcheux sur les Flamands : cependant, soit que le roi ne se souciât point de continuer la guerre, soit que son désir fût d'user de ruse, comme Meyer et Buzelin l'assurent, il envoya des clercs de son hôtel faire des ouvertures de paix. Les bourgeois de Gand et de Bruges, les plus influents de la coalition, accueillirent ces propositions en dépit des nobles ; ils allèrent jusqu'à offrir de bâtir plusieurs chapelles expiatoires pour le repos des âmes des Français, tués dans leur ville l'année précédente. Philippe-le-Bel demandait, au préalable, qu'on lui livrât quatre places fortes et quelques factieux signalés comme les instigateurs de la révolte ; le roi accordait en même temps trois jours de trêve, à l'occasion des fêtes de l'Assomption ; il espérait que dans cet intervalle les Flamands, réfléchissant sur les conséquences de la défaite de leur flotte, acquiesceraient plus facilement à ce qu'on leur demandait. Ces préliminaires furent suivis d'un pourparler auquel on appela des chevaliers choisis par les deux partis ; la conférence se tint dans un vaste

creux qui touchait l'extrémité sud de la montagne : ce lieu est encore appelé *le Parolant ;* la tradition du pays veut que les *premières paroles* de paix s'y soient échangées. L'accord étant conclu vers le milieu du jour (15 août), le roi s'empressa de quitter Mons-en-Puelle ; car ses troupes y étaient fort pressées, manquaient d'eau et se trouvaient exposées à un soleil brûlant dont rien ne tempérait l'ardeur, puisque le plateau, dépourvu d'arbres, n'offrait aucun abri.

Philippe-le-Bel reprit le chemin de Douay, ayant l'intention de resserrer la place ; mais pendant qu'il exécutait ce mouvement rétrograde, des événements extraordinaires se passaient dans le camp des Flamands. Les chefs, passionnés encore plus que les soldats, voyaient avec regret approcher le terme de la guerre : ils ne cessaient de dire aux Gantois et aux Brugeois que la victoire, remportée par les Français sur la flotte du Texel, allait disposer Philippe à se montrer très-exigeant, et que le plus sûr moyen d'obtenir des conditions avantageuses serait de venger ce revers par un succès éclatant. Cet avis imprudent prévalut ; et, par une résolution subite, il fut décidé que l'on romprait aussitôt la trêve, et que l'on continuerait les hostilités. Le lendemain les Flamands, jugeant la position de Mons-en-Puelle très-favorable à leurs desseins, y montèrent par un ravin profond qui entame la montagne du côté du nord : les habitants du canton l'ont surnommé *la voie des Flamands ;* on laissa les bagages et les chevaux dans les anciens camps du *Hamel* et de *Vincourt.* Les Belges voulurent agir comme à Courtray, ne doutant pas que les Français ne fissent tous leurs efforts pour les débusquer ; en conséquence, ils ne travaillèrent qu'à rendre le plateau inabordable du côté de Douay, le seul qui fût accessible : il importait d'en barrer le front, pour que la cavalerie française ne pût y

passer. A cet effet, ces gens rassemblèrent au bas de la montagne leurs 1,500 chariots, fort longs et très-massifs; ils les attachèrent tous au moyen de cordes ou de chaînes, ayant soin d'ôter à chacun d'eux une roue pour qu'ils fussent plus difficiles à mouvoir : ils placèrent derrière ces palissades de nouvelle invention, les catapultes, machines lourdes, qui lançaient de gros traits. Cette ceinture de chariots embrassait un circuit d'une lieue (1) : on y laissa cinq ouvertures.

Les bourgeois de Flandres, toujours prévenus contre la chevalerie de leur pays, exigèrent que les nobles missent pied à terre pour combattre, et qu'ils laissassent leurs chevaux dans le camp, espérant leur enlever ainsi les moyens de trahir s'ils en avaient l'intention.

Les Belges se formèrent en masse, faisant face à Douay; ils mirent au centre ceux de Courtray, d'Ypres et de Lille, commandés par Robert de Namur et Guillaume de Juliers; Philippe de Flandres se posta à la gauche avec ceux de Bruges. Jean de Hainaut, menant ceux de Gand, se plaça à la droite; le revers de la montagne était couvert d'archers et d'artisans, chargés de servir les catapultes. Philippe-le-Bel fut informé dans la nuit que les Flamands venaient d'exécuter un mouvement qui annonçait la rupture de la trève : aussitôt il manifesta l'intention de les attaquer. Gaucher de Châtillon mit une promptitude merveilleuse à remplir les intentions de son maître; et l'armée française parut, le 17 au matin, devant Mons-en-Puelle : elle s'établit sur un terrain inégal, appuyant sa gauche au bois de Thumières, la droite à d'autres bois vagues. Les deux ailes s'étendirent en se courbant, afin d'envelopper la position. On montre aux voyageurs, dans le rayon de terrain jadis occupé par l'armée de Philippe-

(1) Villani, liv. IX.

le-Bel, des quartiers de terre appelés, la pièce *des nostres*, la pièce *des nobles.*

Gaucher de Châtillon alla reconnaître lui-même la position de l'ennemi, et prenait les mesures les plus sages pour l'y forcer, lorsque Charles de Valois, n'écoutant que son impétuosité, voulut rompre avec de la cavalerie les palissades des chariots, ne doutant pas que les féodaux, montés sur de hauts destriers, ne pussent atteindre de leurs lances les Flamands, cachés derrière ces retranchements : il fit tuer beaucoup de monde sans utilité aucune. L'ennemi, encouragé par ce succès, envoya des détachements de plusieurs centaines d'hommes attaquer les avant-postes français, sans leur laisser de relâche, manœuvre qui inquiétait au dernier point les soldats de Philippe-le-Bel; car ils auraient préféré rester dans leur camp durant la chaleur, qui était telle, que le ciel paraissait enflammé : la journée du 17 se passa ainsi en escarmouches continuelles. Le roi, voulant essayer de reprendre les négociations, dépêcha plusieurs parlementaires, conduits par un chevalier de l'hôtel du comte de Savoie ; mais les Flamands les accueillirent mal, et tuèrent le banneret qui criait vainement : *La paix, la paix!*

Cependant les Belges se trouvèrent assez embarrassés vers la fin de la journée; ils étaient privés d'eau, inconvénient fort grave dans cette saison ; les partis de cavalerie envoyés par Gaucher battaient la campagne depuis le matin, et avaient empêché les fourrageurs de se procurer des vivres frais.

Le lendemain, 18 août, le roi tint conseil de grand matin; on y décida de partager l'armée en trois corps, pour forcer la position par tous les points : le comte de Savoie fut chargé d'agir par l'*ouest*, le comte de Valois par l'*est* et par le *nord ;* c'est là que parquaient les bagages de l'ennemi et les chevaux de la noblesse de

Flandres. Le connétable se promit d'enlever les palissades que formaient les chariots : ces trois attaques s'exécutèrent avec intelligence et valeur. Le comte de Savoie et le comte de Valois, ayant tourné la montagne chacun de son côté, se réunirent ; les deux généraux taillèrent en pièces les divisions qui gardaient les quartiers, les emportèrent et s'établirent dans le premier camp des Flamands, refoulant sur le Mons-en-Puelle ceux qui en étaient descendus : ainsi, la montagne tout entière séparait le comte de Valois de Philippe-le-Bel. Le bruit que faisaient les combattants parvint néanmoins jusqu'à Châtillon, qui comprit que son collègue en était venu aux mains; il s'avança aussitôt pour le seconder, mais il échoua dans sa première tentative contre les chariots; changeant alors de manœuvre, le connétable envoya l'un après l'autre plusieurs détachements, afin de fatiguer les Flamands et de les obliger à épuiser leurs flèches. Jugeant que les décharges mollissaient, il fit avancer en masse tout son corps d'armée. Les Français, stimulés par la présence de leur roi et par l'exemple de Gaucher, s'élancent sur les chariots, y montent, et s'en servent à leur tour avec avantage : placés sur ces palissades, les Gascons, les Languedociens et les Provençaux (1) accablent de leurs traits les Flamands éperdus, en tuent un nombre considérable, et contraignent le reste à se réfugier vers le haut du plateau. Il paraissait aisé de poursuivre l'ennemi jusque dans sa dernière retraite, le roi et le connétable ne le jugèrent pas convenable ; ils ordonnèrent aux trompettes de sonner le ralliement pour faire cesser le combat : les Français furent d'autant plus dociles à répondre à ce commandement, que, mourant de soif, ac-

(1) Villani, liv. IX.

cablés de lassitude après une lutte de quatre heures sous un soleil ardent, ils n'aspiraient qu'à goûter un moment de repos. Les soldats du comte de Valois s'établirent donc au milieu du camp des Belges, dont ils s'étaient emparés, et ceux du connétable rentrèrent dans leurs quartiers, où se trouvait déjà le roi; quelques troupes restèrent pour garder les chariots conquis; les uns et les autres s'abandonnèrent au sommeil avec d'autant plus de sécurité qu'on ne pensait pas que les Flamands, battus, découragés, voulussent recommencer l'action : mais le Ciel se plaît à tromper les calculs des hommes. Les Belges, refoulés sur le Mons-en-Puelle, s'y pressaient les uns sur les autres : privés d'eau et de vivres depuis deux jours, se voyant dévoués à une mort certaine s'ils restaient sur le plateau, ces gens prirent le seul parti qui convenait dans leur situation désespérée. Frappés du silence qui régnait dans le camp ennemi, ils résolurent d'y porter le ravage et l'effroi; en conséquence, ils se partagèrent en deux grandes masses : le comte de Juliers et Jean de Hainaut se mirent à la tête de la première; Philippe de Flandres et Robert de Namur se chargèrent de guider la seconde. Les dispositions préliminaires étant achevées, les Flamands descendent du Mons-en-Puelle par deux côtés opposés, sans proférer un seul cri, et se répandent comme un torrent dans les quartiers du roi, ainsi que dans ceux du comte de Valois; les postes avancés sont égorgés avant d'avoir pu donner l'alarme. Cette attaque fut si brusque, que le comte de Valois, l'homme le plus audacieux de son temps, frappé d'une terreur soudaine, s'élança sans cuirasse et sans casque sur un cheval à poil, et prit la fuite; ses sens étaient si troublés, qu'il ne s'aperçut pas que son coursier l'emportait sur la route de Lille, gardée par les Belges. Le comte de Saint-Paul, comme lui vieilli dans

les combats, montra encore moins de résolution : cet exemple fut bientôt imité par les nobles, qui, plongés dans le sommeil, en furent arrachés par les bruyantes clameurs des soldats effrayés; ils abandonnèrent le camp avant même que les Flamands les eussent atteints. La plaine fut en peu de temps couverte d'hommes et de chevaux courant en désordre et se heurtant entre eux; la plupart de ces féodaux avaient affronté maintes fois des ennemis plus nombreux et plus redoutables; ils s'étaient signalés en Palestine, en Italie et en Espagne, et n'avaient cessé de montrer pour la mort un mépris héroïque : maintenant ils fuient honteusement devant des compagnies bourgeoises, novices dans le métier des armes; ils fuient sans savoir quel est le péril qui les menace.

Les Flamands se seraient ménagé un succès complet si le calme eût présidé à l'exécution de leur entreprise : ces hommes, exaltés par le désespoir, s'avancèrent avec tant de précipitation, qu'ils n'aperçurent pas les profondes excavations qui bordaient les flancs de la montagne; ils y tombèrent, et furent long-temps sans pouvoir s'en retirer : des milliers d'entre eux y furent écrasés; quelques centaines d'hommes seulement pénétrèrent dans le camp des Français, et ne purent profiter de ce premier avantage, ce qui donna le temps aux gens du comte de Valois de se reconnaître et de revenir de leur panique.

Sur le point opposé, le sort favorisa également les Flamands à leur début : ils se dirigèrent, en courant comme des furieux, vers la tente du roi, devant laquelle on voyait flotter l'oriflamme. Philippe-le-Bel, accablé de lassitude, se trouvait presque sans vêtement. Il se releva, prit son casque, ses gantelets, son épée et sa cotte d'armes parsemée de fleurs-de-lis d'or; mais les serviteurs fidèles qui l'entouraient, comprenant l'im-

minence du danger, conçurent l'heureuse idée de lui arracher cette cotte d'armes qui pouvait le faire reconnaître : une précaution aussi sage sauva le prince ; car les Flamands, animés tous du seul désir de l'immoler, le cherchaient avec ardeur; ils se précipitèrent sur les nobles de la première division, et les renversèrent, puis arrivèrent jusqu'à Philippe, fondirent sur lui sans le connaître, et le jetèrent en bas de son cheval : ces assaillants furent repoussés par la foule des chevaliers qui s'étaient serrés pour former au monarque un rempart de leurs corps. Les Flamands, le voyant défendu aussi vigoureusement, l'abandonnèrent, le prenant pour un simple baron combattant à la tête de sa chevauchée : ils entrèrent dans la tente royale pour y fouiller; mais à la vue des mets tout préparés, des vases pleins de vin, les Flamands ne purent se contenir, et oubliant de poursuivre Philippe-le-Bel, que chacun d'eux croyait dans la plaine, ils ne songèrent plus qu'à apaiser leur faim et surtout à étancher la soif qui les dévorait; on les vit se battre entre eux pour conquérir ces mets, dont la possession leur paraissait dans ce moment préférable à tous les trésors de la terre. Une confusion inexprimable régnait sur tous les points du camp; les nobles, s'éveillant en sursaut, étaient assaillis avant d'avoir pu saisir leurs armes: l'un courait se rallier au pennon du banneret, et rencontrait la mort sur son passage; l'autre, étourdi du tumulte, allait se mêler aux Flamands qu'il voulait éviter; tous, frappés de vertige, se précipitaient dans les différentes issues sans savoir où ils portaient leurs pas. Enfin, revenus de cette terreur, les Français et principalement les chevaliers songèrent au péril que Philippe-le-Bel devait courir ; ils se dirigèrent par pelotons vers la tente du prince, en criant : *Au roi, au roi!* la plupart, arrivant isolés, succombaient

dans leurs généreux efforts : quelques autres, plus heureux, parvinrent à percer la foule, et ouvrirent une voie à leurs compagnons d'armes qu'une seule pensée dominait, *sauver le roi*; ils vinrent se rallier autour de l'oriflamme, que le sire de Chevreuse ne cessait d'agiter. Ce vaillant chevalier ne fut occupé pendant plusieurs heures qu'à hausser la bannière, ou à se défendre lui-même avec le fer de la lance; exténué de fatigue, il tomba enfin et expira sous le poids de ses armes : les Flamands arrachèrent le drapeau de ses mains défaillantes; cette conquête leur fit pousser des cris de joie, ne doutant pas de posséder la véritable oriflamme (1).

Cependant Châtillon, retenu au centre de la dernière ligne, avait su se garantir de l'épouvante qui frappait tous les esprits : il rallia autour de ses étendards les chevaliers éperdus; le calme qu'il montrait ranima leur courage; de l'effroi ils passèrent bientôt à la honte, et puis à la rage : le connétable les forme en colonne serrée, et leur montrant la tente royale, il dit : *C'est là où est le danger, c'est là où nous devons courir* (2).

Cette fière phalange s'avance rapidement, passe sur le ventre des Flamands, balaye la plaine, et opère sa

(1) Voici comment le poète Guyart, contemporain, raconte le fait:

Ansiau de Chevreuse
Fu, comme nous aprîmes,
Esteint en ses armes mêmes
Du trop grand chaleur et retraite,
Et l'oriflamme contrefaite.
Chai à terre et la saisirent
Flamens qui après s'enfuyèrent.

(2) Guyart.

jonction avec Philippe-le-Bel, qui contenait des flots d'ennemis par son sang-froid et par son courage: il ne portait sur sa personne, il est vrai, aucune marque distinctive de la puissance, mais sa valeur aurait dû le faire reconnaître pour le roi de France. La conduite de ce prince fut d'autant plus admirable, qu'il paraissait pour la première fois dans les combats. Depuis une heure il tenait tête à l'ennemi, n'ayant autour de lui que quelques escadrons, arrivant les uns après les autres : c'est ainsi que 1,500 nobles se firent tuer en détail sous les yeux du monarque, qui aurait fini par succomber dans cette lutte si Châtillon ne fût venu le dégager. Robert de Namur, voyant approcher le connétable, essaya de ranger en ligne les Gantois et les Brugeois pour livrer un combat régulier; mais il fut culbuté à la tête de ses gens, et tomba mort sous les coups des féodaux que conduisait Gaucher (1). Le connétable poursuivit ses avantages, dispersa ceux qui enveloppaient la tente du roi, et voyant son maître hors de danger, il ne cessa de pousser les Flamands, lesquels, reculant en désordre, se laissaient fouler aux pieds de la cavalerie française : ceux qui purent échapper à ce carnage se trouvèrent trop heureux de gagner une seconde fois le Mons-en-Puelle; ils y parvinrent lorsque les Flamands de Guillaume de Juliers montaient par le côté opposé. Ces derniers avaient essuyé les mêmes revers : ayant eu quelque temps la victoire dans leurs mains, ils ne purent soutenir la furie du comte de Valois. Ce prince, aveuglé par l'épouvante, courut une lieue sur la route de Lille, puis s'arrêta : honteux de sa frayeur, tremblant pour sa renommée si étrangement compromise, songeant à la position du roi son

(1) Guyart.

frère, il revient précipitamment sur ses pas, rallie les nobles qui erraient confusément dans la plaine, vole à leur tête et se précipite avec fureur sur les Flamands qui se gorgeaient de vin dans le camp; ceux-ci, surpris à leur tour, embarrassés du butin qu'ils avaient ramassé, sont assaillis et mis dans une déroute complète. Le comte de Valois, que le souvenir de sa fuite excite encore davantage, se montre impitoyable, et ne veut accorder aucun quartier. Les historiens de Flandres assurent que les soldats du comte de Juliers, revenus de leur effroi, battirent en retraite en bon ordre vers le Mons-en-Puelle et regagnèrent le plateau sans avoir été entamés par le comte de Valois (1).

Le roi fit sonner la retraite, et les deux portions de l'armée se réunirent en entier devant le camp de Philippe. Le monarque, irrité du danger qui le pressait naguère, tint conseil dans sa tente et ouvrit l'avis de diriger une nouvelle attaque contre la montagne pendant la nuit : le connétable, les hauts barons, tous les nobles enfin, brûlant de venger leur affront, appuyèrent vivement cette détermination; mais les Flamands ne les attendirent point : profitant de la clarté de la lune, ils descendirent du Mons-en-Puelle par le ravin, et prirent le chemin de Lille, resté libre; la tête de leur colonne avait déjà fait une lieue avant que les Français eussent commencé à gravir le rocher par le côté du sud. Châtillon, conduisant la première division, ne trouva que des blessés gisants à terre : ces malheureux, laissés par l'ennemi faute de moyens de transport, racontèrent comment Philippe de Flandres venait de quitter le Mons-en-Puelle. Le roi, informé de cet événement, refusa de s'engager dans la plaine pour courir après l'ennemi, craignant

(1) Meyer. — Buzelin, Gallo-Flandria.

sans doute de tomber dans quelque piége au milieu d'un pays soulevé : d'ailleurs ses bataillons réclamaient impérieusement quelque repos après une journée aussi pénible.

Le troubadour Guyard, le continuateur de Guillaume de Nangis et Villani, tous trois contemporains, racontent ainsi cette bataille ; le dernier, qui voyageait alors en France, suivit les opérations de la guerre, et visita le Mons-en-Puelle le surlendemain de l'action ; les corps des gens tués n'étaient point encore enlevés : *Io scriptore fui nel campo ove fue la battaglia, et vidi tutti i corpi morti et ancora interi, et la detta battaglia fue all'uscita di septembre* (1), *li anni domini* 1304. (Villani, 1559 ; in-4°, pag. 315.)

Philippe combla de grâces ceux qui le secondèrent en cette occasion ; il donna la seigneurie de Rosoi à Gaucher de Châtillon, dont le sang-froid et la présence d'esprit empêchèrent un désastre qui serait devenu aussi sanglant que celui de Courtray : la gloire que le connétable y acquit, le plaça dans l'opinion publique au-dessus de tous les autres généraux. L'orgueilleux comte de Valois, irrité de cette préférence, lui jura une haine implacable.

Les historiens de Flandres, Meyer et Buzelin, assurent que les Français perdirent autant de monde que les Belges, ce qui n'est pas vraisemblable ; mais ce qu'on ne peut mettre en doute, c'est qu'on eut à regretter un nombre considérable de nobles : on distinguait parmi eux Jean de Boulogne, jeune prince âgé de quinze ans,

(1) Il ne faut pas s'étonner si Villani place la bataille à la fin de septembre, au lieu du milieu d'août (18) ; c'est que le calendrier d'Italie ne s'accordait pas avec le nôtre : la concordance serait facile à rétablir.

Ansiau de Chevreuse, André de Courtarvel, Ferri Duchatelet, Robert de Montberon : Pierre et Jacques Gencien, deux frères appartenant à la haute bourgeoisie de Paris, furent tués aux pieds du roi après l'avoir défendu avec une opiniâtreté héroïque ; Heugues de Bouville, chambellan du roi, preux renommé par ses exploits, périt avec eux : Jean de Malet, tombé devant le prince qu'il cherchait à couvrir de son corps, eut l'œil droit percé d'une flèche; il fut tué vingt-quatre ans après, au combat de Maraux.

La bataille de Mons-en-Puelle ne termina point la guerre; Philippe-le-Bel, déterminé à poursuivre les vaincus, voulut que l'armée s'ébranlât le lendemain. Le connétable se mit à la tête du premier corps; il arriva devant Lille, où la défaite des Flamands avait répandu l'épouvante, en forma le siége, et la contraignit de capituler; mais on ne tarda pas d'apprendre que de nouvelles levées, venant de Gand, d'Ypres, de Bruges, accouraient au secours de la place; on eut la certitude que ces contingents réunis composaient une masse de 60,000 combattants. Etonné qu'après tant de revers l'ennemi lui opposât des forces aussi considérables, le roi s'écria : *Nous n'en aurons jamais fini, il pleut donc des Flamands!*

Philippe de Juliers et les milices bourgeoises s'arrêtèrent à Roubaix, menaçant le camp des Français; ils envoyèrent demander au roi de clore sur-le-champ la querelle par un traité de paix, ou par un engagement décisif. Le comte de Valois désirait qu'on optât pour le dernier parti; Châtillon, plus sage, se prononça en faveur de la paix, quoique la guerre dût lui offrir des moyens certains pour accroître sa renommée; mais le bien de l'Etat l'intéressait davantage: il engagea Philippe-le-Bel à ne pas repousser les propositions des Flamands,

et à terminer cette lutte sanglante au moyen d'un traité avantageux. Le duc de Brabant et le comte de Savoie appuyèrent cet avis, et se portèrent pour médiateurs : la paix fut conclue ; le roi de France en dicta les conditions. Lille, Douay et Orchies, lui furent cédées en toute propriété; les Flamands payèrent 100,000 livres en dédommagement. Gaucher de Châtillon accompagna Philippe-le-Bel à Paris ; le monarque y fit une entrée triomphale, et consacra dans l'église de Notre-Dame son casque, son épée et ses gantelets, afin d'accomplir le vœu qu'il avait fait en se voyant surpris par les Flamands. Jaloux de perpétuer le souvenir de cet événement, ce prince voulut qu'on plaçât dans la primatiale une statue équestre qui le représentait sans cotte d'armes, à moitié vêtu, tel qu'il combattit durant plusieurs heures au Mons-en-Puelle.

LIVRE II.

Gaucher de Châtillon dirige l'expédition de Navarre. — Procès des Templiers. — Mort de Philippe-le-Bel.

GAUCHER DE CHATILLON, premier ministre d'un prince dont le règne fut si laborieux, ne pouvait manquer d'avoir une vie fort occupée ; à peine venait-on de conclure avec les Flamands un traité qui semblait devoir assurer à la France un long repos, qu'on se vit dans la nécessité de réprimer des séditions qui s'élevèrent au sein de Paris : les fauteurs de ces troubles furent les Templiers, et le prétexte, l'altération des monnaies. La dernière expédition de Louis IX en Afrique, celle de Philippe III en Aragon et dans la Navarre, ayant épuisé les ressources de l'Etat, Philippe crut remédier à la pénurie du numéraire en élevant le titre des monnaies : le premier essai d'une mesure si désastreuse eut lieu en 1297, pour subvenir aux frais de la guerre de Flandres. Il n'existait alors ni crédit ni système de finances, on ne connaissait aucun des principes qui peuvent servir de base à

la juste répartition des impôts. Le roi n'appréciait point les conséquences d'une pareille mesure : l'empressement qu'il mit à se rétracter en est la preuve irrécusable. En effet, par une déclaration de 1302, il hypothéqua ses propres domaines et ceux de la reine Jeanne de Navarre, pour indemniser les familles que l'altération des monnaies avait lésées : rien n'était plus généreux; cependant on a beaucoup parlé de la faute commise par ce prince, et nullement de la réparation. A la manière dont s'expriment sur son compte les historiens modernes, on croirait que Philippe-le-Bel dissipait follement les revenus de l'Etat : nul ne mit au contraire plus de règle dans ses dépenses : il les écrivait minutieusement sur des tablettes de cire très-minces, qui formaient un gros in-folio. On découvrit, en 1730, plusieurs de ces tablettes dans la bibliothèque du savant père Petau. (Mémoires de l'Académie des inscriptions, tome xx, page 278.)

Châtillon essaya inutilement de dissuader le roi de prêter l'oreille aux deux Florentins Musciotti et Bichi, qui lui donnaient le funeste conseil de falsifier les monnaies : pour la première fois on n'eut pas égard à son zèle. Cependant les embarras qui résultèrent de cette pratique augmentaient chaque jour; le peuple, en tout temps instrument aveugle des factieux, se mutina (1306), à l'instigation des Templiers qui possédaient des richesses immenses. Paris se trouva livré pendant plusieurs jours aux plus affreux désordres; la populace cerna la demeure royale, s'empara des vivres qu'on voulait y introduire, les traîna dans la boue en signe de mépris, au lieu de les faire servir à son propre usage. Châtillon avait déploré la faute de Philippe; sujet soumis et fidèle, il courut à son secours, amenant trois cents chevaliers bien dévoués : il perça la

foule, et vint se renfermer dans le Louvre (1). Le roi lui confia le soin de dissiper cet attroupement. Châtillon laissa crier les factieux rassemblés devant la forteresse : ils appelaient hautement Philippe *le faux monnoyeur*. Lorsque le connétable vit que le peuple se lassait et que la multitude s'écoulait, il sortit au galop, fondit sur le rassemblement, le dispersa, et s'empara d'une vingtaine de mutins parmi lesquels on saisit plusieurs Templiers déguisés : grâce à sa vigueur et à sa prudence, cette sédition fut apaisée en quelques heures, et tout rentra dans l'ordre accoutumé.

Paris ne fut pas le seul lieu où l'autorité royale rencontrait des rebelles. La Navarre, dépendante de la couronne, regardait comme un joug honteux l'honneur d'être attachée à la France. Les princes de la Péninsule ne cessaient d'exciter les Navarrois à la révolte, afin de s'emparer de leur pays : Philippe résolut d'y envoyer son fils, pour ranimer le zèle de ces partisans. Louis Hutin comptait au plus dix-huit ans ; il ne pouvait lui seul remplir les vues de son père : Gaucher de Châtillon fut choisi pour l'accompagner ; en partant il reçut des pleins-pouvoirs. Philippe, par un édit du mois de mars 1308, donna à la charge de connétable des priviléges si étendus, que Châtillon se vit placé au-dessus des autres dignitaires de la couronne, et même des princes du sang.

Le connétable et le jeune Louis partirent en 1309. Ils trouvèrent les esprits mal disposés en faveur de la France :

(1) Presque tous les historiens se trompent sur ce point ; ils disent que le roi habitait alors le Temple, qui ne fut confisqué qu'en 1308. Philippe, vu les réparations que l'on faisait à l'ancien palais, résidait alors dans une vaste maison dont on voit encore la cour et la façade intérieure dans la rue des Bourdonnais. Le Louvre était une espèce de forteresse, qui pouvait offrir un refuge en cas d'insurrection.

le roi d'Aragon voyait d'un très-mauvais œil l'arrivée des Français. Il fallut toute la force de caractère, toute l'énergie de Châtillon, pour contenir autant d'ennemis: il fit couronner avec magnificence son pupille dans Pampelune, le 5 juin. Le lendemain Gaucher marcha contre les rebelles, les battit et les dispersa; ne voulant point exaspérer la Navarre par des moyens trop rigoureux, il se contenta d'envoyer prisonniers à Paris Martinez d'Aybar et Almaravid, deux chefs dont l'influence lui paraissait trop dangereuse. En quittant la Navarre le connétable emmena, moitié de gré, moitié de force, 300 hidalgos des meilleures familles du pays, en leur promettant des établissements avantageux dans les états de Philippe; cette mesure devait produire deux bons effets: le premier, d'exciter l'émulation du reste de la chevalerie navarroise, et de l'attacher par l'appât de la fortune; le second, de s'assurer de la fidélité de la nation, dont ces 300 hidalgos allaient devenir les otages. Châtillon se hâta de regagner Paris pour presser, non pas le supplice, mais le procès des Templiers commencé depuis quelques mois, en vertu du commandement exprès de Philippe-le-Bel.

On aurait une idée véritable des événements, si on les jugeait sur le caractère et sur la moralité des hommes qui les dirigèrent. Gaucher se recommandait à l'estime publique par les qualités les plus éminentes: on le voit rempli de loyauté, de désintéressement, d'humanité, ardent pour la gloire et le bonheur de son pays; néanmoins il n'hésite pas à se prononcer hautement contre les Templiers: ne doit-on pas considérer son blâme comme une forte présomption à leur égard?

Nous ne chercherons pas à expliquer comment un ordre d'abord pénitent et quêteur devint si prompte-

ment puissant : des feudataires ruinés par les croisades, d'autres dont la puissance royale avait diminué les prérogatives, se jetèrent dans une corporation qui, ne connaissant d'autre autorité que celle du pape, se trouvait indépendante au milieu de la France ; les uns y apportèrent un courage entreprenant, les autres des domaines et des priviléges féodaux qui leur restaient encore, entre autres celui de battre monnaie, ce qui en peu de temps augmenta prodigieusement les richesses des chevaliers. L'opulence engendre la corruption ; les Templiers, à la fois religieux et soldats, menant une vie errante et vagabonde, pouvaient difficilement rester fidèles à leur vœu de chasteté : un proverbe populaire, parvenu jusqu'à nous, atteste qu'on ne doit pas ranger la sobriété au nombre de leurs vertus. . . . . .

Nous ne parlerons pas de cette superstition ridicule et cruelle dont on les accusa ; il serait cependant assez juste de ne pas les regarder comme exempts des vices d'un siècle ignorant et grossier : nous conviendrons même que tout ce que l'on a dit sur les ridicules momeries usitées à la réception d'un de leurs adeptes est faux et controuvé, quoique de nos jours, au milieu d'un siècle éclairé, l'on voie reproduire fréquemment ces jongleries dans les sociétés secrètes.

Long-temps avant que l'on songeât à détruire cet ordre, il fut accusé d'avoir trahi saint Louis dans la Palestine, et d'avoir été la cause de ses revers ; les preuves matérielles de cette félonie sont restées ensevelies dans l'ombre : il est surprenant néanmoins que les diverses chroniques se soient accordées sur ce point. Les Templiers étaient devenus les arbitres des petits princes d'Antioche, de Chypre, de Jérusalem : ils inquiétaient la puissance des soudans, et concluaient fréquemment des ligues avec eux. Saint Louis, arri-

vant en Orient avec une armée formidable, devait annuler ou au moins affaiblir considérablement leur suprématie. Le roi se vit en butte aux plus cruelles infortunes, après les plus beaux triomphes : les infidèles déjouaient tous ses plans, le devançaient dans ses opérations, et paraissaient instruits de ses intentions les plus secrètes. Dès que le monarque eut quitté la Palestine, les soudans, qui n'avaient plus besoin des services occultes des Templiers, leur enlevèrent la majeure partie des principautés. Les chevaliers, pressentant une ruine complète, s'empressèrent de réaliser des sommes considérables, et au bout de quelque temps passèrent en Europe, se répandirent dans les divers royaumes, y apportant des vices et des trésors : ils formèrent de nombreux établissements. Ces chevaliers prirent pour règle de se montrer très-indépendants à l'égard des rois et très-soumis envers le Saint-Siége, qui leur accorda une protection spéciale et les constitua en un corps régulier. Saint Louis et Philippe-le-Bel les avaient vus, non sans beaucoup de peine, prendre de l'extension en France. Philippe-le-Bel manifesta, dès le premier jour de son règne, l'intention de briser le pouvoir exorbitant de la féodalité. Un grand nombre de feudataires, pour se soustraire à l'autorité d'un monarque qui s'annonçait d'une manière si hostile, se jetèrent dans l'ordre des Templiers et lui communiquèrent une force qui réduisit souvent Philippe au silence. Toutes les fois que ce prince, donnant un libre essor à son génie, voulait introduire quelque amélioration dans l'administration des provinces, ou corriger quelque abus désastreux, il se voyait traversé par les Templiers dont la résistance se montrait opiniâtre, vu que ces nouveaux règlements, n'ayant pour but que l'intérêt du peuple, lésaient les intérêts de l'ordre. Philippe et ses ministres comprirent

bientôt que l'existence d'une corporation opulente, belliqueuse, toujours armée, était incompatible avec les constitutions qui régissaient l'Etat : on voulut d'abord la réduire, mais elle se rébella; ses agressions devinrent de plus en plus dangereuses. Le roi, jaloux de ses droits, résolut d'anéantir des ennemis qui les attaquaient sans cesse.

Le conseil se composait d'hommes qui se recommandaient à l'estime de leurs concitoyens par une expérience consommée, Gaucher de Châtillon, le duc de Bourgogne, Miles Desnoyers, Nogaret, Marigny. Le roi convint avec eux qu'on n'opposerait qu'une faible résistance aux empiétements des Templiers, afin de les laisser commettre des fautes qui les perdraient dans l'opinion publique. La première fut d'insulter par un luxe oriental le monarque, qui vivait dans la plus stricte économie (1), et d'étaler le faste lorsque la nation appauvrie s'imposait chaque jour de nouvelles privations. En effet, ils possédaient dans la capitale plusieurs palais somptueux, où tout respirait la prodigalité.

Lorsque les démêlés de Philippe-le-Bel avec Boniface éclatèrent, on sait avec quel zèle la chevalerie, le clergé et le tiers-état servirent la cause du prince : au lieu de suivre un pareil exemple, les Templiers embrassèrent très-chaudement la défense du pontife, disant qu'ils ne relevaient que du Saint-Siége (2); ils envoyèrent des sommes considérables à Rome, au mépris des ordres du roi. Boniface, se voyant soutenu par

(1) On voit dans les Cartulaires de Philippe-le-Bel (Decamps), un grand nombre d'ordonnances qui règlent d'une manière très-particulière les dépenses de la maison du monarque : une loi somptuaire bornait à quatre plats le service de sa table.

(2) Dupuis, Grutler, historiens des Templiers.

de si puissants auxiliaires, devint plus ardent dans ses agressions. Enfin, des revers plongèrent le royaume dans la désolation, lors de la guerre de Flandres : Philippe convoqua le ban et l'arrière-ban ; les Templiers refusèrent de concourir à la défense d'une terre dont l'ordre recueillait les fruits ; ils osèrent entraver l'opération de la levée en empêchant leurs arrière-vassaux d'aller joindre l'armée : ils possédaient deux mille commanderies en France, et l'on remarqua que les provinces qui en comptaient le plus furent celles qui fournirent le moins de soldats, telles que la Provence, le Poitou et le Périgord.

Philippe avait causé, contre son gré, de nombreux embarras par l'édit concernant les monnaies : les Templiers, ayant entre leurs mains un numéraire immense, se trouvaient gravement lésés ; ils excitèrent le mécontentement par leurs assertions mensongères, provoquèrent la révolte au sein de Paris et assiégèrent le roi dans son palais, guidant eux-mêmes les factieux dans leur criminelle entreprise. C'est alors que Philippe-le-Bel, indigné qu'une corporation, prétendue religieuse, eût le pouvoir de faire soulever une population tout entière, songea à lui porter les derniers coups. Châtillon, qui revenait de son expédition de Flandres, le raffermit dans ses intentions et l'aida de toute son influence. De quels ménagements ne fallait-il pas user envers de pareils adversaires ! Les griefs que nous venons de détailler étaient de véritables crimes en politique, mais le vulgaire ne les appréciait point assez ; il fallut, pour perdre les Templiers, leur en imputer qui fussent à la portée des esprits les moins élevés : on les accusa d'impiété ; c'était les traduire au tribunal de toutes les consciences. Philippe-le-Bel débuta par se ménager l'assentiment du pape, sans la coopération duquel ce prince

ne pouvait rien tenter. Sur ces entrefaites, Benoît XI descendit au tombeau : Philippe conçut le hardi projet de placer la tiare sur la tête d'un cardinal français, et de faire transférer le Saint-Siége dans une ville épiscopale du royaume ; on sait qu'il y réussit. Le roi, en secondant l'élection de Bertrand de Goth, archevêque de Bordeaux, y mit la condition, que le nouveau pontife l'aiderait de son côté à détruire l'ordre des Templiers. Cet accord fut conclu secrètement dans une entrevue qui eut lieu non loin de la ville de Saint-Jean-d'Angély, en mai 1305.

Bertrand de Goth fut élu pape sous le nom de Clément V; et, prétextant les dissensions qui désolaient l'Italie, il annonça l'intention de résider en France jusqu'à ce qu'ils fussent apaisés. Le pape convoqua les cardinaux dans la ville de Lyon, où il désirait être couronné ; le roi s'y rendit, accompagné de son frère et d'une suite brillante : la cérémonie se fit le 14 novembre 1305, elle fut troublée par une catastrophe épouvantable. Au moment où le cortége descendait du palais de St-Just, par le chemin si rapide appelé aujourd'hui le *Gourguillon*, un pan de muraille surchargé de spectateurs s'écroula, et en tombant écrasa Jean II, duc de Bretagne ; Charles de Valois, qui tenait la bride de la haquenée du pape, fut blessé grièvement : on arracha Clément V du milieu des décombres, sa tiare s'était brisée ; il s'en détacha une superbe escarboucle, estimée six mille florins, que l'on ne put jamais retrouver. Le lendemain, le pape dînant au palais archiépiscopal, ses domestiques se prirent de querelle avec ceux des cardinaux ; le frère du pontife, Galard de Goth, ayant voulu apaiser le désordre, fut tué : on chercha vainement à découvrir l'auteur de ce meurtre. Dans la même semaine, la ville de Noyon fut détruite aux deux tiers par un incendie : un bourgeois, pour plaire à quelques femmes,

s'imagina de chauffer un bain au moyen du feu grégeois dans la maison publique des étuves; les flammes, trop vives, s'élancèrent dans tout le bâtiment, qui s'embrasa sans que l'on pût éteindre le feu grégeois : l'incendie gagna en peu de temps tous les quartiers (1). Ces tragiques événements, regardés dans le monde comme un présage funeste, n'effrayèrent point Philippe-le-Bel et ne le détournèrent point de ses desseins contre les Templiers. Ce prince employa deux ans à recueillir des documents, il fit prendre des informations sur l'existence intérieure des Templiers : ceux-ci avaient soin de l'envelopper de beaucoup de mystère. Quelques chevaliers, qui s'étaient détachés en Orient de la corporation, lui fournirent des renseignements plus ou moins authentiques.

Vers la fin de septembre 1307, les baillis, les gouverneurs des provinces reçurent un paquet cacheté du sceau particulier du roi : on leur enjoignait de ne l'ouvrir que dans la nuit du 12 au 13 octobre; on les rendait responsables, sur leur tête, de l'exécution du mandat. Le cachet fut brisé à l'heure indiquée, et les baillis trouvèrent l'ordre d'arrêter à l'instant même tous les Templiers, sans égard à aucune considération. Le secret avait été si bien gardé, que pas un seul de ces chevaliers ne fut informé du danger qui les menaçait tous. Ces précautions paraîtront toutes naturelles, si l'on songe à la puissance qu'exerçaient les Templiers dans les provinces: prévenus du coup qui allait les frapper, ils auraient couru se renfermer dans leurs châteaux-forts, où ces chevaliers entretenaient des garnisons formées de soldats stipendiés, la plupart étrangers et disposés tous à défendre au prix de leur sang les intérêts de l'ordre;

(1) Chronique de Gilles de Muisit, Mss. — Walckenaër.

il eût fallu que le roi mît sur pied des armées pour les réduire : on jugea plus opportun de les saisir au milieu des cités, au sein de leurs magnifiques palais. On s'empara, dans Paris, de cent quarante chevaliers : les principaux furent Jacques de Molay, grand-maître, Guy, dauphin viennois, prieur de Normandie, Péralde, prieur de France, Cœur-de-Roi, prieur d'Aquitaine. On songea que les prisons ordinaires ne pouvaient recevoir des prévenus d'un rang si élevé. Châtillon s'offrit pour garder dans ses propres domaines plusieurs dignitaires de l'ordre; un certain nombre de bannerets recommandables par leur probité imitèrent cet exemple, entre autres Heugues de La Celle, Guillaume de Mornay, Pierre de Vérac, Guillaume de Marsilly, Philippe de Coquerel, Gérard Robert, Guillaume de Bretigny, Jean de Bizemont et Jean de Pitard.

On arrêta treize chevaliers à Caen, dix au Pont-de-l'Arche, cinq à Bayeux, douze dans le Languedoc, sept à Cahors, onze dans le Bigorre, vingt dans la principauté d'Orange, soixante dans la Bourgogne : le total s'éleva à quatre cent cinquante. Des commissaires entamèrent le jour même l'instruction du procès, qui est d'autant plus curieux que, d'après le dénoûment terrible de cette affaire, on pourrait croire qu'on y viola les règles ordinaires de la justice, et qu'il souleva toutes les indignations. Les choses ne se passèrent point ainsi; car non-seulement on n'usa pas de précipitation, mais encore on affecta en quelque sorte de prolonger l'instruction, afin d'obtenir de plus amples renseignements : en effet, le procès des Templiers dura sept années, depuis leur arrestation jusqu'à la mort de Jacques Molay.

Le tiers-état montra une satisfaction non équivoque en apprenant que l'on dirigeait des poursuites contre

cet ordre ; la noblesse, à laquelle appartenaient les trois quarts des chevaliers, ne fit rien pour les défendre ; le clergé français, de tout temps le plus éclairé de la chrétienté, et dans ce moment indépendant par ses priviléges et par ses richesses, se prononça sans hésiter contre une corporation religieuse dont le tiers des membres étaient prêtres. Mais rien n'égala la joie que témoignèrent les habitants des campagnes, en voyant les officiers du roi s'emparer des Templiers. Ces chevaliers exerçaient la domination la plus tyrannique sur leurs vassaux et sur les paysans : les provinces méridionales ont conservé pendant plusieurs siècles le souvenir de la terreur qu'inspiraient les Templiers, qui usèrent souvent de la violence pour entraîner dans leurs affreux débordements les villageois de ces pays ; naguère ceux du comtat Venaissin ajoutaient encore aux Litanies des Saints, ces paroles que leurs pères avaient coutume de prononcer chaque soir dans leurs prières :

Ab osculo Templianorum libera nos, Domine.

Une particularité bien remarquable est attestée par les monuments qui nous restent des Templiers : dès qu'ils devenaient propriétaires d'une seigneurie, ils y faisaient construire des prisons d'un genre particulier ; c'est ce qu'on appelle vulgairement, *les oubliettes* : il en reste des traces dans tous les établissements de cet ordre. Les malheureux qu'on y mettait ne revoyaient jamais le jour.

Deux mille témoins vinrent déposer contre les Templiers ; le nombre en aurait été plus considérable, si on avait voulu recevoir toutes les déclarations. L'accusation reposait sur deux points principaux : le premier était

l'impiété, le reniement de la foi chrétienne accompagné de circonstances qui devaient paraître blâmables aux yeux de l'homme le moins attaché à sa religion; le second point portait sur le crime d'immoralité dont les Templiers contractèrent l'horrible habitude dans l'Orient, crime que les lois de la France, de l'Angleterre, de l'Allemagne et de l'Espagne, punissaient encore de mort il y a cinquante ans.

Snr les cent quarante chevaliers arrêtés à Paris, cent vingt-six assurèrent avoir renoncé à la religion chrétienne en crachant sur la croix; vingt d'entre eux jurèrent sur leurs âmes qu'ils ne s'étaient décidés à commettre ce sacrilége qu'après avoir supporté pendant plusieurs jours les plus mauvais traitements : Rambaud Caromb, de l'ancienne maison de Causans, fit des aveux dont la précision fut d'un grand poids dans l'instruction de la procédure (1).

Quatorze chevaliers affirmèrent au contraire n'avoir jamais été forcés de renoncer à la foi catholique; quant au crime d'impureté, tous, à l'exception de quelques-uns, confessèrent qu'on la leur prescrivait comme une règle de l'ordre. La torture, inséparable des voies judiciaires de cette époque, ne fut employée que par exception; les commissaires laissèrent parler librement ceux qui voulurent déposer d'une manière différente de celle des autres. Jean de Châteauvillars, Henri d'Hercigny, Jean de Paris, Lambert de Coisy, dirent avec hardiesse qu'à leur réception il n'avait été proposé que des choses sages et honnêtes; on inséra leur déclaration dans le procès-verbal, et on n'usa d'aucune violence envers eux. (Preuves de Dupuy.)

Les interrogatoires que l'on fit dans les provinces

(1) Hist. de la noblesse du comtat Venaissin, t. III, p. 551.

présentèrent les mêmes résultats que ceux de Paris, c'est-à-dire les mêmes contradictions. En définitive, tous les chevaliers, moins quelques-uns, avouèrent les crimes reprochés à leur ordre; ils ne pouvaient craindre de compromettre la vie du petit nombre des dissidents, puisque tout annonçait que le roi voulait consommer la ruine de la corporation sans verser le sang des accusés.

Cependant la scène changea de face subitement; Clément V se plaignit en apprenant que l'on mettait sous le séquestre les biens des Templiers : il adressa à Philippe des reproches amers, suspendit en même temps le pouvoir des évêques chargés de présider aux interrogatoires, et défendit, sous peine d'excommunication, de continuer la procédure.

Philippe, avec sa violence accoutumée, répondit au pape d'une manière à lui prouver qu'il était dangereux de s'attirer sa colère : dès ce moment on ne douta plus qu'une rupture ne fût près d'éclater entre le monarque et le pontife. Les Templiers furent informés, ainsi que tout Paris, que Clément V venait de les prendre sous sa protection; il leur parut naturel que le pape s'opposât la destruction d'une société qui ne cessait de montrer envers le Saint-Siége un dévouement aveugle. Le très-petit nombre de ceux qui avaient déployé quelque fermeté reprochèrent violemment à leurs compagnons les aveux récemment faits au détriment de l'ordre : ils surent en imposer par leur bonne contenance. Les prisons retentissaient de gémissements; les adeptes, sachant que les statuts de la corporation punissaient de mort ceux qui révélaient ses secrets, se crurent perdus; ils se jetèrent aux genoux des anciens, et déclarèrent aux officiers du roi chargés de les garder qu'ils révoquaient leurs dépositions, faites, suivant eux, contre la vérité.

Philippe, de son côté, adressa au pape des remontrances tellement énergiques, que Clément V, saisi d'effroi, leva au plus vite la suspension, permit aux évêques de reprendre l'instruction, en leur ordonnant de se conformer aux moindres désirs du roi : par réciprocité, Philippe permit que le pape nommât des administrateurs pour régir les biens des chevaliers, conjointement avec les baillis provinciaux : une des clauses de cette espèce de traité portait que le produit de ces biens servirait au recouvrement de la Terre-Sainte.

On conçoit que la réconciliation de Clément et de Philippe dut mettre les Templiers dans une position très-critique ; on commença contre eux une nouvelle procédure (1308), et les commissaires annoncèrent que tous ceux qui persisteraient dans leurs rétractations seraient poursuivis comme relaps. Une partie des chevaliers s'empressèrent de renouveler leurs dépositions, en y ajoutant des détails encore plus aggravants : ce qui ne surprit personne. Afin d'accélérer ce grand procès, qui entretenait les esprits dans l'agitation, le roi convoqua un parlement à Tours pour le mois de juin 1308 : Gaucher de Châtillon, les dignitaires du royaume, les évêques, et quatre cents procureurs tirés du tiers-état, y assistèrent. Le roi y fit un discours d'ouverture dont l'unique sujet fut l'affaire des Templiers ; ensuite le chancelier, dans un résumé qui dura six heures, présenta les charges, provenant toutes des aveux des accusés, ainsi que les circonstances qui pouvaient les atténuer. A l'issue de ce résumé, l'assemblée se leva spontanément, saisie d'indignation, *et jugea les Templiers dignes de mort* (1).

Le pape, se sentant engagé dans cette querelle, voulut

(1) Dupuis, Grutler, tous les historiens allemands, italiens et anglais s'accordent sur ce point.

du moins ne pas les condamner sans examiner par lui-même les preuves qui existaient contre eux ; en conséquence Clément V demanda qu'on lui envoyât à Poitiers les cent quarante chevaliers arrêtés dans Paris, ce qui fut exécuté sur-le-champ ; mais soixante-douze seulement arrivèrent en Poitou. Le grand-maître et les prieurs de France, d'Aquitaine et de Normandie, demeurant à Chinon retenus pour cause de maladie, craignirent-ils de paraître devant le pape ? on l'ignore. Les soixante qui restèrent à Paris furent sans doute ceux qui refusèrent de se rétracter.

Les soixante-douze Templiers interrogés par le pape, confirmèrent leurs premières dépositions, ce qui surprit beaucoup Clément V : convaincu par cette seule épreuve, le pontife bannit toutes ses irrésolutions, et se montra décidé à ne rien épargner pour consommer l'abolition de l'ordre ; cependant il ne voulut point donner sa sanction définitive, et attendit encore trois ans sans se prononcer. Dans cet intervalle on laissa à la société la faculté de se défendre, soit par l'organe des chevaliers eux-mêmes, soit par des avocats, soit par des manifestes, qui furent rendus publics : les résultats de ces longs débats ne firent que raffermir le pape dans sa résolution ; enfin il décréta l'abolition, dans le concile de Vienne en 1312.

Philippe triomphait donc de ses ennemis ; mais il ne sut pas triompher de ses passions : de monarque ferme, de politique profond, tel que chacun le jugeait, le roi devint un homme cruel et inhumain. Aigri par des revers essuyés coup sur coup, poussé par son frère le comte de Valois, bien plus violent que lui, Philippe s'abandonna à tous les transports de la haine. Gaucher de Châtillon, le vénérable Joinville, Marigny lui-même, qui les premiers l'avaient excité à détruire un ordre

turbulent et factieux, le trouvèrent inflexible. Le roi livra au supplice des hommes coupables collectivement, mais dignes de pardon en leur particulier : au reste, il est indispensable de savoir comment les choses se passèrent pour bien juger sa conduite.

On renvoya absous les chevaliers contre lesquels il n'existait pas de charges personnelles; le restant fut divisé en quatre catégories : la première comprenait ceux qui avaient encouru quelque blâme ; on leur imposa une pénitence de six mois, au bout desquels ils devaient être mis en liberté, nantis de pensions : dans la seconde figuraient les chevaliers convaincus de crimes graves, et néanmoins rémissibles; on décida de les garder dans les prisons le temps nécessaire pour y expier leurs méfaits; ils eurent également l'assurance de recevoir des pensions en sortant des fers : la troisième renfermait les plus criminels, convaincus d'impiété volontaire et du crime d'impureté; le tribunal les condamna à une détention perpétuelle : la quatrième disposition regardait les soixante et quelques chevaliers qui avaient nié leur première déclaration, et qui persistaient dans cette révocation ; on les tint pour relaps, et comme tels, et d'après la législation de cette époque, passibles de la peine du feu. On employa tous les moyens imaginables pour engager ces malheureux à se rétracter; enfin, les ecclésiastiques chargés de cette mission ayant échoué, on procéda à l'exécution de cette sentence. Des bûchers s'allumèrent hors de la porte Saint-Antoine. Le premier jour on y conduisit un seul chevalier, dans l'espérance qu'il se dédirait ou que son supplice effraierait les autres ; c'était agir avec humanité : le Templier ne se dédit point, et mourut sans pousser aucune plainte. On laissa écouler huit jours, afin de donner aux autres le temps de la réflexion : le 20 mai, quinze bûchers furent allumés dans

le même lieu; des archers amenèrent dans des chariots cinquante chevaliers : les exéuteurs firent descendre ces condamnés, en leur montrant le bois enflammé; mais avant d'ordonner de les jeter dans le feu, les commissaires leur présentèrent des lettres patentes revêtues du sceau royal, par lesquelles Philippe-le-Bel accordait une amnistie à tous les coupables, la liberté au bout d'un an, avec une pension, mettant à cette grâce la seule condition de se rétracter : les Templiers refusèrent ces bienfaits, et persistèrent à révoquer leurs premières dépositions. On est aussi surpris de la facilité que le prince offrait à ces malheureux de se sauver, que de leur obstination à repousser ce moyen de salut : leurs amis, leurs parents fondant en larmes, les officiers du roi, les bourreaux eux-mêmes, les pressèrent de se soumettre; on ne put rien obtenir d'eux. Enfin, on fut contraint d'en venir à l'exécution de cette terrible sentence. Ils périrent tous consumés dans les flammes : cet affreux spectacle épouvanta la multitude rassemblée autour d'eux ; chacun s'enfuit saisi d'horreur. Divers sentiments agitaient les Parisiens : les uns admiraient la constance des Templiers, les autres la regardaient comme une opiniâtreté brutale, comme une frénésie, comme une punition du Ciel, qui n'avait pas permis que de si grands criminels échappassent à leur juste châtiment. Vers la fin de la semaine, on traîna au supplice cinq autres chevaliers; ils périrent avec la même fermeté : ces exécutions se renouvelèrent trois fois pour dix chevaliers, qui suivirent l'exemple de leurs prédécesseurs. Deux restaient encore, Pierre de Villars et Jean de Cugé; on leur demanda s'ils voulaient périr ainsi que leurs compagnons : « Non certes, nous ne sommes pas si fous; on nous demanderait s'il n'est pas vrai que nous avons tué Dieu, que nous dirions *oui*. »

Ces chevaliers confirmèrent leur première déclaration, et furent mis en liberté sur-le-champ.

Philippe-le-Bel désirait ardemment justifier aux yeux de la nation l'abolition de l'ordre; il n'avait pas douté que l'appareil seul du supplice engagerait les Templiers à faire des aveux qui n'auraient plus laissé de doute sur la culpabilité de leur corporation: trompé dans son espoir, le roi crut que le grand-maître et les trois prieurs, qui vivaient encore, lui en fourniraient les moyens suffisants.

Jacques de Molay appartenait à une des plus illustres maisons de la Bourgogne; ses qualités privées, son influence personnelle le firent choisir en 1303 par Philippe, pour être le parrain de son quatrième fils (Robert). Depuis le commencement de la procédure, Jacques de Molay s'était livré à des contradictions qui ravalèrent son caractère: il se trouvait, ainsi que le dauphin viennois, Heugues de Péralde et Bénigne-Cœur-de-Roi, dans la classe des relaps; cependant on sursit à leur exécution, attendu que le pape annonça l'intention de décider lui-même du sort de ces quatre dignitaires. Enfin, vers le mois de janvier 1212, le pontife délégua, pour les juger en son nom, le cardinal Albane, qui s'adjoignit l'archevêque de Sens, quinze évêques et autant de docteurs. Il est constant que, dans cette nouvelle instruction, tous les quatre s'avouèrent coupables, et confirmèrent leurs premières dépositions, quoique Jacques de Molay eût dit et soutenu, six ans auparavant, que les greffiers avaient falsifié la sienne.

On les condamna à la réclusion, et à faire amende honorable, c'est-à-dire s'accuser publiquement coupables des crimes qu'on leur imputait. Jacques de Molay et les trois autres Templiers parurent satisfaits de cet arrêt, et s'y soumirent. Il fut convenu que le plus grand

appareil serait déployé dans l'exécution de la sentence: elle eut lieu au parvis Notre-Dame. Des ouvriers élevèrent un vaste échafaud sur cette place, et on prépara une chaire pour le cardinal Albane. Le peuple, toujours avide de ces sortes de spectacles, courut à celui-ci, qui présentait d'autant plus d'attraits, que l'on savait d'avance que le grand-maître et les trois prieurs devaient s'avouer coupables des crimes en expiation desquels les autres Templiers avaient péri sur les bûchers: ainsi chacun était préparé à ce qui allait se passer.

Le lundi 11 mars 1313, midi sonnant, le cardinal Albane se rendit au parvis, accompagné de tous les commissaires, qui prirent place sur l'échafaud; on amena ensuite dans un chariot découvert les condamnés : tous quatre avaient conservé les longues barbes, distinction particulière de leur ordre; ils étaient chargés de chaînes. Le cardinal fit un discours, dans lequel il présenta un résumé des crimes imputés à cette fameuse corporation; ensuite il commença à prononcer la sentence, à l'issue de laquelle les quatre condamnés devaient faire amende honorable. Mais au moment où le cardinal terminait la lecture du jugement, Molay, par un mouvement subit, se leva; brandissant avec violence ses chaînes, il s'avança au bord de l'échafaud, et d'une voix forte s'écria : « Peuple, je suis innocent, ainsi que tous les membres de l'ordre; et je suis prêt à mourir pour soutenir cette vérité. » L'aspect de ce grand-maître, qui étendait les bras, sa figure altérée par une détention prolongée, le bruit de ces chaînes, ces paroles si différentes de ce qu'on croyait qu'elles seraient, tout cela émut la multitude rassemblée sous l'échafaud ; l'agitation commençait à régner parmi ces flots de spectateurs, et s'annonçait comme le prélude d'une émeute. Les commissaires, pétrifiés, se hâtèrent de ramener en prison Molay et ses compagnons. Le dauphin

viennois balbutia les mêmes phrases ; les deux autres gardèrent le silence, en paraissant fort étonnés de cette scène. Le cardinal voulut faire sentir à Molay les terribles conséquences de sa conduite, et lui offrit la faculté de se rétracter; mais le grand-maître refusa du ton le plus opiniâtre.

Le cardinal courut au Louvre pour informer le roi de ce qui venait de se passer. Philippe-le-Bel entra dans une colère inexprimable : il assembla aussitôt son conseil, qui délibéra pendant deux heures : la majorité fut d'avis d'infliger sur-le-champ à Jacques Molay et au dauphin viennois la peine du feu, réservée aux relaps; Châtillon et Joinville s'y opposèrent vainement. La sentence fut exécutée le même jour à quatre heures du soir, dans une île de la Seine, qui se trouvait en face des jardins du Louvre (1).

Les affreux supplices que les Templiers venaient de subir ramenèrent les esprits en leur faveur : on pensa que les chevaliers ne pouvaient demeurer responsables des fautes commises par l'ordre entier. On doit reconnaître que, dans cette circonstance, Philippe-le-Bel fit un acte héroïque de dévouement au salut de la couronne, car il était trop habile pour ne pas prévoir que l'esprit de parti flétrirait sa mémoire et l'accuserait au tribunal de la postérité; ce prince politique savait pareillement quel important service il rendait à ses successeurs en les délivrant d'une puissance rivale, toujours disposée à fomenter des troubles : en effet, quel mal n'aurait-elle pas causé sous les faibles enfants de Philippe, pendant la longue et malheureuse période de Jean II et de Charles VI ! La monarchie, soutenue alors par le dévouement de quelques guerriers généreux, ne se serait-elle pas écroulée,

(1) Aujourd'hui la place Dauphine.

si à tous les maux qui l'accablaient étaient venues se joindre les entreprises des Templiers, mauvais Français et ennemis du roi? On peut donc soutenir que l'abolition des Templiers fut l'acte d'une politique profonde et prévoyante, mais que leur supplice fut l'ouvrage du temps et du ressentiment d'un prince implacable dans ses vengeances.

Il n'est point vrai que Philippe s'empara des dépouilles des Templiers; on voit par les actes administratifs de ce règne, que le roi ne préleva sur leurs biens que les frais du procès : ils s'élevèrent à une somme considérable, vu la multitude de témoins qu'on appela. Les domaines furent partagés entre les chevaliers hospitaliers de Jérusalem, devenus dans la suite chevaliers de Malte. Cet ordre, institué sur les mêmes bases que celui du Temple, se perpétua avec gloire jusqu'à nos jours; les princes chrétiens, loin d'envier ses richesses, se plurent au contraire à les augmenter : ce qui serait une forte présomption pour faire croire que les Templiers recélaient en leur particulier quelques vices affreux, se livraient à quelques pratiques redoutables qui provoquèrent la colère de Philippe et celle des autres souverains de l'Europe.

Gaucher de Châtillon, ayant employé inutilement tout son crédit à sauver Jacques de Molay et le dauphin viennois, quitta le palais de Philippe en 1313; il n'avait cessé de remontrer à ce prince les suites inévitables de sa trop sévère justice envers les Templiers, sa présence devint intolérable lorsque ses prédictions s'accomplirent. Les terribles exécutions qui accompagnèrent la ruine de l'ordre, avaient mis toute la société en mouvement; un nombre considérable de familles se trouvèrent froissées : la corporation récemment détruite offrait des ressources à la chevalerie dépourvue de biens. Le peuple, incon-

stant dans ses affections, s'apitoya sur le sort des infortunés dont il avait hâté la perte par ses plaintes incessantes. A ce mécontentement universel venait se joindre le scandale causé par les désordres de la famille royale. Les femmes des trois fils du roi furent accusées d'adultères : deux barons, Philippe et Gauthier d'Aunai, complices de ces crimes, furent punis avec un raffinement de cruauté inouï : on les traina, attachés à la queue de plusieurs chevaux, sur un pré nouvellement fauché (1).

Philippe-le-Bel, aigri par tant de maux, usé par le travail continuel d'une imagination ardente, devint insensible aux marques d'intérêt que lui prodiguaient des serviteurs fidèles; cherchant l'isolement, il éloigna ceux dont la sagesse pouvait lui tenir un langage sévère. Gaucher de Châtillon était celui dont le prince redoutait davantage le blâme : le dévouement de ce grand homme fut méconnu; un seul jour de caprice fit oublier les services que son bras et sa prudence avaient rendus à l'Etat : exemple terrible et souvent répété.

Gaucher, retiré dans ses vastes domaines, s'occupa à y exercer une autorité paternelle; il affranchit les serfs dans les terres qui lui étaient nouvellement dévolues par la mort de son frère Guy de Châtillon et de sa tante Berthe de Vergi. Il s'occupait aussi à cultiver les lettres, autant que l'époque le comportait; il érigea, dans la ville de Châtillon-sur-Marne, une école de plain-chant et de langue romane, assignant à cette fondation une rente de 1,000 livres, par acte passé en mai 1314 (2).

Il attira auprès de lui le savant Henri de Gand et le poëte Jean de Mung, dit Clopinel, le continuateur du roman de la Rose : ces doctes personnages donnèrent à

(1) Paulus Emilius, *De Rebus gestis Francorum*, lib. v.
(2) Duchesne, Archives de la maison de Châtillon.

cette école une telle réputation, que l'on accourait de tous les points de la France pour y être admis. Le connétable avait perdu, en 1312, sa seconde femme, Hellisent de Vergi ; il épousa (août 1314) Elisabeth de Rumigni, duchesse douairière de Lorraine. Châtillon, âgé de soixante-sept ans, espérait passer le reste de sa vie dans la retraite, lorsqu'il en fut arraché par les prières du roi. Les Flamands, ayant de nouveau violé les traités, poussaient leurs incursions jusqu'aux portes de Péronne; Philippe, abîmé sous le poids des chagrins, ne pouvait arrêter lui-même ces infatigables agresseurs, et ne voulait pas non plus en confier le soin à son frère Charles de Valois, dont la tyrannie l'indisposait; il ne voyait que Châtillon capable de le remplacer. Le roi lui fit connaître ses intentions; le connétable, touché du danger de l'Etat, ne balança pas un seul instant. Gaucher partit avec une armée levée à la hâte, et sut néanmoins justifier les espérances qu'il avait données en quittant Paris. Le roi, de son côté, augmenta le pouvoir de la charge de connétable ; il voulut que Châtillon le représentât, et que tout cédât à ses moindres désirs. Le général en chef atteignit les ennemis sur les frontières de la Picardie, les força à battre en retraite; il se préparait à les écraser, lorsque le légat du pape étant intervenu, calma le ressentiment du roi, éclaira les Flamands sur leurs véritables intérêts, et fit conclure la paix. Châtillon y coopéra de tous ses moyens, quoiqu'il eût tout lieu d'espérer de voir augmenter sa renommée militaire par de nouveaux triomphes.

Cependant Philippe-le-Bel recherchait l'isolement : il se retira à Fontainebleau, dont la résidence lui offrait beaucoup de charmes : ce prince s'y livra à ses laborieux travaux, auxquels il dérobait rarement quelques instants. Un jour ses serviteurs, craignant qu'une ap-

plication trop soutenue n'altérât la santé de leur maître, l'engagèrent à se distraire par l'amusement de la chasse : Philippe céda à leurs instances ; il se mit à la poursuite de deux sangliers, et au bout d'une heure de course fit une chute de cheval si grave qu'il en mourut le surlendemain, le 29 novembre 1314, âgé de 46 ans. Ce prince expira dans la même chambre où sa mère lui avait donné le jour : c'était le septième roi qui périssait des suites d'un accident de chasse. L'esprit de parti, qui voulait venger la mort des Templiers, osa publier, bien long-temps après cet événement, que Jacques de Molay étant sur le bûcher avait ajourné le monarque au tribunal suprême, et que depuis lors Philippe tomba dans le marasme, qui ne tarda pas de dégénérer en une longue agonie, dont le terme fut le trépas, arrivé au jour annoncé par le grand-maître : cette opinion est restée enracinée dans le vulgaire ; elle ne peut néanmoins tenir devant le plus simple examen (1).

Deux hommes, qui ont laissé chacun une grande réputation, quoique bien différente, semblables l'un au génie du mal, l'autre au génie du bien, participèrent à toutes les actions de la vie de Philippe-le-Bel : ce fut Charles de Valois, son frère, et Gaucher de Châtillon ; le premier croyait se faire absoudre des fautes qu'il commettait, en exécutant avec un rare talent, avec la bravoure la plus remarquable, les entreprises imprudentes

(1) Ce fut Mezerai qui le premier mit cette opinion en crédit : on sait que cet historien ne mettait aucun scrupule à faire plier les faits au gré de son imagination ; d'ailleurs il écrivait trois siècles après l'événement : Villani, Ventura, Ferreto, le continuateur Guillaume de Nangis, auteurs contemporains fort estimés, Paulus Emilius, Meyer, assez rapprochés de cette époque, disent que la mort de Philippe-le-Bel ne fut précédée d'aucun sinistre avant-coureur, et racontent le fait sans y rien mêler qui tienne du merveilleux.

dans lesquelles il avait engagé le monarque; le second fut sans cesse occupé à réparer les maux causés par l'imprévoyance de l'autre. Il ne faut point croire cependant que Philippe, placé entre Châtillon et Valois, jouât un rôle entièrement passif : si, par une aveugle confiance, il se laissa entraîner dans la querelle avec les Flamands, querelle qui coûta tant de sang à la France; s'il porta le désordre dans ses finances, en altérant les monnaies; s'il punit d'une manière trop cruelle les Templiers, ce prince eut d'un autre côté le mérite d'abolir le duel en matière civile, de créer des institutions sages qui changèrent la face de la société, de contribuer par sa valeur personnelle à réparer les désastres de Courtray. Philippe augmenta considérablement le territoire du royaume, notamment par l'acquisition du comté de Lyon. Les actes nombreux de son règne, enregistrés dans le Trésor des chartres, attestent l'application qu'il ne cessa d'apporter aux affaires: en effet, il en examinait une foule de ses propres yeux, et réprimait des abus devant lesquels la plupart de ses prédécesseurs avaient reculé.

Philippe ne connut point cette oisiveté regardée par beaucoup de princes comme un des apanages de leur condition; ses mœurs demeurèrent toujours pures : on n'eut jamais à lui reprocher de ces faiblesses qui ternissent la vie des rois les plus illustres. Son fils fut la preuve d'une vérité depuis long-temps reconnue, c'est qu'un grand monarque laisse rarement pour lui succéder un prince supérieur. Dans le mois de décembre 1314, Gaucher de Châtillon quitta l'armée pour se rendre auprès du nouveau roi; à son arrivée il fut choisi, avec le comte de Poitiers, les seigneurs de Nesle, de Desnoyers, de la Saussaye, de Herpin, comme garant de la parole de Louis X, pour l'exécution du testament de Philippe-le-Bel.

LIVRE III.

Mort successive des trois fils de Philippe-le-Bel. — Châtillon devient l'arbitre de la famille royale. — Nouvelle expédition contre la Flandres. — Bataille de Mont-Cassel. — Mort de Châtillon.

L'avénement d'un prince à la couronne ouvre une vaste carrière aux fortunes particulières ; Châtillon avait lieu d'espérer que ses services ne seraient pas méconnus par le nouveau souverain : l'estime que lui portait la nation semblait en être le garant ; mais ses mœurs austères, la solennité qu'il mettait à traiter les affaires de l'Etat, déplurent à un prince jeune, léger et superficiel. Louis X accorda toute sa confiance à son oncle Charles de Valois, qui savait se prêter à tous ses caprices. Jamais homme ne fut plus avide du pouvoir que Valois : ses désirs étaient d'autant plus vifs, qu'il semblait que le sort se plût à tromper son espoir ; fils, père, frère, oncle de roi, il ne put jamais le devenir : dévoré d'ambition, il porta dans toute l'Europe son humeur inquiète. On l'avait vu prétendre aux

couronnes de Constantinople, d'Aragon et d'Allemagne; elles lui furent enlevées par un concours de circonstances contre lesquelles sa valeur téméraire n'avait pu le servir. Ses alliances illustres, une postérité nombreuse, ajoutaient encore dans l'esprit des peuples à son importance politique; mais son cœur était rongé par l'envie : la possession d'une couronne pouvait seule le satisfaire. Désespérant enfin de l'obtenir, il voulut au moins régner sous le nom d'un autre. Le comte de Valois s'efforça, en conséquence, de dominer son neveu et de le diriger à son gré; il y parvint, en sachant rajeunir ses goûts et en diminuant la rudesse de ses formes. Mais ce prince sentait que cet ascendant serait toujours balancé par l'estime que Louis X ne pouvait refuser à Châtillon : il résolut de perdre un odieux rival qui, dans la guerre de Flandres, avait éclipsé sa gloire.

Maître de l'autorité, le régent bouleversa tout et priva de leurs charges les principaux officiers du palais; il voulut même ôter l'épée de connétable à Gaucher. Celui-ci, indigné, répondit à l'officier qui venait la lui demander : « Allez dire au roi que la charge dont je suis revêtu a toujours été conférée pour la vie, et Châtillon saura plutôt mourir que de laisser changer à son égard l'ordre établi (1). Dès ce moment la rivalité de Charles de Valois et du connétable devint manifeste; celui-ci s'éloigna une seconde fois, au mépris des prières de Louis X, qui fut effrayé de l'abandon d'un homme environné de la considération publique.

Cependant la division régnait entre les dignitaires de la couronne. Enguerand de Marigny, à qui les finances étaient confiées depuis long-temps, supportait impatiem-

(1) André Duchesne. — Guillaume de Nangis.

ment l'humeur impérieuse du comte de Valois : il était obligé de le laisser puiser à pleines mains dans les caisses ; mais, les demandes se renouvelant sans cesse, le ministre se trouva dans l'impossibilité de contenter l'avidité insatiable du prince, qui, prenant pour un refus désobligeant la pénurie du trésor que lui opposait Marigny, attaqua ce dernier en plein conseil, en lui demandant compte des fonds confiés à sa garde. Celui-ci chercha, par des raisons évasives, à éviter une explication dans laquelle il eût été contraint de faire la critique d'une administration vicieuse; poussé à bout néanmoins par son ennemi, il lui répondit fièrement : « Puisque vous voulez connaître l'emploi des fonds confiés à mes soins, je déclare qu'une partie a servi à payer les dettes du roi Philippe, et que l'autre vous a été donnée. » Le prince répondit par un démenti formel ; alors tous les deux, mettant l'épée à la main, allaient fondre l'un sur l'autre, lorsque les barons présents au conseil les séparèrent, non sans peine.

Quelques jours après cette scène, Marigny fut jeté dans un cachot : Valois annonça que le ministre allait être jugé comme prévenu d'avoir détourné à son profit les deniers de l'Etat. Gaucher de Châtillon accourut du fond de sa retraite pour déposer en faveur d'un ami qu'il regardait comme aussi innocent que lui-même ; il ne put être arrêté dans son généreux dessein par la crainte de heurter l'opinion générale, fortement prononcée contre Marigny. Ce dernier, ainsi que Châtillon, avait secondé avec une ardeur des plus louables Philippe-le-Bel dans ses nombreux travaux. Châtillon apporta dans la défense d'Enguerand toute la chaleur que peut inspirer une sainte amitié ; sa conviction autant que sa conscience l'y engageait. En effet, le 24 janvier 1315, il avait été chargé par Louis X, ainsi que les comtes de Poitiers,

d'Evreux, les seigneurs de Mornay et d'Harcourt, d'examiner les pièces que Marigny produisait pour justifier sa longue gestion sous le règne précédent.

Ces comptes parurent si réguliers, que le conseil donna sans hésiter quittance au nom du roi, et déchargea entièrement le ministre : ce ne fut que sur les instances de Louis X que Marigny consentit à reprendre le maniement des finances. Son jugement, qui eut lieu quelques mois après l'examen du 24 janvier, fut une atrocité; on enfreignit à son égard toutes les règles de l'ordre judiciaire; on l'accusa même de magie. En vain Châtillon éleva sa voix courageuse, il ne put que retarder de quelques jours le supplice du ministre : Marigny fut pendu au gibet de Montfaucon. La populace, qui dans sa bassesse envie le sort des grands, applaudit avec brutalité à l'acte le plus inique.

Valois ne rougit pas d'accepter une partie des dépouilles de sa victime : le roi lui donna, le 15 juin de la même année, la terre de Gailles-Fontaines qui appartenait à l'ancien ministre. Le régent conçut le projet d'envelopper le connétable dans la ruine de Marigny, en le représentant comme son complice; mais la haute estime dont jouissait Châtillon, le détourna de cette affreuse résolution. Ce dernier fut informé du danger qui le menaçait, au moment où il se préparait à regagner ses domaines; le guerrier suspendit son départ, et demeura afin de braver un rival si redoutable. Combien son noble cœur dut souffrir en voyant les maux qu'il ne lui était pas permis de prévenir! Siégeant au conseil du roi en sa qualité de premier officier de la couronne, Gaucher se trouvait en droit d'exprimer son opinion; il donna constamment son avis, sachant d'avance qu'on le repousserait : c'était un genre de courage qui décelait l'élévation de son âme.

L'administration de Louis X devint le comble de la démence (1). Valois employait les expédients les plus fâcheux pour se procurer de l'argent ; il rappela les juifs usuriers, un des fléaux du siècle, et leur rendit le droit de citoyens dont ils étaient privés par les coutumes : cet ignoble trafic fut loin de produire ce qu'on en espérait. On savait par tradition que Philippe-le-Bel avait eu l'idée de promulguer un édit général pour affranchir les serfs sur toute la surface de la France, dans le but de se procurer des éléments capables de seconder les communes, qui s'efforçaient de résister aux empiétements de la puissance seigneuriale. Le roi s'était vu arrêté, dans l'exécution de ce projet aussi politique que magnanime, par l'opposition constante des Templiers, propriétaires de fiefs considérables. Cet ordre devenait le point de ralliement de tous les vassaux que la perte de leurs prérogatives avait mécontentés. Charles de Valois imagina, pour se procurer de l'argent, de renouveler le projet de Philippe, et de contraindre les serfs à racheter leur liberté. Il fit publier que Louis X étant roi *des Francs*, voulait l'être de fait comme de droit : le mot aurait paru beau si l'acte avait été gratuit. Un nombre considérable de serfs furent obligés de payer un pareil présent au prix de quelques faibles épargnes, leurs seules ressources ; de sorte que la majeure partie de ces gens se trouvèrent beaucoup plus malheureux qu'avant l'affranchissement.

Gaucher de Châtillon avait concouru, sous Philippe-le-Bel, au noble projet d'une libération universelle ; quel dut être son désespoir en voyant ainsi dénaturer son ouvrage! La crise qui menaçait l'État ramena l'attention sur Châtillon ; on sentit combien la présence d'un homme

(1) Continuateur de Guillaume de Nangis.

supérieur peut épargner de calamités. Les Flamands, jadis impassibles, devenus turbulents à l'excès, ne pouvaient se consoler d'avoir été battus et humiliés après leur victoire de Courtray; ce triomphe fut pour eux une source de malheurs : ils ne cessèrent de chercher à venger leurs défaites passées, en profitant des embarras de la France. Apprenant que le conseil du nouveau roi avait abandonné la marche ferme et hardie de Philippe-le-Bel, que le terrible connétable de Châtillon gémissait dans la disgrâce, ils rompirent brusquement la trêve et recommencèrent les hostilités. Une armée fut levée à la hâte : Louis Hutin et Charles de Valois en prirent le commandement. Au lieu de laisser l'ennemi se consumer en efforts impuissants durant l'hiver, Valois, qui présidait à tout, commença la guerre sur divers points, pendant une saison pluvieuse; il s'engagea au travers d'un pays fangeux : les hommes et les chevaux s'enfonçaient dans les terres imbibées d'eau. Les Flamands, campés sur les bords de la Lys, laissèrent les frimas et la rigueur de la saison combattre pour eux; la désertion se mit dans les troupes; les bannerets et les hauts barons, peu accoutumés à braver les privations de divers genres et les incommodités de la vie, abandonnèrent le camp; l'armée battit honteusement en retraite, ne pouvant pas même ramener ses gros bagages : on dut les brûler, pour que l'ennemi ne s'en servît pas.

Le roi et son oncle rentrèrent en France au bruit des clameurs insolentes des Flamands, dont la jactance s'accrut en raison des revers essuyés par les Français. Louis X, effrayé de sa position et dégoûté de Valois, engagea Gaucher de Châtillon, par les plus vives instances, à vouloir bien l'aider de ses conseils, et reprendre le maniement des affaires publiques. Le connétable,

étouffant tout ressentiment, consentit à réparer le mal. Louis X, gai, folâtre, incapable de supporter le fardeau de la royauté, persuadé d'ailleurs que l'Etat ne courait aucun risque puisque Châtillon veillait à ses destinées, se livra sans crainte aux plaisirs. Il aimait beaucoup le jeu de paume : un jour s'étant très-échauffé, il but avec trop de précipitation un verre d'eau glacée, et s'évanouit ; les symptômes les plus effrayants se déclarèrent (1). Le prince appela auprès de lui Gaucher, l'institua son exécuteur testamentaire et régent du royaume jusqu'à l'arrivée de Philippe, comte de Poitiers, qui, par sa naissance, se trouvait régent de droit. Quelque épineuse que fût la position de Gaucher de Châtillon après la mort du roi, ce ministre sut justifier la haute opinion qu'on avait conçue de ses talents et de son caractère. Charles de Valois seul pouvait intimider l'homme le plus courageux ; il rallia autour de lui tous les mécontents, et se fit un appui de vingt princes du sang, d'une nullité reconnue, mais tous très-incommodes par leurs prétentions. Parmi eux on distinguait Robert d'Artois, s'agitant sans cesse pour rentrer en possession d'un héritage qu'il s'était vu obligé de céder à sa tante Mahaut ; d'une autre part, la Navarre insurgée refusait de reconnaître un gouvernement qui ne protégeait en rien les intérêts du pays. Pour comble de maux, les Flamands, de plus en plus enhardis, annonçaient l'intention de pénétrer dans le cœur du royaume.

Châtillon, planant au-dessus de ce conflit d'intérêts opposés, saisit d'une main ferme le timon de l'Etat, et fit un appel aux hommes fidèles : ils vinrent en foule se ranger autour de lui. Son infatigable activité pourvut à

(1) Chron. de Gilles de Muisit. — Continuateur de G. de Nangis.

tous les besoins, et rompit toutes les brigues. Charles de Valois s'était formé dans la capitale un parti assez puissant; quelques notables se déclarèrent en sa faveur : il manifestait l'intention de s'emparer de Paris, et de s'y ériger en maître. Châtillon parvint à déjouer ses projets; aidé du comte d'Evreux, de Louis de Bourbon, de Pierre de Montpensier et de la majeure partie de la bourgeoisie, il chassa des faubourgs les clients du comte, et le contraignit lui-même à se renfermer dans le Louvre (1). Le connétable l'y tint assiégé sans chercher à briser les faibles obstacles qu'on lui opposait, pensant que l'audacieux Valois, resserré dans la forteresse, ne pouvait pas retarder l'arrivée de Philippe-le-Long, et c'était tout ce qu'il désirait : ce prince avait appris la mort de son frère à Lyon, où il était allé pour faire élire pape Jean XXII. Voyant que les cardinaux ne voulaient point mettre fin à leurs discussions, Philippe les enferma dans le lieu de l'assemblée, en déclarant que la liberté leur serait rendue lorsqu'ils auraient procédé à l'élection du pape.

Châtillon demeura dans Paris pour en contenir la population dans le devoir, et envoya au-devant du régent de nombreux détachements, afin de protéger sa marche. Le prince, entrant dans la capitale, fut étonné de trouver Charles de Valois à la tête d'une opposition que l'on pouvait regarder comme une véritable révolte : il ordonna à Châtillon de prendre les mesures nécessaires pour forcer le Louvre. Le connétable, ayant sommé les rebelles, fit aussitôt abattre les portes du palais : Valois s'échappa à la faveur du tumulte. Le parlement assemblé conféra la régence à Philippe pour dix-huit ans, dans la supposition que la reine accoucherait d'un fils. Le prince voulut partager sa puissance temporaire avec Châtillon, dont le

(1) Hist. de Paris, par Felibien, liv. XI, pag. 532, in-folio.

zèle, la fermeté et le dévouement avaient garanti l'Etat d'un bouleversement inévitable. Le pouvoir immense que le connétable exerça dès-lors, aurait pu devenir dangereux dans des mains moins pures que les siennes.

Cependant des ambitieux excitaient le régent à mettre un terme aux incertitudes de la nation, en plaçant la couronne sur sa tête. Philippe, jeune, imprudent, prêta l'oreille à ces perfides insinuations, et voulut préluder à sa déloyale entreprise, en attaquant les droits de la reine. Châtillon, au contraire, les défendit avec chaleur en déclarant au prince que l'honneur, autant que la droiture, lui commandait de protéger une reine, veuve, étrangère, et qui portait dans son sein les destinées de la France. Philippe, étonné de cette résistance, voulut employer auprès de lui son autorité; le connétable lui opposa toujours son devoir et l'équitable raison. Sa qualité de chef de l'armée lui donnait un crédit illimité sur les bandes soldées et sur la chevalerie : dans cette occurrence, Châtillon devint l'arbitre de la famille royale (1).

Philippe, n'écoutant que la voix de sa conscience, manifesta des sentiments de justice; il se rapprocha de Châtillon de la manière la plus franche : il eut lieu de s'en applaudir, car les circonstances le contraignirent bientôt à invoquer à son tour l'appui de ce grand homme. Clémence de Hongrie mit au monde un fils qui fut appelé Jean Ier : il mourut au bout d'une semaine. Cet événement jeta l'alarme dans tout le royaume; pour la première fois, depuis Hugues-Capet, la ligne directe fut interrompue : on agita la question de la loi salique. Eudes, duc de Bourgogne, voulait que Jeanne, sa nièce, fille de Louis X et de Marguerite de Bourgogne, sa première

(1) Guillaume de Nangis. — Paulus AEmilius, *De Rebus gestis Francorum.* — Duchesne, Hist. de la maison de Châtillon.

femme, montât sur le trône : le comte de La Marche et le terrible Valois soutenaient ces prétentions. Le prince bourguignon agissait avec d'autant plus de mauvaise foi que, pendant la grossesse de Clémence, on décida que Jeanne aurait en partage, comme héritière de son aïeule, la Navarre, la Champagne et la Brie. Ce traité (1), conclu dans un temps d'éventualité, prouvait évidemment la nullité des droits de Jeanne ; néanmoins Philippe en parut très-embarrassé. Châtillon, s'appuyant sur les institutions, regarda ce prince comme le véritable souverain. Il redoubla de zèle pour sauver l'Etat d'une commotion : il fit prendre sur-le-champ au régent le titre de roi, laissant les grands discuter les droits de Jeanne, et, sans perdre un seul instant, conduisit le monarque à Reims, accompagné d'Amédée de Savoie et d'un corps de troupes soldées dont il prit le commandement. Châtillon ordonna qu'on fermât les portes de la ville, distribua des soldats dans toutes les rues, et fit commencer le sacre au milieu d'un appareil de guerre (2) : cette cérémonie terminée, le roi régnait avant que le duc de Bourgogne eût eu le loisir de concentrer ses partisans. Le peuple, toujours frappé de respect à la vue des signes de la puissance, reçut avec acclamations Philippe entrant dans Paris, monté sur un superbe cheval, et entouré de tous les attributs de la royauté. Châtillon marchait immédiatement après, à la tête d'un corps de troupes imposant. Une assemblée, composée de prélats,

(1) Ce traité fut conclu le 17 juillet 1316 entre le régent et le duc de Bourgogne, Eudes IV, et en présence de Charles de Valois, Louis d'Evreux, Charles de La Marche, Mahaut, comtesse d'Artois, Blanche de Bretagne, Guy, comte de Saint-Paul, Amédée de Savoie, Henri de Sully, Geoffroy d'Harcourt, et Gaucher de Châtillon. (Fontanieu, carton manuscrit, 62.)

(2) Marlot, Hist. de Reims. — Continuateur de G. de Nangis.

de barons, des notables de la bourgeoisie, s'étant livrée à un long examen des coutumes, confirma tout d'une voix la légitimité de Philippe, et fit ainsi pour la première fois l'application rigoureuse de la loi salique. Il est permis de demander si cette assemblée se serait prononcée d'une manière aussi favorable pour Philippe-le-Long, si le prince n'en eût pas devancé la décision par la cérémonie de son sacre.

Les feudataires, armés pour la défense des droits de Jeanne, ne se laissèrent point intimider : ils avaient pour chefs le comte de Valois et le comte de La Marche, frère du roi. Ces princes, possesseurs de vastes domaines, y faisaient de nombreuses levées : la guerre civile paraissait inévitable. Châtillon engagea Philippe-le-Long à rompre la coalition, au moyen de grands sacrifices. Eudes reçut la main de la fille de Philippe et la Bourgogne française, à titre de dot : ce prince se trouva ainsi maître des deux Bourgognes. La seconde fille du roi fut promise à Louis de Crécy, fils du comte de Nevers, et la troisième au dauphin viennois. Ces alliances, en changeant la direction des intérêts, neutralisèrent le parti des mécontents.

Charles de Valois, toujours inquiet, toujours incommode par son ambition, parut enfin comprimé : personne ne pouvait disputer au connétable la confiance du monarque. Il régla avec une sagacité merveilleuse les apanages de cette multitude de princes du sang qui s'agitaient autour du trône, et restreignit leurs priviléges ; ce qui les rendit moins redoutables. La tâche la plus difficile fut de fixer irrévocablement le sort de Jeanne, et de la dédommager en quelque façon de la perte du trône. Philippe le-Long, irrité de ce qu'on lui avait contesté ses droits, refusait de ratifier la convention en vertu de laquelle on assurait à la fille de Louis X la possession de la Navarre, de

la Champagne et de la Brie. Le duc de Bourgogne, les comtes de La Marche et de Valois, qui ne cherchaient qu'un sujet de trouble, se récrièrent en manifestant l'intention de défendre par les armes une convention solennellement garantie; le monarque, aigri par les menaces des princes du sang, annonça qu'il était prêt à repousser par la force les attaques dirigées contre son autorité. Ces démêlés allaient devenir sanglants; Châtillon sut tout concilier en proposant un terme moyen : ce fut de laisser à la jeune princesse, la Navarre seule, qui à la vérité lui donnait le titre de reine, mais dont le sacrifice devait peu toucher Philippe, en raison de l'éloignement et de la pauvreté du pays; tandis que la Champagne et la Brie, contrées riches et florissantes, se trouvaient au centre du royaume. Ce que le connétable proposa fut accepté; et Philippe resta possesseur de la Navarre jusqu'à la majorité de Jeanne.

La tranquillité régnait dans l'intérieur; toutes les ambitions étaient satisfaites, ou peu redoutables. Le roi résolut de réprimer les Flamands, sans cesse disposés à de nouvelles agressions. Eudes, duc de Bourgogne, avide de gloire, demanda qu'on lui confiât la direction de cette guerre. Un refus pouvait le mécontenter; et cependant il devenait dangereux de mettre à sa disposition des forces considérables. L'agitation des esprits ne permettait pas non plus que Philippe-le-Long s'absentât de sa capitale : il fut décidé que Gaucher de Châtillon partagerait avec Eudes le commandement suprême.

Le prince bourguignon et le connétable partirent, conduisant une armée de 25,000 hommes : le premier, très-ardent, sans expérience dans les armes, aurait causé par son impétuosité quelques désastres, si l'habile Châtillon n'eût modéré cette fougue. Le connétable résolut

de ne livrer que des combats partiels. Les Flamands s'étaient concentrés sur un seul point, ne doutant pas que la querelle ne dût se vider par un engagement décisif. Cette multitude, ne pouvant subsister long-temps ainsi réunie, se disloqua d'elle-même : la cavalerie française ne cessa de harceler les détachements épars. Châtillon prit Berghes, et traita fort durement cette ville, afin d'intimider le reste de la Flandres; il balaya ensuite les deux rives de la Meuse, enleva les bestiaux, détruisit les moulins et affama le pays. Les Belges, consternés de ce genre de guerre, qu'ils ne prévoyaient point, se virent au bout de quelques mois réduits à une position désespérée; ils demandèrent la paix : on ne leur accorda qu'une trève de courte durée, afin de les amener à une soumission définitive.

Robert, comte de Flandres, dont le pouvoir se trouvait singulièrement limité par les chefs populaires, implora l'assistance du pape, dans l'espoir que si la paix se concluait par son intervention, les Belges ne pourraient lui refuser un tribut de reconnaissance. Le pontife, empressé d'arrêter l'effusion du sang chrétien, proposa sa médiation, qui fut acceptée. Pendant qu'on rédigeait les conditions du traité, Robert, toujours préoccupé de l'idée de reconquérir son autorité primitive, s'imagina que le moyen infaillible serait de remporter un triomphe éclatant sur les Français. En conséquence, il reprit brusquement les hostilités, au mépris de la foi jurée, surprit Cassel, Courtray, et en fit les garnisons prisonnières de guerre. Il ne doutait pas d'obtenir des avantages plus essentiels ; mais on ne lui en laissa pas le temps. Au premier bruit de cette rupture inattendue, Châtillon, plus prompt que l'éclair, fond sur les Belges, les écrase partout où il peut les aborder, enlève Courtray d'assaut,

poursuit de poste en poste le comte, qui, n'osant pas accepter le combat offert par un adversaire aussi redoutable, cherche son salut dans la fuite.

Au bout d'un mois, la moitié de la Flandres est conquise; le corps d'avant-garde menaçait déjà la ville de Gand. Robert et les communes demandèrent grâce pour la seconde fois: Châtillon voulait qu'on ne leur accordât aucune condition; mais cette guerre, en se prolongeant, épuisait les ressources du royaume : le connétable céda à des considérations si légitimes. La paix fut signée le 20 juin 1320.

Gaucher, ayant dompté les ennemis de la France par sa valeur, revint à Paris, pour aider le roi de ses conseils; il attacha son nom à la loi conservatrice promulguée au printemps 1321, qui décidait qu'à défaut d'héritiers mâles les apanages des princes du sang seraient reversibles à la couronne.

Philippe-le-Long avait hérité de la piété de ses ancêtres; le sort des chrétiens de la Palestine l'intéressait : il fit vœu de voler à leur secours. Cette déclaration combla de joie une bouillante chevalerie, qui recherchait les aventures périlleuses. Châtillon, aussi martial que tout autre, ne partagea cependant pas le même enthousiasme, trop éclairé pour ne pas apercevoir que les circonstances avaient changé depuis les premières croisades, et que la politique ne commandait plus ces expéditions lointaines. Il démontra au roi que l'intérêt de l'Etat exigeait qu'il ne s'engageât point dans une entreprise hasardée, lui faisant sentir que son absence pouvait laisser le champ libre aux factieux, et plonger la nation dans un abîme de malheurs. Jean XXII vint par ses sages représentations (1), donner un nouveau poids aux conseils de Châtillon. Philippe-le-Long renonça

(1) Paulus Æmilius, *De Rebus gestis Francorum.*

au projet de cette croisade, en témoignant néanmoins un sensible regret. Ce prince mourut six mois après (3 janvier 1322), ne laissant que des filles, auxquelles il ferma le chemin du trône en invoquant pour lui-même une loi dont on n'avait pas encore fait l'application ; son frère Charles, comte de La Marche, fut reconnu roi sans difficulté, en vertu de la même loi qu'il avait combattue si vivement : c'était pour la première fois que l'on voyait trois fils succéder à leur père, l'un après l'autre.

Charles était celui des enfants de Philippe-le-Bel qui annonçait le plus de capacité : les courtisans disaient qu'il tenait du philosophe, parce qu'ils le trouvaient moins facile que ses frères. Ce prince, séduit par le captieux Charles de Valois, s'était toujours montré très-opposé au connétable ; mais, devenu roi à vingt-six ans, il sentit que le poids de la couronne l'accablerait si une main ferme ne l'aidait à le soutenir. Ce prince implora le secours de Châtillon au moment où le héros, se réglant sur les anciennes opinions du comte de La Marche, allait s'exiler de lui-même et chercher un refuge parmi ses vassaux ; mais il ne put résister aux instances du jeune monarque, dont le caractère sévère offrait une certaine conformité avec le sien. Le premier acte de Charles IV, dit *le Bel*, et de son principal ministre, fut d'anoblir plusieurs centaines de notables de la bourgeoisie de Paris et des provinces, afin de balancer l'influence de la féodalité primitive. Cette mesure provoqua un violent mécontentement parmi les feudataires, qui ne s'en tinrent pas à des murmures. Charles déploya à leur égard une sévérité inflexible, qui le fit surnommer *le justicier* (1). Il ne craignit pas de sévir contre plusieurs hauts barons qui firent revivre, au détriment de leurs arrière-vassaux,

(1) Du Tillet.

des priviléges abolis par des mandements royaux : quelques-uns payèrent de leur tête une présomptueuse confiance, entre autres Jourdin de Lisle, sire de Casaubon, en Languedoc, qui, cité de comparaître devant le parlement, en raison de plusieurs méfaits, fit pendre aux créneaux de son castel l'huissier porteur de la signification.

La capitale s'était ressentie des désordres qui agitaient les provinces. Les professions stériles étant les seules qui fussent honorées en Europe, tous les royaumes de la chrétienté tendaient à s'appauvrir; le besoin d'argent se faisait sentir en France : un des moyens que prenait le prince pour se procurer des fonds, consistait à rechercher les usuriers et à ravir le fruit de leurs rapines. Le peuple applaudissait avec transport à ces actes de sévérité, parce que l'usure était exclusivement abandonnée aux étrangers : les Français, d'une humeur guerrière, rachetant leurs défauts par des sentiments élevés, regardaient ce métier comme avilissant et indigne de leur caractère. La Guette fut signalé parmi ces usuriers; on l'accusait d'avoir employé à son trafic les deniers de l'Etat, dont on lui confia la garde quelque temps, sous le règne précédent, vu sa réputation d'habileté en matière financière. Il fut arrêté pour être jugé, mais le peuple l'enleva et le mit en pièces : Châtillon était accouru, non pour le défendre comme il avait défendu Marigny son ami, mais afin de l'arracher des mains des furieux et de le livrer à un tribunal compétent, pour que justice fût faite. La multitude méconnut la voix de Châtillon; il fut jeté en bas de son cheval, et foulé aux pieds d'une populace mutinée (1322) (1).

Les scènes tumultueuses de Paris furent le prélude d'événements remarquables : la guerre venait d'éclater entre

(1) Continuateur de G. de Nangis. — André Duchesne.

la France et l'Angleterre; en même temps, la Navarre révoltée avait chassé de Pampelune le gouverneur nommé par Philippe-le-Long. Toute la chevalerie demanda à grands cris de prendre rang dans l'armée qui allait marcher contre les Anglais. Nul ne pouvait disputer à Châtillon le commandement de cette expédition; mais la prudence engageait le roi à fournir quelque aliment à l'ambition de Charles de Valois, toujours menaçant : le connétable, sacrifiant son amour-propre au bien de l'Etat, conseilla lui-même à Charles IV de nommer son oncle généralissime. Le comte de Valois partit pour la Guienne. Châtillon suivit le roi à Toulouse, et y rassembla un corps de troupes, se tenant prêt à passer en Navarre si le cas l'exigeait. Gaucher présida ainsi que le monarque aux premières assemblées des Jeux floraux, récemment institués dans la capitale du Languedoc.

Châtillon aimait les lettres et principalement la poésie, dont il prit le goût fort jeune en Italie, quand le désir de défendre la querelle de Charles d'Anjou l'appela dans la patrie d'Horace et de Virgile. Plus tard Le Dante avait trouvé un asile dans la maison du connétable, lorsque, chassé de sa patrie par Boniface VIII, il s'était réfugié en France (1). L'académie des Jeux floraux saisit cette occasion pour admettre au nombre de ses membres un guerrier, homme d'Etat, qui n'était étranger à aucune espèce de gloire. La Navarre rentra dans le devoir sans que Châtillon eût besoin de franchir les frontières et de reparaître dans une contrée, théâtre de ses premiers ex-

(1) Le Dante, né à Florence en 1265, avait embrassé le parti des Gibelins, opposé aux papes; aussi fut-il persécuté par Boniface VIII et Charles de Valois, qui, brouillé avec Philippe-le-Bel son frère, s'était retiré en Italie et avait reçu le commandement des troupes pontificales. Ce prince poursuivit avec acharnement l'illustre poëte, qui trouva un asile en France, en qualité d'ennemi de Boniface.

ploits. De son côté, Charles de Valois avait triomphé des Anglais d'une manière aussi brillante que prompte. Edouard humilié demanda la paix; son vainqueur n'eut pas le temps de la voir ratifier, il mourut le 16 décembre 1325. L'honneur d'avoir battu les Anglais et vengé son pays, la Guienne deux fois soumise à ses armes, ses conquêtes dans la Flandres et dans l'Italie, faisaient regarder Charles de Valois comme un des plus grands capitaines de son siècle; la régence qu'il avait briguée, le crédit dont il avait joui, la crainte qu'il avait inspirée sous le règne de son frère et de ses neveux, le montraient aux yeux du peuple comme le personnage le plus important de son temps, et aurait assuré sa félicité, si la grandeur et les succès suffisaient pour rendre l'homme heureux. Charles fut le plus fier des princes de sa race; mais lorsqu'il se vit aux portes du tombeau, toutes les vanités de sa vie passée s'évanouirent à ses yeux; et comme dans ce moment terrible ses fautes lui paraissaient plus condamnables, ce prince crut les diminuer en les avouant publiquement. Il fit appeler tous ceux qui avaient le plus à se plaindre de sa conduite, voulant que son premier juge fût l'intègre Châtillon. C'est en sa présence que Valois fit l'aveu de ses torts : il reconnut l'innocence de Marigny, que Gaucher avait défendu au péril de ses jours, et demanda humblement pardon au connétable de toutes ses persécutions : spectacle touchant! car on voyait le juste consoler son ennemi au terme de la vie.

Après avoir calmé l'effroi de Valois prêt à descendre dans la tombe, Châtillon eut besoin de toute la fermeté de son caractère pour détourner un monarque jeune et avide de puissance, du projet de se faire élire empereur. Charles IV, séduit par les promesses du pape Jean XXII, voulait disputer à Louis de Bavière la couronne impériale; sa folle vanité lui rappelait l'exemple de Charlemagne.

Châtillon, plus calme, lui montrait d'un côté des obstacles insurmontables qui s'opposaient à la réussite d'une pareille entreprise. Vaincu par les raisons que le connétable développait habilement, Charles IV fit taire son ambition, renonça pour toujours à se mêler des discordes de l'Allemagne, voulant se consacrer tout entier au bonheur de ses sujets.

Le royaume florissait; sa population augmentait d'une manière sensible; la véritable monarchie avait succédé au régime des fiefs: la France semblait appelée à jouir long-temps du sort prospère que lui avait assuré la sagesse de Charles IV, lorsque ce prince, frappé comme tous ses frères dans la fleur de l'âge, d'une maladie que nul médecin ne sut arrêter, expira le 1er février 1328, laissant la reine enceinte; il nomma son cousin, Philippe de Valois, régent du royaume, et Gaucher de Châtillon son exécuteur testamentaire. En lui finit la branche aînée des Capets; car Jeanne d'Evreux, sa troisième femme, mit au monde une fille (1).

Récapitulons succinctement ici ce que notre patrie doit à cette branche; ce ne sera pas nous écarter de notre plan, car la vie des grands capitaines est essentiellement liée à l'histoire du monarque, qu'ils servirent aussi bien de leurs conseils que de leurs bras.

Lorsque Hugues-Capet monta sur le trône, de grands vassaux partageaient le territoire de la Gaule; de plus petits, subordonnés à leurs caprices, vivaient dans la dépendance des premiers, et s'unissaient tous pour tenir le gros de la nation dans la servitude.

Les habitants des campagnes, attachés à la glèbe, ne possédaient rien, ne pouvaient se marier sans le con-

(1) Blanche, qui épousa Philippe duc d'Orléans, dernier fils de Philippe de Valois.

sentement de leurs seigneurs, ni passer du territoire de l'un dans celui de l'autre; on les vendait avec la terre, comme les meubles et le bétail: les citadins, asservis à des maîtres particuliers, jouissaient de quelques faibles priviléges, qui ne les empêchaient pas d'être serfs pour la plupart. L'ignorance la plus profonde abrutissait les esprits; une partie même du clergé ne savait pas lire, cependant il dominait les consciences. Les débris des édifices renversés par les ravages des Normands et les dévastations des guerres civiles, couvraient partout les campagnes en friche. Le royaume d'Arles s'élevait au sud-est de la Gaule, et se regardait comme un fief dépendant de l'empire germanique; l'Alsace, la Lorraine, toute la partie orientale, relevaient de ce même empire. Le royaume des Francs était partagé entre les ducs de Guienne, de Gascogne, les comtes de Flandres, de Bretagne, de Périgord, de Bourgogne, de Normandie, etc., dont la puissance et le crédit le disputaient à Hugues-Capet, comte de Paris, choisi par eux pour leur roi; et les domaines de ces ducs se subdivisaient encore entre leurs vassaux et leurs arrière-vassaux.

On ne connaissait de tribunaux et de justice que celle des feudataires; on ne cultivait d'autre art que la chasse; on se battait de château en château, et souvent de rue en rue. Les rois capétiens, aidés de la noble chevalerie, dont le nom seul réveille toutes les idées généreuses, effacèrent insensiblement l'épaisse rouille de la barbarie; ils empêchèrent que de nouveaux Normands ne se répandissent dans leurs états, et repoussèrent les incursions des Allemands: excommuniés souvent, ils résistèrent aux papes, et fixèrent l'existence politique du clergé; ils s'opposèrent aux vexations des barons, soit par leurs armes, soit en introduisant l'usage des appels à leur cour,

dont la justice, plus impartiale que celle des grands vassaux, les rendit plus chers et plus respectables; ils abolirent la servitude dans leurs domaines, engagèrent les seigneurs à l'abolir chez eux-mêmes; ils rapprochèrent les diverses castes, au moyen des lettres d'anoblissement; ils admirent les non-nobles dans les grandes assemblées de la noblesse et du clergé, assemblées que les rois présidaient, et de la réunion du tiers-état à ces deux états privilégiés ils formèrent les états-généraux; enfin, ces princes consentirent à ce que les habitants des villes et des provinces donnassent leur adhésion à la levée des impôts.

Ces rois capétiens établirent encore des grands bailliages et des parlements à Paris, à Rouen et à Toulouse, pour rendre la justice et défendre le faible; ils cherchèrent à prévenir les querelles qui naissent trop fréquemment entre les hommes de diverses professions, en faisant des règlements pour chacune d'elles, en formant des corporations, dont le but était de mettre leurs membres sous la protection du corps entier; ils s'appliquèrent à détruire les oppresseurs, qui s'élançaient du haut de leurs donjons pour accabler l'habitant des campagnes; ils s'opposèrent aux guerres particulières, aux duels, et à toute espèce d'abus de pouvoir.

Ainsi, le gros de la nation dut incontestablement aux premiers Capétiens sa liberté, sa propriété, son repos et plusieurs de ses droits politiques; et si l'on objecte qu'en travaillant au bonheur des peuples, les rois y trouvaient leur avantage, qu'ils augmentaient leur puissance en affaiblissant celle des grands vassaux, nous répondrons que les avantages que le bienfaiteur recueille de son bienfait ne dispensent pas de reconnaissance celui qui le reçoit.

De toutes les familles royales qui ont régné sur la

terre, aucune peut-être n'a été plus glorieuse que cette branche aînée des Capets : quatorze rois se sont succédé de père en fils, dont sept furent de grands princes, Hugues-Capet, Robert, Louis-le-Gros, Philippe-Auguste, Louis VIII, Louis IX et Philippe-le-Bel; c'est un fait unique dans l'histoire : aucun d'eux ne périt de mort violente, ce qui n'est guère moins rare dans une suite de quatorze souverains, et dans un espace de trois cent quarante ans.

Les rois capétiens virent cinq royaumes dans leur famille : le Portugal (1), Naples, la Hongrie et la Pologne, et l'un d'eux fut couronné roi d'Angleterre à Londres. Par le mariage de leurs filles, ils mêlèrent leur sang à celui de tous les souverains de l'Europe. Dans l'espace de ces trois cent quarante années, plusieurs de leurs vassaux acquirent des couronnes : l'Angleterre, conquise par le duc de Normandie, passa, par un mariage, sous les lois du comte d'Anjou Plantagenet. Les chevaliers français, après avoir gagné quatre batailles dans leur première croisade, fondèrent cinq royaumes ou principautés; d'autres paladins, à la tête desquels marchait Montmorency, sire de Marli, enlevèrent Constantinople aux Grecs, et fondèrent l'empire Latin.

Certainement aucune nation ne l'emportait alors en célébrité sur la nôtre, et ne jouissait plus de cet éclat que

(1) A la fin du onzième siècle, Henri de Bourgogne, arrière-petit-fils de Hugues-Capet, étant passé en Espagne pour combattre les Maures, épousa Thérèse, fille d'Alphonse VI, roi de Castille, qui lui céda les provinces voisines du Tage. Alphonse Henriquez, fils du Bourguignon, battit les Arabes, et fonda le royaume de Portugal. Charles d'Anjou, frère de saint Louis, devint possesseur du trône de Naples ; son fils, Charles-le-Boiteux, épousa Marie, héritière de la couronne de Hongrie, et Louis II, petit-fils de Charles-le-Boiteux, y réunit la Pologne, après la mort de Casimir son oncle.

donnent la victoire et les conquêtes : cependant les Capets ne négligeaient pas de procurer à la France une autre sorte de gloire ; ils rendirent Paris la ville la plus régulière de l'Occident ; ils y favorisèrent les études : on peut en juger par cette foule de cardinaux et de papes qui furent disciples de l'université de Paris, ainsi que par Le Dante et par Pétrarque, qui vinrent y étudier. Sous le règne de ces princes, la manière de faire la guerre commença à devenir un art ; on fit de rapides progrès dans une partie que les Allemands connaissaient beaucoup mieux que nous ; on créa une sorte de système militaire qui reposa sur des principes fixes, uniformes et appropriés au temps : toutes les classes furent appelées à défendre l'Etat, et dès-lors la France devint redoutable à ses ennemis ; elle prit sur eux cette prépondérance que des revers prolongés ne purent lui faire perdre.

Cette race fournit matière aux réflexions les plus intéressantes, et sa fin même offre l'exemple de l'instabilité des choses humaines. Philippe-le-Bel laissa trois fils, les plus beaux hommes du royaume, qui, mariés de bonne heure, promettaient une nombreuse postérité : certes, s'il fut jamais permis de compter sur quelque réalité, on dut croire à la perpétuité de la branche des premiers Capétiens dans les enfants de ce monarque ; mais, contre toute espèce de calcul, elle finit dans la personne de Charles IV, le dernier de ces trois princes, qui moururent à la fleur de l'âge, laissant à eux trois huit filles : cette branche s'éteignit enfin, après avoir régné quatre siècles d'une manière glorieuse ; elle se trouva remplacée par une famille sortie du même tronc, et dont la durée offrit le tableau des plus grandes infortunes, des calamités les plus complètes, et dont la seule conformité avec celle qui l'avait précédée fut sa fin. La branche des

Valois finit comme la première des Capets, par trois frères qui moururent sans enfants. Philippe, qui fut le premier roi de cette nouvelle tige, était fils de ce Charles de Valois, dont le rôle dans les règnes précédents fut à la fois si brillant et si déplorable. Si l'opposition avait été forte contre Philippe-le-Long succédant à son frère au préjudice de sa nièce, celle qui eut lieu contre Philippe de Valois se montra sous des apparences bien plus menaçantes.

Plusieurs partis se formèrent ; un grand nombre de vassaux soutinrent les prétentions d'Edouard III, fils d'Isabelle, sœur du dernier monarque, par conséquent beaucoup plus près du trône par les femmes que Philippe. Edouard interprétait la loi salique à son avantage, disant que si elle avait exclu les femmes de la couronne, cette même loi n'excluait pas les fils des princesses ; mais plus il essayait de prouver la validité des droits des enfants mâles nés de filles de France, plus il montrait la nullité des siens, car personne n'ignorait qu'il existait alors deux princes nés, comme Edouard, de filles de rois, qui se trouvaient d'un degré plus près du trône que lui : l'un était Philippe de Bourgogne, né en 1323 de Jeanne de France, fille de Philippe-le-Long ; l'autre, Charles de Navarre, fils de Jeanne, fille de Louis Hutin. Plantagenet était fils d'Isabelle, fille de Philippe-le-Bel, par conséquent d'un degré en arrière de ces deux princes ; mais il fallait un prétexte au monarque anglais, et non pas des raisons. Philippe de Valois avait besoin d'amis : il n'osait tourner ses regards vers Gaucher de Châtillon, que son père avait abreuvé de dégoûts ; il n'espérait pas que tant de torts pussent être effacés par une réparation arrachée aux approches de la mort. Gaucher ne voulut voir que la justice ; il n'attendit pas que

Philippe implorât son assistance. Châtillon se mit à la tête du parti qui montrait une aversion invincible pour la domination anglaise : il se composait de la moyenne noblesse et du tiers-état tout entier. Ce parti, quoique numériquement fort supérieur aux autres, aurait fléchi néanmoins devant eux, s'il n'avait eu pour chef le premier officier de la couronne, revêtu de la seule charge militaire qui existât. Les factions opposées renfermaient la portion vitale, agissante, si l'on peut s'exprimer ainsi, de la nation : les hommes couverts de fer, soldats par goût et par intérêt, les féodaux enfin, accoutumés à manier l'épée et la lance. Ces guerroyeurs exerçaient sur les classes étrangères au métier des armes un ascendant irrésistible, qui participait de la crainte qu'inspire le fort au faible dans toutes les espèces. Robert d'Artois, comte de Chaumont, et Louis de Bourbon, dont la baronnie venait d'être érigée en duché-pairie par Charles IV, s'unirent à Châtillon pour défendre la cause du comte de Valois. Le zèle et l'activité de ces hommes généreux servirent mieux les intérêts du prince que les interprétations d'une loi fort obscure, et comprimèrent les efforts de la ligue des feudataires ; ceux-ci n'avaient embrassé la cause d'Edouard que dans l'espérance d'en obtenir de nouveaux priviléges, pour prix de leurs services. Le roi se fit sacrer à Reims avec le plus grand appareil. La coutume voulait que les dignités éminentes de la couronne fussent renouvelées à chaque cérémonie de ce genre : Châtillon reçut pour la cinquième fois les insignes de la charge de connétable. Le roi les lui remit avec toute l'effusion d'une âme reconnaissante ; Châtillon saisit l'épée vivement : l'ardeur martiale dont ses traits s'animèrent alors, semblait faire présager qu'il ne tarderait pas à s'en servir d'une manière glorieuse ; en effet, l'occasion s'en présenta bientôt.

Philippe de Valois voulut à tout prix détourner l'attention générale de son avénement au trône, faire diversion aux discussions que cet événement engendrait, et mettre un terme aux discours qu'on tenait sur son compte; car les partisans d'Edouard ne cessaient de parler de la généalogie que le poète Le Dante avait supposée à Charles de Valois, dont il avait été maltraité : l'Italien voulait prouver que Hugues-Capet descendait d'un boucher (1). Quelque grossiers que fussent ces outrages, ils ne manquaient cependant pas d'humilier Philippe, et de fournir matière à la malignité de ses ennemis : il entreprit donc une guerre que, dans d'autres temps, la politique aurait condamnée. Louis, comte de Flandres, fils de Robert, se vit obligé de lever sur le peuple de forts impôts afin de remplir les engagements contractés par son père envers le roi de France, son vainqueur. Les Belges, selon leur coutume, se révoltèrent et chassèrent le souverain, qui se réfugia auprès de Philippe de Valois : celui-ci prit sa défense, et voulut, avant de commencer les hostilités, consulter les dignitaires de la couronne et les feudataires les plus influents. Le roi, les ayant convoqués, leur fit part de son intention de marcher contre les peuples révoltés, en les priant de dire franchement leur avis. Cette question fut vivement discutée dans le conseil; tous les hauts barons n'approuvaient point ce projet : les uns alléguaient la division qui régnait en France parmi les esprits; d'autres soutenaient que le temps n'était pas opportun, qu'on ne devait pas provoquer une rupture avec les Belges pendant que l'Angle-

(1) . . . . Ugo Ciapetta
Figliuol fui d' un beccajo di Parigi.

(*Purgatorio*, ch. 20.)

terre manifestait des intentions hostiles. Ces raisons paraissaient plausibles ; l'assemblée se partageait d'opinion lorsque Philippe, se tournant vers Châtillon, qui avait laissé parler tout le monde sans proférer un seul mot, lui dit : « Connétable, pensez-vous qu'il faille faire la guerre ? croyez-vous que le moment soit favorable ? — Le temps est toujours opportun pour des gens de cœur (1), » répondit Châtillon avec son laconisme accoutumé. Cette parole brève et énergique émut une assemblée composée d'hommes nourris dans le métier des armes ; une explosion de murmures flatteurs couvrit la voix du connétable. Le roi, vivement touché, descendit de son siége et alla presser entre ses bras le vénérable guerrier : « Allons, dit le monarque, la chose est décidée ; qui m'aime suive mes pas. » Les barons électrisés entourèrent avec enthousiasme Philippe de Valois, qui alla sans délai prendre l'oriflamme à Saint-Denis : toute la chevalerie fut en peu de temps sur pied. Châtillon comptait alors quatre-vingts ans ; mais l'approche des combats semblait faire revivre sa première vigueur. Il reçut le commandement suprême sous le roi, et entra en campagne au commencement de juillet 1328.

Nous avons dit que Gaucher de Châtillon avait introduit des changements notables dans le système militaire. L'infanterie, si long-temps méprisée, qui, sous les premiers rois de la troisième race, ne servait qu'à tenir les chevaux des bannerets, qu'à remuer la terre pour élever des palissades, formait déjà, au commencement du règne de Philippe de Valois, un corps presque régulier: les bannerets ruinés par les croisades, et que les préjugés empêchaient de prendre part aux bénéfices que les

(1) Duchesne, et tous les autres historiens.

habitants des villes retiraient de l'industrie, entrèrent dans l'infanterie, qui recevait une solde. Châtillon, appréciant d'avance les avantages que cette arme pouvait procurer, avait redoublé de soins pour l'honorer aux yeux de la nation; il obtint du roi que les principaux officiers fussent pris parmi les barons les plus considérés. Philippe de Valois, goûtant ces nobles motifs, voulut que le grand-maître des arbalétriers, qui était le chef des hommes à pied, prît rang avant les deux maréchaux de France, et immédiatement après le connétable.

La cavalerie avait aussi subi plusieurs changements utiles : elle ne formait plus que le tiers des armées; les bannerets abandonnèrent l'usage du haubert, dont l'épaisseur accablait le cavalier et le rendait presque immobile sur son cheval; les cuirasses de fer remplacèrent à elles seules le plastron, le gambeson, la chemise de mailles et la tunique de cuir : elles étaient plus légères, et garantissaient autant que toutes les armes défensives réunies. L'industrie et le commerce, ayant provoqué le luxe, l'introduisirent dans les armes; les guerriers mirent plus de recherche dans leur équipement; le heaume informe devint un casque riche et brillant, surmonté d'un cimier à panache : on tenait ce genre de coiffure de l'Italie; l'usage en fut introduit en France par Charles de Valois (1). Les feudataires mettaient beaucoup de soin à caparaçonner leurs chevaux, c'est là qu'ils déployaient toute leur magnificence; le chanfrein, qui couvrait et défendait le front du coursier, était souvent d'or et d'argent massifs, très-bien travaillés. Guyart assure que les chanfreins des chevaux du comte de Dreux, de Louis de Bourbon et de Gaucher de Châtillon coûtaient six mille

(1) Hist. de la chevalerie, par Lacurne de Saint-Palaye.

écus chacun, somme si considérable pour le temps (1324), qu'il est à présumer que cet ancien historien voulait dire les trois ensemble. La lance si longue, si fragile, avait été raccourcie et renforcée, de sorte qu'elle s'était changée en une arme véritablement redoutable. L'institution de la solde des troupes eut pour la France des résultats opposés à ceux que Rome en avait retirés. La paie établie lors du siége de Veïes devint un moyen de corruption dans les mains de Marius, de Sylla, de César et de Pompée : en France ce fut tout le contraire; l'Etat, constitué sur les bases d'une monarchie absolue, vit augmenter sa prospérité par l'extension de la puissance souveraine. La féodalité lutta long-temps pour arrêter cet accroissement; elle jugea qu'en acceptant une solde, ce serait se mettre dans la dépendance du trône : aussi vit-on pendant plusieurs siècles les barons, chevaliers et écuyers s'obstiner à refuser toute espèce de salaire (1); inconvénient d'autant plus grave, que les uns et les autres y suppléaient au moyen du pillage. Gaucher de Châtillon, toujours habile, toujours profond dans ses vues, ne balança pas à accepter une paie, quelque riche, quelque puissant qu'il fût, espérant sans doute que son exemple agirait sur l'esprit des nobles. En effet, quantité de chevaliers qui avaient refusé une solde dans la crainte de se déshonorer, l'acceptèrent sans difficulté quand ils virent le dignitaire le plus élevé la prendre dans toute son intégralité. On voit, par un compte rendu en 1323 par le sire d'Angerville, surintendant des finances, que le connétable touchait soixante sols par jour (2), le banneret vingt, et le chevalier dix. Les variations fréquentes des monnaies, et leur altération sous Philippe-le-Bel, empêchent d'é-

(1) Traité de la noblesse, par Laroque.
(2) Mémoriaux de la Cour des comptes.

valuer ces diverses sommes au cours actuel. En instituant la solde des troupes, Châtillon fit plus qu'assurer la puissance du prince, il rendit encore un service signalé à l'Etat. Les soldats et les chefs, étant payés, se virent astreints à une discipline sévère : dès-lors il ne leur fut plus permis de commettre des désordres dans les villes et dans les campagnes, sous prétexte de pourvoir à leur subsistance; et l'habitant, après avoir payé les impôts, savait qu'on ne troublerait pas la paix de ses foyers : bonheur qui fut si bien senti, que sous Philippe de Valois on leva trois fois plus d'impôts (1) que sous Philippe-le-Bel, sans qu'il y eût jamais ni murmure ni soulèvement.

Ce fut à la tête d'une armée organisée sur ces nouvelles bases, que Gaucher de Châtillon se mit en marche pour aller réprimer les Flamands, dont les ridicules bravades tenaient de la folie. La victoire de Courtray, le péril dans lequel ils avaient mis le roi de France à la bataille de Mons-en-Puelle, enflaient leur orgueil; ils ne doutaient point qu'ils ne dussent triompher du *roi trouvé :* ils appelaient ainsi Philippe de Valois, venu, suivant eux, sur le trône comme par hasard.

Les tisserands et les marchands de poisson, qui formaient la majeure partie de la population de la Flandres, abandonnant leurs ateliers et leurs marchés, vinrent se réunir auprès de Gand; ils choisirent pour chef Colin Zannequin, marinier fameux dans le pays, et qui, sous les formes grossières de son état, cachait un tact exquis, une finesse singulière et un courage à toute

(1) Nous ferons observer que les désastres essuyés par les premiers Valois dans les longues guerres d'Edouard III et d'Henri V, arrêtèrent les heureux effets de l'institution des armées soldées; ce fut seulement vers la fin du règne de Charles VII, que les armées permanentes furent établies d'après un mode régulier.

épreuve. Il exerçait un empire absolu sur cette multitude; et ce peuple, qui s'était révolté contre un prince dont le gouvernement n'avait de vicieux qu'une trop grande faiblesse, obéissait sans murmurer aux moindres caprices d'un homme pris dans la plus basse classe. Les bourgeois de Gand, de Bruges et d'Ypres communiquèrent l'esprit de rébellion à ceux de Cassel, qui se révoltèrent et chassèrent leur comte. Celui-ci, retiré auprès de Philippe de Valois, devint très-utile à l'armée, en raison de sa connaissance parfaite des localités et des habitants. Les Flamands, ayant choisi Mont-Cassel pour boulevard, s'étaient campés sur la montagne, en la couvrant de lignes palissadées depuis le sommet jusqu'au pied. C'était une des plus belles positions militaires que l'on pût rencontrer: Mont-Cassel, place très-bien fortifiée, devait leur servir de retraite, dans le cas où l'on emporterait leurs retranchements.

Les Français s'ébranlèrent vers le milieu du mois d'août 1328, pour attaquer l'ennemi. Philippe de Valois, voulant signaler son règne, et donner aux peuples voisins une idée de sa puissance, invita quantité de princes étrangers à l'accompagner dans cette expédition, comme il les aurait engagés à venir prendre part à une fête brillante. On comptait parmi eux le roi de Bohême, les ducs d'Autriche et de Lorraine, le dauphin de Viennois; les comtes de Savoie, de Hollande, de Hainaut et de Brabant. On distinguait au premier rang des grands vassaux les ducs de Bretagne, de Bourgogne, de Bourbon, d'Alençon, les comtes de Dreux, de Vermandois, Miles Desnoyers, porte-oriflamme, Alard, d'Egmont, Charles de Montmorency, Eustache de Ribaumont, Euguerand de Couci, Pierre de Bouville, Jean III de Malet, seigneur de Graville, Fernand de Rochechouart, Ansiau de Tancarville, Jacques de Duras,

André de Montberon, Daniel d'Aussay, etc. L'armée, forte de 30,000 combattants, se composait en entier de troupes seigneuriales, ou de compagnies soldées. On n'y voyait en milices communales que celles de l'Ile-de-France, de la Picardie et du Vexin. Philippe de Valois avait pris à sa solde, pour cette campagne, 4,000 Génois, excellents arbalétriers. On y remarquait pareillement, disent Froissard et Dupleix, une compagnie formée des plus riches bourgeois de Paris ; elle jouissait du privilége de garder le roi dans sa tente. Les anciens historiens ne s'accordent pas sur l'époque de la création de cette garde particulière : quelques documents font croire que saint Louis l'avait instituée en récompense du zèle que les Parisiens avaient montré pour sa personne en venant au-devant de lui jusqu'à Montlhéri (1226), quand les barons mécontents tentèrent de l'enlever sur la route d'Orléans.

Lorsque les Flamands virent paraître l'armée de Philippe, ils l'accueillirent par mille vociférations, et hissèrent sur l'une des palissades un coq empaillé, avec cette inscription : *Quand ce coq chanté aura, le Roi-trouvé Cassel conquestera.*

L'âge n'avait point anéanti cette bouillante ardeur qui animait Châtillon dans les plaines de l'Italie, sur les plages de l'Afrique, dans les champs de Furnes et de Courtray ; il ne voulut pas se reposer sur un autre des soins que lui imposaient les fonctions de général en chef. Guidé par le comte de Cassel, il entoura la montagne de manière à la cerner entièrement au moyen de lignes de circonvallation ; il établit le quartier du roi au centre, pour servir de point principal aux opérations. Les troupes soldées, soutenues par quelque cavalerie, occupaient les ailes ; la moitié des chevauchées féodales se plaça, comme réserve, derrière le quartier-général,

et s'étendit dans la plaine qui se trouve entre Hazebruk et Cassel. Les princes et les feudataires les plus puissants firent dresser, à l'exemple du roi, des tentes magnifiques. Philippe de Valois agita dans le conseil la question si l'on attaquerait sans délai : le connétable et le comte de Cassel furent seuls d'avis de former une espèce de blocus, afin d'obliger les Flamands à capituler sans condition. Cette résolution adoptée, le camp français se changea en une vaste enceinte, où les barons, pour occuper leurs loisirs, ouvrirent des tournois : la joie la plus folle, les plaisirs les plus bruyants, succédaient à ces jeux. On voit que les Français ne se rappelaient nullement la faute commise à Mons-en-Puelle vingt-quatre ans auparavant, car ils ne songeaient même pas à se garder : cette téméraire sécurité ne tenait pas uniquement à l'ignorance dans l'art de la guerre ; l'esprit du temps voulait qu'ils manifestassent, par la confiance la plus profonde, le mépris que l'on concevait pour certains ennemis : les chevaliers jugeaient indigne de leur caractère de prendre des précautions envers des gens tels que les Flamands ; les préjugés de la chevalerie le commandaient ainsi. On avait vu à la bataille de Bouvines les gens d'armes de Ferrand, comte de Flandres, s'indignant de ce qu'on les fît attaquer par les ribauds, troupe mal famée, se contenter de mettre hors de combat les chevaux, sans vouloir seulement toucher les hommes.

Les Flamands, cernés de tous côtés, regardaient leur perte comme assurée par l'obstination que les Français mettaient à ne pas vouloir changer de position. Zannequin, guidé par cet instinct qui dans le danger anime les créatures les plus faibles, chercha à suppléer à la force par la ruse. Découvrant du haut de la montagne tout ce qui se passait dans le camp ennemi, il s'imagina qu'on

pourrait y pénétrer facilement : en effet, pendant plusieurs jours de suite, le chef des Belges se mêla parmi les Français, sous les habits d'un marchand qui apportait des vivres. Il observa pendant ces divers trajets la position du quartier du roi, ses côtés faibles, les habitudes des soldats et des officiers ; il remarqua que vers deux heures après midi, l'armée, accablée par la chaleur, s'abandonnait au sommeil. Muni de ces précieux documents, Zannequin résolut de surprendre le camp, et d'enlever le roi. Pour mieux cacher son dessein, il engagea quelques escarmouches propres à mettre en haleine ses adversaires, et leur faire désirer une action décisive. Voyant l'ardeur impatiente des Français, il leur offrit la bataille pour une époque fixe, suivant les usages de la guerre : le Flamand désigna le 23 août. Ces sortes de conventions étaient sacrées ; on ne connaissait pas d'exemple d'une violation de ce genre. Mais Zannequin voyait sa perte assurée, et tous les moyens pour y échapper lui paraissaient légitimes. Au lieu d'attendre le jour déterminé, il s'arrêta au projet d'attaquer la veille : ayant passé la nuit entière à faire descendre ses gens dans les derniers retranchements qui bordaient le pied de la montagne, Zannequin en sortit à trois heures après midi, au pas de course, en se dirigeant vers le quartier-général, dont il connaissait parfaitement les issues ; d'après ses ordres formels, les Flamands ne poussèrent point les cris accoutumés. Un seul poste de quelques cavaliers français, commandés par Renaud Delort, gardait les approches du quartier. Renaud, ainsi que le reste de l'armée, ne s'était pas aperçu des mouvements effectués pendant la nuit dans les palissades ; voyant arriver les Flamands en désordre, il les prit pour quelques bandes indisciplinées de ribauds, au service de France ; il marcha droit à eux en leur criant :

« N'approchez pas si près, vous troubleriez le sommeil du roi. » On lui répondit par une grêle de traits, il tomba percé de coups; mais avant d'expirer, il fit entendre le cri de dévouement, *au roi! au roi!* La marche de l'ennemi fut si rapide, que la tente royale fut cernée avant que le prince eût eu le temps de se revêtir de ses armes: il n'avait auprès de lui ni écuyers, ni valets; les clercs de sa chapelle remplirent cet office. Pendant que la compagnie bourgeoise de Paris opposait quelque résistance, Gauthier de Calonne accourut à la tête des hommes d'armes de Tournay; il se jeta dans la tente, en défendit l'entrée aussi valeureusement qu'on pouvait l'attendre d'un capitaine éprouvé; en même temps Miles Desnoyers, porte-oriflamme, survint au moment où Philippe de Valois, à moitié armé, parait les atteintes d'une multitude d'assaillants. Zannequin s'était attaché à la personne du monarque; à force de coups, il brisa son casque mal assujetti; il allait abattre le prince de sa massue, lorsque Desnoyers le perça avec le fer de l'oriflamme, et l'étendit à ses pieds. Cependant l'armée entière était en mouvement, et se dirigeait vers le quartier-général. Gaucher de Châtillon y mena l'élite de la chevalerie : aussi honteuse de sa sécurité qu'indignée de la mauvaise foi des Flamands, elle se précipita par torrents sur les soldats de Zannequin, les repoussa et les contraignit de se disperser; mais le connétable, jugeant que sauver le roi n'était pas gagner la bataille, se mit à la tête de l'aile droite, envahit les retranchements de Cassel, tailla en pièces tout ce qui résistait, et y laissa, pour les occuper, plusieurs divisions de troupes communales. Revenant ensuite vers le plateau où Philippe et le gros des féodaux contenaient des essaims de Belges, il rétablit l'équilibre. Les Flamands, repoussés sur ce point, changèrent de direction, abordèrent le centre

de la ligne française, et le rompirent aisément; car le connétable l'avait dégarni à dessein, afin de décider l'ennemi à s'engager dans la plaine. Les Flamands, privés de leur chef principal, n'ayant aucune idée de la tactique militaire, au lieu de s'efforcer de regagner leurs retranchements, donnèrent dans le piége; ils s'abandonnèrent à la poursuite des Français du centre, et se virent en peu de temps lancés dans la vaste plaine d'Hazebruk, où rien ne les protégeait. Le connétable avait tout prévu; il fit changer de front aux ailes, les étendit pour envelopper entièrement les Flamands. La résolution valeureuse de ces hommes se changea en frénésie; ils faillirent percer la redoutable muraille qui les entourait : le combat devint terrible par l'acharnement des deux partis. Châtillon semblait animé du feu de la première jeunesse; il se battait à la tête de ses trente fils, petits-fils, neveux ou gendres, qui formaient autour de lui une espèce de phalange (1). La fureur des Flamands tint quelque temps la fortune en suspens : la victoire dépendait de la vie de Châtillon, qui semblait lui commander; ils s'attachèrent à sa personne avec une opiniâtreté délirante; mais leurs efforts vinrent se briser contre tant d'obstacles : pressés de tous côtés, les Belges ne songèrent bientôt plus qu'à faire payer cher leur défaite. Froissard dit qu'ils périrent tous en mordant la terre de rage, et en présentant encore, après le trépas, un visage menaçant.

Tous les historiens s'accordent à dire que Gaucher de Châtillon, âgé de quatre-vingts ans, eut les honneurs de la journée. Philippe de Valois fixa tous les regards par sa bravoure personnelle : c'était le troisième roi que la chevalerie arrachait des mains de l'ennemi, dans l'es-

(1) Duchesne, Hist. de la maison de Châtillon.

pace d'un siècle ; et ce qu'il y a de singulier, c'est qu'ils s'appelaient tous les trois Philippe.

Le roi, pour remercier le Ciel d'avoir échappé à un péril si imminent, et d'avoir remporté un avantage si considérable, fit chanter le *Te Deum* sur le champ de bataille, et, selon ses désirs, l'évêque de Paris reproduisit la même cérémonie dans les églises de la capitale : depuis cette époque le *Te Deum* a toujours été chanté à la nouvelle d'un triomphe (1). Le roi nomma chef des arbalétriers Gauthier de Calonne, qui, le premier, arrêta l'ennemi et terrassa Zannequin (2).

L'armée victorieuse investit la ville de Cassel; la place fut prise, livrée aux flammes et au pillage, contre le gré du roi et du connétable. L'armée vengea sur des femmes et des vieillards la honte d'avoir été surprise: on crut laver cet affront par une action digne tout au plus des hommes qu'on venait de vaincre.

Les Français, toujours enthousiastes, donnèrent à Philippe de Valois le surnom de *Fortuné*. Ce prince aurait pu espérer jouir d'un sort prospère s'il avait pu changer les lois de la nature à l'égard de Châtillon, en le ramenant aux beaux jours de la jeunesse : mais ce grand homme devait finir, comme tout ce qui est périssable ; il mourut au commencement de l'année 1329 : il avait vu régner sept rois. Aussi habile capitaine que profond politique, Gaucher ne demeura étranger à aucune espèce de soin : on le vit revêtu des plus hautes dignités, riche, puissant, possédant un territoire considérable, on le vit, disons-nous, en 1318, s'occuper de la police des halles

(1) La bataille de Mont-Cassel a tellement d'analogie avec celle de Mons-en-Puelle, que beaucoup d'historiens confondent l'une avec l'autre, notamment Dupleix.

(2) Titres de la maison de Calonne.

de Paris, et présider à la construction de nouveaux marchés (1), office que bien des gens regarderaient comme indigne d'eux. A ce seul trait, on peut apprécier jusqu'où allait son dévouement : le désir de servir son pays et son roi ennoblissait tout à ses yeux. Au reste, cette généreuse ambition était commune aux hommes supérieurs de cette époque. Toute la vie de Gaucher de Châtillon fut utile à ses concitoyens. Le peuple mêla ses larmes à celles du monarque : ces regrets unanimes présageaient les maux qui allaient fondre sur la patrie, dont le connétable semblait être depuis quarante ans l'ange tutélaire. La juste admiration qu'inspiraient ses talents et ses vertus s'est perpétuée jusqu'à nous ; et tandis que les personnages les plus célèbres de cet âge sont à moitié cachés dans l'ombre des temps, cet illustre guerrier nous apparaît encore comme le géant de la vieille France, comme un de ces hommes rares que le Ciel jette de loin en loin, pour jalonner les siècles et unir les générations (2).

(1) Cartulaires de Decamps, vol. III.

(2) La descendance mâle de Gaucher de Châtillon s'est perpétuée jusqu'au dix-huitième siècle : Louis, duc de Châtillon, le dernier de ce nom, mourut en 1776, ne laissant qu'une fille, Amable-Emilie de Châtillon, aujourd'hui duchesse d'Uzès.

JACQUES DE LA MARCHE,

CONNÉTABLE DE FRANCE,

SURNOMMÉ LA FLEUR DES CHEVALIERS.

LIVRE PREMIER.

Jacques de La Marche va défendre l'empire grec contre les Turcs.— Rentré en France, il prend part à la querelle de Blois et de Montfort.

L'ABAISSEMENT de la puissance seigneuriale était le but vers lequel marchaient en silence les rois capétiens, sans songer néanmoins à la détruire en entier : ils voulaient la renfermer dans des bornes convenables, ne se dissimulant pas que cette féodalité si menaçante n'avait jamais trompé leur espoir au moment du danger. Les princes de la troisième dynastie ne prétendaient plus qu'à la diviser, pour la dominer plus aisément; afin d'y réussir,

ils augmentèrent le nombre de ces grands feudataires, dont tous les jours ils diminuaient les prérogatives. Cette marche, aussi savante que hardie, commença sous Philippe-le-Bel, et fut poursuivie avec constance par ses successeurs.

Le 27 octobre 1327, Charles IV, voulant récompenser le dévouement de Louis de Clermont, petit-fils de saint Louis, érigea la baronnie de Bourbon en duché-pairie; l'acte d'érection était conçu en ces termes : « J'espère, disait le roi, que les descendants du nouveau duc contribueront aussi, par leur valeur, à maintenir la dignité de la couronne. »

Le président Hénault, et beaucoup d'autres écrivains, ont regardé ces paroles comme une espèce de prédiction qui annonçait la haute fortune des Bourbons; nous sommes plutôt porté à croire que ces paroles faisaient allusion au dévouement que Louis de Clermont avait montré pour Philippe-le-Long et pour son frère Charles IV, lorsqu'on agita les droits de Jeanne, fille de Louis Hutin. Mais ce qui servit le mieux à préparer la haute fortune des descendants du comte de Clermont, ce furent les vertus et le courage qui ne cessèrent de recommander les princes de cette race au respect de leurs contemporains. Louis de Clermont mérita d'être élevé à la pairie par la conduite honorable qu'il avait tenue dans toute sa carrière politique. Son père était fils aîné de Robert, sixième fils de saint Louis. Depuis Hugues-Capet on avait vu les princes du sang se mettre constamment à la tête des brigues formées par les mécontents : on en cita vingt ligués contre Louis Hutin et ses deux frères. La seule famille de Robert se montra fort zélée, ne prévoyant certainement pas que ce trône, qu'elle défendait avec tant de loyauté, lui appartiendrait un jour. Ce Louis I[er] fut l'élève de Gaucher de Châtillon, brilla des mêmes vertus,

sut consoler la patrie de la perte de ce grand homme, et lui succéda en qualité de premier ministre : les calamités qui affligèrent la moitié du règne de Philippe de Valois, s'éloignèrent de la France tant qu'il vécut. Louis de Clermont mourut comblé de gloire en 1341, laissant de Marie de Hainaut deux fils, Pierre et Jacques : le premier eut en partage le duché de Bourbon; et le second, dont nous écrivons la vie, le comté de la Marche.

Pierre, l'aîné, d'une complexion délicate, annonçait ne pouvoir fournir une longue carrière; ainsi toutes les espérances se reportaient sur Jacques (né en 1314), dont la robuste constitution, l'air martial et l'humeur impatiente promettaient un de ces hommes que les familles puissantes aimaient à voir surgir au milieu d'elles. Les lumières commençaient à pénétrer en France : l'université fondée à Paris rendit plus général le goût des lettres; les communications, devenues tous les jours plus fréquentes avec l'Italie, l'accrurent encore davantage. Louis de Bourbon manifesta un amour très-vif pour les sciences : il se fit le protecteur d'Arnaud de Villeneuve, médecin, qui devint très-célèbre par ses découvertes en chimie (1), et qui fut régent de la faculté de Montpellier. Les troubadours eurent également beaucoup de crédit auprès du duc de Bourbon.

La chevalerie avait décliné depuis son institution, et ne cessait de subir chaque jour quelque altération :

(1) Arnaud de Villeneuve et son disciple Raymond Lulle découvrirent les trois acides, sulfurique, muriatique et nitrique : on leur dut les premiers essais réguliers de distillation ; ils composèrent les premiers de l'alcool, et s'aperçurent qu'il pouvait retenir quelques-uns des principes odorants et sapides des végétaux, d'où sont venues les diverses eaux spiritueuses employées en médecine et pour la cosmétique.

de même que la monarchie de Hugues-Capet ne fut pas celle de Philippe-Auguste et encore moins celle de Philippe-le-Bel, de même aussi la chevalerie du onzième siècle était bien différente de celle du quatorzième; les mœurs généreuses qu'elle introduisit dans la société dès son début, perdirent de leur simplicité. Toute cette hiérarchie, qui fixait les grades et le commandement ainsi que les préséances, avait déchu d'une manière sensible; les rangs se confondirent; les écuyers se mêlaient, se battaient avec les chevaliers, première violation des règlements de l'ordre; le jeune bachelier prenait le haubert et l'armure complète. La dégradation du moral précéda la confusion des signes ostensibles : cette ardeur à défendre l'opprimé, ce respect pour les femmes, cette constance à toute épreuve, ne furent bientôt plus connus que par tradition. Ce qu'en racontaient les ménestrels et les troubadours, commensaux assidus de l'hôtel de Clermont, enflammait d'enthousiasme Jacques de Bourbon, qui voulait imiter scrupuleusement les anciens preux. Possédé en quelque façon du fanatisme de la chevalerie, le damoisel de haut lignage essayait de remettre en vigueur les règles de l'ordre dans toute leur sévérité; mais ses contemporains ne pouvaient déjà plus le comprendre; il ne put même entraîner son frère dans cette noble voie: Pierre, aussi brave que les paladins de Godefroi de Bouillon, n'attachait aucun prix à leurs vertus. Jacques ne se découragea point; il prêcha si bien d'exemple, qu'on finit par le surnommer *la fleur des chevaliers*.

Le comte de La Marche, atteignant sa vingtième année, éprouvait un regret mortel de voir consumer ses jours dans le repos : il remplissait ses loisirs en soutenant des pas d'armes, en courant aux tournois, aux combats à outrance qui se publiaient en Angleterre, en Allemagne et en Flandres. Le preux, accompagné d'autres pour-

suivants, rompait des lances au fond de la Prusse, lorsque le bruit courut dans toute l'Europe que Philippe de Valois, sur les instances du Saint-Siége, allait marcher à la croisade. Jacques de Bourbon quitta incontinent la Germanie, pour voler à une expédition qui promettait d'ouvrir une vaste carrière à son ardeur indicible.

Depuis la dernière croisade de saint Louis, le royaume n'avait éprouvé aucun malheur capable de nuire à sa prospérité ; aucune guerre de Philippe-le-Bel et de ses trois fils ne fut assez malheureuse pour faire à l'Etat des plaies profondes. Les querelles particulières, beaucoup plus rares, nuisaient moins à l'agriculture ; les parlements, devenus sédentaires, faisaient mieux respecter la justice ; la force publique, accrue par l'acquisition de grandes provinces, assurait davantage les droits de propriété : ainsi, la prospérité particulière augmentait la prospérité générale. Tout était donc tranquille et paisible ; mais l'impétuosité française avait besoin de mouvement : on croyait en trouver dans les croisades, et l'autorité royale se montrait disposée à seconder cet élan, car elle ne reposait pas sur des bases tellement solides qu'on ne dût redouter encore l'oisiveté d'une multitude de féodaux, qui ne respiraient que les combats. Un projet aussi capital demandait qu'on le mûrît : le mariage de Jean, duc de Normandie, héritier présomptif de la couronne, avec Bonne de Luxembourg, fille du roi de Bohême, vint fournir un aliment à l'impatience des barons. Jean de Luxembourg amena lui-même sa fille en France : les noces se firent à Melun, dans le mois d'avril 1332 ; le roi de Navarre, les ducs de Bourgogne, de Lorraine, de Brabant, de Bretagne y assistèrent. Philippe de Valois profita de cette occasion pour renouveler alliance avec ces différents princes ; ils jurèrent tous de se secourir mutuellement : cette espèce de ligue se formait contre

le roi d'Angleterre, dont l'ambition inspirait de justes craintes à ses voisins. Ce fut au milieu des fêtes auxquelles avait donné lieu le mariage du duc de Normandie que le patriarche de Jérusalem arriva de l'Orient, et demanda au roi de France, ainsi qu'aux princes réunis, une audience solennelle : on la lui accorda. Cette assemblée, composée de ce que l'Europe comptait de plus puissant, se tint en plein champ, dans un des faubourgs de Paris. Ce patriarche de Jérusalem était venu en France, vers la fin de l'année 1328, demander la main de Marie de Bourbon, sœur du comte de La Marche, pour Guy, prince de Galilée, fils aîné de Heughes IV de Lusignan, roi de Chypre. Lusignan le renvoya une seconde fois en Occident pour rallumer le zèle religieux des chrétiens, et implorer leur secours contre les ennemis de la foi, qui le resserraient chaque jour davantage dans son île. Jamais circonstance ne parut plus propice. Le patriarche commença par peindre à l'assemblée l'enthousiasme que les habitants de Famagouste avaient montré lors de la venue de Marie de Bourbon, princesse du sang royal de France, petite-fille de saint Louis. Ayant disposé favorablement ses auditeurs par un récit si agréable, il passa à celui des maux que les chrétiens souffraient en Palestine : ses yeux se remplirent de larmes; sa figure vénérable, ses cheveux blancs, les sanglots qui entrecoupaient sa voix affaiblie, en racontant des malheurs que lui-même avait partagés, émurent au dernier point les assistants. Tous se levèrent avec transport, et demandèrent la croix : Philippe de Valois la prit le premier; le vieux roi de Bohême et celui de Navarre imitèrent son exemple.

Jacques de Bourbon se fit remarquer par son ardeur; il voulait partir sans plus attendre, pour aller défendre sa sœur contre les ennemis qui l'entouraient. La croisade

fut décidée ; les évêques la prêchèrent dans toute l'Europe. Le roi de France, désigné par le pape pour être le chef de cette nouvelle entreprise, commença ses préparatifs. On compta bientôt 30,000 hommes des diverses parties de la chrétienté enrôlés sous la bannière sainte : on allait voir une portion de l'Europe fondre de nouveau sur l'Asie. Philippe de Valois fit prévenir Charombert, roi de Hongrie, qu'une armée de croisés traverserait ses états pour gagner les bords de l'Hellespont : ce prince annonça qu'il joindrait ses armes à celles des chrétiens occidentaux. La chevalerie du Languedoc s'unit aux quatre barons provençaux, Boniface de Castellane, Palamède de Forbin, Hubert de Saint-Gilles et Foulque d'Agoult, pour équiper une flotte et aller en Orient par mer. Elie de Villeneuve, grand-maître de Rhodes, promit de seconder le roi de France avec ses vaillants chevaliers (1334). Philippe laissait la régence au duc de Normandie, son fils aîné, en lui donnant pour conseiller le vieux duc de Bourbon, le Nestor des grands feudataires, et dont le fils, Jacques de La Marche, devait partir un des premiers pour la Terre-Sainte. Philippe de Valois, au moment de quitter son royaume pour aller défendre des intérêts étrangers, s'aperçut que les siens propres étaient fortement menacés; autant sa bouillante noblesse faisait paraître d'ardeur pour courir à la croisade, autant celle d'Angleterre en montrait pour attaquer la France.

Edouard, nourrissant toujours le projet de s'asseoir sur le trône de saint Louis, tourmenté sans cesse et même humilié dans son orgueil par l'hommage qu'il s'était vu obligé de faire à Philippe de Valois, entretenait l'animosité de ses sujets, et l'augmentait encore en se parant d'un faux air de modération. Le duc de Bourbon, devenu l'unique régulateur de Philippe depuis la

mort du connétable de Châtillon, fit sentir au monarque le danger qu'il affrontait en abandonnant son royaume. Le prince, appréciant la gravité de sa position, renonça, non sans regret, à son expédition d'outre-mer : ces immenses préparatifs ne servirent qu'à montrer à tous les yeux les ressources de la nation. On ne comprend pas comment Edouard III ne dissimula point son impatience, afin de laisser partir Philippe et l'élite de la chevalerie. La France, dépourvue de ses plus braves défenseurs, eût été une proie facile à saisir.

La prévoyante politique qui retenait le monarque français dans ses états, n'y enchaînait pas Jacques de Bourbon : sa sœur, femme de Lusignan, courait un danger imminent; il brûlait d'aller lui offrir son appui : en second lieu, son père, Louis Ier, se présentait comme roi titulaire de Thessalonique, ayant acheté depuis long-temps les droits d'Eudes, duc de Bourgogne; ce dernier les tenait de sa mère. Ces droits, que nous regardons aujourd'hui comme chimériques, ne paraissaient pas tels aux yeux des princes chrétiens; ils croyaient que les flots de sang dont les chevaliers avaient arrosé cette terre, leur en assuraient la légitime propriété. Les successeurs de Godefroi de Bouillon n'auraient jamais perdu les états fondés par les chefs de la seconde croisade, si tous les souverains de l'Europe s'étaient réunis pour arrêter l'accroissement de la puissance ottomane.

Louis de Clermont, enflammé d'une noble ambition, voulait que sa race régnât sur une terre que les chrétiens avaient long-temps possédée; le caractère exalté de Jacques paraissait propre aux grandes entreprises : en conséquence, son père fit une levée de chevaliers dans la Marche et dans le Bourbonnais; il composa pour son fils une petite armée, que Philippe de Valois augmenta encore, ravi de pouvoir s'acquitter ainsi

d'un vœu fait par lui dans un moment d'enthousiasme. Le jeune banneret, au comble de la joie, partit donc pour la Provence en 1334; il y trouva un homme de son âge, d'un caractère aussi chevaleresque que le sien : c'était Boniface VI, baron de Castellane, dont la courtoisie égalait la valeur; ce baron s'illustra comme poëte troubadour : Pétrarque imita ses vers, et lui emprunta beaucoup de sujets. Possesseur de la moitié de la Provence, Boniface pouvait seconder dignement le prince français; il enflamma par son exemple le zèle de la noblesse du pays. Beaucoup de chevaliers provençaux et languedociens se réunirent, dans le port de Marseille, à ceux qui venaient de Paris. L'escadre mit à la voile, et joignit dans la rade de Gênes les forces maritimes que le pape et les Vénitiens tenaient prêtes pour la croisade : la flotte allait cingler vers les côtes de l'ancienne Grèce, lorsque les envoyés d'Andronic-le-Jeune parurent en Ligurie, et supplièrent Jacques de Bourbon de venir à Constantinople pour aider leur souverain à repousser les Turcs, lui promettant qu'Andronic, délivré de ses redoutables ennemis, le seconderait à son tour dans sa conquête de Thessalonique. Le comte de La Marche ne put résister à leurs pressantes sollicitations; il arriva à Constantinople au commencement de l'année 1335, et y reçut l'accueil le plus flatteur. Il avait passé à la cour d'Andronic une année entière, lorsque le terrible Orchan, fils d'Ottoman, se présenta devant Constantinople accompagné de vingt-cinq vaisseaux (janvier 1336). Jacques désirait ardemment se mesurer avec les Turcs; il unit ses forces à celles d'Andronic, pour repousser Orchan. Ce barbare vint insulter les faubourgs de la capitale : on laissa engager son escadre dans le détroit qui sépare l'Asie de l'Europe; et, au moment où le mécréant s'y attendait le moins, il fut

attaqué de tous côtés. Jacques et les autres croisés décidèrent de la victoire, car les Grecs dégénérés n'osaient soutenir la vue de leurs formidables adversaires. Orchan, battu (1), ne dut son salut qu'à une prompte fuite. Le lendemain de sa défaite, neuf vaisseaux formant l'arrière-garde, restés en dehors du détroit, recommencèrent l'action : Boniface de Castellane les assaillit, en prit la moitié, et coula les autres. Ce double triomphe parut d'autant plus glorieux que, depuis deux siècles, pas un cri de victoire n'avait retenti sur les rives du Bosphore. Le comte de La Marche demanda à l'empereur les secours promis pour conquérir Thessalonique. Andronic éluda de jour en jour sa promesse, lui objectant des difficultés insurmontables. Jacques de Bourbon attendait encore, lorsque la renommée lui apprit qu'une ligue formidable, dirigée par le roi d'Angleterre, attaquait Philippe de Valois. Ne songeant plus à ses intérêts particuliers, il quitta Constantinople et se hâta de revenir en France, brûlant de défendre son pays et son roi (1337). Le comte de La Marche ne pouvait arriver dans des circonstances plus favorables à son courage : le roi se trouvait environné de difficultés inextricables, qui provoquèrent une rupture avec Edouard : en voici la principale cause.

Robert d'Artois, ayant perdu deux fois son procès contre sa tante Mahaut, du vivant de Philippe-le-Bel et de Philippe-le-Long, crut pouvoir sans difficulté élever de nouvelles réclamations sous le règne de Philippe de Valois, qu'il avait servi très-efficacement lors de la première contestation de ce prince avec Edouard III. Robert fondait ses prétentions sur ce qu'il était fils de ce jeune Philippe d'Artois, blessé mortellement au combat

(1) Lebeau, Hist. du Bas-Empire, tom. XXIV.

de Furnes. Aussitôt après le trépas de son aïeul Robert II, dont la témérité fit perdre la bataille de Courtray, Mahaut sa tante s'était mise en possession de l'Artois, en vertu des coutumes qui ne reconnaissaient point la représentation; le neveu, devenu plus âgé, excité par quelques vassaux puissants, attaqua les premières décisions : la cour des pairs jugea ce procès, et maintint Mahaut dans l'entière possession des états de son père. Philippe de Valois, voulant récompenser Robert du zèle qu'il avait montré pour ses intérêts, et en même temps le dédommager de la perte des domaines paternels, lui fit don de la terre de Beaumont-le-Roger, qu'il érigea en comté-pairie; mais au moment qu'on y pensait le moins, Robert demanda la révision du procès, en s'appuyant sur un prétendu testament de son grand-père. Cette pièce, évidemment fausse, le constituait héritier de la majeure partie des domaines d'Artois. Il ne rougit pas d'employer les moyens les plus honteux, de recourir aux intrigues les plus criminelles pour parvenir à ses fins : on le condamna une troisième fois. Philippe de Valois fit, pour le favoriser en cette occasion, tout ce que l'amitié la plus vive peut inspirer à un roi.

Vers la fin du mois qui suivit cette décision, Mahaut et une de ses filles moururent subitement. La voix publique attribua au poison le trépas de ces deux princesses : plusieurs particularités graves accréditèrent cette opinion. Philippe indigné prononça, le 19 mars 1331, dans son lit de justice, un arrêt de bannissement contre Robert. Celui-ci, la rage dans le cœur, essaya de faire assassiner le roi, et courut chercher un refuge auprès d'Edouard, qui le reçut avec transport, se promettant bien de mettre à profit le ressentiment du prince français : ce fut ce moment qu'Edouard choisit pour lancer un mani-

feste dans lequel il s'annonça pour le véritable successeur de Charles IV, en se préparant à soutenir par les armes ses injustes prétentions. Il envoya dans les Pays-Bas cinquante paladins, remplis de cet esprit chevaleresque propre à tenter des entreprises singulières. Les preux d'Angleterre se répandirent dans les états des ducs de Brabant, de Juliers et de Namur; ils versèrent à pleines mains l'argent qu'Edouard leur avait ordonné de répandre. Ces chevaliers étaient tous liés par des serments bizarres : ils promettaient de se signaler, en l'honneur de leur dame, par un exploit éclatant; plusieurs avaient un œil couvert d'un bandeau de drap, et juraient de ne jamais voir de cet œil avant d'avoir accompli quelque prouesse sur les terres de France. Ce serment, ce bandeau, leur audace, et surtout l'argent qu'ils répandaient, produisirent de l'effet sur les esprits, et déterminèrent tous ces petits princes à embrasser le parti de l'Angleterre; la maison Plantagenet ne négligea même pas l'alliance d'un chanoine de Cambray, qui possédait plusieurs fiefs. (Rymmer, t. IV.)

Edouard menaça les Flamands de ne plus leur vendre de laine, si le pays ne se déclarait en sa faveur (1) : il savait bien que ces peuples, dont les richesses provenaient des manufactures, trouveraient plus difficile de se passer des laines de l'Angleterre que de résister aux armes de la France. Les Belges se révoltèrent une troisième fois contre Louis, leur prince, que Philippe de Valois avait réintégré dans ses états. Le brasseur Artevelle se fit chef de la révolte, s'empara de l'autorité et l'exerça de la manière la plus tyrannique; accompagné de 80 valets armés qui ne le quittaient jamais, cet

(1) Meyer, Hist. de Flandres, année 1337.

homme faisait assommer quiconque lui déplaisait; il dépouilla de leurs charges les commandants des villes, les magistrats et les anciens agents du prince. « Des adultères, des homicides, des voleurs, furent placés dans les emplois publics, » dit l'historien Meyer: voilà quels furent les alliés d'Edouard. Ce prince ne se borna point à capter l'amitié des Flamands; mais, à l'aide de nombreux émissaires et au moyen des anciennes relations que Robert d'Artois conservait en France, il parvint à y acheter une partie des feudataires. Philippe de Valois se trouva en peu de temps entouré de traîtres. Froissard et la chronique de Saint-Denis n'hésitent point à dire que la plupart des barons français recevaient des dons considérables des mains du rival de leur maître: Duhaillan les appelle les *pensionnaires de l'Angleterre*. Depuis quelques années la corruption faisait des progrès effrayants en France; le caractère des hommes, en s'adoucissant, avait perdu sa simplicité primitive: le goût des plaisirs se répandait parmi les hautes classes, qui manquaient ordinairement des moyens pour le satisfaire, car les terres mal cultivées rendaient fort peu; aussi l'argent d'Edouard fut-il recherché. Cet honneur, jadis si sévère, céda aux avances des Plantagenet. Le quatorzième siècle était pour la France une de ces époques fatales, où l'avilissement des hommes est le prélude des plus affreuses catastrophes.

Ce fut au milieu de cette désorganisation morale que Jacques de Bourbon arriva en France: la corruption des grands lui inspira une noble indignation, il jura d'y demeurer toujours étranger. Le comte de La Marche se trouvait à vingt-quatre ans vieux guerrier, comparativement aux autres barons: la renommée avait publié dans le royaume ses exploits devant Bysance. Son père le revit avec d'autant plus de ravissement, que Pierre, son fils

aîné, tenait une conduite fort répréhensible; Jacques lui parut, au contraire, appelé à soutenir l'honneur de sa race : il l'unit, en 1337, à Jeanne de Châtillon, dame de Carency, petite-nièce du connétable Gaucher de Châtillon. Philippe de Valois accueillit le jeune prince de la manière la plus distinguée, et l'offrit comme modèle à tous les bannerets. Ce monarque ne prévoyait pas encore les dangers qui l'environnaient; le surnom de *fortuné* que les peuples lui avaient donné, le remplissait d'une confiance dangereuse. Le sage Louis de Clermont, qui ne la partageait pas, lui montrait l'agression d'Edouard comme très-prochaine, car la rivalité des deux rois provenait de différentes causes : l'ambition des Plantagenet, la fierté de Philippe, la saisie faite par lui de plusieurs villes de la Guienne, l'asile qu'il donnait à David, roi d'Ecosse, celui qu'Edouard accordait à Robert d'Artois, étaient autant de motifs de discorde. Louis de Clermont conseilla à Philippe d'opposer aux alliances sur lesquelles s'appuyait son concurrent, d'autres alliances plus puissantes: Albert et Othon d'Autriche s'engagèrent à le servir; le comte Palatin promit de lui amener un corps nombreux de cavalerie; la république de Gênes lui offrit des arbalétriers et des archers; les rois de Castille, de Bohême, de Navarre, et le duc de Bretagne, tous quatre ses parents, s'annoncèrent comme prêts à unir leurs forces aux siennes. Non content de ces mesures politiques, Philippe de Valois voulut rompre les liaisons secrètes qu'Edouard entretenait en France par le moyen des partisans de Robert d'Artois : en conséquence, dans une proclamation datée de Vincennes, 7 mars 1337, il déclara ce vassal criminel de lèse-majesté, et ses adhérents coupables des mêmes crimes. (Cartulaires de Decamps, t. XXVIII.)

Robert, de son côté, excitait la haine du monarque anglais et l'engageait à opérer sans délai une irruption

en France, lui garantissant une puissante coopération de la part de ses nombreux amis, qui viendraient en foule se ranger sous ses drapeaux. Malgré ses instances, Edouard recula devant l'exécution de ce projet: ce prince alla en personne dans la Flandres pour consolider ses alliances; mais il trouva les habitants peu disposés à servir sa cause: quoique les Belges eussent chassé leur souverain, ils étaient retenus par la crainte de déplaire à Benoît XII, qui les avait menacés des foudres de l'Eglise, si leur pays prenait parti contre la France.

Les Flamands, de tous temps très-pieux, redoutaient le courroux du Saint-Siége; Artevelle, vendu au souverain de l'Angleterre, imagina, pour lever leurs scrupules, un subterfuge digne du temps et des artisans grossiers auxquels il s'agissait d'en imposer: « Prenez, dit-il à Edouard, le titre de roi de France; les Flamands, combattant pour vous, ne croiront pas manquer à leurs serments. » Edouard sentit qu'il ne fallait en effet aux hommes passionnés qu'un prétexte pour violer les devoirs les plus sacrés: le prince suivit le conseil d'Artevelle; et ce fut sur l'avis d'un brasseur, qu'il fit valoir ses droits à la couronne de France, droits dont ses successeurs ont longtemps poursuivi la chimère (1).

(1) « C'est de cette époque, dit Hume (chap. xv), que date l'origine de l'animosité violente que les Anglais ont constamment marquée depuis pour les Français: les grands seigneurs d'Angleterre et les simples gentilshommes se vantaient de leur origine française ou normande, et affectaient d'employer la langue de Paris dans les actes publics et même dans les conversations particulières. Mais les fatales prétentions d'Edouard III rompirent cette bonne intelligence, qui fut remplacée par une espèce d'antipathie que les Anglais, quoique agresseurs, et malgré le mal qu'ils ont fait à la France, ont portée plus loin que les Français mêmes. » *Nor is their hatred retaliated on them to an equal degree by the French.*

Edouard publia un second manifeste pour démontrer la légitimité de ses prétendus droits, et l'adressa à tous les pairs, ducs, comtes et barons : il écartela les armes de France et d'Angleterre, et prit dans tous les actes publics le titre de *roi de France* (1). Philippe en fut alarmé; ce prince appela auprès de lui toute la noblesse : il trouva plus d'empressement dans la classe moyenne que parmi les barons. Louis de Clermont et ses deux fils lui témoignèrent un dévouement absolu. Jacques de La Marche, à son départ pour la Grèce, avait été armé chevalier par le vieux roi de Bohême ; Philippe voulut aussi lui ceindre l'épée : c'était un honneur signalé que d'être armé chevalier deux fois. Le monarque lui donna en même temps le commandement des sergents d'armes, garde ordinaire du palais des souverains.

Philippe ne pouvant devenir agresseur dans cette circonstance, attendit qu'on l'attaquât. L'évêque Lincoln vint apporter à Paris, vers la fin d'août 1339, la déclaration de guerre d'Edouard : les évêques remplissaient fréquemment ces sortes de missions, car on regardait leur caractère sacré comme un sauf-conduit inviolable. Presque en même temps Valter Mauny, capitaine anglais, qui avait promis aux dames d'insulter le premier les terres de France, y pénétra accompagné de quarante lances : depuis près de vingt ans on désignait ainsi un petit corps de cinq ou six hommes; on appelait *lance bien fournie* celle qui en avait huit : ainsi Mauny conduisait 250 hommes. Son exploit fut, en débutant, de brûler la

(1) Presque en même temps qu'Edouard prenait ostensiblement le titre et même les insignes de roi de France, il défendait en Angleterre l'usage de la langue française au barreau et dans les actes publics : cependant, malgré ses ordres, la langue anglaise ne fut à la mode que bien long-temps après ; le premier acte écrit en anglais est de 1386. (Hume, ch. XV. — Rymmer, liv. VII, p. 526.)

ville de Mortagne et d'en massacrer les habitants (1). Les Flamands révoltés contre Guy leur souverain, au commencement du quatorzième siècle, avaient commencé ce genre de guerre d'extermination; Edouard fut encore plus coupable, puisqu'il changea en système cette pratique barbare.

Ce prince à la tête de son armée vint assiéger Cambray, défendu par le vaillant Gallois de Labaume; ayant échoué dans les premières tentatives, il forma une espèce de blocus, et détacha une partie de ses forces pour ravager le Cambresis et la Picardie. Philippe envoya au secours de la place 10,000 hommes de troupes féodales ou de bandes soldées, commandées par Jacques de La Marche. Ce banneret attaqua impétueusement les corps de partisans qui ravageaient la contrée, écrasa les uns, dispersa les autres, et contraignit enfin l'ennemi à se tenir renfermé dans son camp. Edouard, convaincu de l'impossibilité d'emporter Cambray, leva le siége et entra en Picardie, afin de joindre Philippe et de lui présenter la bataille. Le monarque français se mit en mouvement, et se vit bientôt en présence de son compétiteur. Les deux armées, égales en forces, formaient ensemble 250,000 combattants : depuis la défaite d'Attila on n'avait pas vu dans les Gaules autant d'hommes armés sur le même terrain. Le camp des Français se développait au-dessous de Vironfosse; celui des Anglais s'étendait le long de la Capelle. Le présomptueux Edouard voulut frapper le moral de son ennemi en se hâtant de lui offrir la bataille, quoique sa position fût la moins avantageuse ; il dépêcha un héraut pour porter le défi. Jacques de La Marche combla de présents cet écuyer et lui remit une chaîne d'or : tel était l'esprit de la chevalerie ; se battre passait pour une

(1) Froissard, liv. 1, ch. 36.

chose si belle et si désirable, qu'en annoncer seulement l'occasion méritait une récompense.

Les deux armées rangées attendaient le signal; les chefs et les soldats croyaient voir commencer à chaque instant l'action, lorsqu'une violente rumeur s'éleva à l'extrémité de l'aile droite des Français : on crut que l'ennemi avait commencé l'attaque. Le roi et les barons montèrent à cheval, et, d'après l'usage de cette époque, Valois ainsi que les autres princes suzerains firent un nombre assez considérable de chevaliers. Mais on ne tarda pas d'apprendre qu'un lièvre causait l'alerte : ce timide animal, épouvanté du bruit des armes, sortit de son terrier et traversa les rangs pour aller chercher un asile moins périlleux. Les chevaliers institués ce jour-là furent appelés *les chevaliers du lièvre*. (Froissard, liv. 1, ch. 41.)

Cependant Edouard, trop politique pour risquer une défaite dans une saison avancée, au milieu d'un pays dont la population se montrait fort peu disposée en sa faveur, prit le sage parti de se retirer et d'aller établir ses quartiers d'hiver au fond du Hainaut. Il effectua sa retraite la nuit qui précéda le jour fixé pour le combat, défection odieuse, suivant les idées reçues. Cependant Philippe ne fut pas extrêmement fâché de cette infraction aux lois de la chevalerie; il voyait avec peine le théâtre de la guerre si rapproché de Paris. Mais cette foule de bannerets, qui avaient conduit leurs chevauchées sur le terrain, éprouvaient un vif regret de ce qu'on les privait du bonheur de se signaler; ils demandaient instamment de poursuivre l'ennemi : cette faveur ne fut accordée qu'à Jacques de La Marche, qui partit avec 6,000 cavaliers, ayant pour lieutenants Gui de Nesle, Robert de Fiennes et Charles de Montmorency. Le comte de La Marche poussa vigoureusement Edouard, défit son arrière-garde au passage de la Sambre : se laissant emporter par un excès

de courage, il parvint jusqu'auprès du roi, et fut au moment de l'enlever au milieu de ses gardes; il s'y trouva bientôt entouré de toutes parts, et ne dut son salut qu'à la bravoure de ses compagnons d'armes : le paladin revint joindre l'armée de Philippe de Valois, auprès de Saint-Quentin, ramenant plusieurs milliers de prisonniers.

Les hostilités continuèrent nonobstant la rigueur de l'hiver : des campagnes ravagées, des villages incendiés, des églises pillées, des actions affligeantes pour l'humanité, tel est le tableau que présente l'histoire des opérations militaires pendant cette saison. Au milieu de ces dévastations, Edouard reçut un échec qui lui fut bien sensible. Voulant se venger de l'affront que Jacques de Bourbon lui avait fait essuyer, ce prince opéra un mouvement rétrograde et rentra dans le Cambrésis, désola la Thiérache, la rive droite de l'Escaut, et vint tomber dans une embuscade que lui tendait l'abbé d'Honnecourt. Ce prêtre guerrier, qui possédait d'immenses domaines, donna asile aux habitants des campagnes, dont la plupart fuyaient la fureur de l'ennemi; il changea leur terreur en résolution, et prit les mesures les plus énergiques pour chasser les Anglais de ces contrées : jamais général ne déploya plus de talent dans ses plans, ni plus de hardiesse dans leur exécution; l'abbé s'empara des défilés, du passage des rivières, des hauteurs; enfin, ayant enveloppé Edouard, il fondit sur ses divisions et les défit entièrement. L'orgueilleux potentat fut vaincu par des moines et des paysans; peu s'en fallut qu'il ne servît lui-même de trophée à leur triomphe; les chroniques du temps disent que le prieur d'Honnecourt sauva l'Etat. (Froissard, ch. 40 et 41.) Le mois suivant, le roi d'Angleterre répara amplement cet échec par la victoire navale de l'Ecluse. Cette défaite commença les malheurs de Philippe de Valois, et coûta 20,000 hommes à la

France. La flotte de Philippe, rangée dans la Manche, se composait de 1,200 navires : saint Louis en avait équipé une de 1,500, et plus tard Charles VI, au commencement de son règne, en réunit autant. Sans doute ce n'étaient pas des vaisseaux semblables à ceux de nos jours : cependant la promptitude avec laquelle on rassemblait une flotte aussi considérable, prouve que la France possédait des ressources maritimes imposantes.

Edouard fut atteint d'une flèche à la bataille de l'Ecluse : cette blessure ne put arrêter son infatigable activité; il débarqua non loin d'Ostende, et entra dans Gand en triomphateur; le monarque anglais, n'y étant resté que le temps nécessaire pour concentrer ses forces, se remit ensuite en campagne et forma le siége de Tournay; mais on lui opposa, comme à Cambray, une vigoureuse résistance; quantité de barons et de chevaliers venaient de se jeter dans la place : le connétable Raoul d'Eu, le comte de Guines et les maréchaux Robert de Briquebec et Mathieu de Trie les conduisaient.

Le perfide Robert d'Artois, commandant un corps de 40,000 Flamands, protégeait les opérations du siége; ce général essaya d'enlever Saint-Omer : il rencontra au pied de ses remparts Eudes, duc de Bourgogne, son ennemi personnel, époux de Jeanne, petite-fille de Mahaut. Robert attaqua le prince bourguignon avec la fureur que pouvait inspirer une haine implacable; tout céda à sa furie; les Français, moins nombreux que les Belges, plièrent sous ses efforts : déjà il croyait atteindre Eudes et assouvir sa rage sur ce rival odieux, lorsqu'il se vit arrêté par Jacques de La Marche, accouru à la tête de 5,000 cavaliers. Le banneret français ayant pris l'ennemi en flanc, rétablit le combat; communiquant à ses soldats l'ardeur qui l'animait, il enfonça les escadrons brabançons composant la principale force

de Robert, et décida de la victoire par son intrépidité. Robert fut mis en pleine déroute, perdit 4,000 hommes, ses bagages, ses bannières chargées de ses armoiries comme comte d'Artois et lieutenant d'Edouard, *roi de France et d'Angleterre*.

A l'issue de cette défaite, les Flamands, dégoûtés, retournèrent à leurs ateliers, se montrant sourds aux prières et aux exhortations d'Artevelle ; dans leur désespoir, ils avaient même voulu massacrer Robert d'Artois. Philippe de Valois se rapprocha de Tournay, resserra les assiégeants dans leur camp, soigneux de n'engager que des actions partielles. Edouard, désespéré du nouveau genre de guerre adopté par son ennemi, lui adressa un cartel que le flegmatique Valois renvoya, en disant que ce cartel ne lui était point destiné, car la suscription portait seulement *à Philippe*, *comte de Valois*. La bravade d'Edouard n'avait pour but que de cacher le péril imminent dans lequel lui et ses troupes se trouvaient. L'avantage que Jacques de Bourbon avait remporté devant Saint-Omer sur Robert d'Artois, renversait le plan de campagne d'Edouard, en le privant de son corps d'observation. Le vainqueur de Robert, ayant opéré sa jonction avec l'armée principale, en accrut la force et la mit à même de cerner l'ennemi de tous côtés. Les Anglais couraient risque d'être écrasés : un seul choc allait décider de la guerre, lorsqu'une femme vint sauver Edouard, qui, de l'aveu même des historiens anglais, était perdu sans ressource. Jeanne de Valois, douairière de Hainaut, sœur de Philippe et belle-mère d'Edouard, vivait retirée au couvent de Fontenelle : elle conçut le dessein d'arracher les armes des mains de son frère et de son gendre. Jeanne quitta sa retraite, arriva pieds nus et couverte d'un cilice ; passant tour à tour dans l'un et dans l'autre camp, elle obtint que les deux rois signe-

raient une trève. Jacques de La Marche et les principaux feudataires se récrièrent, en voyant le roi laisser échapper une si heureuse occasion pour accabler sans retour son compétiteur. Le magnanime désir d'épargner le sang de ses sujets rendit constamment Philippe de Valois dupe d'un adversaire dont la politique astucieuse ne fut qu'une suite de ruses, de piéges et de déceptions. Le roi signa donc, en 1340, un armistice que son vassal se promettait bien de rompre lorsque ses intérêts le commanderaient : cet armistice suspendait une lutte qui jusqu'alors n'avait eu d'heureux fruits pour aucun des deux partis. Edouard, dans cette circonstance, épuisa tellement ses ressources pécuniaires, qu'il se vit obligé de mettre en gage sa couronne et celle de la reine sa femme, entre les mains des archevêques de Trèves et de Cologne (1).

Jacques de La Marche ressentait le besoin d'occuper son courage; cette ardeur fut toujours si active que, dans le cours de toute sa vie, il ne passa pas six mois sans prendre part à quelque expédition.

Le désir de conquérir Thessalonique ne cessait de l'agiter: il apprit que les chevaliers de Rhodes, guidés par Elie de Villeneuve, après avoir remporté de notables avantages sur les infidèles, se préparaient à fondre sur Smyrne; il résolut d'aller s'unir à ces vaillants défenseurs de la foi, de partager leurs dangers et leur gloire, espérant trouver chez eux un peu plus tard de puissants auxiliaires pour conquérir la Macédoine. Mais au moment où il s'apprêtait à quitter la France pour chercher les combats sur des rives étrangères, un nouvel incident vint rallumer le feu de la guerre dans toute l'Europe : voici comment.

Jean III, dit le Bon, duc de Bretagne, mourut au

(1) Hume, liv. XV.

commencement de 1341, sans laisser d'enfants de ses trois femmes. Charles de Blois avait épousé Jeanne, fille de Guy, comte de Penthièvre, nièce de Jean III, et son héritière, en vertu des coutumes de la Bretagne, qui appelaient les femmes à succéder aux grands fiefs. Jean de Montfort (1), frère du dernier duc, mais d'un second lit, prétendait à la possession de la Bretagne : profitant de l'absence de Charles de Blois, il se saisit de Nantes et de plusieurs autres villes. Jeanne de Penthièvre ainsi que son époux portèrent plainte au roi de France, qui, en qualité de suzerain, devenait juge du démêlé en dernier ressort : Jeanne citait, pour prouver que la représentation dominait en Bretagne, un exemple pris dans une des plus anciennes et des plus puissantes familles du duché. Jean de Kergorlay, puîné de Pierre II, étant mort avant 1340, sans enfant, sa succession passa à Jean III son petit-neveu, petit-fils de son frère aîné, au préjudice de Henri, son frère cadet, qui l'avait revendiquée. Philippe de Valois jugea d'après ce précédent : un arrêt du 7 septembre 1341, rendu à Conflans, envoya Charles de Blois en possession du duché. Montfort, de son côté, voulant se ménager un protecteur puissant, se déclara vassal d'Edouard, se mettant ainsi en pleine rébellion envers Philippe et la France ; il trouva un certain nombre de partisans dans ses prétendus états : au premier rang des bannerets on distinguait Tanneguy-Duchâtel, Guillaume de Cadoudal, Papillon de Saint-Gilles, Henri de Kergorlay, les Spinefort. Le comte de Blois voyait au

(1) Jean, petit-fils du fameux Simon de Montfort, et le dernier mâle de cette race, laissa une fille, Béatrix, qui apporta le comté de Montfort dans la maison de Dreux : elle le laissa en mourant à sa fille Yolande, laquelle, devenue veuve d'Alexandre III, roi d'Ecosse, épousa en secondes noces Arthur II, duc de Bretagne, et en eut un fils, Jean, que l'on dota du comté de Montfort.

nombre des siens Olivier de Clisson, père du fameux connétable; Laval, le vicomte de Rohan, Geoffroi de Malestroit; les sires de Rieux, d'Avaugour, Thibault de Morillon, Gérard de Maulin, Geoffroi Charni; les sires de Tintiniac, de Beaumanoir, de Bruc, de Raix, de Rougé, de Derval, d'Aspremont, Robert de Beaumont, Coëtmen, du Ponton, de Lescouët, de Goyon, Traougoff, Reyneval, et le sire de Porrohët, issu des anciens rois de Bretagne.

Edouard s'empressa d'envoyer des secours au comte de Montfort. Philippe dut imiter cet exemple; l'honneur national lui en faisait une loi. Son fils aîné, Jean, duc de Normandie, reçut le commandement des troupes; Jacques de Bourbon accompagna le prince: une tendre amitié l'unissait au comte de Blois, son allié. L'élite du féodal lignage forma le cortége de l'héritier du trône; on y distiuguait le duc d'Alençon, frère de Philippe, le roi de Navarre, le duc de Bourgogne, Pierre de Clermont, trois Montmorency, dont un maréchal de France, le comte de Guines, les ducs d'Athènes et de Lorraine. Odoart Doria et Grimaldi commandaient les Génois à la solde de la France. Jacques de La Marche fut le héros de cette guerre, que l'on pourrait nommer la chevalerie en action; on y mit en pratique jusqu'au moindre règlement de cette institution.

Le premier exploit des Français fut la prise de Chantoceaux, un des boulevards de la Bretagne, et qui tenait pour Montfort; le duc de Normandie assiégea la ville de Nantes le mois suivant. Jacques de La Marche et le duc d'Alençon abandonnèrent le camp pour tenter des coups de main sur les places et forteresses voisines; ils attaquèrent Valgarnier, château fortifié d'une manière particulière. Ferrant, qui le défendait, fit une sortie et prit de sa main Sauvage d'Attigny, banneret

distingué par sa bravoure, et très-aimé du duc de Normandie ; Ferrant promit de le mettre en liberté si le duc voulait accepter un combat à outrance de 200 contre 200 : on accueillit l'offre avec transport. Le jeune prince quitta le siége de Nantes ; et quoique héritier de la couronne de France, il ne balança pas à courir les chances d'une joûte à fer émoulu, et céda dans cette occasion le commandement au comte de La Marche, que toute l'armée ne désignait que par le nom de *fleur des chevaliers*. Les barons les plus considérés des deux armées se portèrent comme poursuivants : on citait, du côté des Français, outre les deux princes déjà nommés, le roi de Navarre, les ducs d'Alençon, de Lorraine et d'Athènes, le vicomte de Rohan, le seigneur de Briquebec et Sauvage d'Attigny, qui obtint la permission de combattre ; son sort dépendait d'ailleurs de l'issue de la joûte. Parmi les Bretons du parti de Montfort, on citait les sires de Kergorlay, de Châteaubriand, de Papillon de Saint-Gilles, de Rouvre et Le Borgne d'Hause. Au jour fixé les 400 combattants se rendirent dans une plaine voisine de Valgarnier ; les deux divisions de 200 hommes se rangèrent en bataille, comme eussent agi de grandes armées. Jacques de La Marche se mit au centre en qualité de général en chef ; le duc de Normandie commandait la gauche, le duc d'Athènes la droite. Après une courte prière, et au signal donné par le beffroi de Valgarnier, les combattants, la lance en arrêt, fondirent les uns sur les autres : Jacques de Bourbon enfonça le centre, qui lui était opposé ; les ducs de Normandie et d'Athènes, moins heureux, plièrent devant leurs adversaires ; mais le comte de La Marche, divisant sa troupe en deux parties, les secourut à propos : enfin, au bout de trois heures d'efforts inouïs, les Bretons, vaincus, se

firent tuer à l'exception de trente, qui demeurèrent prisonniers. Froissard, toujours injuste lorsqu'il parle des Français, dit que le duc de Normandie ayant ordonné d'égorger ces trente Bretons, voulut qu'on lançât leurs têtes sur les remparts de Nantes : c'est une absurde calomnie, que dément le caractère bien connu du duc de Normandie (le roi Jean), et des chevaliers qui partagèrent sa victoire. Villani, historien impartial, et étranger à la querelle, ne fait pas mention de cette barbarie, et pourtant il entre dans de minutieux détails au sujet de ce combat : ce chroniqueur admire même la loyauté que l'on y fit paraître de part et d'autre. Au reste, la circonstance la plus remarquable de ce fait d'armes, c'est que Jean de Montfort et Charles de Blois, pour qui l'on se battait en Bretagne, n'y prirent aucune part.

Montfort resserré dans Nantes, craignant de payer de la vie une trop longue résistance, car il avait été déclaré criminel d'Etat par la cour des pairs, capitula le 18 décembre 1341 : le duc de Normandie le conduisit lui-même à Paris, et le remit entre les mains du roi son père. Montfort fut enfermé dans la tour du Louvre. La plupart des chevaliers français quittèrent la Bretagne à la suite du prince ; mais, sur les instances de Charles de Blois, Jacques de La Marche y demeura : ce général assura, par ses habiles manœuvres, le triomphe temporaire de la cause des Penthièvre. La captivité de Montfort semblait avoir décidé la querelle, lorsqu'une héroïne parut sur ce théâtre sanglant en 1342 ; et ralluma le flambeau de la guerre; c'était Jeanne de Flandres, femme de Montfort : les grâces de son sexe la distinguaient moins que l'intrépidité du soldat. A la nouvelle de la défaite de son époux, elle prit son jeune fils dans ses bras, le présenta aux bannerets bretons de son parti ainsi

qu'aux bourgeois de Rennes, et implora leur secours en les exhortant à continuer la guerre. Tandis qu'une femme arrêtait la fortune par son courage, et s'élançait sur les champs de bataille pour animer les siens, Jacques de La Marche, né pour le métier des armes, s'en voyait arraché par l'ordre de son roi, pour aller remplir une mission d'un genre tout particulier.

Depuis que le Saint-Siége résidait dans le Comtat venaissin, les successeurs de Philippe-le-Bel mettaient beaucoup de soin à ce que l'élection du pape eût lieu sous leurs auspices; plusieurs dignitaires de la couronne, et même des princes de la maison royale, y assistaient : c'est ainsi qu'on avait vu Philippe-le-Long, étant comte de Poitiers, présider à celle du pape Jean XXII, en 1316. Une telle influence, exercée dans une pareille circonstance, établissait d'une manière efficace la suprématie que les monarques français devaient exercer en Europe. Benoît XII mourut le 25 avril 1342; on lui donna pour successeur le cardinal Pierre Roger, archevêque de Rouen : c'était le quatrième Français qui, depuis quarante ans, montait sur le trône de saint Pierre; il prit le nom de Clément VI. Le duc de Bourgogne, le dauphin viennois et Jacques de Bourbon présidèrent à son exaltation. Vers le milieu du mois qui suivit la cérémonie, le comte de La Marche était de retour en Bretagne, pour seconder Charles de Blois: l'étoile de l'héroïque Jeanne de Flandres pâlit devant la bravoure et les sages dispositions de ce terrible adversaire. Le duc de Normandie parut une seconde fois en Bretagne, accompagné du roi de Navarre, du duc d'Alençon, de Louis de Châtillon, des comtes de Boulogne, de Dammartin, des sires de Rougé, de Craon, de Sully, de Fiennes, de Couci, et de 30,000 hommes.

Philippe de Valois ne mit sur pied un armement si considérable que pour s'opposer aux desseins de l'ambitieux Edouard, qui soutenait la comtesse de Montfort au moyen de secours puissants : ainsi, une querelle qui aurait dû se vider dans le coin le plus reculé des Gaules, devint l'occasion d'une guerre longue, opiniâtre, et qui mit la France sur le penchant de sa ruine.

Robert d'Artois, avide de vengeance, demanda le commandement des troupes qui allaient passer en Bretagne; Edouard attendait trop de son animosité pour le lui refuser. Robert, étant débarqué, annonça sa présence en portant le fer et le feu en tous lieux, comme s'il n'eût voulu laisser à Montfort que des ruines. Le rebelle vassal investit la ville de Vannes, défendue par Hervé de Léon, Tournemine, Olivier de Clisson, Lohéac, et l'emporta, ayant livré trois assauts vigoureux : les généraux bretons furent assez heureux pour échapper à son courroux. Pendant qu'il attaquait Vannes, Jacques de La Marche poursuivait le siége de Rennes, aidé du vicomte de Rohan : la place, défendue par le vaillant Cadoudal et pourvue abondamment de vivres, semblait inexpugnable. Le général français, ayant appris les succès de Robert d'Artois, resserra la ville en pressant les travaux; les habitants, craignant qu'une résistance trop prolongée ne leur devînt fatale, se saisirent de la personne de Cadoudal, et ouvrirent les portes. Le comte de La Marche, charmé de la valeur du gouverneur, le combla de présents et le mit en liberté. La conquête de Rennes étant achevée, Jacques de Bourbon se porta rapidement au secours de Vannes; mais il apprit en chemin la capitulation de ce boulevard. Olivier de Clisson et Tournemine, en étant sortis

furtivement, avaient rassemblé un assez grand nombre de soldats, et marchaient pour surprendre Robert au milieu de son triomphe ; le comte de La Marche se mit à la tête de leurs forces, réunies aux siennes, parut brusquement devant la ville et commença un nouveau siége. Les barons des deux partis accoururent pour prendre part à l'action mémorable qui se préparait : cette fameuse querelle allait se décider sous les remparts de Vannes. Le comte de La Marche tenait dans ses mains le sort de la Bretagne ; tous les yeux étaient fixés sur lui et sur son redoutable adversaire. Robert d'Artois avait fait réparer à la hâte les fortifications ; mais son rival, jugeant qu'il perdrait beaucoup de monde en cherchant à escalader des murs fort élevés et très-bien défendus, fit combler les fossés par un nombre considérable de travailleurs, brisa le pont-levis, rompit les portes à coups de catapulte, et se précipita le premier dans la ville. Robert contint dans l'intérieur des flots d'assaillants qui pénétraient de toutes parts ; mais deux blessures le mirent hors de combat : il s'échappa en enfonçant une poterne, erra long-temps seul et parvint enfin à gagner Hennebon. Robert se fit transporter par un vaisseau marchand à Londres, où il termina une vie malheureuse, le 6 octobre 1342 : son père était mort des blessures reçues au combat de Furnes, son grand-père fut tué à Courtray ; son bisaïeul, fils de Louis VIII et fondateur de cette branche, avait péri en Egypte à la bataille de Mansoura. Ainsi ce vassal était le quatrième de sa race qui succombait les armes à la main : il laissait deux fils, alors détenus à Nemours pour les fautes de leur père. Les approches de la mort, loin d'affaiblir la haine que son cœur nourrissait à l'égard de la France, parurent la rendre encore plus

violente ; son dernier soupir fut un cri de rage contre son pays : il exhorta vivement Edouard à poursuivre ses desseins hostiles, l'assurant que sa cause trouverait dans le royaume de nombreux partisans. Les horreurs du trépas semblèrent s'évanouir à ses yeux, lorsqu'il entendit Plantagenet faire le serment de le venger. Ainsi mourut sur une terre étrangère un des petits-fils de Philippe-Auguste ; ses souhaits impies ne furent que trop bien exaucés.

Edouard savait aimer, ou du moins il savait donner d'éclatants témoignages de son amitié : ce prince voulut que les obsèques de Robert fussent magnifiques, et, désireux de hâter l'effet de ses promesses, il franchit le détroit et alla débarquer sur les côtes de Brest. Philippe de Valois le vit arriver avec effroi dans l'Armorique ; car, de la Bretagne, son entreprenant compétiteur pouvait pénétrer dans le cœur du royaume. Il quitta au plus vite Paris et entra dans le duché, accompagné de trois divisions : elles servirent à consolider les conquêtes terminées par Jacques de La Marche. Philippe atteignit Edouard non loin de Ploërmel ; cerné de tous côtés, l'Anglais se trouvait dans une situation pareille à celle d'où l'avait tiré Jeanne de Hainaut, lorsqu'un incident semblable vint encore le sortir de ce mauvais pas. Les cardinaux de Clermont et de Palestrine, qui accompagnaient l'armée, employèrent tout leur crédit pour arrêter le cours des hostilités : il advenait quelquefois que des évêques, transportés de l'ardeur martiale commune à tous les hommes de leur temps, s'élançaient au milieu des batailles ; mais cet exemple se représentait rarement, tandis qu'on en voyait très-souvent d'autres s'enfoncer dans la mêlée pour contenir la fureur des soldats. Les cardinaux

amenèrent les deux partis à conclure une trève le 19 février 1343 : ils méritèrent sans doute des éloges pour avoir empêché l'effusion du sang ; mais Philippe, comme roi, encourut le blâme, car il laissa échapper une seconde fois une belle occasion d'écraser son mortel ennemi.

LIVRE II.

Jacques de Bourbon chasse les Anglais des provinces du midi. — Bataille de Crécy (1346).

Jacques de La Marche, voyant la paix conclue, voulut reprendre l'exécution de son projet favori, la conquête de la Macédoine; il croyait que la France ne réclamerait de long-temps le secours de son bras : quelle était son erreur ! la guerre a des trèves, mais les passions n'en ont point; elles rallument le flambeau de la discorde au moment où la politique croyait l'avoir éteint.

Le comte de Salisbury, premier ministre d'Edouard, ayant acquis la preuve que son maître, pour prix des plus éminents services, ne craignait pas de flétrir son honneur, abandonna ses foyers, se retira auprès de Philippe, et lui remit une correspondance secrète de plusieurs barons français et bretons avec le monarque anglais : ces lettres provenaient principalement d'Olivier de Clisson et de Geoffroi d'Harcourt. Le premier, tombé au pouvoir d'Edouard en 1340, fut renvoyé sans rançon : charmé

des avances de Plantagenet, ébloui par des promesses, Olivier se voua à la défense de ses intérêts. Le second, un des plus puissants bannerets de la Normandie, se prit de querelle avec le maréchal de Briquebec au sujet d'une châtelaine dont il était épris, et que le fils du maréchal voulait épouser. Le roi, pour couper court à ce différend, avait évoqué l'affaire au parlement; d'Harcourt fut condamné : la rage dans le cœur, il fit un traité secret par lequel il promit à Edouard de lui ménager des partisans en Normandie; nonobstant sa défection bien réelle, d'Harcourt feignait de rester attacher à la France. Les lettres que Philippe reçut de Salisbury lui donnèrent la certitude cruelle que des traîtres épiaient ses démarches : le monarque fit arrêter Olivier de Clisson, venu à Paris pour assister aux tournois publiés à l'occasion du mariage du second fils du roi avec la fille posthume de Charles IV. Philippe, las de la guerre, fatigué de se voir contester le titre de roi, voulut effrayer par un exemple terrible les hommes perfides dont il était environné. D'après ses ordres, Olivier eut la tête tranchée : on fit subir le même châtiment à quatorze chevaliers bretons impliqués dans la fatale correspondance. Geoffroi d'Harcourt trouva moyen de passer en Angleterre, et reconnut Edouard pour roi de France: ce prince accueillit d'Harcourt comme il avait accueilli Robert d'Artois; il lui donna le comté de Richemont, en dédommagement de la perte de ses biens récemment confisqués.

Philippe avait hérité du caractère dur et intraitable qui suscita tant d'ennemis à son père : les faveurs dont la fortune se plut à le combler au début de son règne, changèrent son naturel : il devint bon, juste et affable; mais lorsque ce prince eut acquis la preuve que lui et sa famille vivaient au milieu de piéges et de trahisons, que ses bienfaits ne produisaient que des ingrats, sa violence

primitive reparut en entier. Sombre, méfiant, inquiet, il n'offrit plus à ses sujets qu'un front sévère : cette fâcheuse disposition s'augmentait encore par suite du mortel déplaisir que lui inspirait la conduite déloyale du roi d'Angleterre. En effet Edouard, sans aucune déclaration préalable, ordonna au comte de Derby, commandant en Guienne, de ravager les terres de France. Le midi, dégarni de troupes, offrait un accès facile : d'ailleurs l'expédition de Bretagne, en se prolongeant, avait épuisé toutes les ressources ; les soldats et l'argent manquaient absolument. Derby, l'homme le plus habile en guerre et en politique, menaçait le Languedoc, le Limousin et la Gascogne. Pour écarter un péril si pressant, le roi jeta les yeux sur Jacques de La Marche et sur Pierre Iᵉʳ, son frère : ces deux princes ne cessaient de lui donner les preuves les plus éclatantes de fidélité ; Pierre, léger et frivole, ne s'était pas laissé gagner néanmoins par les offres attrayantes d'Edouard. Philippe le nomma gouverneur des provinces méridionales, en exigeant qu'il ne se séparerait jamais de son frère, dont le caractère brillant autant que généreux devait infailliblement rattacher encore plus les habitants de ces contrées à la cause des Valois. Ces deux feudataires partirent, ayant pour lieutenants les maréchaux de Montmorency et de Saint-Venant, le comte de Tancarville et le dauphin viennois : le roi ne put leur donner qu'un millier d'archers. Les deux Clermont montrèrent ce dont est capable un dévouement sincère : ils vendirent une partie de leurs domaines, prirent à leur service des compagnies soldées, et levèrent dans le Bourbonnais ou le Forez 1,200 chevaliers. Arrivés dans le midi, ces généraux surent réchauffer le zèle de ses habitants : le Languedoc se distingua en cette occasion. La ville de Toulouse fournit à elle seule mille sergents. La Gascogne

envoya de nombreuses compagnies de fantassins : les nobles de ce pays, fort sédentaires, accoururent cependant, désireux de combattre sous les ordres du guerrier qu'on surnommait *la Fleur des chevaliers*. Au bout de quelques mois, Jacques de Bourbon se vit à la tête d'une armée formidable ; il commença les hostilités dans l'Agénois, pendant que son frère dirigeait les opérations dans le Quercy, et raffermissait l'autorité de son maître encore mal établie dans cette partie du royaume.

Le comte de Derby, qui dominait en conquérant dans toute l'Aquitaine, vit tous ses plans renversés par l'active vigilance du duc de Bourbon, et la valeur impétueuse du comte de La Marche. Lord Pembrok, ayant voulu sortir de la Réole pour aller tenter un coup de main sur Blaye, fut complètement battu, et ne dut son salut qu'à l'obscurité, qui mit fin à l'action. Derby et ses lieutenants Norfolk, Mauny, Pembrok, n'osèrent plus tenir la campagne : les acquisitions faites par les Anglais dans le Languedoc, l'Angoumois, la Gascogne, leur furent enlevées rapidement.

Le duc de Normandie vint recueillir le fruit des travaux des deux Clermont, sans cependant leur en enlever le mérite ; il arriva dans le Languedoc suivi d'une nouvelle armée, qui servit à consolider autant qu'à étendre les conquêtes commencées par le comte de La Marche ; enfin, la Guienne elle-même, se voyant menacée, réclamait la présence d'Edouard. Ce prince résolut d'aller en personne rétablir ses affaires, jaloux de se mesurer avec deux hommes extraordinaires, qu'il n'avait pu ni battre ni corrompre. La conservation de la Guienne devenait d'autant plus urgente, que la fortune l'abandonnait sur d'autres points : son influence devenait presque nulle en Bretagne. Montfort, échappé de sa prison, était mort le 5 juin 1345 : cet événement rallia la plupart des banne-

rets du duché sous les bannières de Charles de Blois. Dans la Flandres, un incident de la même nature détruisait les espérances du monarque anglais. Le redoutable Artevelle venait d'être massacré par cette populace dont naguère il se croyait l'idole; son audace ne lui avait servi qu'à prolonger de quelques instants une existence que des milliers d'ennemis attaquaient chaque jour, dans l'espoir de venger les victimes de sa grossière ambition. Ombrageux comme tous les tyrans, le vieux brasseur de bière cherchait à s'assurer l'impunité de ses premiers crimes par des atrocités capables de terrifier la multitude. Artevelle, voyant baisser son crédit, désespérant de se soutenir malgré tous ses soins et ses terribles exécutions, conçut l'idée de faire passer la Flandres sous la domination immédiate de la maison de Plantagenet, ne doutant pas de conserver une grande part du pouvoir au moyen de cette combinaison. En conséquence, il proposa à Edouard III de proclamer souverain de la Belgique le jeune prince de Galles. Edouard accepta d'autant plus volontiers l'offre du brasseur, que l'établissement de son fils dans ces provinces favoriserait singulièrement les projets que lui-même nourrissait à l'égard du royaume de France. Le monarque anglais courut en toute hâte au port de l'Ecluse, et s'y aboucha avec Artevelle et les députés des principales villes : ces derniers ignoraient absolument le vrai motif de cette convocation. Lorsque Artevelle eut développé en présence d'Edouard tous ses desseins, les envoyés déclarèrent d'un ton ferme que leurs concitoyens n'accepteraient point pour maître un prince étranger; que le fils de leur comte, né parmi eux, était trop peu âgé pour qu'on lui imputât les fautes de son père, et que lui seul pouvait devenir souverain de la Flandres.

Artevelle, outré de cette déclaration, partit pour

Gand ; sa venue mit en émoi toute la cité : il harangua ses compatriotes, espérant les émouvoir encore par cette faconde qui les entraîna si souvent sur ses pas ; mais ce temps n'était plus : on se saisit de lui, on l'entraîna sur la place publique où jadis il avait donné le premier signal de la révolte ; on le lapida, puis ses membres furent mis en pièces : un sellier, nommé Denis Thomas, lui coupa la tête et la cloua à un arbre (1).

Le courroux de tout un peuple est si effrayant qu'il glaça d'effroi Edouard, dont l'âme ne paraissait pas jusqu'alors accessible à la crainte. Ce prince était demeuré à l'Ecluse ; mais, apprenant la catastrophe d'Artevelle, il se rembarqua précipitamment et revint en Angleterre pour y terminer les préparatifs de son expédition de Guienne.

Jacques de La Marche, uni au duc de Normandie, poursuivait le cours de ses avantages ; il voulut les couronner par la prise d'Angoulême, la seconde place des possessions anglaises ; il l'emporta en dépit de la vigoureuse défense du gouverneur, le comte de Norwik. A la suite de ce succès éclatant, les généraux français décidèrent d'assiéger Bordeaux. Informé de leur résolution, Edouard, sans plus attendre, s'embarqua à Southampton avec son fils, sur une flotte de mille voiles, portant 40,000 hommes ; les vents contraires l'arrêtèrent dans le canal de la Manche, et tous ses efforts pour atteindre les côtes de la Guienne furent impuissants : c'est alors que Geoffroi d'Harcourt le pressa de débarquer en Normandie, lui disant que cette riche province, dégarnie de sa chevalerie, qui avait accompagné dans le midi le fils de Philippe, deviendrait une conquête aisée, dont l'importance le dédommagerait amplement des pertes

(1) Meyer, Chronicon Flandriæ, lib. v.

essuyées dans l'Aquitaine. Le vassal rebelle annonça même que son nom, ses anciennes relations, sa qualité du baron le plus riche de la Normandie, procureraient à la cause de l'Angleterre de nombreux partisans. Pour le malheur de la France, Harcourt fut trop éloquent : il détermina son nouveau maître à suivre ses avis. Le débarquement s'effectua vers le milieu de juillet de 1346, non à Valognes, comme on l'a dit, mais à la Hogue Saint-Vaast (1). Edouard tomba en mettant pied à terre : « Bon, dit-il, cette terre me désire (2). »

C'est ici peut-être le cas de parler en particulier de cet Edouard, sur le compte duquel les écrivains se sont tant partagés : les uns en ont fait un héros magnanime, les autres un barbare conquérant. Les Anglais doivent naturellement se rappeler avec enthousiasme l'histoire de son règne : cependant ce prince ne peut être mis sur la ligne des Alfred, des Charlemagne, des Othon, des Philippe-Auguste ; chez lui le caractère de supériorité ne se soutenait point ; il jetait des éclairs de grandeur, si l'on peut s'exprimer ainsi : on le vit accessible à toutes les idées erronées de son temps ; généreux et magnanime par calcul, quand ses intérêts le commandaient, il l'était dans ces occasions avec faste. On ne peut lui contester des talents très-remarquables pour la guerre ; mais, livré tout entier à l'emportement d'un caractère irritable, il y déploya souvent une férocité réfléchie : en lisant les relations de ses campagnes en France et en Ecosse, on croirait qu'il s'agit d'Attila ou de Gengiskan. Ce fut lui qui le premier mit en usage

(1) Dans le même lieu où trois siècles plus tard un autre roi d'Angleterre, chassé de ses états, Jacques II, se plaça pour voir la bataille navale livrée pour sa querelle par la flotte que commandait Tourville.

(2) Rapin Thoiras, Hume et tous les historiens anglais.

cette politique astucieuse dont Machiavel fit plus tard la théorie; il signait des trèves dans un pressant danger, et les rompait lorsqu'une circonstance favorable se présentait pour reprendre les hostilités : nullement administrateur, il absorba les immenses ressources de son pays, et, tout en ébranlant la monarchie française jusque dans ses fondements, le chef des Plantagenet ruina l'Angleterre. Tant qu'Edouard eut pour adversaires des princes aussi malheureux, aussi confiants que Philippe de Valois et Jean II, qu'une sorte de fatalité jeta hors de toutes les lois de la prudence, tant que ses fourberies purent attacher à sa fortune quantité de barons français, les succès les plus brillants couronnèrent ses efforts; mais dès que ces sortes d'auxiliaires manquèrent, quand, réduit aux seules forces de son pays, Plantagenet eut à lutter contre les Duguesclin et les Clisson, il échoua complètement, et la sagesse de Charles V lui fit perdre en peu de temps le fruit de trente ans d'intrigues, de corruption et de combats.

Le jour même de son débarquement, Edouard marcha sur Valognes; guidé ensuite par d'Harcourt, il se répandit dans la Normandie, tel qu'une lave brûlante : ce prince détruisit tout sur son passage, étalant ses armoiries écartelées des lis français, dévastant un pays qu'il disait lui appartenir, et poursuivant, la flamme et le fer à la main, des hommes qu'il appelait ses sujets : action aussi impolitique que cruelle. Les habitants des campagnes, épouvantés, se réfugièrent dans les villes; Caen voulut résister : le comte d'Eu, connétable de France, et le comte de Tancarville s'y étaient jetés, accompagnés de nombreux féodaux. La place fut prise; le vainqueur n'épargna que les bannerets, dont il espérait une riche rançon; le reste fut massacré; ni l'âge ni le sexe ne trouvèrent grâce devant lui : le pillage

dura trois jours. Cette horrible boucherie s'exécuta en présence de deux cardinaux dépêchés par le pape pour négocier la paix : ces prélats essayèrent vainement d'arrêter la fureur des Anglais. Edouard envoya au-delà du détroit plusieurs vaisseaux chargés de meubles, de linge, de vaisselle, enlevés à Caen; trois navires portaient quarante mille aunes de drap et les 300 bourgeois les plus notables. Bayeux, Saint-Lô, Carentan, Harfleur, éprouvèrent le même sort. Plantagenet fit une tentative inutile sur Rouen, où commandait Jean d'Harcourt, aussi loyal que son frère était perfide. Cependant Philippe accourait avec Jacques de La Marche, qui revenait de la Guienne; ce général ne mettait d'interruption à ses exploits que le temps nécessaire pour passer d'une contrée dans une autre. Le roi, ayant quitté les environs de Rouen, prit une partie de la garnison de cette ville et se rendit auprès de Paris pour réunir l'armée principale; alors Jacques de Bourbon fut chargé d'observer la marche d'Edouard et d'arrêter, autant que possible, ses irruptions. Le prince français coupa tous les ponts sur la Seine; de sorte que l'ennemi, forcé par cette manœuvre d'abandonner le projet d'attaquer Rouen, s'enfonça dans l'intérieur en se dirigeant vers Paris : il espérait qu'un mouvement insurrectionnel éclaterait en sa faveur dans cette capitale, de tous temps disposée à la révolte; mais pour cette fois personne ne bougea. Edouard s'en vengea en brûlant impitoyablement tous les bourgs et villages; il arriva de cette manière à Poissy, dont le pont était rompu : les Anglais se trouvèrent alors enfermés dans les nombreux replis de la Seine. Le comte de La Marche, en suivant tous leurs mouvements sur la rive opposée, vint opérer sa jonction à Saint-Denis avec le corps d'armée du roi. Edouard ne se dissimulait plus le danger de sa position; il sentait

enfin que son entreprise était aussi téméraire que mal combinée : en effet, un miracle seul pouvait le tirer de ce mauvais pas, et ce miracle se fit ; il fut le résultat des imprudences de Philippe, et de cette fatalité qui depuis quelque temps s'attachait à ses moindres actions. On doit convenir que si Edouard commit la faute de s'avancer inconsidérément au milieu de la France, il sut la réparer d'une manière fort habile ; ce prince prépara sa retraite en mettant le comble à ses ravages, afin de répandre au loin la terreur ; ses troupes brûlèrent Saint-Cloud et tous les villages voisins de la capitale : un vent violent poussait jusque dans Paris les flammèches de l'incendie. La vue de ces ravages causait à Philippe une douleur mortelle; jamais monarque n'aima autant ses sujets : il partit de Saint-Denis, passa la Seine à Paris afin d'aller arrêter ces effroyables dévastations. Une foule nombreuse, craignant pour les jours de Philippe, se jeta au-devant de lui, essayant de l'empêcher de franchir les barrières : ce touchant empressement l'excita davantage à s'en rendre digne, il sortit plein de confiance, ne doutant pas que l'ennemi l'attendrait dans la plaine de Vaugirard; car Edouard lui avait envoyé un défi, en demandant que le sort des armes décidât, dans ce lieu, lequel des deux méritait mieux de porter la couronne de France.

L'Anglais, loin d'attendre Philippe, trompa tous les calculs par une manœuvre hardie, rétablit à la hâte le pont de Poissy en se coulant, au milieu de la nuit, entre la Seine et le flanc droit de l'armée française, et passa le fleuve au-dessus de l'embouchure de l'Oise; de sorte que de ce point jusqu'au centre de la Picardie, par où il voulait effectuer sa retraite sur la Flandres, aucune rivière considérable ne devait barrer son passage. Edouard rencontra à trois lieues de Poissy un corps de milices

18.

d'Amiens fort de 7,000 hommes, il les attaqua (10 août, un dimanche), les défit après une vigoureuse résistance, en tua 1,200 et dispersa le reste. Il ne tarda pas d'apprendre de tous côtés que 80,000 hommes, commandés par Philippe de Valois, le poursuivaient et allaient l'atteindre : trompé dans ses espérances, voyant que les habitants de Paris et des provinces, loin de se déclarer en sa faveur, accouraient sous les bannières de son rival, Edouard ne songea plus qu'à se tirer du mauvais pas où sa témérité l'avait engagé. Nous avons dit que ce prince désirait traverser la Picardie, mais on avait deviné son intention : les ordres les plus sévères prescrivirent de rompre les ponts et de garder les gués. L'avant-garde française pressait déjà les Anglais dans leur mouvement rétrograde. Jacques de Bourbon, à la tête d'un corps de cavalerie, harcelait Edouard, lui tuait beaucoup de monde, et se flattait de le battre sans le secours de la grande armée. Ce général entra dans Beauvais dont les habitants, excités par leur évêque Jean de Marigny, opposaient depuis quelques heures la résistance la plus opiniâtre; ils allaient succomber, lorsque Jacques de Bourbon et sa division parurent. Edouard, obligé de se retirer, brûla l'abbaye de Saint-Lucien, une des plus célèbres de la chrétienté; puis il prit la route de Milly, détruisit l'abbaye de Beaupré, traversa Marseilles, Grandvilliers, et envoya un de ses lieutenants, *Olifart de Gisterne*, attaquer Argies, défendue par une faible garnison, qui se battit vaillamment et fut massacrée en entier. Le roi d'Angleterre arriva de grand matin à Ayraines et s'y arrêta, car ses troupes accablées de fatigue demandaient du repos; il détacha plusieurs de ses officiers pour tâter les points de passage à Saint-Rémi et à l'Etoile, mais toutes ces tentatives pour franchir la Somme échouèrent complètement. L'approche du comte de La

Marche contraignit Edouard à sortir précipitamment d'Ayraines, à quitter même son repas (1). Le roi faillit deux fois, durant ce trajet, tomber au pouvoir du comte de La Marche : ce dernier, en causant un mal incalculable à l'ennemi, perdait également beaucoup de monde, puisqu'il attaquait sans cesse des forces supérieures. Jacques de Bourbon dut ralentir son allure, sans abandonner néanmoins la poursuite des Anglais. Il côtoya comme eux la Somme, et sut les empêcher de forcer le pont de Saint-Rémi. La population, exaspérée, gardait soigneusement tous les passages; Edouard se trouvait donc enfermé entre l'Océan, la Somme et l'armée française, dont une seule portion lui causait déjà tant de mal. Ne sachant que résoudre, il s'avança brusquement dans le Vimeux, monta sur une hauteur, dans un lieu nommé *Caubert;* de cette éminence il découvrait la plaine et la position d'Abbeville : lui et ses lieutenants formèrent le projet d'assaillir cette cité (2), de traverser la Somme dans l'intérieur de la ville; mais l'entreprise présentait des difficultés insurmontables, en raison de l'importance des fortifications et des dispositions hostiles que montraient les habitants. Abbeville était gouvernée au nom des comtes de Ponthieu, par des magistrats dits *les mayeurs* (majors), dont l'autorité ne durait qu'une année : celui de cette époque se nommait *Colard de Ver*, seigneur de Caux; il avait pris les mesures les plus énergiques pour déjouer les entreprises qu'Edouard formerait contre la ville; toute la population le seconda dignement. A l'issue de quelques escarmouches insignifiantes, le roi d'Angleterre, jugeant que ses efforts seraient superflus, quitta Caubert, exécuta un mouvement rétrograde dans la direction sud-ouest, s'é-

(1) Froissard, liv. III.

(2) Hist. des Mayeurs d'Abbeville, par Ignace. 1686.

tablit à Oisemont, et fit comparaître devant lui les habitants que ses soldats purent ramasser; il les questionna tous, promettant une récompense à celui qui indiquerait un gué : l'un d'eux, appelé *Gobin Agace*, se proposa pour guide en répondant de le satisfaire suivant ses désirs. Cet homme grossier, calculant ses intérêts sans songer à ceux de son pays, rendit un service éminent à Edouard, et attacha son nom d'une manière bien malheureuse à un des événements les plus fameux de la monarchie. Contre l'ordinaire des habitants des campagnes, Gobin Agace connaissait fort bien les localités; il partit à minuit d'Oisemont, et fit prendre aux Anglais la seule route qu'ils avaient à tenir pour éviter un dernier revers qui aurait indubitablement entraîné leur perte. Gobin Agace les fit passer au-dessus d'Abbeville, au travers d'un pays de tourbières fort malaisé, et arriva avec eux dans un lieu nommé le *Petit Lavier* (1) : là il atteignit une chaussée, ou plutôt une digue, qui se prolonge pendant trois lieues entre la Somme et la grande route de Saint-Valery; elle court parallèlement à toutes deux. Edouard appuyait sa droite à la grève dans laquelle serpente la Somme, et sa gauche à des marais impraticables, lesquels ne sont desséchés que depuis quatre-vingts ans : la chaussée, aujourd'hui formée en lame de couteau, était alors beaucoup plus aplatie, et servait aux gens du pays pour aller d'une manière directe à Saint-Valery; elle s'élevait de douze pieds au-dessus du niveau des marais, six hommes pouvaient marcher de front sur la crête. Ce passage, difficile vu les nombreuses coupures qui le barraient de loin en loin, offrait d'un autre côté l'avantage d'une parfaite sécurité, car les Anglais ne pouvaient être inquiétés ni

(1) Deux lieues ouest d'Abbeville; le *Grand Lavier* est en face, de l'autre côté de la Somme.

par l'un ni par l'autre flanc. L'importance de cette chaussée n'avait point échappé au conseil du roi de France; aussi y avait-on placé, à moitié chemin de Saint-Valery, un poste militaire établi dans un lieu appelé *Touvent* (deux lieues et demie ouest d'Abbeville). La chaussée s'abaissait à cet endroit; il s'y trouvait un petit domaine qui appartenait à la maison de Soycourt : le poste militaire de Touvent ne comportait pas 200 hommes ; car on présumait bien que quelque détachement ennemi pourrait s'engager dans ce défilé, mais non pas toute une armée. Les soldats français essayèrent cependant d'arrêter la tête de la colonne, ils se firent massacrer; Touvent fut saccagé et brûlé. La tradition du passage des Anglais s'est conservée dans ce lieu, de génération en génération, comme si l'événement ne se fût passé que depuis vingt ans.

L'armée chemina sur la chaussée une demi-lieue plus loin que Touvent; là, elle dut descendre par la droite dans la grève qui offre à cet endroit l'espace suffisant pour déployer des sections de cent hommes de front; elle s'agrandit ensuite progressivement jusqu'à Saint-Valery, de manière à présenter une voie de deux mille pas de large: le terrain est solide, et sert de route lorsque la mer est retirée. Au bout d'une heure de marche sur la grève, Edouard se trouva devant le gué de *Blanquetaque* (Blanche tache), qui tirait son nom d'un mamelon (1) de pierre de craie, formé en cône et placé au-delà de la rive droite sur un plateau, exhaussé de dix pieds au-dessus de la grève; ce mamelon en avait trente de hauteur : le cône

(1) Ce mamelon a été raséil y a vingt-cinq ans, on ne sait pas pourquoi; il n'en reste qu'une calotte de terre assez adhérente, mais que l'on ne voit que de très-près : nous y sommes monté, et nous nous sommes assuré que de ce point on pouvait découvrir une grande partie du cours de la Somme. Cassini a commis une erreur incon-

se dessinait dans l'horizon comme une tache blanche; on ne l'avait élevé en ce lieu que pour indiquer aux habitants des campagnes un gué par où les bestiaux pouvaient passer en toute sûreté, précaution d'autant plus nécessaire que la Somme est remplie de trous fort dangereux, et qu'en s'écartant seulement de dix pieds à droite ou à gauche de la ligne, on pouvait tomber dans des excavations très-profondes.

Gobin Agace venait de guider l'armée anglaise d'une manière admirable; mais le trajet exigea plus de temps que cet homme ne l'avait calculé, et déjà le flux dominait lorsque Edouard atteignit la Somme : le gué, qui ordinairement n'a que trois pieds d'eau (1), était couvert de quinze pieds; la rivière s'étendait alors sur la presque totalité de la grève. Le roi se vit donc arrêté par un obstacle invincible, que le Ciel ne semblait opposer à ses efforts que pour lui en faire mieux sentir l'impuissance.

Edouard attendit six heures, pendant lesquelles toute son armée eut le temps de franchir la chaussée et de se former en masse à l'entrée de la grève : voyant ses soldats abattus, le roi les exhorta à prendre courage, sans leur cacher les nouveaux obstacles qu'ils auraient à surmonter. En effet, Philippe de Valois avait placé au gué de Blanquetaque deux divisions composées de féodaux picards et des milices d'Abbeville, de Saint-Riquier, de Rue et du Crotoy : ces douze mille combattants se trou-

cevable en plaçant le Blanquetaque à l'entrée de l'embouchure de la Somme au-dessus du Crotoy, c'est-à-dire à trois lieues plus loin du lieu où il était réellement. Froissard a été mal instruit quand il a dit que le sol blanc et ferme du gué lui avait donné le nom de Blanchetache; le fond de la rivière a toujours été, à cet endroit, sablonneux et brun.

(1) Nous l'avons passé au mois de septembre, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture.

vaient sous le commandement de Godemar du Fay, baron normand, qui les avait groupés sous les murs du château de Noyelle, petite ville bâtie à huit cents pas du rivage, sur le plateau, à cinq cents pas du mamelon de Blanquetaque et dans le même alignement.

Le château de Noyelle appartenait à Catherine d'Artois, issue du fameux Robert, comtesse douairière d'Aumale, et dont la fille aînée avait épousé le neveu de Geoffroy d'Harcourt : cette dame, fort peu attachée aux intérêts de Philippe de Valois, n'avait pu empêcher que son château ne fût occupé par les troupes françaises; elle résidait en ce moment à Noyelle. Un nombreux détachement de cavalerie couvrait le rivage devant le gué, et se liait à la division principale; Edouard se voyait dans la nécessité de traverser la ville de Noyelle, attendu que les terres, formant une haute corniche en face de l'embouchure du gué, ne permettaient pas de marcher droit en sortant de la rivière: il fallait suivre le sentier parallèle à la Somme; ce sentier conduisait à Noyelle par un encaissement très-prononcé; les habitants du pays appelaient dans le siècle dernier cette route, le *chemin des Valois*.

Edouard, harcelé par le comte de La Marche, sachant toute l'armée de Philippe sur ses pas, comprit qu'il ne lui restait qu'un seul parti à prendre, passer sur le ventre de la division de Noyelle : l'événement prouva que ce prince s'était ménagé, pour réussir dans son invasion en France, d'autres moyens que la force des armes.

La tête de la colonne anglaise étant partie à minuit d'Oisemont, se présenta au gué de Blanquetaque vers cinq heures du matin. Edouard attendit environ six heures pour que l'eau de la mer s'écoulât et que le gué revînt à son état naturel, c'est-à-dire à trois pieds de profondeur, à deux cent cinquante de long et à quinze de large, espace nécessaire pour tenir dix hommes de front. Le

roi désigna un cavalier pour sonder la rivière, et lui-même le suivit jusqu'au courant ; puis il ordonna au maréchal d'Angleterre de s'élancer dans l'eau accompagné de deux divisions, afin de débusquer les avant-postes français; les troupes avancèrent avec transport, mais elles furent obligées de s'arrêter au milieu de la rivière. On conçoit que l'apparition des bataillons anglais à cinq heures du matin sur les bords de la Somme, avait donné l'éveil aux gens de Noyelle : les Français firent sur-le-champ les dispositions nécessaires pour défendre le passage. Godemar partagea sa division en deux détachements, en laissa un devant le château, et vint suivi de l'autre sur le rivage. Lorsque les nobles de France virent les Anglais se jeter dans l'eau, ils s'élancèrent également dans les flots pour aller au-devant d'eux au lieu de les attendre sur l'autre bord; ces féodaux assaillirent vigoureusement le maréchal, qui faillit être pris : forcés cependant de céder au nombre, les Français reculèrent confusément; beaucoup d'entre eux se noyèrent dans les excavations qui bordent le gué. Godemar, loin de les soutenir, battit précipitamment en retraite vers Noyelle; Edouard le fit suivre l'épée dans les reins: le baron normand, au bout d'une demi-heure de course, abandonna ses gens et se perdit dans les bois qui touchaient le vallon. Froissard assure qu'il se battit assez vaillamment; mais toutes les autres chroniques, soit françaises, soit étrangères, signalent sa lâcheté. On ne doit pas attribuer la conduite de Godemar au manque de courage, car les chevaliers de cette époque étaient rarement dépourvus de cœur; on est fondé à croire qu'il fut gagné par Geoffroy d'Harcourt son compatriote, son parent, lequel marchait avec le maréchal d'Angleterre en tête de la colonne. Au reste, les soldats de Godemar n'imitèrent point sa déloyauté; ils défendirent Noyelle avec bravoure; refoulés

dans le château, ils s'y maintinrent long-temps : enfin Edouard, recevant à chaque instant des renforts par l'arrivée successive des détachements qui passaient la rivière, enleva la ville et la livra aux flammes (1). Le roi ordonnait de faire subir le même sort au château, lorsque la dame désolée implora l'assistance de Geoffroy d'Harcourt, son allié : grâce aux bons offices de ce dernier, le château fut respecté ; Edouard s'y établit, et c'est là qu'il donna à Gobin Agace la récompense promise. « Il le quitta de sa rançon, dit Froissard (ch. CXXVII), lui fit bailler cent nobles d'or et un bon roussin. »

Edouard, entré dans Noyelle le 24 août à midi, y demeura le reste de la journée; il envoya sur la gauche des détachements qui brûlèrent Rue et même le Crotoy : ces troupes s'emparèrent de beaucoup de bâtiments chargés de vins, lesquels, transportés à Noyelle, furent d'un grand secours pour les Anglais. Les débris de la division de Godemar se battirent encore vigoureusement à Bray. D'après le récit de Froissard, et selon toutes les autres chroniques, on croirait qu'Edouard partit le 25 d'Oisemont, passa le gué, tourna la forêt de Crécy, et atteignit la ville de ce nom vers la fin de la même journée : cela est physiquement impossible, car une distance de vingt lieues sépare Oisemont de Crécy, en suivant le chemin tenu par Edouard; et 30,000 hommes ne peuvent point parcourir cet intervalle dans un jour, surtout lorsqu'un obstacle seul les arrête pendant six heures, et qu'ils sont obligés de combattre pour le forcer. Froissard et ceux qui l'ont copié sont tombés dans une

(1) Noyelle-en-Chaussée, petite ville forte, affectionnée des comtes de Ponthieu, ne se releva jamais depuis le sac que lui fit éprouver Edouard : c'est aujourd'hui un fort petit village; on y voit encore quelques vestiges du château appartenant jadis aux comtes d'Aumale.

contradiction manifeste, en disant qu'Edouard attendit les Français près de deux jours dans la position de Crécy, ce qui est vrai : il faut donc croire qu'Edouard partit d'Ayraines le 22 août, d'Oisemont le 23 dans la nuit, de Noyelle dans la soirée du 24, qu'il arriva à Crécy le 25 au matin, et s'y reposa trente heures avant de livrer combat.

Après avoir surmonté la difficulté la plus capitale, le passage de la Somme, le roi d'Angleterre tint conseil de guerre dans le château de Noyelle : il apprit que sur sa gauche des digues et des marais rendaient le pays impraticable, et que sur sa droite les bois de Crécy étaient difficiles à traverser, même pour les habitants du pays ; il ne lui restait donc qu'à longer cette forêt par un long détour. On l'informa également que des masses considérables de milices accouraient de tous les points pour le cerner ; dans ce moment critique ce prince agit avec cette audace que la fortune se plaît à favoriser : renonçant au projet de s'ouvrir un passage vers la Flandres, craignant d'ailleurs de perdre son armée en détail dans une course pénible, il résolut de l'employer à tenter le sort d'une bataille rangée : peut-être voulait-il se ménager l'opinion publique, en montrant, par un succès éclatant, sa supériorité sur un rival malhabile. Il s'arrêta donc au projet de ne point quitter ces contrées, d'y chercher une forte position militaire, et d'attendre qu'on vînt l'y attaquer ; c'est ce qu'il fit en coupant la chaussée de Montreuil pour aller se placer sur la hauteur de Crécy. La petite ville qui porte ce nom passait pour le point central du Ponthieu, province qui appartenait à Edouard du chef de sa mère : Philippe de Valois l'avait confisquée et donnée à Jacques de La Marche, dont nous écrivons la vie ; mais le roi d'Angleterre, ayant protesté contre cette disposition, se regardait toujours comme

souverain légitime du Ponthieu; aussi disait-il aux siens: « Allons, nous combattrons sur nos terres, et nous y serons les maîtres. »

Voici quelle avait été la manœuvre des Français : Jacques de Bourbon, obligé de ralentir sa course à cause des pertes qu'il éprouvait en se battant constamment, partit d'Ayraines dès que quelques troupes fraîches l'eurent rejoint, et se mit à la poursuite des Anglais, dont le mouvement sur Oisemont l'avait trompé pendant quelque temps; enfin, sachant qu'ils s'étaient engagés dans la chaussée de Saint-Valery, le comte de La Marche suivit cette route malaisée en harcelant la queue de l'ennemi: il arriva sur la grève lorsque l'arrière-garde s'apprêtait à passer la rivière; il l'assaillit avec impétuosité, la tailla en pièces et s'empara de tous les bagages. Désespéré de voir le monarque anglais lui échapper, le preux s'élança dans les flots suivi du sire d'Aubigny; il poursuivit les Anglais jusque dans le milieu de la Somme : le flux, qui revient chaque six heures, commençait à se faire sentir et prenait déjà *du poignant*, comme disent les mariniers, ce qui le contraignit invinciblement à s'arrêter.

Il est évident que si Godemar du Fay eût employé ses 12,000 hommes à contenir la tête de l'armée, pendant que Jacques de La Marche attaquait si vigoureusement l'arrière-garde, l'ennemi ne pouvait éviter une ruine complète.

Le roi de France, parti de Paris à la tête de forces considérables, avait passé par Amiens en tenant sa droite à la rive gauche de la Seine : il manifestait l'intention d'acculer son concurrent à l'Océan; il suivait la direction que tenait Jacques de Bourbon; mais celui-ci menant un corps de troupes légères, et animé d'une ardeur que tout le monde ne partageait pas au même degré, mar-

chait beaucoup plus rapidement que le gros de l'armée, et le précéda de six heures au gué de Blanquetaque. Philippe découvrait déjà le mamelon, lorsque des chevaliers détachés par le comte de La Marche lui apprirent que les Anglais avaient sauté la rivière, et que la crue d'eau commençait à se faire sentir; le roi calcula qu'il perdrait encore six heures à attendre le reflux, et autant pour que l'armée eût touché l'autre bord; de manière que l'ennemi aurait toujours sur lui trente-six heures d'avance; abandonnant le projet de suivre les Anglais en queue, il résolut de les atteindre en se repliant sur Abbeville, sachant bien que les soldats d'Edouard, trouvant à leur gauche des obstacles invincibles, seraient obligés de se rabattre sur le côté opposé et de passer à la hauteur de cette ville. Ces détails de localités, difficiles à saisir même sur les lieux, ne pouvaient être précisés exactement par Froissard, qui écrivait ces chroniques longtemps après l'événement, et n'ayant souvent pour guide que les récits de gens mal informés.

Philippe parvenu, le 24 août à dix heures du matin, à la petite ville de Mons, une lieue en deçà de la chaussée de Saint-Valery, s'y arrêta la journée, afin de donner quelque repos à ses soldats et d'attendre les dernières divisions; il en partit le 25, ayant près de cinq lieues à faire pour arriver devant Abbeville. Cette marche rétrograde s'exécuta très-péniblement, parce que l'on se vit dans la nécessité de sauter quantité de ruisseaux qui viennent se jeter dans la Somme, et rendent les approches de la ville fort difficiles. Enfin le roi et son armée entrèrent dans Abbeville par les portes d'Hoquet et de Saint-Gilles, franchirent la Somme, qui se divise en plusieurs bras dans l'intérieur; comme il n'existait alors que deux ponts, on fut obligé de se servir de bacs, ce qui demanda un temps précieux, et, pour comble d'embarras,

les Français ne purent déboucher que par une seule porte, celle de *Marcadé;* car si l'armée fût sortie par celle dite *des Rois*, ils eussent été contraints de passer trois autres gros ruisseaux pour gagner la chaussée d'Hesdin, vers laquelle on devait les diriger : cette seule opération exigea plusieurs heures. Le gros des troupes logea en dehors de la ville, à Manchecourt, à Milfort, à la Bouvaque et en d'autres lieux. Le roi ne voulut pas que les Génois, gens féroces et indisciplinés, traversassent la ville pendant la nuit; on les logea en arrière, quoiqu'ils fussent destinés à former l'avant-garde; on les laissa à Rouvray, non loin des débris d'un ancien camp de César : ces différents corps, arrivés dans leur gîte au milieu de l'obscurité, ne purent commencer à prendre du repos que fort tard.

En atteignant Abbeville, Philippe apprit que les Anglais étaient arrêtés à Crécy depuis un jour ; ce qu'on ne pouvait ignorer, car on va d'un lieu à l'autre dans trois heures : d'ailleurs, les habitants des campagnes, effrayés à l'approche de ces étrangers, venaient en foule chercher un refuge dans la capitale du Ponthieu. Le roi envoya sur-le-champ Charles de Montmorency, pour s'assurer du véritable état des choses : ce baron, parti à toute bride, revint au bout d'un certain temps lui confirmer que les Anglais occupaient réellement Crécy. Alors Philippe prit ses dispositions pour s'ébranler de grand matin, et aller attaquer l'ennemi dans sa position ; il coucha à Abbeville, et réunit autour de lui les principaux feudataires, voulant les consulter : le lendemain, un samedi, il entendit la messe à Saint-Etienne, église qui n'existe plus, sortit ensuite avec l'intention de disposer son armée en colonnes et de marcher sur-le-champ contre Edouard. Sa seule crainte était que son rival ne lui échappât. Mais Plantagenet ne cherchait point à éviter le choc ; une

par une forte division, et embarrassa le chemin qui conduit à Crécy par des abattis d'arbres; il mit également beaucoup de monde sur la colline de gauche, et fit travailler toute la nuit ses soldats à palissader cette position, la plus accessible de toutes (1). Edouard rangea le gros de son armée sur les terrasses: elle se trouvait réduite à 32,000 combattants par suite des fatigues, des longues marches et des vigoureuses escarmouches qu'elle se vit obligée de soutenir contre Jacques de Bourbon. Il est certain qu'à cette époque l'usage de l'infanterie était devenu plus général que celui de la cavalerie; la noblesse, appauvrie par des expéditions lointaines, se vit dans la nécessité de combattre à pied : les armées avaient donc subi à cet égard de grands changements depuis la bataille de Bouvines; celle d'Edouard ne comptait que fort peu de cavalerie; d'ailleurs dans la position de Crécy, purement défensive, cette arme ne pouvait lui être utile. Le roi mit sur les hauts côtés des terrasses les archers, la troupe la plus redoutable de l'Europe, composée de vieux soldats gallois, irlandais et gascons : ces archers formaient la moitié de l'armée; le reste se composait de hauts barons, de chevaliers et de petits nobles; les uns et les autres furent massés sur les trois escaliers, de sorte que ces 32,000 hommes se trouvaient concentrés dans un espace très-rétréci. Ces préparatifs se firent de grand matin; car le maréchal d'Angleterre, ayant battu la campagne au lever du soleil, avec un détachement de six cents archers, fouilla les bois de Marcheville, y trouva quatre

(1) Lorsque les Espagnols attaquèrent Crécy sous Louis XIII, les soldats français, travaillant à élever des retranchements, trouvèrent de ces palissades fort bien conservées : on en découvre de loin en loin quelques vestiges.

chevaliers français, les fit prisonniers et les amena à Crécy : ces officiers, partis du camp dans la nuit, avaient été envoyés par Philippe de Valois pour examiner de près la position des Anglais; ils ne purent cacher à Edouard que leur prince était arrivé à Abbeville, et qu'il se proposait d'attaquer les Anglais le 26 de très-bonne heure. Nanti de ces renseignements, Edouard fit sonner les trompettes et prit ses dernières dispositions; il confia le commandement de la première division, celle qui allait se trouver la plus rapprochée de l'ennemi, à son fils aîné, le prince de Galles, âgé de quinze ans; il le fit revêtir d'une armure faite en fer bruni, dont le jeune Edouard garda le surnom depuis cette époque : ces sortes de cuirasses, fort riches quoique noires, se fabriquaient à Bordeaux. Quant au roi, il ne mit ni cuirasse ni casque; il portait un chaperon et un pourpoint en velours vert, tressé en or (1); il tenait un bâton blanc à la main. Geoffroy d'Harcourt fut désigné pour servir de lieutenant au prince de Galles, avec le comte de Warwick, Jean Chandos et Holland. La seconde division, chargée de soutenir la troisième, eut pour chef le comte d'Arundel (Jean de Beauchamp), un des barons les plus considérables et les plus expérimentés de l'Angleterre; on lui adjoignit Mortimer, Miles Stappleton, Jean Grey, lord Vilhoughby. Edouard se réserva le commandement de la dernière. Les deux premières terrasses étaient occupées en entier par les archers, qui tenaient leurs arcs renfermés dans un étui de bois très-léger. Edouard, ayant l'intention bien arrêtée de demeurer dans son camp sans chercher à engager l'action, défendit sous peine de la vie de quitter

(1) Chronique de Tramecourt, p. 313.—Voyez, à la fin du volume, des éclaircissements touchant cette chronique.

les rangs; il prescrivit à ses soldats, en cas de combat, de n'accorder de quartier à aucun chevalier : cet ordre barbare violait tous les usages de la guerre. Les Anglais s'assirent à terre, sur la place même qu'ils occupaient dans l'ordre de bataille, firent un copieux repas, et attendirent l'ennemi en toute sécurité. Edouard parcourait les rangs : maître de lui-même, il savait dissimuler l'inquiétude qui l'agitait intérieurement; sa figure rayonnante respirait la confiance; l'enthousiasme éclatait sur son passage : « Point de cris, point de tumulte, disait-il. » Les officiers reçurent l'injonction expresse de ne point laisser sortir leurs hommes des terrasses, quelles que fussent les provocations de l'ennemi. Plantagenet, ayant épuisé tous les moyens pour enflammer l'ardeur de ses soldats, alla se placer sur le sommet de la montagne; de là il pouvait tout découvrir, présider à l'action par sa présence, et animer d'un même sentiment l'armée rangée à ses pieds.

Philippe, moins heureux, moins habile, et mal servi, n'exerçait point un empire absolu sur ses troupes; le quart des 70,000 hommes qu'il menait à sa suite étaient des Génois armés d'arbalètes, commandés par Ludovic Grimaldi et Jean Doria. Le gros de la *puissance* de Philippe se composait de soldats irréguliers levés à la hâte, la plupart étrangers au métier des armes : on y remarquait quantité de paysans que la frayeur avait chassés des campagnes, et nombre de gens attirés par l'espoir de partager le riche butin que l'on croyait conquérir sur les Anglais, chargés eux-mêmes des dépouilles de la Normandie; ces artisans de diverses professions pouvaient bien contribuer à piller un ennemi vaincu, mais nullement aider à le vaincre. A la tête de cette multitude on voyait des hauts barons aveuglés par le désir de se venger des dévastations commises dans leurs domaines; on y

distinguait également des princes étrangers, notamment Jean de Luxembourg, devenu roi de Bohême en épousant Elisabeth, héritière de cette couronne. Ce prince, le plus actif et le plus ambitieux de la chrétienté, offrait un composé bizarre de vices et de vertus : une fluxion lui fit perdre un œil en 1329, dans l'expédition que les chevaliers Teutoniques ses alliés entreprirent contre Gédimin, grand-duc de Lithuanie. A l'issue de cette guerre il vint en France et s'attacha à Philippe de Valois, dont le fils aîné épousa sa fille; Jean oublia en quelque façon la Bohême, s'unit en secondes noces à Béatrix, fille de Louis Ier, duc de Bourbon, et sœur de Jacques de La Marche. Philippe de Valois le nomma gouverneur du Languedoc, la province la plus importante du royaume; Jean de Luxembourg alla s'y établir et fixa sa résidence à Montpellier, dont l'air pur lui convenait. Une fluxion, semblable à celle dont les médecins allemands l'avaient si mal opéré onze ans auparavant, lui survint dans cette ville en 1340; il se mit entre les mains d'un empirique juif qui, loin de le guérir, lui fit perdre l'autre œil. Cependant l'âge et la cécité ne le dégoûtèrent pas des combats; il ne voyageait jamais en litière, mais toujours à cheval et avec une telle vitesse, que sa suite ne le suivait que très-difficilement. Il porta la guerre en Pologne, dont le souverain, Casimir III, avait envahi pendant son absence la Silésie, sa plus belle province; il repoussa son ennemi et l'assiégea dans Cracovie. Jean se faisait conduire le long des lignes durant le siége, par deux chevaliers : « Je compte pour rien la vie, disait-il, pourvu que je puisse toucher de mes mains les murs de Cracovie. » Casimir, serré de près, envoya proposer à Jean de Luxembourg de s'enfermer tous deux dans une chambre, et de décider la querelle le poignard à la main. Le prince de Bohême lui répondit de se faire crever les

yeux auparavant, afin de combattre à armes égales. Au reste, cet étrange duel n'eut jamais lieu; car le roi de Pologne, ayant reçu des renforts, le contraignit à lever le siége. Jean de Luxembourg, apprenant que la guerre venait d'éclater entre Edouard et Philippe de Valois, vola au secours de celui-ci; en vain ses enfants voulurent-ils l'empêcher d'entreprendre ce long voyage : « Laissez-moi, criait-il ; vous dites que je suis aveugle, eh bien ! je saurai trouver encore tout seul le chemin de la France, je veux malgré vous aller joindre Philippe mon ami, et je combattrai à ses côtés (1). » Charles son fils aîné, élu roi des Romains, l'accompagna.

Au nombre des princes étrangers on voyait encore don Jaime, roi de Majorque : dépouillé de ses états par don Pèdre, roi d'Aragon, il s'était réfugié auprès de Philippe de Valois, en venant implorer son appui; Louis, comte de Flandres, prince malheureux, que ses sujets révoltés chassèrent plusieurs fois; Raoul de Lorraine, qui avait acquis beaucoup de gloire en Espagne, en combattant contre les Maures; Louis de La Cerda, compétiteur au trône de Castille; Aymon, comte de Savoie, qui menait 6,000 hommes, dont la France lui payait la solde. L'autorité de Philippe n'allait pas jusqu'à pouvoir faire plier sous sa volonté des princes se disant ses égaux, tous fiers, jaloux les uns des autres, et animés de la présomption chevaleresque. Parmi les hauts barons on distinguait : Charles-le-Magnanime, comte d'Alençon, frère du roi et fils de Charles de Valois, qui lui avait légué toute la violence de son caractère; Louis de Chatillon, comte de Blois, frère du duc de Bretagne; le comte de Sancerre, père du maréchal de

(1) Dubrarius, évêque d'Olmutz, *Historia Bohemiæ*, liv. xxxi. — Recueil de Freher, p. 177.

ce nom ; le comte d'Auxerre, Pierre de Bourbon, Jean de Croï, Jean de Conflans, Charles de Roussy, Guillaume de Malet, Arthus de Pomereuil, Hardouin de Maillé, Gilles de Soycourt, etc. Ainsi, du côté des Français, si l'on comptait assez de bras pour combattre, il y avait trop de têtes pour diriger. Nul ne paraissait plus capable d'imprimer à ces masses une impulsion salutaire, que Jacques de Bourbon ; mais tant d'autres avant lui prétendaient à l'honneur de commander !

L'armée étant arrivée tard dans ses bivouacs, ne put en partir le lendemain qu'au milieu de la journée. Nous avons dit que les Génois, au nombre de 15,000, campaient à une lieue en arrière d'Abbeville, ce fut précisément eux que l'on plaça à l'avant-garde ; il fallut nécessairement qu'ils traversassent les quartiers des autres corps échelonnés à la Chapelle, à Milfort et à la Bouvaque. Tous les récits s'accordent sur ce point, que l'armée se partagea en trois grandes divisions ou *trois batailles*, et qu'elles marchèrent long-temps déployées en ligne, en suivant la direction d'Hesdin. Le premier corps obéissait aux ordres du comte de Savoie, de Doria et de Grimaldi ; le second avait à sa tête le comte d'Alençon ; le roi commandait en personne le troisième, ayant auprès de lui Jean de Luxembourg, les autres princes étrangers, Pierre, duc de Bourbon, et Jacques de La Marche, son frère.

A deux lieues d'Abbeville, l'armée dut changer son ordre de marche ; car le terrain plonge en avant de Canchy, bourg qui existe encore : la plaine est coupée par une vallée fortement encaissée, dont le passage nécessita des précautions. Enfin, parvenu à Marcheville, autre village, le roi se vit arrêté par un rideau de collines qui lui bornait la vue ; il fit halte dans ce lieu, que plusieurs titres de propriété appellent *la pièce du Repos* : il

désirait attendre le retour des quatre chevaliers envoyés dès le matin à la découverte, et qui tombèrent entre les mains de l'ennemi. Ne les voyant pas revenir, et voulant s'assurer si les Anglais n'avaient point quitté Crécy depuis le matin, il dépêcha quatre autres chevaliers pour s'en informer; ce furent les sires d'Aubigny, de Beaujeu, des Noyers, et Lemoine Desbacle : ce dernier appartenait à l'hôtel du roi de Bohême. L'intention de Philippe était, si l'on ne pouvait pas atteindre les Anglais ce jour-là, de donner quelque repos à ses gens qui souffraient d'une extrême chaleur. Soit malentendu, ou défaut de prévoyance, Philippe, en s'arrêtant à Marcheville, avait négligé de prévenir les deux premiers corps, qui, cheminant toujours, franchirent les collines; et au lieu de suivre le chemin accoutumé de Crécy, qui tournait brusquement à gauche, ils débouchèrent par leur front dans le vallon de Froyelle : la route qu'ils tinrent porte encore le nom de *chemin de l'Armée*, et mène droit aux terrasses.

Cependant les quatre chevaliers chargés de reconnaître l'ennemi, étant partis à cheval, dépassèrent en peu de temps toutes les colonnes, arrivèrent devant Crécy, et découvrirent immobile, rangée en bataille dans un ordre admirable, cette armée anglaise que l'on croyait occupée à hâter sa retraite : étonnés à cette vue, ils revinrent sur leurs pas et rejoignirent le roi. Aucun d'eux n'osait dire ce qu'ils venaient de voir; enfin Lemoine Desbacle fit la description de la position avantageuse des Anglais, conseilla même au roi d'attendre au lendemain pour livrer bataille : le vieux roi de Bohême, Jacques de Bourbon, les autres chefs expérimentés, et Philippe lui-même, adoptèrent cet avis, car l'armée, étant déjà très-fatiguée de la veille, réclamait quelque repos avant de l'engager dans une lutte sérieuse; d'ail-

leurs les seuls préparatifs de l'attaque qu'il fallait diriger contre un ennemi merveilleusement retranché, exigeaient plusieurs heures. Lemoine Desbacle fut donc dépêché vers l'avant-garde ; mais il cria inutilement : *Arrêtez, bannières, au nom de Dieu et de saint Denis!* Enfin, le premier corps, qui marchait en étendant ses ailes, fit halte; le duc d'Alençon, commandant le second corps, refusa d'obéir à cette injonction : craignant que d'autres ne se signalassent avant lui, ce prince impétueux n'écouta aucune représentation, et continua à s'avancer en ligne. La première division, en le voyant marcher, crut que l'ordre venait d'être changé, et se remit en route : le duc d'Alençon, furieux, redoubla le pas ; bientôt il ne conserva plus la distance qui devait le séparer de l'avant-garde, et les deux corps, animés de la même ardeur, s'enchevêtrèrent, et arrivèrent ainsi devant Crécy, hors d'haleine, les escadrons rompus, et l'infanterie désunie. Pendant cette course désordonnée, un de ces orages, si fréquents dans les grandes chaleurs, creva sur la tête des Français, et ne tarda pas à faire place à un soleil radieux ; mais il avait duré assez de temps pour inonder les arbalétriers génois. Jacques de La Marche, envoyé par le roi pour mettre un terme à cette horrible confusion, y réussit en partie ; trouvant les Français à cinquante pas des Anglais, il essaya d'exécuter une attaque en règle, puisqu'on ne pouvait éviter d'en venir aux mains. Les Génois, comme gens de trait, devaient engager l'action ; mais ces étrangers représentèrent que la corde de leurs arbalètes était mouillée (1), qu'eux-mêmes, exténués de lassitude, se

(1) Les Génois, moins disciplinés que les troupes anglaises, nés dans un pays où il pleut rarement, ne renfermaient point leurs arcs dans des étuis, comme les soldats d'Edouard.

voyaient dans l'impossibilité de combattre. Sur cette réponse, on les engagea à passer en seconde ligne; ils refusèrent, en disant que rien ne les déterminerait à quitter le poste honorable qu'on leur avait assigné : cependant, excités par les officiers, ces Génois se décidèrent enfin à donner; mais ils le firent sans succès, et leur général, Charles de Grimaldi, fut tué le premier en les menant à l'ennemi. Le duc d'Alençon, indigné, croyant voir une trahison dans la mollesse de ces étrangers, s'écria qu'il fallait écraser cette ribaudaille : en disant ces mots le prince lança sur eux son cheval, et les féodaux l'imitèrent. Les Italiens, poussant des cris de rage, brisèrent la corde de leurs arbalètes et se jetèrent au milieu de la gendarmerie; ils coupèrent avec leurs *coustilles* (espèce de dagues) les jarrets des chevaux : on ne vit bientôt plus dans ces masses que trouble, confusion et terreur. Bien du monde gisait déjà sur la poussière avant que la lutte eût commencé avec les Anglais. Ces derniers, apercevant l'ennemi, avaient serré leurs rangs, tellement qu'ils formaient une muraille impénétrable; ayant exécuté leur première décharge sur les Génois, ils regardèrent sans bouger la mêlée des Français, attendant le commandement de leur chef suprême, qui, placé sur la sommité de Crécy, dominait toute l'action. Quand Edouard vit que la confusion parvenait à son comble dans les rangs ennemis, il envoya l'ordre à ses archers de lancer leurs traits du haut de la troisième terrasse : les Anglais, confiants dans le génie de leur roi, remplirent ses intentions avec ponctualité, et accablèrent les Français de leurs flèches pendant que ceux-ci se battaient encore avec les arbalétriers italiens.

Enfin Jacques de La Marche parvint à ouvrir un passage à ces étrangers pour qu'ils s'écoulassent, ce qui dégagea le front de la ligne, et permit de disposer ces

divisions pour une attaque régulière ; on la dirigea sur trois points vers la colline de gauche : l'ennemi opposa partout une vigoureuse résistance ; protégé par les obstacles naturels d'un côté, et par les palissades de l'autre, il ne fut point entamé ; les Français couvrirent de leurs morts la colline et le chemin de Crécy. Le comte de La Marche, blessé à la tête, revint avec le duc d'Alençon dans la plaine où les dernières compagnies du deuxième corps achevaient de déboucher : c'étaient les nobles de la chevauchée du frère du roi ; on voyait flotter au milieu d'elles la bannière féodale du duché d'Alençon, portée par le vaillant Jacques d'Estracelles. Ces escadrons s'arrêtèrent à l'aspect de la position formidable des Anglais, persuadés qu'on ne pourrait rien entreprendre avant l'arrivée de la réserve que conduisait le roi ; mais le duc d'Alençon, ne se contenant plus, voulut les faire avancer à l'instant même ; il courut sur Jacques d'Estracelles en lui ordonnant de se porter en avant avec sa bannière, pour qu'on le suivît. Ce preux, célèbre par d'anciens exploits, convaincu ainsi que ses compagnons de chevauchée qu'on attendrait quelque temps avant d'en venir aux mains, avait ôté son bassinet de fer, car la chaleur le suffoquait : il objecta au prince que c'était courir à une perte assurée que de vouloir forcer les terrasses avec de la cavalerie ; le duc insista vivement en disant : *Remettez votre bassinet, et marchez.* — *Vous le voulez*, répondit d'Estracelles, *eh bien ! j'obéis à regret ; je remets mon bassinet, mais je ne l'ôterai plus* (1). En disant ces mots il se porta en avant ; les nobles, voyant la bannière de leur suzerain s'avancer vers l'ennemi, la suivirent et reçurent bravement le jeune Edouard. Ce prince, voulant profiter du désordre qui régnait dans

(1) Chronique de Tramecourt, liv. VII.

les rangs des Français, était sorti des terrasses pour fondre sur eux afin de les disperser entièrement, sans leur laisser le temps d'être secourus par Philippe de Valois. Jacques de Bourbon, quoique blessé, se mit à la tête des féodaux, et se précipita sur les Anglais; rien ne put résister à l'impétuosité de ces nobles : entouré de toutes parts, le prince Noir fut jeté à terre, et serait infailliblement tombé entre les mains des Français, si un chevalier de sa maison ne l'eût sauvé par sa présence d'esprit et son audace martiale. Ce guerrier se nommait Richard de Beaumont : on lui avait confié la bannière du pays de Galles; il descendit de cheval au milieu de cette foule, étendit sur son jeune maître le vaste drapeau et l'en couvrit tout entier, puis prenant à deux mains son épée, il repoussa vigoureusement ceux qui osèrent approcher (1). Geoffroy d'Harcourt avertit Arundel du péril que courait le prince; alors le commandant du deuxième corps fit un mouvement en avant, et parvint à déloger les Français de la première terrasse. Le duc d'Alençon et le comte de La Marche, désespérés de ne pouvoir se maintenir dans cette position, résolurent de la tourner, et s'enfoncèrent à cet effet dans la vallée des Clayres; mais des obstacles invincibles obstruaient le passage, et les archers, placés sur les rebords des terrasses, accablaient de traits leurs téméraires ennemis : les divisions qui arrivaient successivement s'engageaient dans la même voie, et s'y écrasaient entre elles. En ce moment les Anglais firent déboucher des troupes fraîches par la route de Crécy; les corps postés sur la colline de gauche descendirent également dans la plaine, et consommèrent la ruine des Français en les prenant en queue et par les flancs; ils

(1) Chronique de Tramecourt, liv. VII.

accablèrent les nobles sous le poids de forces supérieures. Le vaillant d'Estracelles tomba percé de coups, tenant encore sa bannière, et n'ôta plus son bassinet, comme il l'avait annoncé : là périrent aussi Louis de Châtillon, comte de Blois, Louis de La Cerda, les comtes d'Auxerre et de Sancerre. Les soldats anglais, exécutant fidèlement l'ordre de leur roi, ne faisaient quartier à personne, et s'acharnaient surtout après les hauts barons, qu'on reconnaissait aisément à leur cotte d'armes. Plusieurs des généraux, effrayés eux-mêmes de ce carnage, montèrent précipitamment vers le haut des terrasses, firent à Edouard de vives observations sur le malheur de ces barons, et le supplièrent de commander qu'on les épargnât; mais le roi répondit froidement : « Que point ne s'en émerveillassent, car la chose étoit ainsi ordonnée, et ainsi convenoit estre. » (Chron. de Tramecourt, p. 312.)

Jacques de La Marche, surmontant la douleur qu'il ressentait de ses blessures, s'ouvrit un passage, et alla gagner la chaussée de Marcheville : il y parvint quand Philippe de Valois débouchait enfin dans le vallon de Crécy, à la tête de la troisième division. Ce prince n'avait pu joindre les deux premières, puisque en envoyant à celles-ci l'ordre de s'arrêter il suspendait lui-même sa marche, tandis que le comte de Savoie et le duc d'Alençon avaient au contraire redoublé de vitesse.

Le roi arriva donc au pas de course, croyant n'avoir qu'à se présenter pour recueillir le fruit de la victoire; mais il ne vit que des fuyards éperdus, que Jacques de Bourbon essayait de retenir. Philippe aurait pu sauver la moitié de son armée en ralliant sous ses bannières les débris des premiers corps; loin d'adopter ce sage parti, il fit les apprêts d'une nouvelle attaque, quoique

les milices montrassent une forte répugnance de combattre après la défaite des nobles. Le monarque s'élança vers les Anglais en criant : « Marchons, mes enfants, au nom de Dieu et de saint Denis. » Les communales, obligées de le suivre , s'écrièrent en s'avançant : *Allons à la mort.* C'est à ce cri sinistre que commença un quatrième engagement : le comte de La Marche y prit part en essayant d'exciter l'ardeur de ces nouveaux combattants ; mais la vue du sang qui coulait de ses blessures les effrayait, loin de les rassurer. Philippe, emporté par son ardeur, assaillit l'ennemi, le repoussa jusqu'au pied des terrasses, et monta lui-même sur la première : c'est alors qu'il aperçut distinctement Edouard, qui se tenait immobile sur le plateau. A l'aspect de cet odieux rival, dont la stature élevée et la tête altière se dessinaient sur un ciel d'azur, dégagé de nuages, il voulut franchir tout ce qui le séparait de lui, le joindre et punir sur sa personne les maux qu'il avait causés à la France. On l'aurait cru dans le délire ; mais cet accès de fureur ne l'aveuglait cependant pas. Le roi sut tenir en échec toutes les forces anglaises ; sa valeur et sa résolution maîtrisèrent quelques instants la fortune : le prince de Galles et Arundel lui-même reculèrent devant ce torrent qui les poussait. Edouard, dont le coup d'œil rapide mesurait le danger, s'ébranla dans ce moment avec fracas, et lança devant lui la division de réserve. En voyant ce nouvel orage qui allait fondre sur eux, les communaux, déjà exténués de fatigue, lâchèrent pied et abandonnèrent leur chef. Philippe essaya vainement d'arrêter ces fuyards ; poursuivi chaudement par les Gallois, il fut culbuté et blessé à la gorge. Charles de Luxembourg fut blessé également à ses côtés ; Godefroi de

Chauvigny, Jean de Lévis, Pierre d'Aigreville, Hugues de Coursignon et le sire de Créqui périrent en défendant le roi de France.

Sur ces entrefaites, Jean de Luxembourg arriva dans le vallon, accompagné de l'extrême arrière-garde; les nobles de son ost, voyant l'armée en pleine déroute, ne voulaient pas le laisser avancer, et le suppliaient de rebrousser chemin. « Moi, souverain de la Bohême, montrer le dos à l'ennemi ! disait-il; je veux aller au secours de Philippe, au secours de mon fils, et je ne quitterai la place que victorieux, ou j'y périrai en roi. » Mais ses moyens ne répondaient pas à son ardeur : la cécité l'empêchait d'apprécier tout le degré du mal; il ordonna à Lemoine Desbacle de prendre le frein de son cheval et de le conduire vers les Anglais qui, sortis des terrasses une seconde fois, inondaient la plaine, et fermaient toutes les issues en s'avançant dans la direction de Marcheville : la mêlée continuait sur quelques points. Desbacle y mena son maître, qui frappait de son épée à droite et à gauche, *sur amis et ennemis.* Les soldats d'Edouard, impitoyables dans leur victoire, fondirent sur lui, le jetèrent en bas de son cheval et tuèrent Desbacle, Henri de Rosemberg et Jean de Leucstemberg, qui essayaient de le garantir aux dépens de leurs jours : le roi de Bohême tomba à sept cents pas en avant du village de Crécy (1).

Les soldats d'Edouard, excités par un succès inespéré,

(1) On éleva sur cette place une grande croix en pierre; les habitants du pays, qui se trompent souvent dans les détails, disent que le roi de Bohême fut enterré en ce lieu, ce qui est une erreur. Cette croix, posée sur le *chemin de l'armée* dans la direction des terrasses, fut cassée on ne sait comment; on la planta en terre une seconde fois à côté du piédestal qui la supportait : elle existe encore ainsi.

n'exécutaient que trop bien les ordres sanguinaires de leur maître ; ils firent un horrible carnage des fuyards, sans en épargner un seul, et tel noble qui était venu dans le dessein de trahir Philippe, dit la Chronique d'Abbeville, trouva comme les autres le trépas, sans que sa perfidie eût pu le préserver de la mort : on compta plus de 8,000 hommes égorgés dans les fossés. Edouard, fatigué de cette tuerie, parcourut à cheval la plaine pour y mettre un terme ; il eut soin de faire suivre par un corps de 6,000 hommes, que commandait Arundel, une division de féodaux qui se retirait en bon ordre dans la direction de Wignacourt. En effet, ces gens, au nombre de 4,000, commandés par le sire de Graville, grand-maître des arbalétriers, s'arrêtèrent dans ce lieu pour recueillir les débris de tant de bataillons ; mais ils ne purent tenir contre les forces supérieures d'Arundel : la majeure partie se fit tuer, et le reste se sauva à la faveur de la nuit. Le sire de Graville, Geoffroy de Lameth, Antoine de Vienne, succombèrent dans cette dernière action (1). La résistance des soldats de Graville étonna Edouard, et lui suggéra le dessein d'envoyer battre la campagne pour empêcher le rassemblement des fuyards ; il savait que de nombreuses milices accouraient de plusieurs points. En conséquence, il dépêcha deux de ses meilleurs généraux, le sire de Holland et le comte de Warwick, avec des détachements, dans différentes directions ; ces troupes rencontrèrent en effet des corps de 1,000, de 2,000, de 3,000 hommes à plusieurs lieues du champ de bataille : ces soldats, provenant de levées récentes, effrayés de la défaite du roi, qu'ils apprirent par les fuyards, couraient sans savoir quelle route tenir. Ils

(1) Chronique de Tramecourt.

heurtèrent les détachements anglais, que l'obscurité les empêchait de reconnaître. Cette affreuse nuit vit périr un nombre considérable de gens, parmi lesquels on cita le grand prieur de France et l'archevêque de Rouen, qui amenaient des contingents de troupes à l'armée du roi. Froissard raconte que 30,000 hommes vinrent le jour suivant se jeter au milieu des lignes ennemies devant Crécy, ce qui est invraisemblable, car cette seconde armée avait dû être informée de la catastrophe de la veille; au reste, une particularité semblable n'est relatée nulle part.

Le lendemain 27 août, Edouard explora la plaine et le vallon accompagné de son fils, et dit à ce jeune prince, en lui montrant ces monceaux de cadavres, ces corps mutilés, ces longues traces de sang : « Que vous semble-t-il, mon fils, d'une bataille? croyez-vous que ce soit un jeu bien agréable (1)? » Il ordonna à ses clercs de compter les morts, et surtout de spécifier le rang des nobles et des barons; les clercs restèrent une journée entière dans la vallée et sur la colline de gauche, lieux où l'on s'était battu le plus chaudement. Leur résumé fut qu'ils avaient trouvé gisants sur la poussière un roi, onze princes, quatre-vingts hauts barons et douze cents chevaliers. Edouard commanda de relever les blessés, et de les bien traiter; il fit courir par les campagnes des écuyers de son hôtel, pour annoncer aux paysans qu'on accordait une trève de trois jours afin d'enterrer les morts; il fit rassembler les gens des villages voisins, et les contraignit de s'acquitter de ce soin : on creusa, à cet effet, d'immenses fosses dans lesquelles on jeta les soldats; quant aux nobles revêtus de la cotte d'armes, on les enterra à Canchy, à Montreuil, et surtout à

(1) Chronique de Tramecourt, p. 314.

Crécy, dans l'église de Saint-Sevrain ; de ce nombre se trouvait l'infortuné Louis, comte de Flandres.

On porta à Amiens le corps du duc d'Alençon : Edouard fit faire aux barons enterrés à Crécy un magnifique service, auquel il assista en habits de deuil avec son fils et les principaux généraux. Avant que l'on mît en terre tous ces corps, le roi permit à ses soldats de prendre les colliers, les épées, les casques, les oliphants qui leur conviendraient : ce triage étant achevé, diverses pièces d'armures restèrent encore sur le champ de bataille, les Anglais ne pouvant les emporter, rassemblèrent en tas ces débris; on les couvrit de matières combustibles, au moyen desquelles tout fut brûlé.

Edouard se conduisit avec humanité à l'égard du roi de Bohême ; nous avons dit que ce prince exigea qu'on le menât au fort de la mêlée (1) : il fut criblé de coups, abattu, et resta pris sous son cheval ; on alla en avertir Edouard, qui ordonna de l'épargner, et de le transporter dans sa tente, ce qui fut exécuté sur-le-champ. Jean de Luxembourg vivait encore ; on lui prodigua les soins les plus empressés, mais ce prince expira dans la nuit (2). Le roi d'Angleterre ne se réserva des somptueuses dépouilles du monarque allemand, que deux plumes d'autruche qui surmontaient le casque ; ces plumes étaient nouées par une tresse d'or sur laquelle on

(1) Si l'on en croit Froissard, il s'était mis au milieu de deux nobles qui avaient attaché les rênes de son cheval au frein de leurs destriers; tous les trois s'élancèrent dans la mêlée, où ils périrent, et on les trouva liés encore ensemble. Pour admettre un pareil fait, il faudrait aussi admettre que les hommes de cette époque étaient dénués de bon sens : les historiens de Bohême, et surtout la Chronique de Tramecourt, aussi digne de croyance que Froissard, ne disent pas un seul mot de ce ridicule arrangement.

(2) Chronique de Tramecourt, p. 314.

avait gravé ces mots tudesques : *isch diene, je sers*. Edouard détacha l'une et l'autre, et les donna à son fils, en récompense de sa belle conduite durant l'action : depuis cette époque les princes de Galles ont toujours conservé dans leurs armes les trois plumes d'autruche.

Edouard III commanda que Jean de Luxembourg fût gardé dans l'abbaye de Valoires, situé sur la Hauthie (1); le corps y resta exposé pendant quinze jours avant d'être enterré. On est incertain sur le lieu où ce monarque fut inhumé : les historiens allemands assurent qu'il fut transféré dans le pays de Luxembourg ; mais en 1748, en réparant l'église des Dominicaines de Montargis, on découvrit sur un tombeau l'inscription suivante, à moitié détruite par le temps :

> ....qui trépassa à la tête de ses gens ensemblement,
> ....les recommandant à Dieu le pére, le jour de.....
> la glorieuse Vierge-Marie. Priez Dieu pour l'ame de
> ce bon roy. — 1346.

Voici comment les auteurs de l'*Art de vérifier les dates* expliquent le fait : Jean de Luxembourg avait, dans le couvent des Dominicaines, deux tantes, dont une, octogénaire, gouvernait en qualité de supérieure la communauté ; il pourrait se faire, disent-ils, qu'elle eût réclamé les restes de son neveu.

(1) On voyait dans le siècle dernier l'inscription suivante dans la chapelle de Valoires :

> L'an mille quarante-six trois cents
> Comme la chronique le téméigne
> Fut apporté et mis en cens
> Jean de Luxembourg, roi de Bohême.

Pendant que les Anglais relevaient de terre le roi de Bohême, des serviteurs fidèles arrachaient Philippe de Valois de la lice fatale ; le monarque, désespéré de sa défaite, ne voulait pas y survivre. Il rallia quelques centaines de cavaliers ; déterminé à périr, il allait encore s'enfoncer dans ce champ de carnage, lorsque Jacques de Bourbon et le sire d'Aubigni saisirent les rênes de son cheval au moment où ce prince s'élançait, et l'entraînèrent malgré lui : l'obscurité de la nuit favorisa sa retraite. Le roi n'avait autour de sa personne que le comte de La Marche, Charles de Montmorency, d'Aubigni, Jean de Beaujeu, le sire de Montfort et soixante nobles; tous se serrèrent autour du monarque, décidés à défendre ce précieux dépôt jusqu'à leur dernier soupir.

Philippe, poursuivi par les clameurs bruyantes des vainqueurs, par les cris plaintifs de ses soldats que l'ennemi massacrait impitoyablement, se jeta sur la droite, sauta la Hauthie, et, après avoir erré longtemps, il arriva vers minuit au château de La Broye, dont le seigneur, Robert de Grandcamp (1), passait pour un baron très-dévoué : La Broye, premier village de l'Artois, était éloigné de Crécy de deux fortes lieues. Philippe heurta lui-même à la grande porte ; le vieux châtelain, inquiet sur le sort de la journée, se tenait aux créneaux. « Hommes d'armes, qui êtes-vous ? demanda-t-il ; si vous ne servez monseigneur de Valois, vous n'entrerez oncques dans mon chastel. — Ouvrez, ouvrez, châtelain, répondit Philippe tout ému, c'est l'infortuné roi de France (2). » Le châtelain, reconnais-

(1) Histoire d'Artois.

(2) En imprimant Froissard on a altéré le texte ; toutes les éditions disent : « Ouvrez, c'est la fortune de la France, » mais le manuscrit

sant la voix de son maître, descendit précipitamment et baissa le pont-levis. Le sire de Grandcamp, voyant le roi couvert de sang, ne put contenir son désespoir; le prince fut obligé d'oublier ses propres douleurs pour consoler ce serviteur fidèle. Philippe, ayant pris quelques heures de repos, se remit en marche, et parvint sans difficulté aux portes d'Amiens.

Mézeray, s'appuyant sur l'autorité de Villani, assure que les Anglais furent redevables de la victoire à quatre pièces de canon, et s'étend beaucoup sur les effets merveilleux de ces machines de guerre qui remplirent de terreur l'âme des chevaliers français; nous croyons le fait inexact : certainement Froissard, avide de recueillir tout ce qui paraît extraordinaire, n'aurait pas manqué de rappeler cette circonstance; les historiens flamands et allemands gardent le même silence; il est vrai que les pièces de canon étaient en usage depuis quelque temps, mais on ne s'en servait que pour la défense des remparts. Les affûts roulants n'existaient point encore; et d'ailleurs comment croire que quatre pièces de canon d'un petit calibre, mal servies et distribuées sur une ligne qui présentait un développement d'une lieue, pussent, par une détonnation assez faible, épouvanter des hommes accoutumés à braver la mort?

Edouard voulut, en mémoire de son triomphe, fonder un ordre militaire de chevalerie; il prit pour in-

de Breslau, regardé comme la meilleure copie de l'original, celui de Berne et celui de la bibliothèque de l'Arsenal, t. 1, n. 145, disent : « C'est l'infortuné roi de France, » sens plus naturel que l'autre version. Au reste, les savants auteurs de l'Art de vérifier les dates émettent une opinion semblable à la nôtre. Le château de La Broye n'existe plus : il est rasé entièrement; à peine peut-on distinguer la place occupée jadis par ses fortes murailles.

signe une jarretière, dont il avait donné le mot gallois, *garter*, comme *phrase* de ralliement (1), afin que ses soldats se reconnussent entre eux si l'action se poursuivait dans la nuit : précaution qui lui devint très-utile. Cette fondation eut lieu au commencement de 1349, à Windsor, dans l'église de Saint-Georges, que les rois Plantagenet avaient commencé à bâtir ; elle fut terminée à cette époque par Edouard III. Ce prince réunit ce jour-là autour de lui les barons et les généraux qui avaient contribué le plus au gain de la bataille de Crécy, il leur distribua des faveurs, et comprit quinze d'entre eux dans le nombre des vingt-six chevaliers de la jarretière institués les premiers : ce furent le comte de Warwick, Chandos, Holland, Jean de Beauchamp, Comte d'Arundel, Cliffort, lord Villoughby, Mortimer, Miles Stapleton, Jean Gray, etc. Nul n'était plus digne de cette récompense que Geoffroy d'Harcourt ; mais ce baron, dont la bravoure fut si funeste en cette occasion aux Valois, abandonna le vainqueur lorsque le triomphe n'était plus douteux ; il entendit, au milieu du fracas des armes, le cri de sa maison : *Harcourt ! Harcourt !* Il distingua même au fort de la mêlée son

(1) Rapin Thoiras, Hume, et tous les historiens d'Angleterre, paraissent fort incertains sur la véritable origine de l'ordre de la jarretière ; cependant ils penchent tous pour la version que nous adoptons, et repoussent l'opinion que ce fut la jarretière de la comtesse de Salisburi qui donna lieu à la création de cet ordre ; un fait très singulier rapporté par les historiens italiens, nous a raffermi dans notre sentiment ; ces auteurs assurent que le connétable de Bourbon, brouillé avec François Ier, reprochait à ce prince d'avoir accepté le collier de la jarretière, « ordre institué, disait-il, à l'occasion de la défaite des Français, et qu'un roi de France ne devait point porter. » En effet, le successeur de Louis XII fut le premier roi de France qui l'accepta ; plusieurs de ses prédécesseurs l'avaient refusé.

frère Jean, dont le casque avait pour cimier la queue d'un paon mêlée d'or. Geoffroy, présageant de bonne heure la ruine des Français d'après leurs mauvaises dispositions, avait cherché inutilement à percer jusqu'au lieu où combattait son frère, afin de le sauver. Parcourant le lendemain d'un œil inquiet le champ de bataille, il trouva le corps inanimé de Jean, étendu près de celui du comte d'Aumale son neveu; à cette vue Geoffroy tomba dans le désespoir; maudissant sa faute, il quitta les Anglais et vint à Amiens la corde au cou se jeter aux pieds du roi: « Se présenta au roi de France, monseigneur Geoffroy d'Harcourt, chevalier normand, la tenaille au col mise de ses propres mains, disant telles paroles: « J'ai été traître envers « le roi et le royaume, et en requiers miséricorde et « paix. Laquelle miséricorde et paix le roi lui octroya de sa bénigne grâce. » (Grande Chronique de Saint-Denis.)

Pour ne rien omettre de tout ce que l'on a dit au sujet de la bataille de Crécy, nous parlerons d'une circonstance assez particulière qui occupa long-temps l'esprit des habitants de la Picardie, du Ponthieu et de l'Artois: une ancienne chronique latine, conservée parmi les manuscrits de l'abbaye de Saint-Riquier près d'Abbeville, et qui fut composée en 1200 (146 ans avant la bataille de Crécy), dans un style figuré, disait que l'an de grâce 1346 il apparaîtrait, au-dessus de Bulecamps, cinq soleils; elle ajoutait qu'une éclipse serait immanquablement le résultat de la réunion de ces cinq astres. Les gens du pays interprétèrent ainsi cette prédiction: les cinq soleils étaient les cinq rois réunis dans les champs de Crécy, Edouard III, Philippe de Valois, Jean de Luxembourg, roi de Bohême, Charles de

Luxembourg, roi des Romains, et dom Jaime d'Aragon, roi de Majorque; l'éclipse était le désastre éprouvé par les Français. La Chronique de Tramecourt parle de la même prédiction, et dit que les habitants du nord de la France avaient coutume d'appeler Crécy Bulecamps; nous en ignorons le motif.

LIVRE III.

Jacques de La Marche arrête les progrès des Anglais. — Mort de Philippe-de-Valois.

Jacques de Bourbon avait reçu trois blessures; mais le sort de la monarchie l'occupait davantage que sa propre position : il ne tint pas à lui que la victoire ne remplaçât la défaite : ayant servi le roi de son bras dans la bataille, il le servit de tout son zèle pour l'aider à réparer ce désastre.

Philippe de Valois trouva les débris de son armée rassemblés autour d'Amiens : il voulut les employer à couvrir Paris; mais quelle fut sa confusion en voyant les feudataires réunis dans la capitale de la Picardie, refuser de le seconder, en disant que le temps de service exigé par les lois féodales était expiré! Ce prince fut au moment de se trouver seul. Le comte de La Marche, indigné d'un pareil procédé, annonça hautement qu'il n'abandonnerait le roi sous aucun prétexte : les Montmorency l'imitèrent noblement : cet exemple, donné par de puis-

santes maisons, fit rougir la plupart des barons dissidents, et en rallia un bon nombre.

Au premier bruit des avantages extraordinaires remportés par les Anglais, Jean, fils aîné du roi, abandonna la Guienne, où il se maintenait vainqueur : ce jeune prince rassura Paris et la France en accourant à la tête de 40,000 hommes. Philippe avait puisé de grandes ressources dans sa politique, toujours savante quoique souvent malheureuse; il sut déterminer le roi d'Ecosse à fondre sur l'Angleterre, agression qui obligea Edouard à quitter le continent : on sait que Robert II échoua dans son entreprise, qu'il fut battu et pris par la femme de l'heureux Plantagenet, que la fortune favorisait à l'envi.

Philippe conduisit dans l'Artois la moitié des forces ramenées du midi par le duc de Normandie : il désirait secourir Calais, assiégé depuis plusieurs mois : on confia au comte de La Marche le commandement d'un corps destiné à contenir les Flamands : ces peuples, éblouis par les rapides succès d'Edouard, se déterminèrent à unir leurs armes aux siennes : ils investirent Aire dans le but de favoriser les opérations du siége de Calais.

Jacques de Bourbon, secondé par des lieutenants expérimentés, Charles de Montmorency et Jean de Luxembourg, maître cette fois de régler les opérations d'après ses vues particulières, marcha contre les Flamands avec une confiance entière : à son approche, l'ennemi abandonna son blocus d'Aire; mais le général français les atteignit au moment où ils pillaient Menneville, il les mit en pleine déroute, et répandit la terreur jusqu'au milieu de leur pays : son avant-garde enleva Cassel et le livra aux flammes. Apprenant qu'une seconde armée de Belges, réunie à une forte division d'Anglais, menaçait Saint-Omer, il se porta rapidement sur cette ville. Les

alliés avaient à leur tête le sire de Renti, guerrier d'un courage féroce; le comte de La Marche l'enveloppa dans ses lignes, le surprit une nuit, le défit complètement, lui tua 2,000 hommes et en prit le double. La lutte dura quatre heures : Jacques de Bourbon et les autres chefs se battirent une torche à la main (1). Ce revers fut d'autant plus sensible aux Anglais qu'il laissait à découvert leur flanc droit : le vainqueur se mit en mesure d'opérer sa jonction avec l'armée principale, afin d'accabler Edouard devant Calais. Son espoir fut cruellement trompé. Philippe de Valois, prompt à entreprendre, se rebutait facilement. Fatigué de la guerre, n'espérant pas forcer les Anglais dans une position plus redoutable que celle de Crécy, il battit en retraite sur Paris; les brillants avantages remportés récemment par le comte de La Marche, furent donc en pure perte : ce général, voulant occuper son bras, se mit en mesure de secourir le comte de Blois, pressé par les troupes de son concurrent; mais on apprit dans ce moment la défaite de ce prince : l'époux de Jeanne de Penthièvre venait d'être battu et pris à la Roche-Derien (18 juin 1347); le vicomte de Rohan, le sire de Laval de Montmorency (2), les seigneurs de Châteaubriant, de Rais, de Boistel, de Machecou, de Rieux, de la Jaille, de Lohéac, de Rostremen, périrent dans cette occasion; le comte de Blois fut conduit en Angleterre (3); Mont-

(1) Galland, Hist. des guerres de Flandres.

(2) Le sire de Laval-Montmorency, tué à La Roche-Derien, fut enterré dans le chœur de l'église de Sainte-Madeleine de Vitré. Cent cinquante ans après, Anne, duchesse de Bretagne, détestant la mémoire de ce baron, opposé à ses ancêtres, fit enfoncer les yeux de la statue qui le représentait sur son tombeau. C'était l'usage de figurer, les yeux ouverts, ceux qui mouraient en combattant. (D'Argentré, Hist. de Bretagne.)

(3) Dans le traject les Anglais accablèrent ce malheureux prince

fort, son compétiteur, gémissait également dans les fers. La comtesse de Blois se montra aussi courageuse que la comtesse de Montfort, de sorte que la Bretagne offrait le spectacle d'une querelle extrêmement vive, soutenue par deux femmes plus énergiques et plus habiles que leurs maris ; elles étaient l'une et l'autre dépourvues des attraits dont brille ordinairement leur sexe, portaient toutes deux le nom de Jeanne ; on distingua la première par le surnom de *Boiteuse*.

Pendant que ces héroïnes fixaient les regards de la chrétienté, Jacques de La Marche, bouillant d'ardeur martiale, se vit chargé d'une mission toute pacifique : il s'agissait d'attacher irrévocablement, par un mariage, le souverain du Dauphiné à la fortune de la France.

Humbert *aux blanches mains*, ayant perdu son fils unique, âgé de trois ans (1), ressentit une douleur qui absorba toutes ses facultés : ce prince voulut donner ses états au roi de France, son ancien allié ; en conséquence, il fit un traité en 1343, le ratifia en 1344 ; mais il changea d'avis plusieurs années après, lorsqu'il eut perdu sa femme, Marie de Baux, 1347 ; ne se trouvant pas trop vieux, Humbert songea à contracter une seconde union : il avait vu à la cour de France Jeanne de Bourbon, fille de Pierre Ier ; les grâces touchantes de cette princesse le séduisirent ; la splendeur de la maison de

d'insultes et d'humiliations ; tous les jours ils le contraignaient de se couvrir de son armure complète, et le forçaient ainsi à jouer de la vielle. (D'Argentré.)

(1) Une tradition populaire voulait que Humbert eût laissé tomber lui-même cet enfant dans l'Isère en le balançant d'une fenêtre du château de Beauvoir. Le président de Valbonnais, vers le milieu du dernier siècle, découvrit, à la Chambre des Comptes de Grenoble, des pièces qui prouvaient d'une manière irrécusable que le fils de Humbert mourut de maladie.

Clermont, le nouvel éclat que lui donnait chaque jour le chevaleresque comte de La Marche, le déterminèrent à former d'autres nœuds ; il invita Jacques de Bourbon à venir le visiter dans ses états; le prince se rendit à ses sollicitations, et arriva à Romans en 1349. C'est là que fut arrêté le mariage de sa nièce, qui devait hériter du Dauphiné si Humbert mourait sans enfants.

Philippe de Valois, dont la politique devenait chaque jour plus prévoyante, allait être frustré, par cet arrangement, de l'espoir de réunir le Dauphiné à la couronne; il para ce coup d'une manière fort adroite, et sans mécontenter la famille de Clermont, qui se recommandait par d'immenses services. Fort confiant dans la générosité de Humbert, le roi rapprocha du trône Jeanne de Bourbon en l'unissant de sa propre volonté à son petit-fils Charles, destiné à porter le sceptre. Humbert, sachant maîtriser sa passion, tira une noble vengeance de cette offense, en donnant ses états à l'heureux possesseur de celle qu'il aimait : le prince y mit une seule condition, ce fut que désormais le fils aîné du roi de France porterait le titre de dauphin, voulant que les enfants de la femme dont il avait recherché l'alliance, pussent tenir quelque chose de lui : Humbert espérait perpétuer ainsi dans les siècles futurs le souvenir de son affection. Le sacrifice étant consommé, il courut se confiner dans un cloître (1). En voulant rallumer le flambeau de l'hymen dans un âge avancé, Humbert n'avait fait qu'imiter l'exemple donné par le roi de France. Philippe conçut de très-bonne heure le projet d'unir son petit-fils à Blanche de Navarre, la plus belle personne

(1) Humbert, à sa pressante sollicitation, fut nommé évêque de Paris, mais n'occupa point ce siége et mourut ensuite dans un couvent de Dominicains.

du temps ; mais en voyant cette jeune princesse, il se sentit enflammé de la plus violente passion : le monarque, dont l'âme était flétrie par les revers, crut trouver des consolations à ses mortels ennuis dans les charmes d'une nouvelle union ; en conséquence, au lieu de donner la princesse de Navarre à son petit-fils, il l'épousa lui-même le 19 février 1349, un mois après la mort de Jeanne de Bourgogne, sa première femme. Cet exemple fut suivi par son fils Jean, veuf depuis quelques mois, et qui s'unit en secondes noces à Jeanne de Boulogne, six semaines après le mariage de son père; enfin, ce même Charles, destiné d'abord à Blanche de Navarre, devenue l'épouse de Philippe, se maria à son tour, comme nous l'avons dit plus haut, avec Jeanne de Bourbon; ce mariage, dicté par la politique, et dont l'effet, grâce à la générosité de Humbert, devait amener la réunion du Dauphiné à la couronne, eut lieu le 8 août de la même année 1349; ainsi, dans l'espace de six mois, le père, le fils et le petit-fils se marièrent et assistèrent aux noces les uns des autres; Philippe ne jouit pas long-temps des douceurs que lui procurait son hymen : il y rencontra, au bout de quelque temps, la fin d'une vie agitée, dont le début avait été si brillant. Il mourut à l'âge de 58 ans, 1350.

Jacques de Clermont s'était vu entouré de considération sous le règne de Philippe de Valois, mais il ne jouit d'aucun crédit positif; sa noble franchise ne pouvait se façonner à la dissimulation de la politique; ardent, impétueux, il ne respirait que les combats, non qu'il fût poussé par le besoin d'assouvir une fureur aveugle, mais l'amour de la gloire militaire le dominait exclusivement : cette passion s'alliait chez lui à toutes les qualités généreuses de l'âme : la sienne demeura constamment pure au milieu de la corruption générale. Le

nouveau souverain appréciant tout son mérite, l'appela à prendre une part plus active à la discussion des affaires publiques.

Jean II, déjà célèbre par des exploits divers, parvenait au trône âgé de quarante ans : on le regardait comme le vengeur de l'Etat, comme le restaurateur de la monarchie ébranlée ; sa valeur étonnait à une époque où le courage était si commun; mais s'il déployait cette bravoure qui, au milieu des hasards de la guerre, fixe souvent la victoire, Jean manquait de cette fermeté si nécessaire aux rois pour résister aux orages; ayant encore plus de bonne foi et de loyauté que son père, il fut aussi malheureux que lui dans la pratique de ces vertus: une espèce de bonhomie, très-honorable chez un particulier, mais toujours fatale dans l'exercice de la royauté, le fit surnommer le *Bon*, titre que ce prince porta sur le trône, et qu'il perdit bientôt par des actes d'une justice que sa faiblesse même rendit cruelle.

Le premier de ces actes fut l'arrestation et le supplice de Raoul d'Eu, connétable de France ; ce feudataire s'était laissé prendre dans la ville de Caen, en 1346, par Edouard III, sans opposer la résistance qu'on avait lieu d'attendre d'un grand officier de la couronne : le vainqueur le traita avec tant d'égard qu'on les crut généralement d'intelligence : on permit même au connétable de s'absenter de l'Angleterre : Raoul prétextait que le besoin de ramasser l'argent nécessaire pour acquitter sa rançon, l'obligeait à ces fréquents voyages : quelques historiens disent qu'il venait ainsi dans le royaume pour entretenir le zèle des partisans de l'Angleterre. Philippe de Valois n'ignorait pas ces machinations secrètes; mais, fatigué de punir, ne voulant pas ensanglanter les félicités que lui offrait son second mariage, il dédaigna de sévir contre Raoul, qui d'ailleurs, en qualité de pri-

sonnier de guerre, était mort civilement. Jean II connaissait toutes les trames ourdies sous le règne de son père : les prétentions d'Edouard, quelque chimériques qu'elles parussent, lui causaient un effroi perpétuel. Le nouveau roi regardait donc comme ses ennemis déclarés, ceux qui semblaient favoriser les vues du Plantagenet; c'est d'après ces motifs qu'il fit arrêter le connétable : le roi ordonna qu'on lui tranchât la tête, au milieu de la nuit sans forme de procès, et seulement en présence de quelques hauts barons, du nombre desquels était Pierre de Bourbon, frère du comte de La Marche.

Nonobstant la culpabilité de Raoul, bien évidente à tous les yeux, cet acte portait le caractère de l'arbitraire, puisqu'on n'y observa aucune forme légale. En suivant l'enchaînement des évènements postérieurs, on reste convaincu que la mort de Raoul d'Eu, dont on aurait pu faire un exemple salutaire, devint au contraire la cause immédiate des malheurs de Jean II. Un mécontentement universel éclata parmi la chevalerie; après s'être vu enlever quantité de ses priviléges, elle avait à déplorer la perte de l'un des siens mis à mort sans jugement; cet exemple l'épouvantait. Le roi offrit l'épée de connétable à Jacques de Clermont, qui la méritait par des services éminents : le comte de La Marche la refusa (1), ne voulant pas hériter des tristes dépouilles de Raoul; mais il ne s'en montra pas moins ardent à défendre les intérêts du roi contre le parti des feudataires, dont plusieurs se mirent en état de rébellion ouverte.

La mort de Raoul de Nesle fut l'origine de tous les soulèvements particuliers qui agitèrent le royaume; Jean II semblait entretenir cette fatale fermentation par une série d'actions plus imprudentes les unes que les autres. Les raisons que Jacques de La Marche avait alléguées pour refuser l'épée de connétable, ne permettaient

plus de l'offrir à Charles de Montmorency, ni au sire de Beaujeu, ni au sire de Clermont, qui passaient, après lui, pour les meilleurs généraux du temps; Jean l'accorda à son favori Charles de la Cerda, que l'on ne doit pas confondre néanmoins avec ces malencontreux personnages que le caprice des princes a souvent tirés des rangs les plus obscurs de la société, pour les porter au faîte des grandeurs. La Cerda était issu du sang de saint Louis par les femmes; son père se vit exclus injustement du trône de Castille; son frère avait succombé dans les champs de Crécy en combattant auprès de Philippe : Charles de la Cerda se recommandait même par des qualités brillantes; cependant son élévation à la dignité de connétable, avant l'âge de vingt-cinq ans, exaspéra les esprits. Plus on se déchaînait contre le favori, plus Jean se plaisait à le combler de faveurs. Dans le mois d'octobre 1351, il le maria à Marguerite de Blois sa parente, fille de Charles de Blois, héritier de la Bretagne par son mariage avec Jeanne de Penthièvre, et lui donna le comté d'Angoulême; cette donation, à laquelle Jacques de La Marche voulut s'opposer, occasionna une horrible catastrophe.

Lorsque, par un acte de la plus rare loyauté, Philippe de Valois restitua à Jeanne, fille de Louis Hutin, la Navarre, que Charles-le-Bel et Philippe-le-Long avaient retenue malgré les traités conclus antérieurement; il donna également à cette princesse le comté d'Angoulême, afin de la dédommager de la perte de la Champagne et de la Brie. Jeanne, vers la fin de sa vie, fit un échange avec Philippe de Valois de son comté d'Angoulême pour les terres de Pontoise, Asnières et Beaumont-sur-Oise; mais ce traité n'ayant pas reçu son entière exécution avant la mort du monarque, on se crut en droit de ne point l'accomplir, et Jean se mit en possession du comté

d'Angoulême sans livrer l'équivalent à Charles d'Evreux, fils de Jeanne, ce qui inspira à ce dernier un juste ressentiment: le roi, pour l'apaiser, lui rendit une portion de ces fiefs en y ajoutant la main de sa fille (février 1351.)

Ce n'était nullement par esprit de justice que le jeune roi de Navarre réclamait l'héritage de sa mère: le besoin d'exercer sa malignité fut son unique motif: à l'âge de vingt ans il mérita le surnom de *Mauvais*, que lui a conservé l'histoire. Son génie malfaisant se décélait dans les moindres détails: des intrigues sourdes, des complots ourdis dans l'ombre, l'occupaient exclusivement, à une époque de la vie où des passions moins sérieuses que la politique agitent le cœur des princes.

La méchanceté nous effraie tellement, que nous nous représentons toujours les hommes pervers avec une figure aussi hideuse que leur âme; mais on se tromperait bien si on se faisait une telle idée des traits du roi de Navarre: jamais prince ne fut plus séduisant que Charles-le-Mauvais; il joignait aux grâces du corps les charmes de l'esprit; brillant, généreux, il exerçait sur ceux qui l'approchaient un ascendant irrésistible; pendant longtemps le peuple en fit son idole, et regarda ses fautes comme des étourderies de jeunesse: le roi lui-même, séduit comme les autres, partagea son affection entre la Cerda et Charles de Navarre; mais celui-ci n'était pas homme à souffrir une pareille concurrence. Tandis que son beau-père le comblait de faveurs, le laissait jouir d'un crédit dangereux, il s'érigeait secrètement en chef du parti des feudataires mécontents, et se liait aux Plantagenet par des traités secrets dont le but était de chasser les Valois du trône.

L'histoire offre à celui qui la médite avec soin une source inépuisable d'observations; une des plus singulières, c'est que les rois de la branche des Valois trouvè-

rent dans leur propre famille des ennemis acharnés, et que ces ennemis périrent tous d'une manière tragique.

Philippe de Valois eut pour ennemi Robert d'Artois son cousin germain, mort les armes à la main; Jean II, Charles-le-Mauvais son gendre, qui périt brûlé; Charles V, Charles-le-Mauvais son beau-frère; Charles VI, sa mère; Charles VII, son fils; Louis XI, son frère, mort empoisonné; Charles VIII, son cousin germain, le duc d'Orléans; François Ier, le connétable de Bourbon son cousin, mort les armes à la main, etc.

LIVRE IV.

Jacques de Bourbon est nommé connétable. — Bataille de Poitiers.

La scène politique se trouvait occupée par quatre personnages dont chacun attirait les regards de la nation d'une manière différente, Jean II, Charles de la Cerda, le roi de Navarre et Jacques de Bourbon : le monarque, faible, irrésolu, passant de la détermination la plus énergique à la plus honteuse mollesse, voyait former autour de lui des orages qu'il ne savait pas conjurer ; le favori, sans expérience, revêtu de la première dignité de l'Etat, et accablé sous son poids ; le rebelle roi de Navarre s'agitant en tout sens, captivant la multitude par des dehors trompeurs, amoncelant contre la France des orages ; le héros, Jacques de La Marche, calme au milieu des factions, marchant d'un pas égal dans la route de l'honneur, et se montrant, par son courage et ses vertus, l'espoir de la patrie alarmée.

Deux années se passèrent dans les intrigues les plus

basses et les plus criminelles ; on se partagea d'opinions entre Charles de la Cerda et le roi de Navarre ; le dernier, fatigué de cette rivalité, résolut d'y mettre un terme. Apprenant que le favori donnait un festin à un très-petit nombre de ses amis, dans le château de l'Aigle, il fit entourer cette demeure par une bande de scélérats, ses stipendiers. Le prince s'arrêta dans une ferme voisine, en compagnie des trois d'Harcourt et de Jean de Malet, seigneur de Graville ; les sicaires pénétrèrent dans le château, arrachèrent la vie à l'infortuné la Cerda avec des circonstances dont le récit fit couler les pleurs de l'homme qui venait de commander le meurtre (6 janvier 1354).

La nouvelle de cet attentat porta le trouble dans toute la France, et provoqua un mécontentement universel contre le roi, dont la coupable faiblesse engendrait tous ces désordres ; Jean, accablé de sa propre douleur, ne put modérer son effroi, en voyant croître l'agitation publique d'une manière menaçante ; il se hâta de donner l'épée de connétable à Jacques de Bourbon, ne doutant pas qu'un pareil choix, en ralliant les gens de bien autour de son autorité, ne prévînt l'orage prêt à éclater. Le monarque convoqua le clergé, les membres marquants de la féodalité, les bourgeois influents de la ville de Paris ; et au milieu de cette assemblée solennelle il remit au comte de La Marche les insignes de la haute dignité à laquelle on l'élevait.

Jacques de Bourbon, revêtu de la charge la plus considérable de l'Etat, fut le premier à demander qu'on sévît contre l'auteur de la mort de la Cerda. Le roi de Navarre, loin de se disculper de ce crime, avait eu l'audace de s'en faire un mérite. Jean II, tout désireux de punir un pareil forfait, n'osait pas frapper le meurtrier, dont les partisans peuplaient la demeure du mo-

narque : le connétable s'offrit pour exécuter cet acte vigoureux, il courut lui-même s'emparer de la personne de Charles-le-Mauvais et le traîna aux pieds du roi. Le comte de La Marche, qui venait de braver le courroux de la féodalité, eut l'affliction de voir détruire son ouvrage. Jean ne put résister aux prières de trois reines, Jeanne d'Evreux, mère de Charles, Blanche sa sœur, et Jeanne de France sa femme : ainsi Raoul d'Eu avait eu la tête tranchée, sans forme de procès, pour un crime qui n'était pas avéré; et le Navarrois s'avouant lui-même l'assassin de la Cerda, obtenait sa grâce, et même celle de ses partisans secrets, dont il remit la liste. Le roi y vit, non sans effroi, le nom de Pierre de Clermont, frère du connétable.

Le Navarrois ne se croyant point en sûreté, nonobstant un pardon si promptement obtenu, passa en Angleterre et s'y lia étroitement avec Edouard : c'est pour servir les intérêts de ce prince qu'il franchit le détroit et s'établit en Normandie (1354). Jean II, ne se faisant plus illusion sur les projets criminels de son gendre, ordonna au gouverneur de Rouen de l'arrêter et de le transférer à Paris, ce qui s'exécuta : le prince fut mis dans une prison d'état. Philippe d'Evreux, frère de Charles, informé de cet événement, prit les armes et fit soulever une partie de la Normandie; Edouard lui promit une division de troupes : ce prince avait annoncé, depuis long-temps, que son intention n'était pas de prolonger la trève qui venait d'expirer. Jean II, prévenu, s'empressa de convoquer les états-généraux (1354), afin d'obtenir des secours nécessaires pour repousser les attaques que lui préparait l'Angleterre. Les trois ordres réunis offrirent leurs corps et leurs biens avec un abandon touchant. Le savant Pasquier pense que cette assemblée créa l'impôt indirect; elle vota de nouvelles

taxes, en abolit d'anciennes, nomma des commissaires, pour lever, recevoir et distribuer les sommes votées, et empêcher qu'on n'en levât d'autres illégalement; le monarque ne mit aucune entrave ni à ses opérations, ni à ses décisions, preuve incontestable, disent plusieurs historiens étrangers, de la liberté dont les Français jouissaient alors, et qui ne le cédait à celle d'aucune autre nation de l'Europe. (Histoire universelle anglaise, t. xxx, p. 436.)

Le comte de La Marche avait vu consumer ses loisirs dans les misérables querelles qui partageaient la cour de Jean II: quelle joie n'éprouva-t-il pas lorsqu'on lui donna la mission d'aller en Languedoc arrêter les ravages du prince de Galles! Edouard avait débarqué en Normandie, et son fils ayant pénétré dans la Guienne, sut gagner les habitants de la Gascogne, qui, placés dans un état incertain par les chances de la guerre, embrassaient tour à tour le parti de la France ou de l'Angleterre.

Jean II, voulant marcher en personne contre Edouard III, envoya dans le midi le connétable, et lui adjoignit, comme lieutenants, les comtes de Foix et d'Armagnac, les plus puissants feudataires d'au-delà de la Loire, mais tous deux ennemis irréconciliables. La population du Languedoc s'émut à la voix de Jacques de Bourbon, qu'elle avait vu déjà se signaler dans ces contrées par des exploits divers : le connétable ne put tirer aucun parti de ces bonnes dispositions; car le premier obstacle qu'il eut à surmonter fut la rivalité des deux barons aquitains ses auxiliaires. Le prince de Galles, mieux obéi, sut profiter de cette désunion, et laissant les comtes de Salisburi et de Norfolk dans le haut Languedoc, il marcha contre les sires de Foix et d'Armagnac, qui occupaient l'Agenois et le Querci. Jacques de Bourbon,

de son côté, atteignit Norfolk entre Carcassonne et Narbonne, attaqua son camp le 20 août 1355 : tout céda à sa furie ; les Anglais, poussés jusque sous les remparts de Narbonne, furent taillés en pièces. (Vaissette, t. IV, Hist. du Languedoc.)

Norfolk profita de la nuit pour rassembler ses débris, et battit précipitamment en retraite : le vainqueur le poursuivait sur la rive gauche de l'Aude, lorsque Salisbury accourut au secours de son collègue ; mais ce dernier tomba dans une embuscade que le connétable lui avait tendue ; il y fut tué ainsi que 2,000 des siens. Ces deux victoires délivrèrent le Languedoc. Jacques de Bourbon se mit en marche pour effectuer sa jonction avec les deux comtes de Foix et d'Armagnac, afin d'accabler le prince de Galles. Le connétable avait recommandé à ses lieutenants de ne point engager d'action, de se borner à tenir en haleine l'armée anglaise. Ces barons, trop fiers pour obéir à une volonté étrangère, trop passionnés pour oublier leurs vieilles inimitiés, ne voulurent jamais agir en commun contre le prince Noir. Leur habile adversaire les ruina en détail dans plusieurs rencontres : les troupes, découragées par des échecs consécutifs, se débandèrent. La double défaite de ces auxiliaires étant consommée, le comte de La Marche se vit obligé de contenir un ennemi quatre fois plus fort que lui : il soutint la lutte sans trop de désavantage pendant quatre mois, et livra, sur les bords de la Dordogne, une sanglante action qui devait décider du sort de la campagne ; mais, au fort de l'engagement, les troupes italiennes, au nombre de 6,000 hommes, l'abandonnèrent pour aller se ranger sous les bannières britanniques. Le connétable se regarda trop heureux de sauver son armée d'une entière destruction. Dès ce moment, renonçant à l'espoir de remporter des

triomphes, il ne manœuvra que dans le but d'empêcher la jonction du jeune Edouard avec le duc de Lancastre, commandant l'expédition de Normandie : ces deux généraux cherchaient à se réunir en s'étendant simultanément sur la ligne des grèves de l'ouest. Cette jonction effectuée, le midi, l'ouest et le nord de la France se seraient trouvés enveloppés par une ceinture de troupes, qui eût facilement envahi Paris et tout le royaume. Le connétable, appréciant la gravité des circonstances, déploya une activité, un zèle et des talents qu'on ne saurait trop louer : il harcela sans cesse l'ennemi, lui disputant le terrain pied à pied, lui occasionnant des pertes journalières qui l'affaiblissaient insensiblement. Son exemple enflammait d'ardeur les habitants ; les Anglais rencontraient des obstacles qu'ils ne prévoyaient pas ; enfin, Jacques de Bourbon parvint au but tant désiré, empêcher la jonction des deux armées britanniques, et déjouer ainsi les plans formés par Edouard. Sa vigoureuse résistance donna le temps au roi d'accourir lui-même à la tête d'une armée assez considérable pour refouler les Anglais vers les côtes de l'Océan. Le service signalé qu'il venait de rendre à l'Etat ne consola point le comte de La Marche des revers que ses armes avaient essuyés en Languedoc. Il vint trouver Jean II à Tours, et en présence des grands réunis, et sans se plaindre de personne, il lui remit l'épée de connétable, en déclarant ne pas se croire dispensé, nonobstant cette démission, de consacrer son bras à la défense de la patrie. Les instances réitérées du monarque ne purent changer sa détermination.

Jean II n'avait rien négligé pour mettre sur pied des forces capables de soutenir, avec un avantage décisif, la lutte que la maison Plantagenet se montrait si ardente à engager une seconde fois. La formation de ces nouveaux

corps donna lieu à de notables innovations dans l'administration militaire : on augmenta de 72 secrétaires la commission créée par Philippe de Valois, en 1334. Les baillis royaux chargés de la levée des troupes communales, par un décret de Philippe-le-Bel, devaient les conduire au lieu du rassemblement; mais il advint que ces officiers civils, dominés par un amour-propre ridicule, prétendirent commander devant l'ennemi les soldats qu'eux-mêmes avaient amenés : il en était résulté de graves inconvénients dans les dernières expéditions contre les Belges; voulant y remédier, Jean II créa, le 28 janvier 1355, les commissaires de guerre, au nombre de 12, qui furent chargés de recevoir des mains des baillis les soldats de la nouvelle levée, de les conduire à l'armée, et de pourvoir à leur subsistance; on les appela d'abord *conducteurs de gens de guerre*. Le roi fit publier les capitulaires de Louis-le-Débonnaire sur le ban et l'arrière-ban; il remit en vigueur les ordonnances de Philippe-Auguste, qui dégradaient tout noble ne répondant pas à l'appel du souverain, et qui punissaient de mort la désertion. Les bandes étrangères, les milices, les troupes seigneuriales, furent classées avec plus de méthode; on établit des magasins de vivres, on désigna même plusieurs maisons religieuses pour servir d'hôpital (1); on institua un conseil de guerre permanent qui s'occupa sur-le-champ de tracer le plan régulier de la campagne qui allait s'ouvrir.

Jean II rassembla son armée à Compiègne, et marcha contre le duc de Lancastre, qui s'étendait dans la Normandie et dans le Perche, essayant d'opérer sa jonction avec le prince de Galles, qui de son côté perçait dans le Poitou; mais la marche de celui-ci ayant été retardée

(1) Bouchet, Hist. d'Aquitaine, t. II.

par les manœuvres savantes de Jacques de Bourbon, les deux généraux anglais se trouvèrent engagés au milieu de la France sans pouvoir se réunir.

Le roi attaqua vigoureusement le duc de Lancastre, le rejeta au-delà de la forêt de l'Aigle, prit le château de Tillière, place d'armes la plus importante des possessions britanniques; déconcerté par cet échec, le duc battit en retraite sur Calais; alors le monarque français vint à Paris se concerter avec les grands du royaume pour aviser aux moyens d'accabler le prince de Galles qui, plus entreprenant que son frère, inspirait des craintes plus réelles.

Le roi et ses généraux prirent la rive droite de la Loire pour base d'opération, et résolurent de diriger sur cette ligne les milices du centre et de l'est, pendant que les débris de l'armée du midi, renforcés des nobles du Languedoc et de la Guienne, s'avanceraient pour gagner la rive gauche; on devait envelopper ainsi l'ennemi dans le contour que décrit ce fleuve. Le roi Jean quitta Paris le 24 août 1356, et porta ses quartiers à Chartres; il s'y arrêta plusieurs jours, et y promulgua quantité d'édits touchant les dispositions que réclamaient les circonstances (1). Les féodaux et les communales de la Champagne, de la Normandie, accouraient de divers points; ils campèrent dans les plaines voisines de Chartres; les maréchaux de Clermont et d'Andrehan passaient en revue ces troupes au fur et à mesure de leur arrivée. Durant les opérations préparatoires du roi Jean, le prince de Galles, conduisant à sa suite 20,000 hommes, parcourait les provinces du centre; son but principal était de franchir la Loire, qui le séparait du duc de Lancastre, dont il ignorait le mouvement rétrograde; le jeune Edouard;

(1) Recueil des Ordonnances, t. III.

venant de Bordeaux, remonta la Dordogne, entra en Auvergne, traversa la Marche, le Bourbonnais, et pénétra dans le Berri. Froissard fait une description très-détaillée de la fertilité de ces provinces, dans lesquelles les Anglais trouvèrent une abondance qui les étonna; ces étrangers se gorgeaient de vivres, et détruisaient ceux qu'ils ne pouvaient emporter, s'appliquant surtout à défoncer les tonneaux de vin. Les Anglais investirent Bourges, cité opulente; mais leur coup de main échoua complètement : le sire de Causans, gouverneur de la place, les contraignit de se retirer. L'archevêque et le sire de Vermeil le secondèrent dignement. A la suite de cet échec qui lui coûta un millier d'hommes, le prince de Galles appuya sur sa gauche afin de se rapprocher de la Loire, et voulut entrer dans Issoudun qui lui opposa également une vigoureuse résistance; il s'en vengea sur Vierzon, ville peu forte quoique très-peuplée; les Anglais y ramassèrent un butin immense; quelques centaines de nobles qui essayèrent à s'y défendre furent tués sans quartier. Persistant dans l'intention de joindre le duc de Lancastre en Normandie, le prince Noir tenta de franchir la Loire à Saumur, puis à Tours; sachant ces deux points gardés par les féodaux de la province, il prit la direction plein nord, sauta le Cher et se rapprocha d'Orléans, décidé à y forcer le passage du fleuve. Le général anglais acquit alors la certitude que le roi Jean s'avançait accompagné d'une armée tellement supérieure, que le succès ne pouvait demeurer incertain un seul instant, si la lutte s'engageait; il abandonna donc le plan primitif et ne songea plus qu'à regagner Bordeaux par le Poitou et l'Angoumois. Les informations que le prince recueillait, renfermaient l'exacte vérité. Le roi quitta Chartres vers les premiers jours de septembre 1356, passa la Loire à Blois, puis le Cher, et vint camper sur

les bords de l'Indre : le roi s'établit à Loches, dont il fit le centre de ses opérations, et y attendit que les autres corps eussent passé la Loire sur divers points, comme Saumur, Tours, Amboise, Orléans, Gien et Cosne.

Le monarque français se trouvait encore à Loches le 13 septembre (1), désirant connaître les rapports de plusieurs chevaliers envoyés pour suivre la marche des Anglais. Instruit, grâce à leurs soins du mouvement rétrograde opéré par l'ennemi, Jean II résolut d'agir de manière à lui couper la retraite sur la Guienne et de l'enfermer dans un vaste réseau, afin que pas un soldat d'Edouard ne lui échappât. Cette détermination remplit de joie tous les barons de France, qui paraissaient au comble de leurs vœux en voyant approcher le moment de se mesurer contre ce fameux prince Noir; celui-ci au contraire, n'ayant en vue que d'éviter le choc, repassa la Saudre au-dessus de Romorantin. Une de ses divisions aux ordres des sires de Burghers, de Basset, de Spencer, de Mucidan et de Curton (ces deux derniers étaient Gascons), s'étant écartés sur sa droite, tomba dans une embuscade des Français, que commandaient les sires de Craon, de Chaumont et de Boucicaut; mais ces derniers, inférieurs en nombre, furent battus et ne regagnèrent Romorantin que très-difficilement. Le prince de Galles, apprenant que ses gens en étaient aux mains avec l'ennemi, courut à leur secours, et alla investir Romorantin; d'après ses ordres Jean Chandos, son premier lieutenant, s'avança jusqu'aux fossés, et somma ceux qui défendaient la place de lui ouvrir les portes. Boucicaut lui répondit par les créneaux que les Français ne se remettaient point ainsi à discrétion sans essuyer au

(1) Voir le recueil des Ordonnances, t. III.

préalable plusieurs assauts. Le jeune Edouard, piqué de ce refus, s'établit devant ces remparts, quoique son intention ne fût pas d'abord de s'arrêter. Deux assauts consécutifs échouèrent complètement; Edouard allait ordonner la retraite, lorsqu'une pierre lancée par les mangoneaux, étendit raide mort à ses côtés le jeune Bernadet, de la maison d'Albret, son écuyer le plus affectionné; dans la douleur que lui causait cette perte, le prince Noir jura de ne point se retirer sans avoir emporté la place : il eut recours aux moyens les moins usités, aux feux grégeois, et même aux canons, si on en croit Froissard; les assaillants parvinrent à mettre le feu à une partie du château couvert en chaume; l'incendie gagna le reste de la ville, et les braves défenseurs de Romorantin se virent obligés de capituler pour éviter de périr dans les flammes.

Edouard venait d'employer à cette conquête deux jours bien précieux, pendant lesquels le roi de France avait envoyé le tiers de son armée à Châtellerault pour couvrir Poitiers, et lui-même menant le principal corps, se porta rapidement à La Haie, petite ville sur la frontière de la Touraine et du Poitou; les chevaliers chargés de suivre les traces du prince de Galles, vinrent lui annoncer que les Anglais manœuvraient tous sur Poitiers. Le roi Jean, nullement étonné de ce revirement, au lieu de passer la Vienne à l'île de Bouchard, qui se présentait en face de lui, remonta la rive droite jusqu'à Chauvigny, y arriva le jeudi soir 15 septembre 1356, et campa en ce lieu. Le lendemain ce prince franchit la Vienne sur le pont de Chauvigny pour gagner Poitiers, qui s'en trouve éloigné de cinq petites lieues (ouest), et se mit en route dès que les trois premières divisions eurent touché le bord opposé : il laissa la moitié de son armée sous les

ordres des comtes d'Auxerre, de Joigny et de Châtillon, en leur prescrivant de ne passer la Vienne que le lendemain et de venir le joindre sans délai.

Jean II parut le soir en vue de Poitiers, et campa en avant de la porte Saint-Cyprien sans entrer dans la ville; il croyait les Anglais devant lui, mais son étonnement fut extrême lorsque tous les rapports apprirent que l'on avait perdu la trace de l'ennemi, et qu'on ne voyait aucune troupe dans la direction de Châtellerault. En effet, le prince de Galles avait échappé à la vigilance de ceux qui l'observaient; ayant quitté Romorantin il franchit le Cher, l'Indre, et puis la Vienne au-dessous du confluent de la Creuse, et passa à la hauteur de Châtellerault; il allait ainsi tomber droit sur Poitiers, où se concentrait la totalité des forces du roi de France. Soigneux d'éviter leur rencontre il inclina sur sa gauche, traversa le Clain et se trouva dans l'angle aigu formé par cette rivière et par la Vienne, ayant ainsi ses deux ailes protégées. Après une marche fort pénible le prince fit halte dans un lieu que Froissard ne nomme pas, mais qu'il représente couvert de bois et de bruyères très-épaisses; ce ne peut être que la forêt de Moulière, dont l'origine est de la plus haute antiquité; il s'y établi le vendredi soir, en même temps que le roi Jean prenait ses quartiers devant Poitiers.

Les Anglais ne purent se procurer des vivres dans ce carrefour, dépourvu d'habitations : leur chef forma le lendemain un gros détachement pour courir la campagne; il mit ces hommes d'armes sous les ordres de deux chevaliers flamands, Eustache d'Aubreticourt, et Jean de Guistall, descendant de celui qui fut tué à la bataille de Bouvines. Ces officiers longèrent le bois qui mordait jusque sur la route de Poitiers à Chauvigny, ils ne tardèrent pas d'apercevoir les dernières divisions fran-

çaises, qui, ayant passé la Vienne au point du jour, suivaient la chaussée pour aller joindre le roi. Les comtes de Joigny, d'Auxerre, et le sire Raoul de Couci, marchaient sur les flancs de la colonne; apercevant à leur tour les gens d'armes anglais, ils se détachèrent accompagnés de deux cents cavaliers et se mirent à leur pousuite; Guistall et Aubreticourt battirent en retraite en suivant la lisière du taillis pour se replier sur le prince de Galles. Les Français, avec leur imprévoyance accoutumée, s'engagèrent dans les bruyères et allèrent se jeter au milieu de l'armée ennemie; accablés par le nombre, ils furent tous pris ou tués. Edouard traita convenablement ses prisonniers et combla d'égards les comtes d'Auxerre, de Joigny, et Raoul de Couci; il obtint de ces barons des renseignements précieux. Sachant que le roi campait sous les murs de Poitiers en attendant que le mouvement de concentration fût achevé, il dépêcha un fort détachement et le mit sous les ordres du Captal du Buch, des sires d'Aubreticourt et de Burghers, qui devaient se borner à examiner la position de l'armée française. Ces trois officiers atteignirent la queue des divisions qui venaient de Chauvigny; ils l'assaillirent et y portèrent le désordre, s'avancèrent rapidement pour remplir leur mission et rejoignirent au bout de quelques heures le généralissime. Jean II, apprenant que les Anglais attaquaient son arrière-garde pendant qu'il les croyait devant lui, leva le camp précipitamment et courut après eux.

Edouard ne ralentit pas sa marche; mais, en apercevant les éclaireurs de l'armée, il sentit qu'infailliblement on l'atteindrait dans sa retraite : le prince résolut d'agir exactement comme son père l'avait fait à Crécy dans une circonstance semblable, de présenter son front à l'ennemi; le soin le plus important consistait à se ménager une position aussi redoutable : la fortune la lui offrit, mais il

fallait son génie pour la comprendre et en tirer bon parti. Le prince Noir alla se poster dans un lieu nommé *les Bordes;* pour y parvenir il eut à traverser en ligne diagonale le quadrilatère dont les quatre points étaient le confluent du Clain et de la Vienne, les Bordes, Poitiers et Chauvigny. Edouard coupa à angle droit le chemin qui conduit de l'une à l'autre de ces villes; on doit remarquer que le temps passé au siége de Romorantin, dont il avait regretté si fort l'emploi, devint pour lui un incident très-heureux, car sans ce retard les Anglais seraient venus tomber dans l'armée française, quand elle cheminait de Chauvigny à Poitiers. Le roi accourut en toute hâte devant les Bordes, mais ne put attaquer, vu qu'il faisait déjà nuit. Jean II étendit son armée de manière à envelopper l'ennemi par le front, et veiller à ce qu'il ne pût s'échapper à la faveur des ténèbres. De nombreux partis de cavalerie battaient la campagne, et empêchèrent les Anglais de se procurer des vivres.

Le roi de France venait de déployer une supériorité incontestable dans ses dispositions préliminaires, sans cesser de faire régner dans ses mouvements généraux un ensemble qui décélait une étude approfondie de la statistique du pays; enfin, Jean II avait résolu l'une des plus grandes difficultés de la guerre, celle d'arriver devant l'ennemi avec la totalité de ses forces. Quoiqu'il dût être satisfait du zèle que la chevalerie mettait à exécuter ses ordres et à le seconder dignement, Jean II concevait cependant des craintes sérieuses sur la fidélité des hauts barons : préoccupé de ces fâcheuses pensées, il ne savait pas assez dissimuler le mépris que lui inspirait la conduite déloyale de la plupart des feudataires. Un jour, pendant une forte marche, les chevauchées féodales répétaient en chœur la chanson de Roland, fort

en vogue parmi les troupes. Le roi, qui marchait sur le flanc des colonnes, dit à la fin d'une reprise : « Il y a long-temps qu'il n'existe plus de Roland parmi les Français. — On y en verrait encore, répondit un vieux capitaine, s'ils avaient à leur tête un Charlemagne. » Ce banneret était Jean Janvre, surnommé *Bagoulin* ou le franc parleur, sire de la Bouchetière (1), noble du Poitou : son apostrophe, extrêmement déplacée, manquait absolument de justesse ; car si Charlemagne avait eu dans ses états des traîtres comme Geoffroi d'Harcourt et autres, il aurait eu certainement à déplorer des revers. Nonobstant ses inquiétudes secrètes, le roi ne doutait pas de venger d'un seul coup tous les maux que les deux Edouard avaient causés à la France ; regardant la ruine des Anglais comme inévitable, il se montrait décidé à ne leur accorder aucune condition : sa confiance n'eût pas été aussi entière s'il eût parfaitement connu la formidable position qu'avaient choisie ses habiles adversaires.

Les Anglais s'établirent sur un plateau autour duquel serpentait le Miausson, petite rivière qui va se décharger dans le Clain après avoir formé deux rentrants très-profonds et parallèles, de sorte que la langue de terre resserrée dans les contours du Miausson, présentait la forme d'un parallélogramme brisé sur un de ses grands côtés. En suivant les premiers mouvements de ce courant, on aurait cru qu'il enveloppait la position de toutes parts, mais, tournant brusquement dans la direction de l'est, le Miausson laissait le flanc droit à découvert ; cette rivière coulait dans une grève marécageuse, ce qui com-

(1) Il avait épousé, en 1323, Marguerite de Larochefoucauld. Sa famille existe encore dans le Poitou. (Titres de la maison de Janvre.)

pliquait les difficultés. De jeunes vignes couvraient le plateau, auquel on arrivait par un ravin, espèce de boyau bordé de buissons très-épais et de ceps entrelacés; ce chemin raboteux, fort étroit et d'une pente rapide, prenait sa naissance dans la plaine, près de la route de Noaillé. Le général anglais posta des deux côtés ses meilleurs archers, qui, sans être aperçus, pouvaient frapper à coup sûr tout ce qui s'engagerait dans cette espèce d'entonnoir. Deux hameaux, l'un appelé Cade-rousse et l'autre les Bordes, formaient l'avancé du prince de Galles, qui jeta du monde dans ces maisons; ainsi les Anglais, entièrement clos, ne devaient pas craindre de se voir abordés par la cavalerie, la principale force de l'armée française. Ce plateau, qui présentait un développement de quinze cents toises, se trouvait à deux petites lieues sud de Poitiers, à quatre ouest de Chauvigny, et à une lieue de Beauvoir. La position des Bordes offrait les moyens de braver impunément toutes les attaques de vive force, mais elle avait aussi de graves inconvénients. Aucun détachement ne pouvait en sortir pour faire des vivres sans courir risque d'être écrasé, et les Anglais voyaient devant eux la perspective de mourir de faim si on se contentait de les y tenir bloqués; c'est à la difficulté de sortir de ce plateau, autant qu'à la fermeté de caractère du prince de Galles, qu'on doit attribuer l'inaction dans laquelle les Anglais restèrent pendant deux jours, sans chercher à gagner le chemin de Bordeaux à la faveur de la nuit. Le roi, appréciant les obstacles invincibles que présentait la position où se tenait renfermé son rival, ne manœuvra que dans le but de fermer toutes les issues; il étendit son armée dans une ligne courbe qui embrassait une lieue de contour, sa gauche appuyée à la forêt de Noaillé, et sa droite à d'autres bois vagues; le terrain était plat,

mais sillonné par des rigoles et de petites haies, obstacles fort incommodes pour la cavalerie. Le roi passa la nuit dans cette situation, ne cessant de lancer au travers de la campagne de forts détachements, afin de resserrer l'ennemi dans ses quartiers. L'armée française, arrivée tard devant le plateau, campa sans ordre : Jean II s'établit dans une tente faite de soie rouge; le lendemain dimanche, il entendit la messe de très-grand matin, et communia avec ses quatre fils; puis on tint un conseil de guerre auquel furent appelés le duc d'Orléans, frère du roi, le connétable Gauthier de Brienne, Jacques de La Marche, les deux maréchaux de Clermont et d'Andrehan, les comtes de Tancarville, de Ventadour, le sire du Châtel, Geoffroi Charni qui portait la bannière royale, Jean de Landas et Saint-Venant, gouverneurs des fils de France, et Eustache de Ribeaumont; ce dernier s'était battu corps à corps devant Calais, contre Edouard : ce prince le fit prisonnier, mais charmé de sa valeur, il lui donna la liberté, mettant à ce bienfait la seule condition de ne jamais quitter un riche collier de perles que Plantagenet lui passa au cou; cette aventure acquit une merveilleuse renommée à Eustache de Ribeaumont, pour qui le roi Jean conçut une prédilection singulière.

Outre les barons dont nous venons de citer les noms, il s'y trouvait plusieurs vassaux ecclésiastiques, parmi lesquels on distinguait Guillaume de Melun, évêque de Sens, et Jean Chauveau, évêque de Châlons; les lois féodales obligeaient les ecclésiastiques tenant fiefs à servir personnellement à la guerre : mais ils pouvaient facilement se soustraire à cette obligation; ceux qui s'y soumettaient obéissaient aux impulsions de leur caractère particulier. Les canons de l'Eglise condamnaient la coutume à laquelle les possessions temporelles asservissaient le clergé : cette contradiction subsista jusqu'au

règne de François I[er], qui, par un édit de 1541, dispensa les gens d'église du service personnel.

Le conseil de guerre agita la question si on devait se contenter de bloquer les Anglais, ou s'il fallait livrer bataille. Le dernier parti prévalut ; en conséquence, les clairons sonnèrent de toutes parts ; et, suivant l'usage, les princes, les comtes, les barons firent déployer devant eux leurs bannières, et les chevaliers leurs pennons, afin que chaque homme d'armes rejoignît sa chevauchée respective. En seconde ligne, les baillis et les commissaires firent déployer les immenses étendards des villes, qui servaient pour les milices de signes de ralliement ; plusieurs évêques qui les avaient conduites sur le terrain se retirèrent en voyant qu'on achevait les apprêts du combat, et allèrent se renfermer dans Poitiers. Après que chaque seigneur eut fait la montre de ses chevaliers, écuyers et bacheliers, lorsque les baillis eurent terminé les recensements des communales, troupe plus embarrassante qu'utile, il fallut ranger tout ce monde en bataille, opération malaisée, car on devait assigner une place à chaque chevauchée, et l'on conçoit quelle devait être la difficulté de satisfaire ces hauts barons, fiers de leur rang et jaloux de leurs priviléges. Froissard donne des détails très-précis sur la disposition de cette armée ; selon lui, on partagea ces nobles et ces milices en trois corps de 16,000 hommes chaque, ce qui présentait un effectif de 48,000 combattants (1).

(1) Froissard dit, dans le chapitre suivant : « Avoit soixante mille hommes sur les champs ; » il voulait dire sans doute que ce prince avait sur pied ce nombre de soldats en y comprenant ceux qui étaient détachés à Saumur, à Châtellerault, à Chauvigny et à Poitiers. L'historien anglais Knigthon dit que le roi n'avait que 40,000 hommes.

Le roi Jean se plaça devant la division du centre, celle qui ordinairement prenait le plus de part à l'action ; ce prince retint auprès de lui son quatrième fils, âgé de 14 ans ; les deux autres corps se composaient de milices. Suivant les règles posées par Louis-le-Gros et Philippe-Auguste, on mêlait à ces communales des nobles expérimentés qui les contenaient et les dirigeaient : en vertu de cette coutume, le roi Jean mit à la tête du corps de droite, son frère le duc d'Orléans, auquel on adjoignit 36 chevaliers à bannières, et 72 chevaliers à pennons ; chacun des premiers comptait sous ses ordres 20 ou 30 nobles, et chacun des seconds 10 ou 12 ; de sorte que 1,200 féodaux de divers degrés conduisaient 14,000 communaux.

Le corps de gauche eut pour commandants le fils aîné du roi, Charles, duc de Normandie (depuis Charles V), ses deux frères, Louis duc d'Anjou et Jean duc de Berri ; les sires de Saint-Venant et de Landas, gouverneurs de ces jeunes princes, se placèrent dans cette division, ainsi qu'un certain nombre de bannerets, de chevaliers et d'écuyers.

Les trois corps formés en masse furent disposés en échiquier, de sorte que celui du centre dépassait les deux autres de toute sa profondeur ; on commit la faute de les tenir trop éloignés les uns des autres, et dans cette situation ils ne pouvaient se prêter un mutuel appui. Par une disposition dont le motif n'est point expliqué, on posta en avant du corps de gauche un fort détachement de cavalerie allemande, commandé par le connétable Gauthier de Brienne et le comte de Sarbruck. Les dernières divisions du corps de gauche s'appuyaient à un petit hameau nommé Maupertuis.

Pendant que les barons rangeaient les chevauchées, le roi appela auprès de lui Guichard d'Angle, Gui de

Beaujeu, Jean de Landas, Eustache de Ribeaumont, et les envoya vers le plateau, en les chargeant expressément d'examiner la manière dont les Anglais l'avaient occupé. Les chevaliers s'avancèrent de très-près et s'acquittèrent mal de leur mission; ils se contentèrent d'examiner la position de front au lieu de la tourner par les flancs, et ne s'aperçurent donc pas qu'il existait sur la droite un large chemin conduisant au plateau, chemin que de graves accidents de terrain cachaient au premier coup d'œil. En mettant plus d'exactitude dans leur exploration, ces chevaliers se seraient également aperçus que le Miausson, changeant subitement de direction, laissait à découvert le flanc droit d'Edouard. Une exacte connaissance des lieux aurait engagé les chefs à modifier le plan d'attaque; mais ces moyens indirects étaient condamnés par les préjugés chevaleresques. Voyant l'ennemi devant eux, les Français ne songeaient qu'à parvenir jusqu'à lui par la voie la plus courte: c'est dans cet esprit que Ribeaumont fit son rapport au roi Jean. Ce prince, monté sur un coursier « blanc comme neige, » parcourait les rangs des barons et des chevaliers dont il excitait l'impatience par ses imprudents discours. « Entre vous autres, leur disait-il, quand vous « êtes à Paris, à Chartres, à Orléans, vous menacez les « Anglais et désirez avoir le bacinet en tête devant eux: « or vous y êtes et vous les montre, sy leur veuillez re- « montrer leur mal talent. » Ces paroles, prononcées d'un ton d'aigreur, décelaient chez le prince un vif mécontentement; elles inspirèrent aux nobles une fureur qu'on ne put modérer quand les circonstances l'exigèrent. Ribeaumont dit au roi que les Anglais étaient si bien enfermés, que pas un seul d'entre eux ne pouvait s'échapper: ceci réjouit Jean II et les barons, qui voulaient qu'on attaquât sur-le-champ, sans égard pour la

solennité du dimanche. Cette seule particularité atteste que la foi avait perdu de sa vivacité depuis Philippe-Auguste : on sait qu'à Bouvines ce prince se faisait scrupule de combattre un dimanche.

Déjà on s'ébranlait, lorsqu'un incident vint retenir l'ardeur de tous ces preux. Le cardinal Elie Talleyrand-Périgord, évêque d'Auxerre, accourut à toute bride accompagné de Robert de Duras, son neveu, et d'une brillante chevauchée : ce prélat, ainsi que le cardinal d'Urgel, avait reçu du pape Innocent VI la mission de n'épargner aucun soin pour mettre un terme à la guerre acharnée que se faisaient les rois de France et d'Angleterre. L'un et l'autre suivirent Jean II dans l'espoir de le décider à conclure la paix lorsque les armées seraient en présence ; ils restèrent à Poitiers le samedi, parce que le roi Jean n'était arrivé que fort tard dans ses quartiers de Maupertuis. Le cardinal de Périgord, âgé de cinquante-quatre ans, brillait autant par ses talents que par ses vertus ; sachant le matin du dimanche que les Français s'occupaient des dispositions préliminaires de la bataille, il partit de la ville et vint en toute hâte au camp, bien décidé à user de toute son influence pour ménager un arrangement, comme les cardinaux de Clermont et de Palestrine y étaient parvenus en 1340 dans une circonstance semblable. Le prélat représenta au roi que l'armée du prince de Galles, quoique très-inférieure en nombre, opposerait certainement la résistance la plus opiniâtre, et que sa défaite coûterait l'élite de cette chevalerie réunie sous les bannières royales ; il termina son exhortation en suppliant le monarque de lui permettre d'aller conférer dans ce but avec le général anglais, ne doutant pas que ce dernier ne consentît, vu le danger de sa position, à des concessions très-favorables à la France. Jean II, cédant aux instances de ce ministre

de paix, consentit à retarder le moment de l'attaque. Elie de Périgord, revêtu des insignes de sa dignité ecclésiastique, traversa les champs et gagna le plateau; il trouva le prince de Galles à pied au milieu des vignes, entouré de ses lieutenants.

Le jeune Edouard reçut avec respect le prélat, qui lui représenta la situation périlleuse des Anglais en présence de phalanges aussi braves et aussi nombreuses que celles du roi Jean. « Songez, lui dit-il, à tout le sang qui va couler des deux côtés, soit pour vaincre, soit pour être vaincu; » l'évêque d'Auxerre finit en lui demandant s'il n'accéderait point à quelque accommodement. Le prince répondit froidement qu'il n'en était pas éloigné, pourvu toutefois que les conditions fussent de nature à ne porter atteinte ni à l'honneur de l'armée ni à la dignité de son chef. Le médiateur, fort satisfait, revint auprès du roi, et l'invita à signer une trève de vingt-quatre heures pour qu'on pût débattre les conditions du traité. Tous les nobles de France se récrièrent; Jean II, aussi ardent que les barons, voulait marcher sur-le-champ à l'ennemi. Le prélat effrayé redoubla ses sollicitations, alléguant la solennité du jour consacré à la prière; le roi se laissa fléchir et consentit au *répit.* Elie de Périgord courut l'annoncer au prince de Galles, qui ne témoigna ni du contentement ni du déplaisir, et cependant il présenta de lui-même des conditions dont les avantages extraordinaires montraient à quel point son propre danger l'occupait; il offrit, si on lui laissait la faculté de regagner Bordeaux, de remettre Calais ainsi que les diverses places gardées par les Anglais, et s'engageait à ne porter de sept années les armes contre la France. Le cardinal, ayant rejoint le roi, lui fit part des propositions du prince Noir; le monarque répondit qu'il désirait consulter ses barons. Sur ce, Elie de Périgord alla

s'établir en arrière des trois divisions de l'armée française, dans le petit hameau de Maupertuis (1), auquel s'appuyait l'aile gauche. Au bout d'une longue délibération, Jean II rappela le pieux négociateur, et le chargea de porter ses dernières conditions ; elles étaient conçues en ces termes : « Le prince de Galles se rendra prisonnier à discrétion avec les cent principaux de ses officiers ; le reste de l'armée sera libre de regagner Bordeaux sans être inquiété. » En vain le cardinal se récria-t-il sur la dureté de pareilles clauses, on ne voulut rien en retrancher. On a beaucoup blâmé Jean II de n'avoir pas accepté les propositions du prince de Galles ; le roi réfléchissait sans doute qu'Edouard III, accoutumé à violer la foi des traités, ne se ferait aucun scrupule de ne point reconnaître la convention conclue par son fils. Tenant enfermé dans une position difficile celui dont la prise seule valait le gain de dix batailles, il ne craignait point de lui imposer de semblables conditions ; car on savait que l'Angleterre ne reculerait devant aucun sacrifice, pour briser les fers du jeune héros dont elle se montrait idolâtre.

Le cardinal revint une troisième fois auprès du prince de Galles qui, recevant fort mal son message, lui répondit : « La ville de Londres n'aura jamais à payer ma rançon ; je me tiendrai prêt à combattre demain matin. » Elie de Talleyrand fit d'héroïques efforts pour rapprocher les deux partis, et ne put y réussir. La journée du dimanche se passa en pourparlers superflus, et à la faveur de la trève que l'on observa religieusement, quelques Anglais descendirent du plateau pour courir dans la campagne. Jean Chandos fut de ce

(1) Ce hameau a perdu son ancien nom et s'appelle maintenant la Cardinerie, sans doute à cause du séjour qu'y fit le cardinal.

nombre ; il trouva sur son passage Jean de Clermont, maréchal de France, qui, accompagné de quelques écuyers, essayait un cheval dans la plaine. Voici comment Froissard fait le récit de cette rencontre (1), qui peut donner une idée exacte des mœurs chevaleresques de cette époque : « Tant chevauchèrent ces deux chevaliers, qu'ils se trouvèrent et rencontrèrent d'aventure; et là eut grosses paroles et reproches moult félonnesses (durs) entre eux. Je vous dirai pourquoi : ces deux chevaliers, qui étoient jeunes et amoureux, on le peut et doit-on ainsi entendre, portoient chacun une même devise d'une bleue dame ouvrée de brodure au ray (rayon) d'un soleil sur le senestre bras; et toujours étoit dessus leurs plus hauts vêtements, en quelque état qu'ils fussent. Si ne plut mie adonc à messire Jean de Clermont ce qu'il vît porter sa devise à messire Jean Chandos; et s'arrêta tout coi devant lui et lui dit : « Chandos, aussi vous désirois-je à voir et à encontrer; depuis quand avez-vous empris à porter ma devise? — Et vous la mienne? ce répondit messire Jean Chandos; car autant bien est-elle mienne comme vôtre. — Je vous le nie, dit messire Jean de Clermont; et si la souffrance (trêve) ne fût entre les nôtres et les vôtres, je le vous montrasse tantôt que vous n'avez nulle cause de la porter. — Ha ! ce répondit messire Jean Chandos, demain au matin vous me trouverez tout appareillé de défendre et de prouver par fait d'armes que aussi bien est-elle mienne comme vôtre. » A ces paroles ils passèrent outre; et dit encore messire Jean de Clermont, en ramponnant (raillant) plus avant messire Jean Chandos : « Chandos, Chandos, ce sont bien des pompes de vous Anglois qui ne savent aviser

(1) Livre 1, ch. 353, édit. de M. Buchon, 1824.

rien de nouvel, mais quant (tout ce) qu'ils voient leur est bel. » « Il n'y eut adoncques plus dit ni plus fait : chacun s'en retourna devers ses gens ; et demeura la chose en cet état. »

Le lendemain lundi, 19 septembre 1356, le cardinal tenta de renouveler les négociations : il y mit tout le zèle qu'on pouvait attendre d'un ministre de paix et d'un bon Français ; mais les barons de l'armée du roi Jean le repoussèrent durement, l'accusant de vouloir ménager le prince de Galles, en raison de ce que plusieurs bannerets de sa famille servaient dans les rangs ennemis. L'évêque d'Auxerre se retira en déplorant l'aveugle fureur des hommes ; il reprit le chemin de Poitiers, escorté de son neveu Robert de Duras (1), du sire D'Amposte et d'une centaine de chevaliers ou écuyers composant sa suite. A peine eut-il dépassé les barrières pour entrer dans la ville, que Robert de Duras et les autres féodaux, frémissant à l'idée de rester inactifs derrière les murailles de Poitiers pendant qu'on allait se battre à Maupertuis, laissèrent le cardinal s'avancer dans les rues avec ses valets, et le quittant brusquement, ils rejoignirent en toute hâte l'armée, sans que le prélat s'aperçût de leur disparition. Mais tout en voulant empêcher l'effusion du sang, Elie de Périgord (2) avait causé aux Français un mal incalculable ; car, grâce à son intervention passagère, les Anglais gagnèrent un jour et une nuit. Leur habile chef employa ce délai à modifier son ordre de bataille ; il mit à pied sa cavalerie

(1) La sœur du cardinal avait épousé Guillaume de Castillon, sire de Duras ; elle en eut ce Robert dont il est ici question.

(2) Ce prélat fut un des personnages les plus distingués de son siècle ; il fit un voyage en Angleterre pour aller porter des consolations au roi Jean et déterminer Edouard à conclure la paix ; il mourut en 1365 ; il avait été évêque de Limoges et d'Auxerre.

et la rangea sur trois lignes : la gauche et la droite étaient tenues par les Gascons, disposés dans la figure de deux coins renversés attaquant par la base : on en usait ainsi lorsqu'on se préparait à repousser une attaque de front. Les Gascons, soldats braves mais indisciplinés, avaient pour chefs les sires de Lesparre, de Pomenards, de Langoiran, de Montferrand, de Landulas, de Monzac, de Lestrade-Preissac et Pierre de Foix, captal du Buch : celui-ci comptait parmi les barons les plus considérables de l'Aquitaine (1).

Le prince Noir occupa toute la nuit une partie de ses troupes, soit à briser le terrain, soit à creuser de larges fossés ; il ferma, au moyen de palissades faites en bois et en sarments entrelacés (2), l'embouchure du chemin qui menait au plateau. Douze cents cavaliers, commandés par le comte de Warwick, furent placés en embuscade sur le revers de la position ; cette cavalerie cachée à tous les yeux, débouchant par ce chemin creux, que les Français avaient négligé de reconnaître, devait tenter un coup de désespoir en prenant par le flanc l'armée du roi Jean au moment où ses premières divisions monteraient à l'assaut du camp retranché.

Edouard ne négligea rien pour ranimer l'ardeur de ses soldats qu'une longue disette avait déjà abattus : pendant deux jours ils ne mangèrent que des raisins ; il leur démontra qu'on n'avait rien à espérer d'un ennemi irrité, et leur déclara que le roi de France avait or-

(1) Buch était un petit pays au fond des Landes de Bordeaux, portant le titre de captalat ou comté. La ville de ce nom se trouvait située à l'entrée du golfe qui s'avance à deux lieues dans les terres : la rivière de Leyre a son embouchure dans cette espèce de golfe.

(2) Les miniatures qui ornent le Froissard de la Bibliothèque de l'Arsenal, représentent ces palissades faites comme nous venons de le dire.

donné de fustiger les Anglais et les Gascons qui seraient pris, et de leur couper les pouces. Les soldats sont faciles à tromper ; ceux du prince Noir s'écrièrent qu'ils mourraient tous plutôt que de subir un pareil traitement. (Knigton.)

Edouard atteignait à peine sa vingt-cinquième année; mais à cet âge on le regardait déjà comme un vieux guerrier, car il se battait depuis dix ans. Les talents déployés par lui dans toutes les rencontres l'avaient mis au rang des meilleurs généraux de son siècle ; de nouveaux exploits lui acquirent ensuite la réputation du plus grand capitaine que l'Angleterre ait jamais produit. Il s'attacha un certain nombre d'officiers expérimentés qui ne le quittèrent point dans toutes ses campagnes : tels que le comte de Warwick, le comte de Suffolk, le comte de Salisbury, Jean Chandos, Richard Stamford, Renaud Cobham, Edouard Spencer, Maurice Berkerley, le sire de Basset, d'origine normande, Fitz Warren, le sire de Willoughby, Barthélemi Burghersh, le sire de Felton, Etienne de Codrington (1) ; plusieurs de ces barons portaient l'ordre de la Jarretière, qu'Edouard III leur avait donné en récompense de leur belle conduite à la bataille de Crécy. En seconde ligne on distinguait Eustache d'Aubreticourt et Jean de Gistelles, bannerets du Hainaut, plusieurs chevaliers de l'Artois, Daniel Pasèle et Denis de Morbec-Robec. Ce dernier se vit obligé de quitter la France, afin d'échapper à un jugement qui le condamnait à mort. Jouant à la paume deux ans auparavant, il se prit de querelle avec un jeune bachelier fort aimé de Jean II, et lui cassa la tête

(1) Un des ancêtres de l'amiral anglais commandant à la bataille de Navarin, en 1828, les flottes combinées de France, d'Angleterre et de Russie.

d'un coup de sa raquette de fer. Le roi, justement irrité, donna l'ordre de l'arrêter ; mais Denis de Morbec s'échappa et courut se jeter dans les bras des Anglais (1), accompagné de plusieurs de ses vassaux et de son cousin germain Enguerand de Beaulaincourt, chevalier artésien : ils étaient fils de deux sœurs. On remarquait encore parmi ces preux Jacques d'Andley, qui jouissait d'une haute réputation de bravoure ; il avait fait le vœu périlleux d'ouvrir l'action dans toutes les batailles auxquelles assisterait le roi d'Angleterre ou l'un de ses fils ; il se plaça donc, entouré de quatre de ses écuyers, en avant de la ligne, séparé du gros de l'armée et assez près de la palissade pour recevoir ceux qui la franchiraient les premiers.

Le jeune Edouard comptait sous ses ordres 6,000 nobles, 6,000 archers, 2,000 soudoyés ou brigands, comme les appelle Froissard, et quelques valets, en tout 15,000 hommes, sur lesquels le tiers seulement sortait des îles britanniques : le reste se composait de nobles de l'Aquitaine et de soldats gascons. Dans le camp anglais, les chefs s'appliquaient à maintenir parmi leurs gens un calme parfait et un silence profond. Les quartiers des Français offraient un aspect bien différent; le tumulte et l'agitation y régnaient sur tous les points : on n'y entendait que des cris désordonnés.

Jacques de La Marche, vers lequel tous les gens sages tournaient leurs regards, le seul, entre tous ces feudataires, qui par son expérience militaire fût en état de conduire les opérations, insistait pour qu'on ne livrât pas combat, et que l'on se contentât de faire un mouve-

(1) La seigneurie de Robec passa, vers le commencement du quinzième siècle, dans la maison de Montmorency, dont un des membres prit même le titre de prince de Robec.

ment en avant vers les Bordes en étendant les ailes, afin d'envelopper encore mieux la position. Jean II, poussé à sa perte par un esprit de vertige, méprisa ces sages avis, ne voulant prendre conseil que de Ribeaumont, dont la réputation brillante l'avait ébloui. Le paladin lui dit franchement son opinion, et fournit une nouvelle preuve d'une vérité déjà reconnue, qu'un intrépide guerrier est fort souvent un très-mauvais général. Son sentiment fut de combattre au plus tôt, de faire mettre pied à terre à la noblesse, en ne réservant que 1,000 hommes montés qui se chargeraient de frayer le chemin : il demanda que l'on dirigeât tous les efforts vers la seule ouverture qu'offrait la position des Anglais, c'est-à-dire vers le défilé qui partageait le front du plateau.

Le roi adopta sans difficulté les imprudents avis de Ribeaumont, au grand désespoir du comte de La Marche; on forma une division de cavalerie de 1,000 hommes pris dans les trois corps d'armée; ce gros de cavaliers était évidemment destiné à porter les premiers coups, chacun prétendit donc à l'honneur d'y prendre rang. Il s'éleva des contestations parmi les chevaliers qui tous rappelaient leurs services, leurs exploits; enfin cette opération si difficile s'acheva au milieu des plus violents murmures. Jean II, devant rester en ligne, renvoya son destrier, et voulut que tous les nobles l'imitassent. Ceci se pratiquait dans quelques circonstances périlleuses, lorsqu'il s'agissait de suppléer à l'infanterie, ordinairement fort médiocre : mais l'embarras seul de faire tenir les chevaux devenait un inconvénient très-grave. Comme la position des Anglais avait été mal reconnue, personne ne découvrit l'embuscade dans laquelle se tenait caché Warwick : on dédaigna même d'engager des escarmouches sur les flancs du plateau pour protéger l'attaque principale. Les mille hommes de cavalerie commandés par les

maréchaux de Clermont et d'Andrehan, se précipitèrent tête baissée dans le défilé, suivis d'une division d'infanterie. Dès que le prince de Galles s'aperçut qu'on allait l'attaquer, il fit couvrir le front de sa ligne d'une troupe d'archers, les destinant à recevoir les Français au moment où ils déboucheraient. Les arbalétriers anglais cachés derrière les épais buissons qui formaient la haie du défilé, firent pleuvoir une quantité prodigieuse de traits sur tout ce qui s'engagea dans ce boyau; en peu d'instants le chemin fut comblé de morts; les chevaux piqués par les longues flèches dentelées, se renversaient sur leurs cavaliers. Les maréchaux Jean de Clermont et Raoul d'Andrehan, accompagnés d'une faible partie des leurs, rompirent les palissades, parvinrent jusqu'au plateau, et culbutèrent les archers qui se présentaient: cette charge quoique très-vigoureuse ne produisit aucun effet, car les vignes qui couvraient le terrain en affaiblirent toute la force. Le jeune Edouard, voyant ses premiers archers dispersés, s'avança rapidement avec sa meilleure division et entoura les deux généraux; le sire d'Andley, qui le premier avait accueilli les Français, fit prisonnier le maréchal Andrehan (1); quant au maréchal de Clermont, on le tua, quoiqu'il demandât quartier; Froissard attribue son trépas à l'animosité de Chandos, qui, se trouvant sur ce point, voulut se venger de la hauteur avec laquelle Jean de Clermont l'avait traité la veille.

L'infanterie, auxiliaire des gens d'armes, épouvantée de la perte de ces deux chefs, et surtout de la mort des cavaliers qu'elle voyait tomber sans apercevoir ceux

(1) Le sire d'Andley reçut en récompense le collier de la Jarretière, et de plus une pension de 500 marcs, qu'il abandonna aux quatre écuyers qui s'étaient tenus auprès de lui.

qui les frappaient, recula en désordre, et vint se jeter dans les lignes qui venaient la soutenir; les barons, se rappelant les paroles indiscrètes de Jean II, s'élancèrent en foule dans le défilé, impatients d'arriver jusqu'à l'ennemi; ils s'y firent massacrer. Cet échec se serait borné à la perte de quelques milliers d'hommes, si le prince de Galles n'eût pas suivi les événements avec l'attention soutenue d'un général consommé. En voyant le corps du dauphin s'ébranler pour appuyer par un mouvement de flanc la division du centre, Edouard envoya l'ordre au comte de Warwick, caché dans les revers de la montagne, de sortir de son embuscade et de lancer ses 1,200 cavaliers sur l'aile gauche ennemie; Warwick exécuta cet ordre avec autant de courage que d'intelligence, et vint prendre les Français en flanc. Le connétable Gauthier de Brienne protégeait l'extrémité de cette gauche au moyen d'un faible corps de cavalerie allemande, qu'avait amené le comte de Sarbruk; il se porta bravement à la rencontre de Warwick, mais le choc des Anglais fut si rude, que les gens d'armes tudesques ne purent le soutenir et se firent écraser : le connétable reçut la mort au bout de quelques instants d'engagement. Cette prompte défaite laissa entièrement à découvert les Français de la gauche; ils étaient tous à pied, et l'infanterie de cette époque n'était ni assez bonne, ni assez aguerrie pour affronter des charges de cavalerie. Warwick rompit facilement les rangs et menaça le point où se tenait le dauphin ainsi que ses deux frères : Saint-Venant et Landas, leurs fidèles gardiens, craignant de les laisser tomber entre les mains de l'ennemi, les firent retirer de la mêlée, en les conduisant vers Poitiers (1). Les com-

(1) Saint-Venant et Landas, qui avaient commis par excès de zèle une grande imprudence, voyant les princes en sûreté, revinrent sur

munaux, fort épouvantés déjà par la déroute des gens d'armes allemands, perdirent courage en voyant qu'on emmenait les princes; l'espèce de résistance qu'ils opposaient aux Anglais cessa; tous plièrent en désordre; le dauphin et ses frères, qui attendaient le résultat du combat sur la chaussée de Poitiers, furent renversés par le torrent des fuyards.

Le duc d'Orléans commandait un corps de 16,000 hommes, des communaux il est vrai; cependant leur masse compacte pouvait contenir aisément les efforts d'une faible partie de l'armée anglaise. Le jeune prince ne sut pas maîtriser son effroi, à l'aspect de l'aile gauche qui reculait devant Warwick : il s'enfuit sans avoir tiré l'épée, et entraîna à sa suite toute la droite, de sorte que la plaine était couverte d'une multitude d'hommes se dispersant devant 1,200 cavaliers. Chandos, appréciant les avantages immenses que l'on pouvait retirer de l'attaque du comte de Warwick, dit au prince Noir : « Allons, seigneur, la journée est à nous, descendons avec la totalité de nos forces, marchons contre le roi de France; il est brave, il ne fuira pas, nous le prendrons ou nous le tuerons. » Aussitôt Edouard fit monter à cheval toute la gendarmerie, descendit par le revers de la montagne et vint attaquer en queue Jean II, qui, placé devant le chemin, selon lui la seule issue, s'efforçait de passer par-dessus les cadavres dont cette route était comblée; ce fut dans ce moment que l'on se battit tout de bon, dit Froissard, car jusque-là le combat n'avait été qu'une déroute, inconnue dans les annales de notre pays.

La division que commandait le roi se trouvait aussi nombreuse que toute l'armée anglaise; mais un succès

le champ de bataille, et se firent tuer auprès du roi. (Bouchet, annales d'Aquitaine.

aussi inattendu remplissait celle-ci d'enthousiasme, tandis que les Français sentaient faiblir leur résolution, et pour comble de malheur ils étaient réduits à combattre à pied, car leurs chevaux avaient été entraînés dans la fuite des deux autres corps. Des bannerets, des écuyers coururent après leurs destriers sans pouvoir les atteindre; ils revinrent en toute hâte se ranger autour du roi, privé comme eux de son cheval.

Jean II, voyant venir les Anglais par sa gauche, abandonna le chemin du plateau, et chercha à regagner précipitamment sa première ligne de bataille; il y arriva en désordre, et sa division était encore éparse, que déjà l'ennemi l'abordait. A la vue du danger imminent qu'il courait, le roi se prépara à opposer une vigoureuse résistance; ses exhortations animèrent les bannerets d'une ardeur indicible : ils ne désespèrent point de sortir victorieux de cette lutte, quelque désavantage qu'on éprouvât de combattre à pied, chargés d'armes pesantes, contre une excellente cavalerie. Cependant ce furent eux qui commencèrent à attaquer les Anglais, que leur fière contenance étonnait. Jamais le sort des combats n'avait mis en présence de si vaillants rivaux. Chandos descendit de cheval, le remit à son écuyer, ne voulant pas s'en servir contre les barons français qu'il voyait privés des leurs (1). Le choc fut terrible; Jean déployait la plus brillante valeur : entouré de tous côtés, il arrêta quelques instants la fortune qui semblait se déclarer à regret contre lui. Son casque surmonté de riches panaches, sa cotte d'armes couverte de fleurs de lis, le faisant distinguer au milieu de la mêlée, attiraient sur lui les plus rudes coups. Jacques de La Marche et son frère Pierre se serrèrent autour du monarque; mais cette noblesse qui se

(1) James Clifton, Hist. de Chandos.

jetait devant le prince pour lui faire un rempart, s'éclaircit insensiblement par l'effet des charges fréquentes de la gendarmerie anglaise. Le valeureux Charni, portant la bannière royale, l'agitait afin de rallier les Français; on le pourfendit jusqu'à la ceinture: le paladin en expirant couvrit de son corps le glorieux étendard (1).

Dès que la bannière fut abattue, les pelotons dispersés qui combattaient çà est là, croyant le roi pris, mirent bas les armes. Jean II, n'ayant avec lui que quarante barons, se défendait toujours en essayant de regagner la chaussée de Poitiers, où il espérait trouver quelques gros de ses troupes et les rallier près de sa personne. Philippe, son quatrième fils, âgé de quatorze ans, reçut plusieurs blessures en parant les coups que l'on portait à son père. Enfin le casque du roi tomba (2) brisé en différentes pièces; le prince resté tête nue courait un danger évident : plusieurs assaillants le frappèrent au visage du revers de leur épée; Pierre de Clermont, cherchant à le garantir de ce choc, fut renversé sans vie aux pieds de son maître. Jacques de La Marche abattait de sa hache terrible tout ce qui osait approcher; mais blessé à trois reprises, il ne se tenait plus que sur ses genoux; dans cette position son bras affaibli défendait encore le monarque. La lutte durait depuis une heu-

(1) Dans une chronique du quinzième siècle, traitant des devoirs de la chevalerie, on trouve : « Le malheur advenant d'un désavantage, le taffetas de l'oriflamme doit servir à celui qui la tient, de linceul pour l'enterrer. » Au reste, c'est à tort que l'on a dit que Charni portait l'oriflamme, que les historiens confondent avec la bannière royale : l'oriflamme ne reparaît plus dans les combats depuis Rosebec : elle se perdit on ne sait comment, au milieu des malheurs du règne de Charles VI.

(2) Un écuyer anglais s'empara de ce casque, après une lutte très-vive, et, s'arrachant de la mêlée, il courut le porter au prince de Galles, qui lui donna en échange une très-forte somme d'argent.

re; les Anglais étonnés de la résistance du roi, bien résolus à ne pas le tuer, ne cessaient de lui crier : « Rendez-vous, rendez-vous. » Jean alliait à la faiblesse de caractère le mépris de la vie, il n'aurait pas hésité à rehausser sa défaite par un trépas glorieux; mais la vue de son jeune fils, se pressant contre le sein paternel afin d'y trouver un refuge, l'attendrit; tremblant pour un objet si cher, il consentit à subir le joug. Dominé néanmoins dans ce moment redoutable par l'esprit de chevalerie, Valois ne voulait remettre ses armes qu'à un banneret revêtu de l'ordre. « Où est mon cousin le prince de Galles, criait-il; je ne me rendrai qu'à lui seul. » En même temps il continuait à reculer, sans cesser de repousser avec son glaive, déjà brisé, ceux qui le serraient de trop près. Cependant une résistance si prolongée irritait cette foule d'ennemis qui l'entouraient, et il en serait advenu une affreuse catastrophe, sans l'arrivée de Denis de Morbec : ce baron accourut accompagné d'une portion de sa chevauchée, et de son cousin Enguerand de Beaulaincourt ; écartant les assaillants avec son haut destrier, il se nomma comme chevalier banneret. Le prince se rendit à lui en tendant le gantelet ensanglanté et le tronçon de l'épée parsemée de fleurs de lis; mais le sire de Morbec, blessé grièvement dès le commencement de l'action, portait en écharpe le bras droit : il ne pouvait donc saisir de sa propre main les armes de l'auguste vaincu : s'adressant à Beaulaincourt, son parent, il lui dit : « Tiens toi, prends l'épée de ton roi. » Enguerand, saisi d'un saint respect, se rapprocha du monarque et reçut le fer en fléchissant le genou (1). Jacques de Bourbon, Eustache de Malet, Tancarville, le sire Bonaple de Rougé, les comtes d'Artois, de Parthe-

(1) Titres de la maison de Beaulaincourt. Manuscrit du quatorzième siècle, conservé à la bibliothèque de Saint-Waast d'Arras.

nay, et de Dampmartin, furent faits prisonniers avec Jean (1). A peine Morbec se mettait-il en route pour conduire son illustre captif au prince de Galles, que Bernard de Truttes, capitaine gascon, et une vingtaine d'Anglais, l'arrachèrent du milieu de l'ost du chevalier artésien. Une furieuse altercation s'éleva entre les Anglais et les Gascons : les uns et les autres, s'attribuant l'honneur de la prise du roi, convoitaient déjà le prix d'une telle rançon ; celui-ci le tirait par son collier, celui-là par la jaque. « C'est moi qui l'ai pris, disait l'un, c'est mon bien. — Non, disait un second, j'ai brisé sa hache, je l'ai désarmé, il est à moi. » Jean, tenant fortement son fils par la main, marchait péniblement au travers d'une haie d'épées et de lances qui se croisaient sur sa tête. Enfin cette brutale soldatesque, encore tout animée de l'ardeur du combat, mettait en délibération de tuer le prince pour se mettre d'accord. Jean ne cessait de crier : « Mes amis, je suis votre prisonnier à tous, et je puis vous rendre tous riches. » Malgré ses prières il allait devenir la victime de ces furieux, lorsque le comte de Warwick et Georges Gobeghen, qui couraient la plaine pour savoir ce qu'était devenu le roi, se jetèrent au milieu de ce groupe, arrachèrent Jean II des mains des archers et le remirent à Morbec; car un prisonnier était une propriété sacrée. Ils l'amenèrent au prince de Galles, qui alla passer la nuit au château de Savigni. Edouard, étonné de sa propre fortune, en usa avec une magnanime modération; il combla son captif des marques du plus profond respect, ne voulut jamais s'asseoir à table auprès de lui, et le servit même selon les règles de la chevalerie, qui prescrivaient cette défé-

(1) Voyez, à la fin du volume, la liste des principaux barons tués ou faits prisonniers.

rence envers un souverain ; mais ces démonstrations de respect, ces vains honneurs ne pouvaient qu'importuner Jean II, et accroître d'autant plus son malheur, que quelques heures auparavant lui-même avait repoussé, avec une hauteur dédaigneuse, les propositions de paix que lui faisait un ennemi si courtois après la victoire.

Le prince Noir ayant accompli, à l'égard de son royal captif, tous les devoirs que lui imposait la générosité, s'enquit auprès de ses officiers pour connaître les détails circonstanciés qui se rattachaient à la prise de Jean II ; il voulut questionner principalement Morbec et Beaulaincourt : le premier ne put comparaître, retenu sans doute dans son gîte par la gravité de ses blessures ; le second parut devant Edouard : voici comment la chronique d'Arras raconte cette scène : « Messire Enguerand, dit le prince, la journée a été belle pour vous ; car il est advenu par fortune que vous avez reçu l'espée de votre roy. » Puis le prince demanda oyans tous, quelles armes il portait : sy lui respondit ledit Enguerand : « Tres chier sir, puisqu'il vous plaît savoir, je vous diray : mes armes sont d'azur à deux lyons d'or, assis dos à dos, à teste de léopards, leurs deux queues croisées ensemble. — Quoi ! dit Edouard, des léopards, qui sont les armes d'Angleterre ; eh bien ! pour l'honneur des léopards et en souvenir que vous avez été en la conqueste du roi, je veux que vous augmentiez et enrichissiez les dites armes d'une couronne d'or prinse des armes d'Angleterre. »

Les deux corps de gauche et de droite, ayant pris la fuite sans combattre, laissèrent aux divisions du centre le soin de soutenir seules les efforts des Anglais ; il n'y eut donc que 16,000 Français d'engagés, ce qui explique comment la perte totale ne s'éleva pas à 6,000 hommes sur une armée aussi considérable ; mais on comptait parmi les morts les barons les plus illustres, la fleur

du féodal lignage et l'espoir de la patrie. L'inutile défense du monarque avait coûté la vie à tous ces généreux chevaliers parmi lesquels on distinguait : Gauthier de Brienne, connétable ; Jean de Clermont, maréchal de France ; Geoffroi Charni, Eustache de Ribaumont, Renaud Chauveau, évêque de Châlons ; Aimard de la Rochefoucaut, Jean de Sancerre, Thibaut de Laval-Montmorency, Chauvigny, Jean Ier de Rochechouart, sire de Mortemart ; Guy de Chatellux, Robert de Duras, neveu du cardinal du Périgord ; le prince de Galles envoya son corps au prélat sur un bouclier. Jean Janvre, sire de la Bouchetière, surnommé le *Bagoulin*, celui qui répondit si énergiquement au monarque à propos de la chanson de Roland, se fit hacher en couvrant de son corps le roi Jean, qu'il n'aimait pas. Les barons prisonniers étaient Jacques de La Marche, criblé de blessures ; Jean d'Artois et son frère, tous deux fils de Robert d'Artois, si fameux sous le règne précédent ; le comte de Tancarville ; Guillaume, évêque de Seez ; les sires de Dampmartin, Bonaple de Rougé, Pierre de Joinville, petit-fils de l'historien de Louis IX ; les sires de Vendôme, de Parthenay, Malet de Graville, de Sancerre, de Buffières, Louis de Melval, Jean de Cintré, de Pompadour, etc. (1). Outre ces barons, les Anglais prirent encore 5,000 hommes, dont mille chevaliers ou écuyers : une partie fut amenée en Angleterre ; l'autre, qui embarrassait le vainqueur, fut renvoyée à condition que les chevaliers enverraient leur rançon à Bordeaux à une époque désignée, ou qu'ils viendraient reprendre leurs fers ; les documents conservés à la Tour de Londres

(1) Voyez, à la fin du volume, la liste des morts et des prisonniers.

prouvent que cette convention fut religieusement observée. (Hist. universelle anglaise, vol. xxx, p. 437.)

Jacques de La Marche, blessé grièvement, pouvait, d'après les lois de la guerre, demeurer en France en fournissant une caution équivalente; mais le prince de Galles, le jugeant capable de rendre à son pays de signalés services dans la position critique où la captivité du roi allait le placer, le fit transporter à Bordeaux : là de violentes contestations s'élevèrent entre le jeune Edouard et la féodalité de la Guienne, unie à celle de Gascogne : ces deux provinces avaient fait long-temps partie du royaume de France; des circonstances extraordinaires les enchaînaient maintenant à la fortune de l'Angleterre; les seigneurs aquitains et gascons revendiquaient à bon droit la plus large part de ce triomphe; les Anglais ne le nièrent point, car Edouard III, pour reconnaître tout le mérite de leur puissante coopération, les combla de bienfaits, et donna à Pierre de Foix, captal du Buch, commandant en chef les archers gascons, le collier de la jarretière, faveur dont il se montrait avare. Nonobstant leur liaison avec la maison de Plantagenet, les barons aquitains ne purent s'empêcher d'éprouver un mortel regret, lorsqu'ils virent le roi Jean au pouvoir de son plus cruel ennemi : tous annoncèrent hautement qu'on ne permettrait point que le monarque français fût transféré en Angleterre, demandant qu'il restât prisonnier à Bordeaux. Le prince de Galles attendit huit mois avant de pouvoir faire embarquer son captif. Cette opposition aussi vive que soutenue de la part des feudataires de la Guienne et de la Gascogne contraignit Edouard à signer une trève de deux ans : on sait qu'elle sauva la France; le roi d'Angleterre craignit en la refusant de soulever contre son autorité la population entière

de ces deux provinces. L'armistice étant conclu, le prince Noir résolut d'emmener ses prisonniers auprès de son père. Un nombre infini de petits bâtiments, accourus des côtes maritimes depuis Dunkerque jusqu'à l'extrémité de la Gascogne, croisaient devant l'embouchure de la Gironde et dans la Manche, décidés à tenter d'enlever le roi au passage. On ne peut voir sans attendrissement ces marques d'affection, prodiguées par tout un peuple à un prince malheureux; mais l'espoir de ces bons Français fut trompé : le jeune Edouard fit embarquer Jean II pendant la nuit, au moment où l'on s'y attendait le moins. L'escadre portait 200 hommes d'armes et 2,000 archers ; la traversée dura onze jours, durant lesquels le prince Noir fut obligé de livrer plusieurs combats pour disperser la multitude de navires qui l'entouraient ; enfin il débarqua le 5 mai 1357 au port de Southwart.

LIVRE V.

Le Comte de La Marche sort de captivité. — Il livre aux Tards-venus le combat de Brignais. — Sa mort.

—

Jacques de Bourbon arriva à Londres avec le roi le 25 mai 1357 ; la ville reçut en triomphe le prince de Galles et ses prisonniers ; les bourgeois avaient tapissé les rues et suspendu aux portes toute leur argenterie ; mais au milieu de la joie publique on eut la délicatesse d'épargner au roi de France tout ce qui pouvoit l'humilier.

Edouard III lui-même ne put voir sans émotion le grand exemple des vicissitudes humaines que lui offrait Jean II dans les fers ; il ne lui parla point de ses prétentions au trône de France, et parut y avoir entièrement renoncé ; les princes de sa famille s'empressèrent de venir visiter l'illustre captif. Après le monarque, Jacques de Bourbon fut celui qui fit naître le plus d'intérêt, non-seulement à cause de son nom et de sa réputation, mais encore parce qu'il se trouvait l'allié du prince Noir ; la

mère du héros anglais était nièce de la mère du comte de La Marche.

La capitale de l'Angleterre vit alors quatre rois dans son sein ; Henri Picard, riche marchand, d'origine normande, maire de Londres, les réunit chez lui en un banquet : c'étaient Edouard III, Jean II, Robert Bruce d'Ecosse, et Heugues IV, roi de Chypre, dont le fils avait épousé une sœur de Jacques de Bourbon ; il cherchait auprès des potentats de l'Occident des secours contre les Musulmans.

Pendant qu'on environnait d'égards le roi Jean, qu'on lui prodiguait des consolations, la prise de sa personne dans les champs de Maupertuis (1) donnait lieu à de très-vifs démêlés sur lesquels Edouard III lui-même dut prononcer. Le capitaine gascon Bernard de Truttes, excité sans doute par les barons aquitains, vint à Londres réclamer l'honneur et le profit de la capture du roi de France, contestant le mérite de cette action à Denis de Morbec, lequel, dans cet intervalle, avait déjà reçu en gratification 2,000 nobles d'or, de la part du roi d'Angleterre. Bernard de Truttes plaida si chaudement sa cause, qu'Edouard *allait appointer en sa faveur*, lorsque l'on vit paraître Enguerand de Beaulaincourt, qui arrivait chargé des pleins pouvoirs de son parent Denis de Morbec, « lequel fort défroissé de horions et coups qu'il avoit soustenu à ceste dite bataille pourquoi il ne peult aller en Angleterre pour saisir le droit qu'il avoit en la diste prinse. » Enguerand défendit avec énergie les droits de son cousin, et présenta comme preuve convaincante devant l'assemblée des barons d'Angleterre, le gan-

(1) L'action du 19 septembre 1356, que nous appelons dans les temps modernes la bataille de Poitiers, est désignée sous le nom de *Maupertuis* par les chroniqueurs du moyen âge.

telet ainsi que l'épée du roi de France, mutilés et souillés de sang : Jean II consulté également, comme premier témoin dans un procès si malheureux pour lui, prononça en faveur de Denis de Morbec. Edouard eut égard à cette décision, et remit au chevalier de Beaulaincourt, pour son cousin, 3,000 autres nobles d'or (1). Bernard de Truttes, quoique débouté de ses prétentions, reçut également une gratification considérable pour avoir contribué à cette belle capture. La chronique d'Arras finit son récit par cette réflexion : « Or voiston aucune fois advenir que l'infortune et adversité des ungs est cause de la fortune et prospérité des aultres (2). »

Les moindres actions du guerrier dont nous écrivons la vie avaient décelé un vif attachement pour son pays, un attachement dégagé de toute espèce d'intérêt particulier, plus facile à concevoir qu'à caractériser. Combien son cœur devait-il être déchiré en songeant aux calamités

(1) Les meilleurs historiens d'Angleterre assurent qu'Edouard III fut le premier souverain de ce pays qui fit frapper des monnaies d'or. *Le noble* n'existait que depuis quinze ans : il pesait deux gros et deux grains, un peu plus qu'un quart d'once; par conséquent sa valeür égalait nôtre ancien louis de 24 livres, sauf le titre qui était fort bas dans les monnaies anglaises : ainsi Denis de Morbec reçut en deux fois 5000 louis, ou 120,000 francs. Cette somme en représentait une bien plus considérable, si l'on prend pour base d'évaluation, la comparaison du prix des denrées : des économistes expérimentés pensent qu'on ne serait pas éloigné de la réalité, en portant au décuple les valeurs métalliques du quartorzième siècle.

(2) Denis de Morbec et Enguerand de Beaulaincourt furent tous deux nommés par le prince de Galles officiers de son hôtel : le premier ne tarda de mourir des suites de ses blessures : le second acheva sa carrière en Angleterre, ses fils rentrèrent long-temps après en possession des domaines qu'on avait confisqués sur leur père : ces biens étaient situés du côté de Thérouenne. La famille de Beaulaincourt, qui n'a cessé de suivre la carrière militaire, porte toujours dans ses armes la couronne royale d'Angleterre.

qui pesaient alors sur son pays! La captivité de saint Louis n'avait occasionné en France que des regrets cuisants et point de désastres intérieurs, grâce à la prudence de Blanche de Castille et des sages ministres qui gouvernaient l'Etat. La captivité de Jean II devint la cause immédiate des plus affreux désordres. L'autorité suprême tombait de plein droit aux mains du dauphin, que l'on ne connaissait que sous des rapports très-défavorables : sa retraite précipitée du champ de bataille de Poitiers le montrait à tous les yeux comme un prince pusillanime.

Le royaume se trouvait partagé en deux zones bien distinctes : l'une en deçà de la Loire, appelée Langue-d'Oyl ; l'autre, au delà du fleuve, portait le nom de Langue-Hoc. Celle-ci avait pour gouverneur le comte d'Armagnac. Ce feudataire, jeune, habile, mais d'un caractère indépendant, ne pouvait se résoudre à se conformer aveuglément aux volontés d'un pouvoir faible, en butte à des attaques incessantes ; cependant le comte d'Armagnac ne profita point de ces embarras comme on le craignait : la province du Languedoc fit preuve d'un dévouement sublime ; la constante loyauté de ses états soutenait la France au bord du précipice, tandis que ceux de Langue-d'Oyl, qui s'érigeaient en états-généraux du royaume, ne faisaient qu'aggraver le mal. Le dauphin les avait appelés auprès de lui, croyant trouver assistance dans leur coopération ; mais cette assemblée se montra animée d'un esprit très-pernicieux. Il se forma dans son sein un triumvirat composé de Marcel, prévôt des marchands, député du tiers-état ; de Lecoq, évêque de Laon, député du clergé, et de Péquigny, gouverneur de l'Artois, député de la noblesse : le jeune roi de Navarre, toujours retenu captif dans le château du Louvre, encourageait leur audace du fond de sa prison et leur prêtait l'appui de son nom.

Ces rebelles états, au lieu de s'occuper des véritables intérêts du pays, au lieu de songer à la délivrance de Jean II, ne firent que signaler d'anciens abus, sans offrir les moyens de les corriger : c'était pour punir des fautes passées, que cette assemblée refusa les subsides dont les circonstances exigeaient l'emploi ; toutes ses résolutions portaient le caractère de la félonie. Les mécontents de Paris poursuivaient le projet de changer la forme du gouvernement, et de mettre l'autorité entre les mains du tiers-état, en ne laissant au roi qu'un vain simulacre de puissance ; mais quand ces factieux en firent la proposition aux principales cités, ils ne rencontrèrent qu'un refus méprisant, accompagné de malédictions. (Histoire univers. angl., vol. xxx, p. 438, in-4°.).

Pendant que la capitale donnait l'exemple de la plus criminelle opposition, Philippe d'Evreux, frère du roi de Navarre, uni aux Anglais et aux d'Harcourt, dévastait la Normandie. Robert de Clermont, parent de celui qui venait de périr à Poitiers, et gouverneur de cette province, cherchait à s'y soutenir, il s'en acquittait vaillamment ; ce général attaqua le vieux Geoffroi d'Harcourt, jadis si fatal à l'Etat et redevenu un artisan de troubles : il l'atteignit au fond du Cotentin, le battit et dispersa ses troupes. Geoffroi resté seul, entouré d'assaillants, se défendit long-temps avec sa hache d'armes ; l'âge n'avait point diminué sa force prodigieuse, elle ne servit qu'à retarder sa défaite de quelques instants ; renversé par le choc de deux cavaliers qui s'acharnaient après lui, il fut égorgé sans pitié (décembre 1356). Au moment où ce dangereux ennemi des Valois recevait la mort, un adversaire encore plus redoutable reparaissait sur la scène.

Péquigny, gouverneur de l'Artois, avait surpris le château d'Arlaux, dans lequel on avait transféré Charles-

le-Mauvais, et brisa les fers du Navarrois. Ce prince, aigri par une longue détention, mais nullement corrigé, revint à Paris, escorté de tous les malfaiteurs, dont, par ses ordres, on rompit les chaînes dans les villes qu'il traversait : les prisons vomirent ainsi des milliers de bandits, qui devinrent à l'instant ses auxiliaires. Charles, irrésolu, dépourvu d'énergie, n'ayant aucun plan arrêté, ne voulait qu'assouvir sa fureur contre les hommes qui le méprisaient ; le nombre en était grand. Marcel, devenu le ministre de ses vengeances, demanda la destitution du chancelier, le renvoi des principaux personnages de la magistrature et des plus fidèles sujets, afin d'isoler le dauphin ; manœuvre pratiquée de tout temps par les chefs de faction. Le dauphin, tenu dans une sorte de captivité, se vit en butte aux agressions les plus sérieuses ; on massacra en sa présence Robert de Clermont, le vainqueur de Geoffroi d'Harcourt, et Jean de Conflans, maréchal de Bourgogne ; le sang de ces dévoués serviteurs rejaillit sur le prince et l'inonda ; la rage des meurtriers allait s'étendre jusqu'à lui, lorsque Marcel l'en garantit en posant sur sa tête son chaperon rouge, signe de ralliement adopté par les rebelles.

Plusieurs villes importantes levèrent l'étendard de la révolte à l'exemple de la capitale. Pour comble de maux, les compagnies soldées ne recevant plus de paie, ne pouvant obtenir de l'argent d'aucun parti, se mirent à piller les campagnes, dont ils appelaient les habitants *Jaques bonhomme*. Ces villages, jadis protégés par leurs seigneurs, se trouvèrent livrés sans défense à la merci des brigands. Arnoul de Cervolle prit le commandement de ces bandes, auxquelles se joignirent, au bout de quelques mois, les troupes navarroises. Elles ne respectaient pas plus les églises et les couvents que les châteaux et les chaumières ; les soldats établis dans les abbayes

traitaient les religieuses comme des courtisanes. Le continuateur de Nangis assure qu'on voyait fuir de toutes parts moines et nonnes. Ces religieux cherchaient un refuge au sein des villes, dont auparavant ils fuyaient le séjour profane. Les paysans, expulsés de chez eux, se rassemblèrent dans les bois : la faim, le désespoir, leur donnèrent du courage. Résolus de périr, ils repoussèrent les brigands, les exterminèrent, et devinrent à leur tour dévastateurs. Ces gens se rappelant les misères attachées à leur condition, se mirent à poursuivre tous ceux qu'ils savaient riches : les châteaux furent livrés aux flammes ; c'est ainsi que l'on détruisit celui de Montmorency, l'un des plus beaux du royaume, et dans lequel on voyait encore les aigles impériales conquises à Bouvines par le valeureux Mathieu II.

La fureur des *Jaques* s'augmentait avec leurs succès ; les nobles, sans distinction d'âge ou de sexe, devinrent les objets de leur ressentiment ; vieillards, femmes, enfants, furent massacrés avec un raffinement de barbarie dont les détails font reculer d'horreur. Ce terrible fléau d'un genre particulier, suscité par le mauvais génie de la France, s'étendit rapidement dans toutes les provinces. Les excès des paysans surpassèrent les calamités ordinaires. Un de leurs conducteurs, Jacques Gouge, des environs de Sens, se faisait appeler *le chef suprême de la désolation*. C'est à tort que plusieurs écrivains ont dit que cet homme donna son nom à l'association des campagnards armés : la *Jaquerie* portait ce nom avant l'apparition de Gouge. Tous les partis politiques firent trève à leurs dissensions, pour se réunir contre des ennemis qui confondaient, dans leur aveugle rage, les nobles et les plébéiens, les laïques et les ecclésiastiques.

Le roi de Navarre, les généraux anglais eux-mêmes en furent si épouvantés, qu'ils se joignirent aux féodaux

pour mettre un terme aux dévastations des paysans. On vit à la tête de cette étrange croisade le captal du Buch, et Gaston de Foix, surnommé *Phœbus* à cause de sa beauté, prince d'un caractère bizarre, qui promenait dans les diverses contrées de l'Europe son humeur inquiète. Le bruit des ravages commis par les *Jaques* lui parvint au fond de la Germanie ; il accourut en France, seulement pour garantir de toute insulte les dames à la défense desquelles son bras s'était voué exclusivement.

Les *Jaques* cherchèrent à résister à de si vaillants *redresseurs*, mais ils ne purent tenir contre des soldats couverts de fer; une stupide lâcheté avait remplacé chez eux une fureur brutale; on les extermina facilement: le sire de Couci en tua 7,000 dans un seul jour. Cependant les représailles, nòn moins cruelles que les méfaits, ne réparèrent pas les maux causés par tant de crimes. Durant ces temps de massacres la terre cessait d'être cultivée, elle n'offrit bientôt plus que des ruines; les décombres des châteaux se confondaient avec ceux des chaumières; le royaume se trouvait dans un état pire que celui où il se vit réduit vers la fin de la seconde race, lorsque les Normands désolaient les campagnes: jamais la société ne fut plus près de sa dissolution. Jean II, abîmé sous le poids de la douleur au récit des malheurs qui pesaient sur son pays, s'imagina que sa seule présence en arrêterait le cours. La députation des états du Languedoc, qui vint le visiter dans le mois de février 1359, l'avait encore plus excité à obtenir sa liberté à quelque prix que ce fût; ce prince la négocia aussitôt avec Edouard. Jacques de La Marche, partageant les mêmes rigueurs, était aussi le confident de ses plus secrètes pensées; il fut chargé de traiter en son nom. Edouard proposa des conditions qui tendaient à démem-

brer le royaume en le réduisant de moitié; cependant, quoique fort dures, le roi et le comte de La Marche les acceptèrent, ne doutant pas de reconquérir par les armes ce que la nécessité leur arrachait; la déplorable convention fut signée à Londres en août 1359. Cet accord conclu entre un roi prisonnier et ses vainqueurs avait besoin de l'assentiment de la nation pour devenir valide: on l'envoya à Paris, où devaient l'examiner les différents corps de l'Etat. Dans les moments de troubles la face des affaires change avec promptitude; un seul jour vaut souvent une année de temps ordinaire. Tandis que Jacques de Bourbon se voyait obligé de traiter à Londres de la liberté de son maître à des conditions si onéreuses, la France prenait un aspect moins sombre: son gouvernement acquérait de la force et de la régularité. Le dauphin continuait de déployer un courage mâle, une merveilleuse habileté; ce prince avait trouvé de puissants auxiliaires dans le jeune duc de Bourbon, neveu du comte de La Marche, et dans Charles de Montmorency. Ces deux feudataires lui amenèrent 300 lances (1,500 hommes), qui furent les premiers gardes que le dauphin eut auprès de sa personne. Les états de Champagne refusèrent de communiquer avec les rebelles parisiens, fournirent des subsides assez abondants, et conférèrent le titre de régent au dauphin retiré à Chartres. Le jeune Charles se vit en position de contenir les factieux. Le prévôt des marchands venait de recevoir le prix de ses crimes: quelques bons citoyens tuèrent cet audacieux au moment où il ouvrait lui-même une des portes de Paris, pour donner entrée aux troupes anglaises unies à celles du roi de Navarre. On devait, à la faveur de l'effroi causé par la présence de ces soldats étrangers, proclamer dans la journée Charles-le-Mauvais, roi de France.

La mort de Marcel rappela le dauphin à Paris, et lui servit autant que le gain de plusieurs batailles; les honnêtes gens, toujours timides lorsque le danger est pressant, accoururent en foule auprès du prince; ce fut dans ce moment de triomphe et de joie que le sire de Tancarville arriva de l'Angleterre, apportant le traité conclu à Londres entre les deux rois. Le dauphin et les états jugèrent que l'on avait profité de la position pénible de Jean II, pour obtenir de lui de semblables concessions; voyant que les affaires du royaume prenaient chaque jour un tour plus favorable, ils refusèrent hautement de ratifier la convention, et remirent au sire de Tancarville une réponse absolument négative. Edouard, irrité de ce refus courageux, abjura cette magnanimité simulée dont il s'était paré jusqu'alors, et fit enfermer dans la Tour de Londres Jean ainsi que les autres prisonniers (1). Cet étrange traitement aurait pu affecter Jacques de Bourbon s'il n'avait eu à déplorer que cette rigueur; mais un chagrin plus vif vint l'assaillir, lorsque Edouard prit la résolution d'obtenir par la force ce qu'on persistait à ne pas vouloir lui céder de bon gré: il put voir les immenses préparatifs que le monarque anglais faisait pour porter la guerre en France, et la fortune cruelle l'empêchait de voler à la défense de son pays!

La réputation brillante d'Edouard et du prince de Galles, les succès éclatants de leurs premières expéditions, l'espoir de piller impunément de riches provinces, attirèrent sous leurs bannières, non-seulement tout ce qui, en Angleterre, suivait le métier des armes, mais encore les aventuriers des diverses contrées de l'Europe. Edouard entra dans le port de Calais le 28 octobre 1359,

(1) Froissard, liv. 1, ch. CCII. — Hist. univ. angl.

accompagné de ses quatre fils, Edouard, Lionel, Jean et Edmond; il réunit en peu de temps dans l'Artois 80,000 hommes, 6,000 chariots de vivres et un bagage immense. Le jour même du débarquement des Plantagenet, le dauphin recevait une déclaration de guerre formelle de la part de Charles-le-Mauvais, que des échecs récents avaient transporté de fureur. Après la mort de Marcel, cette espèce de prestige qui la veille fascinait les yeux de la multitude s'était évanoui; Charles de Navarre parut tel qu'on le jugeait depuis quelques années, un vil scélérat, dépourvu du courage nécessaire pour soutenir son ambition démesurée: le perfide fut obligé de sortir de la capitale pour échapper au courroux populaire; mais il trouva un nouveau soutien dans Edouard. Ces deux princes, unissant leurs efforts, ne doutaient point d'anéantir les Valois et d'asservir le royaume; cette ligue formidable vint échouer contre le destin de la France. Le dauphin prit les mesures les plus énergiques pour opposer aux Anglais la résistance qu'on pouvait déployer dans des circonstances aussi délicates: les provinces parurent disposées à le seconder; le Languedoc, moins maltraité que les autres, régi par l'administration sévère du comte d'Armagnac, vota un don considérable.

Le régent, loin de s'opposer de front au torrent qui allait inonder le territoire, abandonna les campagnes à la fureur de l'ennemi, renferma ses troupes dans les places fortes avec toutes les provisions qu'on put ramasser, détruisit les ponts sur les principales rivières, afin d'embarrasser la marche d'Edouard et rompre l'ensemble de ses opérations: ce système de défense, savant pour l'époque, fut inventé par un prince qui ne parut jamais à la tête des armées; c'est ainsi que le dauphin attendit les Anglais, résolu de s'enterrer sous les débris de la monarchie.

Edouard s'avança rapidement en France et parcourut des contrées qui offraient encore les traces de ses anciens ravages; elles étaient sans culture et abandonnées des habitants ; personne ne lui en disputa la triste possession. Il amena ses chiens et ses faucons pour se livrer au plaisir de la chasse, tout en suivant les opérations militaires, voulant sans doute prouver par là le peu de cas qu'il faisait des Français : les historiens anglais (Histoire universelle, vol. xxx, pag. 441) avouent qu'il faillit être pris dans une de ces parties de chasse, auprès de Sens. Plantagenet dévasta la Champagne et se rapprocha de Reims, où il prétendait se faire sacrer en qualité de roi de France. Les habitants, animés tous du même esprit, résolurent de périr sur les remparts plutôt que de tomber au pouvoir d'un prince inhumain. Jean de Craon, archevêque de Reims, aussi bon Français que vertueux prélat, excitait leur zèle, autant par son exemple que par ses exhortations ; les sires de Carenci, de Delort, de Porcien, les guidaient dans les sorties qu'ils faisaient toujours avec avantage. Pendant deux mois le monarque anglais livra d'inutiles assauts ; la brèche, défendue par les hommes de toutes les conditions, ne présentait jamais aucun accès; les cadavres des généreux citoyens qui s'y faisaient tuer, servaient de retranchements à leurs compatriotes. Edouard, contraint de lever le siége, porta sa rage jusque sous les murs de Paris : il y rencontra la même résistance qu'au pied des murailles de Reims ; ses premières attaques échouèrent de la manière la moins équivoque. L'élite de ses troupes fut très-maltraitée : il perdit dans un seul engagement 1,500 archers gallois ; la nuit sépara les combattants. Au sortir de ce revers, Edouard fit une promotion de chevaliers, comme si un succès complet eût couronné ses efforts, et à la lueur des

flambeaux, il donna l'accolade aux écuyers qui avaient déployé le plus d'ardeur à l'assaut des palissades. Le roi désirait comprendre dans ce nombre son écuyer d'honneur, Colart d'Amberticourt; mais celui-ci refusa cette distinction, disant qu'il ne pouvait, au milieu de l'obscurité, retrouver son casque qu'un soldat français avait abattu durant l'action : or le casque, la pièce essentielle de l'armure, était jugée indispensable pour recevoir l'ordre (1).

Pendant qu'Edouard poursuivait impitoyablement le cours des hostilités, le dauphin ne cessait de lui offrir la paix, mais à des conditions moins dures que celles du traité de Londres : la France ainsi que le régent regrettait son roi, et faisait sans cesse des vœux pour sa délivrance. Edouard se montrait inflexible, et recevait de fréquents échecs qui l'aigrissaient davantage. Il ne fit trève à ses dévastations qu'à l'occasion des fêtes de Pâques, écoutant la voix de la religion pendant trois jours, pour méconnaître celle de l'humanité durant le reste de l'année. A l'issue des fêtes, Edouard, voulant affamer la capitale, se porta dans la Beauce, dont les grains l'alimentaient : il assiégea Chartres; les habitants le repoussèrent vigoureusement. Les envoyés du régent vinrent le visiter une troisième fois dans son camp; le prince, inexorable, les renvoya avec dureté. Le surlendemain de cette entrevue, un orage terrible éclata sur son armée; la foudre, les éclairs, un vent impétueux suivi de torrents de pluie, semblaient annoncer l'anéantissement de la nature entière; les hommes, les chevaux, terrassés par les bourrasques, roulaient pêle-même; les tentes, déchirées, étaient jetées par l'aquilon à des distances considérables; en quelques

(1) Froissard, liv. 1, col. 242.

heures les divisions anglaises furent rompues et abîmées. Que l'on se reporte à l'époque où cet événement se passait, que l'on songe aux idées religieuses qui dominaient la société, et l'on ne taxera pas de ridicule l'assertion des écrivains de ce siècle. Ils disent qu'Edouard épouvanté, voyant dans cet orage une punition du Ciel, fit vœu d'accepter les propositions de paix présentées par le dauphin. Ajoutons aussi que peut-être il fut charmé de trouver un prétexte, plausible à tous les yeux, pour interrompre une expédition qui pouvait, en définitive, tourner à sa honte et compromettre sa gloire. Edouard nomma des commissaires qui s'abouchèrent dans le village de Bretigny, à deux lieues de Chartres, avec Charles de Montmorency et le sire de Boucicaut, pour traiter de la paix, que le roi d'Angleterre appelait *son vœu*.

Après de longs pourparlers pendant lesquels Edouard se rapprocha de Calais, en continuant les hostilités, on conclut, le 8 mai 1360, le traité de Bretigny. Quelque désavantageuse que fût cette convention, elle devenait raisonnable en la comparant au traité de Londres. Edouard renonçait irrévocablement à ses prétentions sur la couronne et sur les provinces de Normandie, du Maine, de la Touraine, de l'Anjou, possédées par ses ancêtres : on lui cédait à titre de propriété Calais, le Poitou, la Saintonge, le Ponthieu, le Limousin, le Querci, le Périgord, le Rouergue, l'Agenois; on lui comptait de plus trois millions d'écus d'or (38 millions), pour la rançon de Jean (1). Edouard y gagnait le tiers du royaume et une somme énorme; mais la France recouvrait son

(1) Un prisonnier devenait une propriété sacrée; on la vendait et la revendait; Edouard avait acheté le roi Jean à Denis de Morbec, pour 1,200,000 francs; il le revendait à la France 38 millions.

roi, dont l'absence seule engendrait des maux incalculables.

Jacques de Bourbon devait être un personnage bien important; car sa mise en liberté fut l'objet d'une clause particulière, d'après laquelle Edouard ne laissait rentrer en France le comte de La Marche que dans la ferme conviction que le traité serait rigoureusement exécuté : « Et parce que nous savons bien de vérité que notre cousin messire Jacques de Bourbon a toujours rendu peine que accord fût fait entre nous et notre frère de France, nous le délivrons, mais que le traité soit tenu ainsi que nous espérons qu'il le sera. » (Hist. du traité de Bretigny.)

Le comte de La Marche, captif depuis quatre ans, vit enfin briser ses fers; il arriva à Paris en même temps que le roi, ayant eu à traverser des contrées incultes et ravagées. (Froissard, liv. II.) Jean II fut reçu avec enthousiasme dans sa capitale; mais honteux de coûter si cher à ses sujets, il ne partageait pas la joie publique. Les Français, si grands dans leurs élans, oubliaient ses fautes pour ne songer qu'à ses infortunes; ils le comblèrent des plus touchants témoignages d'amour : c'était un père qui rentrait au milieu de ses enfants après un long exil. La prospérité isole les hommes, les rend indifférents; mais les malheurs communs les réunissent. Les Français ne formaient plus alors qu'une seule et même famille; ils ne s'en tinrent pas à des acclamations bruyantes pour prouver au roi leur dévouement : la ville de Paris fit présent à Jean II d'une quantité considérable d'argenterie, qui fut transformée sur-le-champ en monnaie. Le Languedoc, qui avait déjà payé au dauphin de riches subsides, envoya quatre millions; la Bourgogne et la Champagne en fournirent chacune deux; les provinces même cédées à l'Angleterre

par le traité de Bretigny envoyèrent leur quote-part : est-il quelque chose de plus admirable ? A tous ces dons généraux vinrent s'unir des offrandes particulières. Les guerres d'Edouard avaient appauvri Jacques de Bourbon, qui ne cessa d'entretenir sur pied et à ses frais de nombreuses compagnies soldées ; une des clauses du dernier traité l'astreignait à remettre ses fiefs du Ponthieu et à compter une forte somme pour sa propre rançon ; il sacrifia les domaines qui lui restaient encore, et donna au roi deux millions (1). Charles de Montmorency, désigné pour aller à Londres servir d'otage avec d'autres feudataires (2), vendit son hôtel, ainsi que la majeure partie de son patrimoine, et fournit pour le rachat de Jean II 2,500,000 francs (3). Ces transports de joie, auxquels chacun s'abandonnait en se résignant à de si nobles sacrifices, devaient être empoisonnés par l'exécution même de ce malheureux traité de Bretigny, et cette exécution offrait de graves difficultés.

Le peuple et la féodalité des provinces cédées à l'Angleterre regardaient ce changement de domination

(1) Jacques de Bourbon ne laissa point de biens ; il consacra au service de l'Etat tout ce que ses ancêtres lui laissèrent ; mais son fils Jean II épousa l'héritière de la riche maison de Vendôme : cette alliance releva sa famille.

(2) Ces otages étaient : Philippe d'Orléans, frère du roi ; les ducs de Berri, de Bourbon, et d'Alençon ; les princes du sang Jean d'Etampes, Gui de Blois ; les sires de Saint-Paul, d'Harcourt, de Porcien, de Brienne, le dauphin Viennois, Charles de Montmorency, Enguerand de Couci, Bonaple de Rougé, de Roye, de Préaux, d'Estouteville, de Latour-d'Auvergne. Outre ces barons, Jean donnait les deux plus notables bourgeois des villes de Paris, de Rouen, Lyon, Tours, Sens, Orléans, Troyes, Amiens, Beauvais, Arras, Toulouse, Orléans, Tournay, Caen, Saint-Omer, Lille et Douay.

(3) L'Art de vérifier les dates. — Duchesne.

comme le malheur le plus notable. « Sire, vous ne régnez plus sur nos biens, écrivaient les habitants de la Rochelle, mais vous régnez toujours sur nos cœurs. » A Abbeville, un riche bourgeois nommé Ringois, fort considéré de ses compatriotes, refusa de faire servir son influence à consolider la domination anglaise ; on le conduisit prisonnier à Douvres. Au bout de quelque temps ses geôliers le placèrent debout sur le parapet d'une tour qui dominait la mer. « Reconnaissez-vous pour maître Edouard III ? » lui cria-t-on. Ringois, suspendu entre le ciel et l'océan, répondit : « Non, je ne reconnais pour maître que Jean de Valois. » Il fut à l'instant précipité dans les flots. (Hist. des Mayeurs d'Abbeville. Rapin-Thoyras.)

La répugnance que les Français montraient pour la domination étrangère se manifestait de la manière la plus énergique. On conseilla au roi d'en profiter pour se soustraire à l'entière exécution d'un traité arraché par la force des circonstances ; Jean II refusa de suivre cet avis. » Si la bonne foi était bannie du reste de la terre, répondit-il, elle devrait toujours habiter le cœur des rois. « Il fallait donc, pour rendre possible l'exécution du traité de Bretigny, l'intervention d'un homme environné de l'estime publique, qui joignît à une fermeté inébranlable une réputation sans tache. Le roi choisit Jacques de Bourbon, qui le premier avait donné l'exemple de la soumission en faisant l'abandon du Ponthieu, qu'il tenait en dotation de Philippe de Valois pour prix de ses services. Le comte de La Marche se prépara à remplir son triste ministère ; il lui fallut toute la force de caractère dont le Ciel l'avait doué, pour surmonter les innombrables difficultés qu'offrait une pareille mission. Son extrême bonté, la douleur qu'il éprouvait lui-même, douleur qui paraissait empreinte sur ses traits, augmentaient encore les regrets des

peuples. Des milliers d'Anglais durent la vie à la magnanimité du comte de La Marche, qui les protégea contre l'animosité des habitants que l'idée de changer de maître transportait de fureur.

Il était de la destinée de la France de ne point trouver d'interruption à ses maux, et il était de la destinée de Jacques de Bourbon de travailler sans cesse à y remédier. Dès que la paix fut conclue avec l'Angleterre, une nouvelle calamité vint assaillir le royaume : calamité d'autant plus singulière qu'elle devait sa naissance à la cessation d'un autre fléau, la guerre.

Les Valois, jaloux d'étayer leur autorité mal affermie, prirent à leur service de nombreuses bandes étrangères; et ce nouveau système, établi sur des bases fixes, fut une des principales causes des désastres que la France essuya dans les quatorzième et quinzième siècles. Ces soldats mercenaires ne se faisaient point scrupule de trahir, au fort d'une action, le prince qui les payait fort cher; il fallait trouver une occasion toute prête pour les employer lorsque les hostilités cessaient sur un point. Souvent la convention passée entre eux et le roi ne se combinait pas très-bien avec la durée de la guerre; il en résultait des contestations violentes. Quelquefois même l'Etat se voyait dans l'impossibilité de remplir à leur égard ses engagements; ces étrangers cherchaient alors un dédommagement dans le pillage des campagnes: c'est ce que l'on avait vu sous le règne de Philippe-Auguste, et c'est ce que l'on vit encore après le traité de Bretigny. Les bandes s'agglomérèrent avec les soldats français salariés, et se grossirent de plusieurs compagnies anglaises; car Edouard paraissait également embarrassé des siennes. Cette réunion forma au milieu du royaume une puissance d'autant plus redoutable, que la noblesse, la seule barrière qu'on aurait pu lui

opposer, n'existait plus en quelque sorte; le fer l'avait moissonnée sur les champs de bataille. La France, déjà si maltraitée, fut livrée à la fureur de ces barbares, qui se renforcèrent des débris de la Jaquerie.

Charles-le-Mauvais, que la paix récemment conclue désespérait, se fit l'allié intime de ces dévastateurs, et s'unit étroitement au chef principal des bandes, le fameux Arnaud Cervolle, sire de Châteauvilain, un des personnages les plus singuliers du quatorzième siècle. Il sortait de la Gascogne (Mézeray le fait mal à propos Bourguignon); on le surnommait l'*archiprêtre*, parce qu'il possédait plusieurs bénéfices ecclésiastiques, quoique marié et chevalier. Cervolle fut pendant vingt ans l'effroi des papes, qu'il rançonnait fréquemment dans la ville d'Avignon, sous prétexte de les visiter et de leur offrir ses respects en *qualité d'archiprêtre, de fils très-soumis.* Cervolle fut quelque temps l'arbitre des princes de la chrétienté, auxquels il vendait les services de ses compagnies. En 1356, ce chef de bandes se mit à la solde du roi de France, et combattit vaillamment à côté de Jean II dans les champs de Poitiers. Dix ans plus tard il prêta des sommes considérables au duc de Bourgogne, qui dans ses actes lui donnait le titre de *son conseiller* et de *son compère.*

L'agression de Charles-le-Mauvais et la rébellion des bandes mirent Jean II dans une position si critique, que ce prince fut réduit à implorer l'assistance d'Edouard III; ce dernier refusa sèchement de lui tendre une main secourable; Plantagenet se contenta de prendre des mesures pour garantir de toute insulte les provinces qu'on venait de lui céder. Dans ce pressant danger, le roi ne vit que Jacques de Bourbon capable de sauver l'Etat; il lui manda ses intentions à Montpellier, où le comte de La Marche se trouvait alors, exécutant avec Chandos, l'un

des commissaires anglais, quelques articles de la dernière paix. Jean II mettait entre ses mains les destinées du pays; mais il ne lui envoyait ni troupes ni argent, laissant à son crédit particulier le soin de créer des ressources. Le roi se rappelait la promptitude magique que Jacques de Bourbon mit à lever une armée en 1345, dans les provinces méridionales que le prince Noir menaçait d'une irruption.

Le comte de La Marche ne négligea rien pour justifier la confiance du monarque : il fit un appel aux féodaux. Quoique la France fût épuisée par trente années de guerres consécutives, la voix de l'ancien connétable sut encore réchauffer les cœurs; elle arracha de leurs manoirs quantité de chevaliers et d'écuyers qui, dégoûtés par les revers, seraient restés sourds à l'appel de tout autre général. Froissard dit à cette occasion (liv. 1, ch. 214) : « Messire Jacques de Bourbon était moult bien aimé du royaume de France, et chacun obéissait à lui très-volontiers. » L'Agenois fut désigné comme rendez-vous des troupes ; le comte y vint accompagné de 400 chevaliers levés en Languedoc. Il passa dans le Forez; cette province appartenait à une de ses sœurs ; ses exhortations entraînèrent plusieurs centaines de petits nobles qui grossirent encore le nombre des bannerets : enfin, au bout de deux mois d'efforts et de peines, il réunit plus de 10,000 hommes, résultat prodigieux dans des circonstances si difficiles. Cette petite armée se croyait invincible, en se voyant guidée par un tel chef. L'approche des combats réveilla chez Jacques de La Marche une ardeur martiale que l'on aurait pu croire amortie pour toujours, par suite de sa longue détention dans la Tour de Londres. Le comte partit d'Agen aux acclamations des habitants, qui le regardaient déjà comme leur libérateur.

Les Tard-venus, les grandes compagnies (ainsi se fai-

saient appeler les bandes d'aventuriers), sachant que l'on prenait les mesures les plus énergiques pour les disperser, concentrèrent toutes leurs forces afin de lutter avec avantage contre l'armée royale ; ils s'assemblèrent à Tournus, après avoir pillé la Bourgogne. Le mouvement de concentration étant achevé, *leur puissance*, selon l'expression de l'époque, présenta un effectif de 18,000 hommes, tous vieux soldats, aussi braves qu'aguerris : on citait parmi les principaux capitaines, Batafol, routier gascon, qui se faisait appeler *l'ami de Dieu et l'ennemi de tout le monde;* Gui Dupui, André Méchin, Hennequin, L'Esparre, Baugerand, Breteuil, Lescot, et Robert de La Salle. Ils arrêtèrent dans leur plan de campagne, de manœuvrer de manière à éviter le choc des phalanges conduites par le comte de La Marche, puis de descendre le Rhône, de pénétrer dans le Comtat venaissin, pour aller dans Avignon présenter leurs devoirs au pape et aux cardinaux, comme ils le disaient eux-mêmes, et obtenir l'absolution de leurs péchés; ce qu'ils finirent par exécuter et par obtenir.

Le général français détermina un mouvement rétrograde, pour détruire une bande qui désolait le bas Languedoc sous le commandement de Cervolle ; il l'atteignit au Pont-Saint-Esprit, et l'attaqua avec son impétuosité ordinaire. Au bout de quatre heures de combat, il la mit en pleine déroute : Jacques rencontra dans la mêlée l'archiprêtre, le combattit corps à corps et l'abattit d'un coup de lance; mais trop généreux pour donner la mort à un ennemi désarmé, il lui laissa la vie. Pénétré de reconnaissance, Cervolle se voua au service de son magnanime vainqueur, et s'offrit à l'aider de tous ses moyens dans l'expédition entreprise contre ses anciens compagnons. Le comte de La Marche, sentant le prix de cette conquête, agréa ses propositions : il lui confia même un

commandement important dans son armée. Après le combat du Pont-Saint-Esprit, Jacques de Bourbon remonta le Rhône et arriva à Lyon au moment où les grandes compagnies se préparaient à pénétrer dans cette ville : elles se retirèrent en apprenant sa venue, et allèrent se saisir du château de Brignais, situé à trois lieues plus loin sur le côté de la route de Saint-Etienne : jugeant cette position très-redoutable, ils résolurent de s'y concentrer. Le général français ne regardait pas les tard-venus comme des adversaires faciles à vaincre; en conséquence, il résolut de réunir contre eux toutes ses ressources. Le comte de La Marche attendit à Lyon des renforts qu'on lui annonçait, puis il partit de cette ville à la tête de 10,000 hommes, ayant pour lieutenants son fils aîné Pierre, les comtes de Forez et de Beaujeu, ses neveux, l'archevêque de Sens, les comtes de Melun, d'Uzès, de Crussol, les sires de Vienne, d'Albon, de Tournon, de Grolée.

La terreur, qu'inspiraient les grandes compagnies, empêchait les peuples d'apprécier leur véritable situation : les paysans épouvantés exagéraient d'une manière ridicule les forces des aventuriers; l'archevêque de Sens assura qu'ils dépassaient 18,000 : il disait vrai, mais Jacques de Bourbon s'imagina que le prélat, effrayé comme les autres, se méprenait lui-même : il partit bien convaincu que les tard-venus ne comptaient pas dans leurs rangs la moitié de ce nombre. Ceux-ci occupèrent le petit rideau de montagnes qui s'élevait en face du bourg de Brignais; ils eurent soin de placer un détachement considérable sur la ligne d'éminences qui courait parallèlement à ce léger rideau. Entre ces deux chaînes de collines, se développait une plaine triangulaire de peu d'étendue; la chaussée de Lyon en longeait un des côtés. Les tard-venus groupèrent leurs formidables

phalanges sur la crête de la plus haute montagne, et autour du château bâti dans son flanc ; ce château était séparé du bourg de Brignais par toute la largeur de la plaine, 600 toises environ : ils en palissadèrent les approches, de telle sorte, que la position devint inexpugnable. Leurs commandants, hommes consommés dans l'art de la guerre, sentirent la nécessité de ne rien négliger, d'employer même la ruse pour résister à l'armée qu'on envoyait contre eux, armée redoutable par sa composition, et marchant sous les ordres d'un général célèbre ; ils firent les dispositions les plus savantes, et ramassèrent sur le haut de la côte et sur les points culminants de la ligne, des tas de cailloux, de l'espèce dite *la grosse famille*, qui avaient leur gisement dans la montagne. Afin de mieux tromper les Français sur le véritable état de leurs forces, Batafol et ses collègues ne rangèrent ostensiblement en bataille que 6,000 des leurs, cachant le reste dans les vastes bâtiments du château, dans les ravins ou dans les excavations que l'on rencontrait sur les côtés.

Jacques de Bourbon se mit en marche, suivi de ses quatre divisions de 2,500 hommes chacune ; il envoya plusieurs chevaliers reconnaître l'ennemi : ces officiers s'acquittèrent mal de leur mission. Ils se contentèrent d'explorer la position de front, sans fouiller les lieux circonvoisins ; ils vinrent dire au général que le nombre des tard-venus ne s'élevait pas au-dessus de 6,000 hommes ; ce rapport raffermit le prince français dans l'idée que l'archevêque de Sens se trompait en croyant qu'ils fussent 18,000. Après une course de trois heures, lui-même arriva en vue des éminences, et trouva le rapport des chevaliers exact. Le comte de La Marche prit incontinent les mesures nécessaires pour forcer ses adversaires dans leur poste : l'ardeur martiale poussait les Français à

attaquer de front, sans égard à aucune considération : le chef qui aurait voulu s'écarter de la route commune et braver les préjugés chevaleresques, aurait perdu la confiance de ses soldats.

C'est dans cet esprit de présomption que Jacques de Bourbon se prépara à livrer un assaut à la montagne ; les difficultés locales ne paraissaient pas un obstacle suffisant pour arrêter la fougue des barons. Voyant que le terrain offrait quelque accès par le centre, il poussa son attaque principale de ce côté, en détachant une division pour tourner le flanc droit, dans la direction du village de Vourles : ses troupes présentaient alors le dos au bourg de Brignais. Les tard-venus jouissaient de l'avantage de voir les dispositions que l'on faisait pour emporter leurs retranchements : rien ne les empêchait de suivre les moindres mouvements de l'armée royale. Les archers commencèrent à gravir par le centre, tandis que les nobles s'étendaient sur l'aile droite, soit pour protéger l'avant-garde, soit pour prendre le château de Brignais par le revers. Les archers montèrent subitement, accompagnés d'une foule de chevaliers qui, malgré leur pesante armure, suivaient l'avant-garde dans l'espoir de partager l'honneur d'engager l'action ; les palissades avancées furent enlevées, tout ce qui les défendait tomba sous le fer des vainqueurs ; on menaçait déjà la sommité, lorsque les tard-venus firent rouler, des points culminants, une prodigieuse quantité de cailloux. Aucun genre de culture n'embarrassait ni la surface de la montagne, ni ses versants ; le terrain, tapissé de gazon, offrait une pente très-rapide : ces énormes galets, entraînés par leur propre poids, descendaient avec une vélocité sans pareille. En peu d'instants, la colline fut balayée. Les assaillants, entraînés par la chute de ces

pierres, vinrent s'abîmer au milieu des dernières compagnies, demeurées en observation au bas de la côte : ces chevauchées avaient elles-mêmes souffert de cette pluie de cailloux ; car les casques, les cuirasses, les gambessons, ne garantissaient point les hommes de pareilles atteintes. Le comte de La Marche ne s'attendait nullement à ce genre de combat : sa valeur et sa prudence ne pouvaient parer de semblables coups. Il changea de formation avec une promptitude incroyable, mit ses gens en colonne serrée, et dirigea sa marche vers le flanc droit du plateau, en rasant autant que possible le pied de la colline pour que les pierres, qui ne cessaient de rouler, passassent par-dessus la tête de ses soldats. L'armée, animée de l'esprit de son chef, ne vit dans l'échec qu'elle venait d'éprouver, qu'un motif de plus pour redoubler d'ardeur afin de venger d'une manière éclatante ce premier affront. Elle s'engagea dans un chemin pierreux, entremêlé de bouquets d'arbres, qui semblait aboutir au château. Les Français avaient marché une demi-heure à travers des obstacles, qui devenaient de plus en plus difficiles, lorsqu'ils se virent entourés par les tard-venus, cachés dans les ravins : les aventuriers se levèrent tous ensemble, en poussant des cris affreux. Jacques de Bourbon ne songea plus qu'à se retirer de ce piége : rappelant tout son sang-froid, contenant la fureur qui l'animait, il parvint à inspirer aux siens la résolution indispensable pour sortir de ce mauvais pas. Ce général exécuta un mouvement oblique sur sa droite, en rebroussant chemin, décidé à gagner la plaine de Brignais, dans laquelle ses escadrons pourraient se former et se déployer au besoin. Il y parvint après des efforts inouïs, non sans avoir essuyé une perte considérable. Les routiers qui le harcelaient en queue et par son flanc droit, arrivèrent dans le vallon en

même temps que lui : ils étaient tous à pied, mais leur supériorité numérique y suppléait. Le comte de La Marche put enfin ranger en ligne sa cavalerie, maintes fois rompue. Le choc devint alors plus terrible : l'acharnement, égal dans les deux partis, rendait la lutte effroyable. Jacques de Bourbon contenait lui seul des flots de fantassins ; mais son cheval fut tué dans ce moment : ses armes étaient brisées ; il se défendait péniblement contre une foule de soldats qui se disputaient sa personne. Le prince se dégagea de leurs mains, remonta sur un autre destrier, que lui fournit un de ses écuyers, et rétablit le combat. Cependant, la portion des tard-venus engagée dans la plaine, effrayée de la perte immense qu'on lui avait fait éprouver, commençait à fléchir; elle se disposait à rentrer dans les premiers quartiers, lorsque la division, demeurée immobile sur la crête de la montagne, et le détachement posté sur les coteaux parallèles, se précipitèrent comme des torrents dans le vallon. Les chevaliers se trouvèrent en présence de nouveaux assaillants, qui relevèrent le courage de leurs compagnons : l'action devint plus opiniâtre et la retraite impraticable. Le comte de La Marche semblait se multiplier, son courage étonnait même ses adversaires, les plus audacieux des hommes; son exemple soutint longtemps ses soldats exténués de fatigue ; tous se serrèrent autour de ce vaillant chef: son fils et ses deux neveux, âgés de 20 ans, prenaient de lui les premières leçons de valeur : ils mordirent tous trois la poussière percés de mille coups. Jacques de Bourbon lui-même, privé de son épée et de sa hache, qui s'était brisée sur les casques des tard-venus, ne se défendait plus qu'avec son gantelet de fer ; il fut atteint de toute part, reçut de larges blessures, et tomba au milieu des chevaux ; les routiers se précipitèrent sur son corps expirant, le regardant comme le trophée le

plus glorieux de leur victoire. Les bannerets le disputèrent avec fureur, se rallièrent autour de leur général inanimé, et contraignirent les tard-venus à renoncer à cette précieuse conquête; ceux-ci, fatigués d'une lutte dans laquelle la moitié des leurs avait succombé, se décidèrent à laisser les Français continuer la retraite, et regagnèrent le château de Brignais (1), satisfaits de s'être débarrassés du seul homme qui pouvait les anéantir.

A l'issue de ce rude combat dans lequel les Français avaient été accablés et non vaincus, les bannerets firent halte au-delà du bourg de Saint-Genis; puis ils ramenèrent les débris de l'armée dans un tel ordre, qu'on n'osa pas inquiéter leur marche. Des écuyers portaient sur des boucliers Jacques de Bourbon et son fils, tous deux horriblement mutilés, mais respirant encore; ce funèbre cortége parvint aux barrières de Lyon; les habitants de cette grande ville poussèrent des cris de désespoir en voyant le corps défiguré du comte de La Marche : ils lui prodiguèrent des soins inutiles; son fils expira quelques heures après son arrivée. Le lendemain, 2 avril 1362 (2),

(1) Le château de Brignais appartenait alors au chapitre de St-Just qui l'échangea le siècle suivant contre des biens plus rapprochés de Lyon : les tours ont été rasées; mais il reste encore parmi la masse des bâtiments, des constructions intérieures, de style gigantesque en usage dans le quatorzième : ce vaste domaine, qui embrasse le revers occidental de la montagne, se nomme actuellement *La Roche* et appartient à M. de La Chapelle, un des agronomes les plus éclairés des contrées qu'arrosent la Saône et le Rhône.

(2) Les auteurs de l'Art de vérifier les dates disent 1361 : c'est une erreur évidente, car il existe des actes, des donations consenties et signées de Jacques de Bourbon, au mois de juillet et de septembre 1361 : cette erreur provient de ce que Pâques tombant au 28 mars, l'année 1362 n'était commencée que depuis six jours : au reste Froissard et d'autres annalistes adoptent la dernière version.

Jacques de Bourbon termina, à quarante-huit ans, une vie glorieuse, dont tous les instants furent employés à la défense des intérêts les plus sacrés; le héros avait arrosé de son sang les champs de Crécy et de Poitiers, il reçut le coup mortel dans ceux de Brignais, en combattant vaillamment les ennemis de l'Etat: sa terrible épée ne fut jamais tirée que pour cette noble cause.

La ville de Lyon lui fit de magnifiques funérailles; des pleurs et des gémissements composèrent son oraison funèbre; un même tombeau réunit le père et le fils dans l'église des Jacobins (1).

Il semblait que le malheur poursuivît alors tout ce qui portait le nom de Bourbon; pendant que le comte de La Marche périssait avec son fils, en voulant arrêter les ravages des grandes compagnies, son neveu Louis II, fils de Pierre I[er], gémissait en Angleterre dans la plus injuste captivité; sa sœur, reine de Chypre, périssait dans les flammes au siége de Famagouste, et sa nièce Blanche de Bourbon, reine de Castille, recevait à Xérès le poison préparé par les mains de son indigne époux, Pierre-le-Cruel.

Jean, second fils du comte de La Marche, épousa l'héritière de la maison de Vendôme et fonda cette branche qui donna les Condé et Henri IV, dont Jacques de Bourbon fut le huitième aïeul.

(1) Cette église, d'un style gothique très-pur, fut à moitié détruite en 1793; on acheva de la démolir en 1820: son emplacement est occupé maintenant par l'hôtel de la Préfecture.

NOTE

SUR LA BATAILLE DE BOUVINES.

Aucun monument ne marque le lieu où se livra cette bataille de Bouvines, dans laquelle on joua le sort de la France; les Romains l'auraient couvert de colonnes et d'arcs de triomphe. En 1805, après la campagne d'Austerlitz, on eut la pensée d'élever, dans la plaine de Bouvines, un obélisque d'une grande hauteur; l'une des faces devait être consacrée à rappeler le souvenir du triomphe de 1214, et l'autre côté à perpétuer la mémoire de celui que l'on venait de remporter. Les deux batailles avaient plusieurs points de ressemblance : dans l'un et dans l'autre cas les Français avaient eu à lutter contre une armée d'alliés formée de soldats venus en grande partie de la Germanie. Le plan du terrain fut levé, et l'on prit à ce sujet tous les renseignements historiques nécessaires ; mais bientôt d'autres soins firent perdre de vue cet objet. Les habitants de ces contrées avaient ressenti une vive satisfaction en apprenant qu'on voulait décorer leur pays d'un monument consacré à rappeler un fait d'armes qui n'avait cessé d'occuper la pensée de leurs ancêtres; ils tombèrent dans la tristesse lorsqu'ils virent qu'on y renonçait. Le vénérable pasteur de la commune de Bouvines, né parmi eux, qui, depuis quarante ans, ne les avait pas quittés, résolut d'adoucir leurs regrets ; il acheta de ses propres deniers, sans que nul y contribuât, un quartier de terre dans l'embranchement des chemins de Tournay et de Camphain, point central du champ de bataille, y fit bâtir une chapelle d'un style simple et élégant, et fit placer dans l'intérieur deux petits tableaux représentant les deux principaux épisodes de la journée de Bouvines : il consacra à ces dépenses la moitié de son modeste patrimoine. Chaque année, le 27 juillet, ce digne ecclésiastique célèbre l'office divin, en mémoire du triomphe de Philippe-Auguste; tous les habitants se pressent au-

tour de cette chapelle rustique, et fêtent avec une joie généreuse l'anniversaire de ce beau jour.

A deux lieues de cette chapelle l'on voit un obélisque haut de quatre-vingts pieds, que les religieux de l'abbaye de Cisoing élevèrent pour marquer la place où le roi Louis XV bivouaqua la veille du jour où il livra la bataille de Fontenoi. On lit sur une des faces le nom des maréchaux de Saxe, de Noailles, et des autres généraux commandant l'armée sous le roi.

LISTE

DES CHEVALIERS A BANNIÈRES

QUI SE TROUVÈRENT A LA BATAILLE DE BOUVINES.

Philippe-Auguste, se voyant attaqué par une ligue formidable, usa de toute la latitude que lui donnaient les lois féodales; il admonesta plus de vassaux et d'arrière-vassaux que nul de ses prédécesseurs ne l'avait fait. Dans le nombre des admonestés se trouvaient neuf archevêques, soixante-quatre évêques et trente abbés. Ces ecclésiastiques étaient mandés comme possesseurs de fiefs. Ils déployèrent tous beaucoup de zèle pour faire des levées dans leurs terres, et les envoyèrent à l'armée, en se dispensant toutefois d'y aller eux-mêmes, quoique les constitutions de l'Etat les y astreignissent; mais depuis deux siècles on était moins rigide, et les évêques usaient de la liberté qu'on leur laissait à cet égard. Cinq seulement prirent part aux combats qui se livrèrent dans la campagne de 1214: Philippe de Dreux, évêque de Beauvais; Robert de Châtillon, évêque de Laon; Guérin, évêque de Senlis, qui suivirent l'armée de Philippe-Auguste. Deux autres accompagnèrent Louis, fils du roi, agissant dans le Poitou: ce furent

l'évêque de Nîmes et l'évêque du Puy. Ce dernier était devenu, en 1213, possesseur du riche fief de Polignac, par la donation que lui en fit Ponce, vicomte de Polignac; ce seigneur, ayant perdu ses deux fils, s'était retiré dans un cloître.

Les listes que nous donnons ici sont extraites des rôles de plusieurs anciens bans et arrière-bans, dont la minute était conservée à la Cour des comptes. Elles furent publiées par Laroque, dans son Traité du ban et de l'arrière-ban (édit. in-4° de 1734, p. 47). C'est l'ouvrage le plus profond que l'on ait écrit sur cette matière. Ces listes furent également reproduites par le savant André Duchesne, dans son Recueil des historiens de France, t. V, à la suite du poème *Philippidos*, par Guillaume-le-Breton. Les noms sont écrits d'une manière plus correcte dans Duchesne que dans Laroque; nous l'avons pris pour guide.

Nota. Le mot latin *dominus* veut dire *le sire* en langage du moyen âge; *castellanus*, le châtelain. Il y a une très-grande différence entre l'un et l'autre; *dominus Cociaco* veut dire le sire de Couci, seigneur suzerain de ce fief; et *castellanus Cociaci* n'est que le châtelain ou gouverneur du château de Couci. *Hœres* veut dire l'héritier d'un fief; c'est le neveu ou le cousin germain d'un sire ou d'une dame qui n'avaient point d'enfants. *Advocatus* veut dire le tuteur ou plutôt le régisseur d'un fief appartenant à des enfants orphelins en bas âge; il était obligé de marcher avec la chevauchée du fief, pour représenter ses pupilles.

NOMS

DES CHEVALIERS A BANNIÈRES

DU TEMPS DE PHILIPPE-AUGUSTE,

DANS LA CAMPAGNE DE BOUVINES.

(En Latin et en Français.)

NORMANIÆ.	NORMANDS.
Thomas de Homet.	Thomas de Homet.
Radulfus Texon.	Rodolphe Texon.
Fulco Peganellus.	Foulques Paguenel.
Guillelmus Bacon.	Guillaume Bacon.
Robertus de Gurins.	Robert de Gurin.
Philippus de Vaace.	Philippe de Vassé.
Robertus Erneis.	Robert de Tesson.
Robertus Marmion.	Robert de Marmion.
Robertus de Corciaco.	Robert de Courcy.
Guillelmus de Reviers.	Guillaume de Reviers.
Henricus de Bello-Fago.	Henri de Beaufou.
Joannes de Bruecourt.	Jean de Bruecourt.
Fulco de Alneto.	Foulque Aulnay.
Henricus de Ferreriis.	Henri de Ferrières.
Gislebertus de Aquila.	Gilbert de l'Aigle.
Guillelmus de Planes.	Guillaume de Plaine.

Robertus de Thebovilla.	Robert de Thibouville.
Richardus de Harecourt.	Richard de Harcourt.
Joannes de Tornebu.	Jean de Tournebu.
Galterus Pipardus.	Gauthier Pipard.
Dominus Sanctus-Celerini.	De Saint-Célerin.
Joannes de Pratellis.	Jean de Préaux.
Guillelmus de Mortuomari.	Guillaume de Mortemart.
Cambellanus de Tancarvillæ.	Chambellan de Tancarville.
Guillelmus Martellus.	Guillaume Martel.
Joannes de Roboreto.	Jean de Rouvroy.
Henricus de Estovilla.	Henri d'Estouteville.
Thomas de Paveilli.	Thomas de Pavilly.
Richardus de Villequier.	Richard de Villequier.
Renaldus de Bosco.	Renaud du Bois.
Gilo de Hodenc.	Giles de Houdan.
Stephan. de Longocampo.	Etienne de Longchamp.
Robertus de Oisneval.	Robert de Oisneval.
Petrus de Hotot.	Pierre de Hotot.
Nicolaus de Montegniaco.	Nicolas de Montigni.
Simon de Beaussart.	Simon de Beaussard.
Hæres de Gaci.	L'héritier de Gacé.
Hugo de Colunces.	Hugues de Coulonces.
Guillelmus Crispini.	Guillaume Crépin (du Bec).
Roger vicecomes.	Vicomte Roger.
Robertus le Borne.	Robert-le-Borgne.
Robertus de Juriaco.	Robert d'Ivry.
Robertus Malect.	Robert de Malet.
Dominus Croliaci.	Le sire de Creuilli.
Petrus Malevicinus.	Pierre de Mauvoisin.
Castellanus de Gallione.	Le châtelain de Gallion.
Comes de Alençon.	Le comte d'Alençon.
Dominus de Carroges.	Le sire de Carouges.
Joannes de Tilli.	Jean de Tilly.
Guillelmus de Semelli.	Guillaume de Semelis.

Rolandus Tavenel.	Roland Tavenel.
Richardus de Argentijs.	Richard d'Argences.

BRITANNIÆ.	BRETONS.
Alanus filius comitis.	Alain, fils du comte de Bret[e]
Herveus de Leon.	Hervé de Léon.
Comes Guido de Toarcio.	Le comte Gui de Thouars.
Paganus de Malostricto.	Le sire de Malestroit.
Joscelinus de Rohan.	Josselin de Rohan.
Petrus de Loheiac.	Pierre de Lohéac.
Guillelmus de Guirchia.	Guillaume de la Guerche.
Andreas de Vitreio.	André de Vitré.
Galfredus de Filgeriis.	Godefroi de Fougères.
Alanus de Castro-Giron.	Alain de Château-Girons.
Guillelmus de Albigini.	Guillaume d'Aubigné.
Juhellus de Meduana.	Juel de Mayenne.
Oliverius de Dinan.	Olivier de Dinan.
Joannes de Dolios.	Jean de Dol.
Galfredus Spina.	Godefroi de l'Espinay.
Oliverius de Tinteniaco.	Olivier de Tintiniac.
Herveus de Bellomortario.	Hervé de Beaumanoir.
Galfred. de Castri Biencii.	Gaudefroi de Châteaubriand.
Galfredus de Ancenis.	Gaudefroi d'Ancenis.
Guillelm. de Cliçon senex.	Guill[e] de Clisson le vieux.
Guillel. Richardus de Reuz.	Guillaume de Raiz.
Guillelm. de Roca de Vens.	Guill[e] de la Roque de Vens.
Guillelmus de Plesseicio.	Guillaume Duplessis.
Bernard. de Machequoleu.	Bernard de Machecou.
Oliverus de Roca.	Olivier de la Roche.
Eudo de Ponte.	Eude de Pont.
Rollandus de Reux.	Rolland de Rieux.
Galfredus de Hiberic.	Godefroi de Hiberic.
Alemannus de Albigni.	Aubigné.

PERTICI.	DU PERCHE.
Guillelmus de Locray.	Guillaume de Locray.
Guido de Montedulceto.	Gui de Montdoucet.
Guillelmus de Follet.	Guillaume de Follet.
Fulcherius Quarel.	Foulques Quarel.
Guillelmus de Feritate.	Guillaume de la Ferté.
Gervasius de Castello.	Gervais Duchâtel.

ANDEGAVI.	DE L'ANJOU.
Gaufredus de Rupibus.	Gaud. des Roches (Sablé).
Balduinus de Rupe.	Bodouin de la Roche.
Amalricus de Credone.	Amalric de Craon.
Guido Turpin.	Gui de Turpin.
Vicomes Sanctæ-Suzannæ.	Vicomte de Sainte-Suzanne.
Bernardus de Feritate.	Bernard de la Ferté.
Fulco Ribole.	Foulque de Ribol d'Assé.
Guido de Laval.	Gui de Laval.
Paganus de Veges.	Payen de Vege.
Dominus Castri-Gonterii.	Le sire de Château-Gonthier.
Dominus de Montoire.	Le sire de Montoire.
Guillelmus de Silliaco.	Guillaume de Sillé.
Guido Cortenerru.	Gui de Courtenai.
Fulco de Roy.	Foulque de Roy.
Henricus de Musterol.	Henri de Montureux.
Girardus Bellajii.	Geral du Bellay.
Dominus de Doe.	Le sire de Doué.
Dominus Passavant.	Le sire de Passavant.
Lisiardus Heremita.	Liziard d'Hermite.
Galfredus de Losduno.	Godefroi de Loudun.
Petrus de Brisaio.	Pierre de Brisays.
Gervasus de Prilliaco.	Gervais de Prenilli.

Hugo de Campochevrier.	Eugues de Champverier.
Joannes Brueria.	Jean de Bruyères.
Gaufredus de Vindocino.	Godefroi de Vendôme.
Aimericus de la Jaille.	Aimeric de la Jaille.
Aimericus de Averio.	Aimeric d'Avoir.
Galfredus de Paluel.	Gaudefroi de Paluel.
Galfredus de Gresille.	Gaudefroi de la Gresille.
Renaldus de Insula.	Renaud de Lille.

TURONES.	DE LA TOURAINE.
Bartholomeus Pagani.	Barthélemi Payen.
Bartholomeus de Insula.	Barthélemi de l'Isle.
Guillelm. de Pressigniaco.	Guillaume de Pressigni.
Hugo Bancaio.	Heugues de Bançay.
Nevellon de Fractavalle.	Nevelle de Freteval.
Joannes de Aleia.	Jean d'Alés.
Robertus de Perronanio.	Robert de Pronay.
Dominus de Montesoreli.	Le sire de Montsorau.
Domin. de Rupe-Courbon.	Le sire de la Roche-Courbon.
Dominus Haiæ.	Le sire de la Haie.
Guido Genebaldus.	Gui de Guénant.
Garnerius Donionio.	Garnier Donjon.
Gaudinus de Ramefort.	Gaudin de Ramfort.
Hugo de Fontenellis.	Heugues de Fontenelle.
Vicomes Brociæ.	Vicomte de Brosse.
Dominus Cluiæ.	Le sire de Cluix.
Rogerus Paletel.	Roger Paletel.
Hæres Calnigniaco.	L'héritier de Chauvigni.
Guillelmus de Mirmande.	Guillaume de Mirmande.
Dominus Castri Meliand.	Le sire de Château-Melliand.
Guillelmus de Montlion.	Guillaume de Montléon.
Guillelmus Turpinus.	Guillaume Turpin.
Dominus Pruliaci.	Le sire de Preuilly.

PICTONES.	DU POITOU.
Vicomes Castri Airaldi.	Vicomte de Châtelleraut.
Radulphus de Mortuomari.	Rodolphe de Mortemart.
Joannes Castancarius.	Jean Chastenier.
Guillelmus de Malolione.	Guillaume de Mauléon.
Guillelm. de Asperomonte.	Guillaume d'Aspremont.
Guillelmus de Soldaio.	Guillaume de Souday.
Salvaricus Altanosa.	Savarin d'Antenoise.
Rogo de Coé.	Roger de Coué.
Rolandus de Monterevel.	Roland de Montrevel.
Petrus Achardi.	Pierre Achard.
Galfredus de Feritate.	Godefroi de la Ferté.
Theobaldus de Matefelon.	Théobald de Matefelon.
Galfredus Godeschal.	Godefroi Godeschal.
Patricius de Chaorce.	Patrice de Chource.
Dominus Santi-Michaëlis.	Le sire de Saint-Michel.
Hugo Ridel.	Hugues de Ridel.
Guillelmus de Erecio.	Guillaume de Ercé.
Simon de Saman.	Simon de Saman.
Guillelmus de Meriaco.	Guillaume de Meri.
Simon Minguet.	Simon Minguet.
Dominus Montemorillon.	Le sire de Montmorillon.
Guillelmus de Azayo.	Guillaume de Azay.
Dominus Lochiarum.	Le sire de Loches.

ALTREBAT.	ARTÉSIENS.
Dominus Lugdunensis.	Le sire de Leuse.
Hugo de Maloalneto.	Hugues de Malaunoy.
Radulphus Plouquet.	Rodolphe Plouquet.
Michael de Harmes.	Michel de Harmes.
Eustache de Novilla.	Eustache de Neuville.

Robertus de Beloes.	Robert de Belon.
Alardus de Crosilles.	Alard de Crousilles.
Castellanus de Bellomar.	Le châtelain de Bellemare.
Guido de Chaumont.	Gui de Chaumont.
Ingerranus de Hesdino.	Enguerand de Hesdin.
Hæres de Carenci.	L'héritier de Carenci.
Dominus de Houden.	Le sire de Houden.
Hugo de Hanet.	Hugues de Hanet.
Joannes de Longueval.	Jean de Longueval.
Dominus Osiaci.	Le sire d'Oisi.

VIROMANIÆ.	DU VERMANDOIS.
Robertus de Tornella.	Robert de la Tourette.
Albertus de Hangest.	Albert de Hangest.
Helinus de Vavrin.	Hélie de Varrin.
Radulphus Stratis.	Rodolphe d'Estrées.
Radulphus de Roia.	Rodolphe de Roie.
Robertus de Bova.	Robert de Boves.
Galterus de Helliaco.	Gautier de Helly.
Radulphus de Claramonte.	Rodolphe de Clermont.
Radulphus de Pratellis.	Rodolphe de Préaux.
Gilo de Marches.	Giles des Marches.
Baldinus de Bellovidere.	Baudouin de Beauvoir.
Barthelemi de Roie.	Barthélemi de Roie.

COCIACI.	DE LA SIRERIE DE COUCI.
Ingerranus de Cociaco.	Enguerand de Couci.
Radulphus Sarto.	Rodolphe du Sart.
Alanus de Rociaco.	Alain de Rouci.
C. de Montchablon.	C. de Montchablon.
Fulcandus de Brisiaco.	Foulques de Brisai.
Joannes de Montgumbert.	Jean de Montgonbert.

Herveus de Buzenci.	Hervé de Buzenci.
Guido Villariis.	Gui de Villars.
Joannes de Tor.	Jean-le-Tor.
Radulphus de Castro.	Rodolphe de Castel.
Albericus de Buissi.	Alberic de Bussi
Radulphus de Eseri.	Rodolphe. . . . . . .
Joannes de Colduno.	Jean de Condé.
Anseldus de Ronquerolles.	Anselme de Roncherolles.
Manasserus de Melleto.	Manasses de Mello.
Petrus Melliaco.	Pierre de Milli.
Galterus de Tirel.	Gauthier de Tirel.
Comes Bellimontis.	Comte de Beaumont.
Rogerus de Rosaio.	Roger de Rosay.
Dominus Montis Acuti.	Le sire de Montaigu.

WLCASSIN.	DU VEXIN.
Joannes de Tria.	Jean de Trie.
Joannes de Gisoreio.	Jean de Gisors.
Joannes de Montecheverel.	Jean de Montrevel.
Hugo de Caluomonte.	Hugues de Chaumont.
Guido de Rupe.	Gui de la Roche.
Guido Malivicini.	Gui de Mauvoisin.
Robertus de Pinquegni.	Robert de Piquigni.
Petrus de Diviteburgo.	Pierre de Richebourg.
M. de Montemomoriaco.	Mathieu de Montmorenci.
B. Silvanectensis.	Boutillier de Senlis.
Philippus de Nantolio.	Philippe de Nanteuil.
Guillelmus de Cornillon.	Guillaume de Cornillon.
Galterus de Alneio.	Gauthier d'Aulnay.
Guido Nantolio.	Gui de Nanteuil.
Guilaumus de Barris.	Guillaume des Barres.
Hugo de Marolio.	Hugues de Mareuil.
Balduinus Bretel.	Baudouin de Breteuil.

Gilo d'Acio.	Giles d'Aci.
G. de Santus-Dionisius.	Gautier de Saint-Denis.
Robertus de Pissiaco.	Robert de Poissi.
Dominus Caprosæ.	Le sire de Chevreuse.
Castellanus Neelfæ.	Le châtelain de Neauphle.
Comes Suession.	Le comte de Soissons.
Dominus Montisfortis.	Le sire de Montfort.
Guillelmus de Garlanda.	Guillaume de Garlande.
Joannes Beliard.	Jean Béliar.
Milo Corcicio.	Milon de Courci.
Fericus de Bronaio.	Feri de Bronay.
Rogerus de Cauda.	Roger de la Queue.
Hugo Pompona.	Hugues de Pompone.
Guillelmus Prunele.	Guillaume de Prunelé.
Paganus Sanctus-Yon.	Payen de Saint-Yon.
Ansellus Bolanvillier.	Anseau de Boulainvilliers.
Thomas de Brueriis.	Thomas de Bruyères.
Joannes de Baugenciaco.	Jean de Beaugenci.
Robertus de Cortenaio.	Robert de Courtenai.
Henricus Marescallus.	Henri Maréchal.
Adam de Bellomonte.	Adam de Beaumont.
Guillelmus Milliaco.	Guillaume de Milli.
Galterus de Nemosio.	Gautier de Nemours.
Galcherus de Jouig.	Gaucher de Joigni.
S. de Sacrocæsaris.	Etienne de Sancerre.
Guillelmus de Tornello.	Guillaume de Tournelle.
Petrus Bellovillari.	Pierre de Beauvilliers.
Iterus Tociaco.	Itier de Tocy.
Droco de Melloto.	Dreux de Mello.
Petrus de Jouigniaco.	Pierre de Joigni.
Guillelmus Cortenaio.	Guillaume de Courtenai.
Bochardus de Vendrovre.	Bouchard de Vandeuvre.
Guillelmus de Melloto.	Guillaume de Mello.
Dominus Sellonanio.	Le sire de Ségnelai.

V. de Sancti-Florentii.	Vicomte de Saint-Florent.
Guido de Meleigny.	Gui de Méligni.
Bartholomeus de Poleigni.	Barthélemi de Poligni.
P. de Monte-Sancti-Joannis.	Ponce de Mont-Saint-Jean.
Dominus Rubeius-Montis.	Le sire de Rougemont.
Hugo de Sancto-Mauricio.	Hugues de Saint-Maurice.
Dominus de Noïers.	Le sire de Noyers.
Comes Herve.	Comte Hervé.
Hugo Hulmo.	Hugues de l'Orme.
Odo de Castilione.	Odon de Châtillon.
Iterus de Frenio.	Itier de Fresne.

BURDIGUNDI.	BOURGUIGNONS.
Poncius de Granciaco.	Ponce de Grancey.
Bernardus de Montebarri.	Bernard de Montbar.
Dominus de Vergi.	Le sire de Vergi.
D. de Monte-Sancti-Joannis.	Le sire de Mont-Saint-Jean.
Galterus de Sumbrenon.	Gautier de Sombrenon.
Dominus de Sanz.	Le sire de Saulx.
Dominus de Trichatel.	Le sire de Trichâteau.
Dominus de Til.	Le sire de Til.
Comes de Forez.	Le comte de Forez.
Comes de Bellojoco.	Le comte de Beaujeu.
Herveus de Safra.	Hervé de Saffres.
Dominus Bellomonte.	Le sire de Beaumont.
Dominus de Verdun.	Le sire de Verdun.
Hugo de Vergi.	Hugues de Vergi.
Dominus de Digona.	Le sire de Digome.
Guido Severiaco.	Gui de Severac.
Dalmacius de Luzi.	Dalmas de Luzi.
Hugo de Caluomonte.	Hugues de Chaumont.
Roscelinus de Mamberol.	Roscelin de Mamberol.
Galonus de Montigni.	Galon de Montigni.

	DU NIVERNOIS
Dominus de Luzi.	Le sire de Luzi.
Dominus de Meluis.	Le sire de Meluis.
Dominus Pietropertus.	Le sire de Pierrepertuis.
PONTIVI.	DU PONTHIEU.
Thomas Sancto-Valeri.	Thomas de Saint-Valeri.
Galterus de Feritate.	Gautier de la Ferté.
Renaudus Ambianis.	Renaud d'Amiens.
Guillelmus de Rehu.	Guillaume de Réhu.
Hugo de Fontanis.	Hugues de Fontaines.
Hugo Boterin.	Hugues de Boterin.
Galterus de Halecourt.	Gautier d'Halecourt.
Hugo de Baloill.	Hugues de Bailleul.
Radulphus de Arreüs.	Rodolphe d'Aragues.
Radulphus de Croy.	Rodolphe de Croy.
Guillelmus de Belloramo.	Guillaume de Beaurin.
Rogo de Beaucham.	Roger de Beauchamp.
Theobaldus de Auxi.	Théobald d'Auxi.
Hugo Champdavenensis.	Hugues de Champdavaine.
Joannes Mainerius.	Jean de Mainièves.
COMITATUS SANCTI-PAULI.	DU COMTÉ DE SAINT-PAUL.
Comes Sancti-Pauli.	Le comte de Saint-Paul.
Robertus de Bretel.	Robert de Breteuil.
Hugo Tacon.	Hugues Tacon.
Balduinus de Aria.	Baudouin d'Aire.
Eustachius d'Encre.	Eustache d'Encre.
Balduinus de Crequi.	Baudouin de Créqui.
Balduinus du Pas.	Baudouin du Pas.
CAMPANIÆ.	DE CHAMPAGNE.
Garnerus Triangulo.	Garnier de Trenel.

Dominus Montis Mirabilis.	Le sire de Montmirail.
Robertus Miliaco.	Robert de Milli.
Erardus de Brena.	Erard de Braine.
Erardus de Casteneto.	Erard de Chasseney.
Simon Gienvilla.	Simon de Joinville.
Simon de Castrovillani.	Simon de Châteauvillain.
Philippus de Planci.	Philippe de Planci.
Erardus de Villi.	Erard de Villi.
Joannes d'Arciers.	Jean d'Arcies.
Vicedomius Cathal.	Le vidame de Châlons.
Galcherus de Nantol.	Gaucher de Nanteuil.
Comes Grandisprati.	Comte de Grandpré.
Galcherus de Remilli.	Gaucher de Rumilli.
Nicolaus de Basoches.	Nicolas de Basoches.
Dominus de Rinel.	Le sire de Rinel.
Robertus de Conde.	Robert de Condé.
Simon de Broies.	Simon de Broye.
Guido de Chappes.	Gui de Chappe.
Ogerus de Sancto-Girone.	Oger de Saint-Girons.
Galfredus de Vienna.	Geoffroi de Vienne.
Odoard de Alneto.	Odoart d'Aulnoy.
Dominus Asperamonte.	Le sire d'Apremont.
Hugo de Florines.	Hugues de Florines.
Renardus de Choisel.	Renard de Choiseul.
Renardus de Dampetra.	Renaud de Dampierre.
Petrus de Borlemont.	Pierre de Bourlemont.
Galfridus de Duelli.	Geoffroi de Deuilly.
Eustachius de Conflans.	Eustache de Conflans.
Milo de Caluomontis.	Milon de Chaumont.
Arnulphus de Cery.	Arnould de Ceri.
Hugo de Rinel.	Hugues de Rinel.
Comes Rociaci.	Le comte de Rouci.
Dominus de Cherisiaco.	Le sire de Cherisy.

LISTE

DES GRANDS VASSAUX

ET CHEVALIERS A BANNIÈRES

ADMONESTÉS POUR LA CAMPAGNE DE 1304.

BATAILLE DE MONS-EN-PUELLE.

(Nous faisons précéder ces listes de trois Lettres d'admonition que nous avons choisies parmi celles que Philippe-le-Bel adressa dans cette circonstance aux évêques, aux barons et aux baillis représentant le tiers-état. La teneur de ces lettres est propre à nous faire connaître l'esprit des institutions qui régissaient alors la France.)

PREMIÈRE LETTRE.

Philippe, etc. A nostre amé et Feal l'Evesque de Paris, etc. de la maniere de nous faire subvention et aide pour la poursuite de la guerre, etc. C'est assavoir que tous Archevesques, Evesques, Abbez et autres Prelats, Doiens, Chapitres, Couvens, Colleges, et toutes autres manieres de personnes d'Eglise, religieux et seculiers, exemts et non exemts, Ducs, Comtes, Barons, Dames, Damoiselles et autres Nobles de nostre Roiaume de quelque condition ou estat qu'ils soient, nous aident à la poursuite de ladite guerre de Flandres pour quatre mois,

c'est assavoir, Juin, Juignet, Aoust et Septembre prochains à venir de chacune 500. livres de terre que ils ont en nostre Royaume, d'un Gentilhomme bien armé et monté à cheval de 50 livres tournois, etc. et tant qu'il passera 500. livres de terre combien que ce soit jusqu'à mille de deux hommes d'armes montez et appareillez comme dessus est dit, et en cette maniere de chacune 500. livres de terre un homme d'armes ou plus au moins faire compensation de riche au pauvre, etc. Item quant aux non nobles chacun cent feux nous facent un serjant de pied des plus suffisans et des meilleurs que l'on pourra trouver es Paroisses et ailleurs, si ceus des Paroisses n'estoient souffisans; et seront armez de pourpoins et de haubergeons, ou de gambesons, de bacinés et de lances, et des six il y aura deux Arbalestriers qui auront Arbalestes; et sera ceste aide assise, ceuillie et levée loiaument et raisonnablement, faite compensation du Riche au pauvre par chascun Prelat et Baron en sa Diocese, et en sa terre, et y aura un preudomme de par nous pour seur entendre et prendre garde à la besongne. etc. Donné à Chausteauthierry le lundy devant la Feste de Saint Denis l'an de grace 1303.

SECONDE LETTRE.

Philippe, par la grace de Dieu Roy de France; A nostre amé et feal Jehan Comte de Hénaut, salut et bon amour. Comme nos ennemis et Rebelles de Flandres s'éforcent de plus en plus à grever de jour en jour Nous et nostre Royaume, et aient ja nostre Ville de Lisle assiégée, et pourpris à grant pitié du païs environ, savoir vous faisons que Nous, pour contraiter à leur mauvaise entreprise, avons ordonné à estre sans nul deffaut à Arras à la

quinzaine de la my-Aoust prochaine, et avons fait faire générale semonce par nostre Royaume par Ban et Arriere-ban audit jour et lieu pour Nous et affermieusement vous promettons et représentons et sur la fealté et sur l'amour que vous avez à Nous et au Royaume, estroitement Mandons que vous au jour et lieu dessus dis au plus tard, soiez sans nul deffaut avec Nous si convenablement appareilliez de gens d'armes et de chevaux, que nous en doïons tenir pour paiez et vous savoir bon gré et guerre-donner vostre bon service. Donné à Saint-Germain 8 die Augusti 1303.

TROISIÈME LETTRE.

Philippe, etc. Au Bailly d'Orléans et aux Collecteurs de la nouvelle subvention, etc. Nos amez et feaux Archevesques, Evesques, Abbez et autres Prélats, Doyens, Chapitres, Couvens, Colleges et plusieurs autres personnes d'Eglise, Seculiers et Religieux, exempts et non exempts, Ducs, Comtes, Barons et autres Nobles de nostre Royaume, nous soit octroié de gré que les Nobles personnes Clers et Lais tenant loyaument nous aident en la poursuite de nostre guerre par quatre mois, c'est assavoir, Juin, Juignet, Aoust, et Septembre prochains avenir de chacune 500. livres de terre qu'ils ont en nostre Royaume, d'un Gentilhomme bien armé et monté à cheval de 50 livres tournois, et couvert de couverture de fer, ou de couverture pourpoint, et de tout comme il passera 500.livres de terre que ce soit jusques à mille, de 2 hommes d'armes montez et appareillez si comme dessus est dit, et en cette mesme maniere de chacune 500. livres de terre un homme d'armes de plus et du moins, et quant aux non-Nobles francs, que cent feux

nous facent aide de six Sergens de pié armez convenablement si comme il est contenu audit octroy, et les Prelats et autres personnes de sainte Eglise, nous aident d'autre subvention souffisant des biens des Eglises, etc. Après des non-Nobles se sont accordez à nous faire ladite aide, etc.; et quant aux hommes de condition abonnée demeurans en autrui Seigneur de Justice chacun cent feus, nous feront aide de quatre hommes de pié armez; et quant aux hommes taillables de haut et de bas à volonté vous déportes s'il plaist à leur Seigneur et si aucunes Villes et Universitez ne pouvaient ou ne voulaient servir, etc. Nous voulons que vous levez en nos Domaines et requerez les Seigneurs de faire lever en leurs terres et vous assigner pour chacun deux sols parisis par jour pour tout le temps devant dit, etc. Donné à St.-Germain en Laie, le Mardy après la Pentescoste, l'an de grace 1304.

ROLLE

DES SEIGNEURS QUI COMPARURENT

AU BAN ET ARRIÈRE-BAN CONVOQUÉ L'AN 1304, POUR LA GUERRE DE FLANDRES.

LES PRÉLATS SONT COMPRIS LES PREMIERS.

Et ensuite est écrit ce qui suit (1).

THOULOUSE.

Le Comte de Foix, le Comte de Comminges, le Comte d'Armagnac chascun 400 hommes d'armes, comptez en ce nombre ceux que ils doivent faire demoine, chascun mille servans ou serjans.

Le Comte de Esterac 40 hommes d'armes à celle mesme Ordonnance, et 500 serjans.

Le Seigneur de Montlezun 30 hommes et 300 serjans.

Monsieur Jehan de Montaust, Seigneur de Couvrentaignes, 20 hommes d'armes et 200 serjans.

Jordain de Lisle 40 hommes d'armes et 200 serjans.

Roger de Comminges 20 hom. d'armes et 300 serjans.

Le Seign. de Noailles 20 hom. d'armes et 200 serjans.

Le Seign. de Caumont 20 hom. d'armes et 200 serjans.

Raimont de Humant 15 hom. d'armes et 100 serjans.

Raimont de Bearn 10 hom. d'armes et 300 serjans.

Le Boort de Foix 10 hom. d'armes et 300 serjans.

(1) Extrait des anciens rôles conservés à la Cour des comptes, et cités par Laroque dans son Traité du ban et de l'arrière-ban. (Ed. 1734, in-4°, p. 98.)

Bertran Loup 10 hommes d'armes et 300 serjans.

Bertran d'Elfagar 10 hom. d'armes et 50 serjans.

Obert de Montaut 10 hommes d'armes.

Raimont de Marquefane, et Arnaut de Marquefane frères, chascun 10 hommes d'armes et 50 serjans.

Le Vicomte de Tartas 30 hommes d'armes.

Séance de Claverre 10 hom. d'armes et 300 serjans.

Somme : 551 hommes d'armes et 6,000 serjans.

CARCASSOIS.

Le Séneschal de Mirepois, et ses deux frères Messires Jehan et Thiébaut 50 hommes d'armes.

Amaury de Narbonne 30 hommes d'armes.

Le Seigneur de Voisins, Monsieur Humbert de Hunova, de Humant, chascun 15 hommes d'armes.

Bernart de Capandut 10 hommes d'armes.

Somme : 120 hommes d'armes et 1,000 serjans.

PERIGORT.

Le Comte de Perigort 20 hommes d'armes.

Renaut de Pons, le Vicomte de Turaisne, chascun 30 hommes d'armes.

Le Vicomte de Bruniquel, le Vicomte de Ventadour, Bertran de Fumel, Monsieur Gerart Baleine, chascun 20 hommes d'armes.

Le Seigneur de Donzenac, Gerart de Courborgon, Raoul de Chasteauneuf, *idem*, de Joyeuse, puisné de Chastiauneuf, Bertran de Cardillac, Henri de Gourdon, Bertran Dufort, Arnaut de Montaigu, Mainfroy de Chastelneuf, le Seigneur de Redur, Bertran de Montagu, chascun 10 hommes d'armes.

Somme : 310 hommes.

ROERGUE.

Monsieur Estor d'Orillac, les Seigneurs de Severac, de Pierrefort, chascun 15 hommes d'armes.

Bec de la Barrière, Bertran de Baleguier, chascun 10 hommes d'armes.

Somme : 60 homme d'armes.

BEAUCAIRE.

Monsieur Aimart de Poitiers le père et le fils 100 hommes d'armes et 3,000 serjans.

Monsieur d'Archiac, Seigneur de Roussillon, 60 hommes d'armes et 1,000 serjans.

Les Seigneurs d'Angon, de la Roche; Monsieur Simon Pelet d'Alest, chascun 30 hommes d'armes, et ledit Seigneur d'Angon 500 serjans.

Hugue Aymat 20 hommes d'armes et 1,000 serjans.

Guillaume de Poitiers 20 hom. d'armes et 300 serjans.

Les Seigneurs de Randon, de Montlaur, de Pierre, Canilhac, d'Achier, Giraut Aymar 120 hommes d'armes et 500 serjans.

Le Seign. de Tournon 15 hom. d'armes et 300 serjans.

Le Seign. de Cracoho 10 hom. d'armes et 300 serjans.

Dracon de Lere pour li et pour son père, 10 hommes d'armes et 300 serjans.

Raymon Joce 10 hommes d'armes et 300 serjans.

Joceron Malet, le Seign. de Chalençon, Bertran de la Rode, le Vicomte de Poulignac, les Seign. de St.-Didier, de Charlus, de Saunières, chascun 10 hommes d'armes.

Somme : 525 hommes d'armes et 9,500 serjans.

AUVERGNE.

Le Comte de Boulogne 100 hommes d'armes.

Le Seigneur Mercœur 60 hommes d'armes.

Le Seigneur de la Tour 25 hommes d'armes.

Comte de Houdanble, *Comte est le nom de baptesme;* Guillaume Asselin, *idem*, de Montaigu; Guillaume Flote, chascun 20 hommes d'armes.

Les Seign. Montboizier, de Roquesanne, d'Alègre, chascun 10 hommes d'armes.

Guillaume Contour, *idem*, d'Achon; le Seigneur de Brion; Estienne Contour; le Seigneur de Turière; Pons de Charlus, Pons de Vicen, Roger de Blot; le Seigneur du Chastel, de Montaignes; Cloquart de Huichien, chascun 10 hommes d'armes.

Et ne fait nulle mencion du Comte de Dreux, et du Comte de Clermont.

Somme: 3,060 hommes d'armes.

Ogier de Mauleon 60 hom. d'armes et 5 serjans.

Jehan Martin le jeune 10 hommes d'armes.

Loup de Narbose 10 hommes d'armes et 200 serjans.

ISLE DE FRANCE.

Le comte de Valois.

Le Comte de Dreux.

Robert Seign. de Beu.

idem, de Dreux.

Thomas de Bruieres.

Le Seigneur de Chantilly.

Jehan de Courtenay.

Pierre de Chanevieres.

Le Comte d'Evreux.

Robert de Dreux.

Le Comte de Dammartin.

Guy le Bouteiller.

Guillaume de Voisins.

Robert de Chartres.

Henry de Leon le fils.

Jehan de Choiseul.

Le Vidame de Chartres.
Adam de Bruieres.
Guillaume Crespin.
Idem du Bec Crespin.
Le Vicomte de Melun.
Anseau le Bouteiller.
Id. le Bouteiller-de-Senlis.
Erart de Montmorency.
Jehan de Beaumont.
Le Mareschal de Levy.
Pierre de Chambly.
Ansiau de Chevreuse.
Robert de la Roche.
Ivon de Garencieres.
Jehan de Trie.
Oudart de Rupehante.
Jacques de Beausant.
Charles de Gonesse.
Guy d'Anucel.
Ansiau de l'Isle.
Le fils du Seign. d'Ivry.
Guil. Crespin l'aisné.
Jehan du Chastelier.
Gautier d'Aunay.
Le Seign. de Montmorency.
Guy d'Esten.
De Mirepoix et son frère.
Mahuy de Trie.
Pierre de Chambly.
Le Seigneur de Milly.
Jehan de Vendosme.
Jehan de Montmorency.
Guiot de Rosny.
L'Estandart de Baine.
Gile de Monstereul.

BERRUYERS.

Le Comte de Sancerre.
Le Seign. de Suilly.
Philippes de Chauvigny.
Le Seigneur de Linieres.
Pierre de la Broce.
Le Seign. de Chauvigny.
Le Seign. de Cullent.
Le Seigneur de Gracey.
Jehan de Prie.

NORMANS.

Jehan Malet.
Idem, de Graville.
Le Seign. de Harecourt.
Pierre de Cornuel.
Guillaume Tesson.
Idem, de la Roche-Tesson.
Mouton de Blainville.
Idem, de Mauquenchy.
Jehan de la Ferté.
Robert de Montigny.
Robert Malet.
Jehan de Tournebu.

Le Seigneur d'Estouteville.
Le Seigneur de Hotot.
Le Seigneur de Clere.
Roger Bacon.
Idem, du Moley.
Guillaume Patry.
Le Seigneur d'Esneval.
Le Seigneur de Ferrieres.
Raoul de Creully.
Jehan Paynel.
Idem, de Hambie.
Le Seigneur de Preaux.
Jehan de Rouvray.
Fouqaut du Melle.
Guillaume de Harecourt.
Robert de Harecourt.
Le Seigneur de la Riviere.
Raoul de Meulent.
Le Comte d'Eu.
Robert Bertran.
Idem, de Bricquebec.

POITEVINS.

Guillaume l'Archevesque.
Idem, de Partenay.
Hugues l'Archevesque.
Gieuffroy de Lusignan.
Aimery de Valence.
Gieuffroy de Pons.
Le Seigneur de Marmande.
Guy de Rochechouart.
Renaut de Pons.
Le Seigneur de Barbasan.
Le Seigneur de Belleville.
Guy de la Marche.
Idem, de Lusignan.
Girart Chabot.
Hugues de Touars.
Aymar d'Archiac.
Le Seigneur de Montlesun.
Le Vicomte de Thoüars.
Le Seigneur de Matas.
Jehan de Thoüars.
Hugues de Thoüars.

LANGUEDOC.

Le Comte de Foix.
Le Comte de Comminges.
Le Comte de Rodès.
Le Comte d'Armagnac.
Le Comte de Perigort.
Le Comte d'Astarac.

CHAMPENOIS.

Simon de Chasteauvillain.
Le Seigneur de Rougemont.

Le Comte de Roussy.
Le Seigneur d'Anglure.
Ansiau de Trainel.
Henry du Bois.
Thibaut duc de Lorraine.
Le Seigneur de Dampierre.
Dreux de Bricant.
Jehan de Bar.
Le Seigneur d'Apremont.
Le Seigneur de Mello.
Le Comte de Grantpré.
Le Seigneur de la Fauche.
Le Seigneur de Broies.
Le Seign. de Vaucouleurs.
Le Vidame de Chalons.
Henry de Trainneau.
Le Seigneur de Choiseul.
Erart d'Arcies.
Le Seigneur de Beaumont.
Le Seign. de Bauffremont.
Le Seigneur de Valery.
Le Seigneur de Mello.
Hue de Conflans.
Le Seigneur de Bayon.
Gaucher de Merry.
Le Seigneur d'Arcies.
Le Seigneur de Joinville.
Anseau de Garlande.
Jehan de Joinville.
Nicolle de Charbonne.
Le Comte de Brienne.
Le Connestable son fils.
Goullart de Joinville.
Guy de Chodonnez.
Le Seigneur de Juilly.
Le Seigneur de Sailly.
Aubert de Thourotte.
Le Seigneur de Trainel.
Le Seig. de Chasteauvillain.
Le Comte de Joigny.
Monsieur Guy de Joigny.
Le Comte de Nevers.
Le Seigneur de Plancy.
Monsieur Guy de Dampierre.
Eustache de Conflans.
Le Seigneur de Hans.
Le Seigneur de Courlandon.

BRETONS.

Jehan de Beaumanoir.
Le Seigneur de Malestroit.
Henry de Leon le pere.
Le Seigneur d'Avaugour.
Geoffroy Seign. d'Ancenis.
Olivier Seign. de Montfort.
Briant le Beuf.
Yon du Pont.
Le Seigneur de Tinteniac.
Pierre de Rotelan.
Le Seigneur de Moriac.
Le S. de Gairgolé (Kergorlai)
Artur de Bretagne.
Le Seigneur de Rochefort.

Rolant de Dinan.
Le Seigneur de Rieux.
Hagomart de Cornoüaille.
Jehan de Machecoul.
Hervieu de Blain.
Pierre de Bretaigne.
Le Vicomte de Rohan.
Jehan de Bretaigne.
Monsieur Yvon de la Roche.
Jehan Boterel de Quintin.
Olivier de Rougy.
Le Seig. de Chasteaubriant.

MANSEAUX.

Le Seigneur de Laval.
Jehan de Beaumont.
Le Seigneur d'Averton.
Paien de Chaourses.
Robert de Beaumont.
Geoffroy de Vendosme.
Hue de la Ferté.

ANGEVINS.

Le Seigneur de Craon.
Estienne de Jaunay.
Le Seigneur de Matefelon.
Le Seigneur de Chemillé.
Le Seigneur de Montejan.
Hardoin Seign. de la Haïe.
Le Seigneur de Maulevier.

THOURENGEAUX.

Le Seigneur de Montbason.
Le Seigneur d'Amboise.
Barthelemy Sei. de la Haïe.
Hardoüin Seign. de Maillé.
Ridel dé Billy l'aisné.
Eschinart de Preüilly.
Hue de Bauçay.
Renaut de Precigny.
Idem, de Sainte-Maure.

PERCHERONS.

Gasche de Louvigny.
Le Seigneur d'Illiers.

LIMOUSINS.

Le Vicomte de Turainne. Pons de la Porcherie.
Le Viscomte de Ventadour.

BOURGUIGNON.

Hugue de Vienne. De Rougemont.
Le Seign. de Montfaucon. Simon de Montbeliart.
Jehan de Bourgoigne. Le Seign. de Faucongny.
Le Seigneur de Vergy. Hugue de Bourgoigne.
Gautier de Montfaucon. Fougue de Ragny.
Jehan de Chalon. Hugue de Vaugrenant.
Le Comte de Montbeliart. Estienne d'Oiselay.
Le jeune Comte d'Aucerre. Thibaut de Neufchastel.
Estienne Seign. d'Oiselay. Gautier de Chasteauvillain.
Le Seigneur de Grançey. Richart Seigneur d'Antigny.
Le Seig. du Mont-S.-Jehan. Le Seigneur de Noblant.
Le Comte d'Aucerre l'aisné. Estienne de Hoignorry.
Jehan de Charny. Henry de Vergy.
Le Seigneur de Montagu. Le Seigneur de Noiers.

VERMANDESIENS.

Le Seigneur de Coucy. Bernart de Moreul.
Le Seigneur de Raineval. Nicaise de Rochefort.
Guy du Plessis. Le Comte de Soissons.
Aubert de Hangest. Thibaut de Cepoy.
Pierre de Manecourt. Herpin de d'Erquery.
Jacques de Montchablon. Le Seigneur de Magnelers.
Jehan de Thorote. Le Seigneur de Muret.

BEAUVOISIENS.

Guillaume de Beausart. Le Chastellain de Beauvais.

ARTESIENS.

Le Comte de saint Pol.
Le Seigneur de Hucin.
Gille de la Planque.
Le Seigneur de Lonvillers.
Idem, de Rabodenges.
Le Seigneur de Vellens.
Le Seigneur de Tramecourt.
Le Seigneur de Fiennes.
Aymar de Neuville.
Le Seigneur de Bollencourt.
Le Chastellain de Beauvais.

CORBIOIS.

Le Seigneur de Helly.
Jehan de Varennes.
Gilles de Mailly.
Le Seigneur de Biencourt.
Messire Baudoüin d'Avelins.

PONTHIOIS.

Le Comte d'Aumalle.
Le Seigneur de Pois.
Le Seigneur d'Ailly.
Le Vidame de Piquegny.
Renaut de Piquegny son fils.
Hue de Caumont.
Le Seigneur de Brimeu.
Le Viscomte du Pont Remy.
Le Comte de Vendosme.

AUVERGNAS.

Le Comte de Bouloigne.
Le Dauphin d'Auvergne.
Beraut de Mercœur.
Guillaume Flote.
Le Seigneur de la Tour.
Pierre de Mercœur.
Marquis de Canillac.
Le Seign. de Monboisier.

LYONNOIS.

Aymar de Poitiers.
Aymar de Poitiers le jeune.
Garin de la Vie.
Artaut de Roussillon.
Le Seigneur de Montbrison.
Le Comte de Forests.
Le Seigneur de Beaujeu.
Le Dauphin de Vianne.

LISTE

DES CENT QUARANTE TEMPLIERS

ARRÊTÉS DANS PARIS EN 1307, LE 13 OCTOBRE.

Jacques de Molay, grand-maître.
Guy, dauphin Viennois, grand-prieur de Normandie.
Hugues de Péralde, grand-prieur d'Aquitaine.
Bénigne, Cœur-de-Roi, grand-prieur de France.

Jean de Fouley.
Renier de l'Archant.
Renaud de Tremblay.
Jean de Nivelle.
Pierre de Tourtaville.
Matth. de Bosc Adhemar.
Jean de Tourtaville.
Ferry de Rheims.
Jean de Saint-Loup.
Théobald de Bauffremont.
Guillaume de Giac.
Gerard de Sanche.
Robert de Surville de Yzis.
Pierre Brocart.
Jean le Moine.
Jean de Tournon.
Bernard de Brosse.
Pierre de Grosmenil.
Thomas de Brele.
Gui d'Oratoire.
Raoul Quarré.
Pariset de Bure.
Guillaume d'Yvriac.
Ordon de Latignac-Liecon.
G. de Montfort-l'Amaury.
Etienne de Domont.
Bernard de Paris.
Jacques de Rubemont.

Pierre Gaset.	Arnoul de Fontaine.
Geoffroy de Charny.	Michel de Saint-Main.
G. de Châlons de la Reine.	Adam Maréchal.
Guillaume de Bicey.	Nicolas de Pouzzol.
Richard de Caprey.	Robert de Saunac.
Gaucher de Lienticour.	Odon de Viermy.
Guillaume de Herbley.	Guillaume d'Hermont.
Guillaume de Vernage.	Pierre Pidansat.
Nicolas Doublet.	Pierre de Blois.
Imbaud de la Boissade.	Michel de Flés.
Jean du Cagy.	Jean de Bauffremont.
Robert de Arblay.	Jean d'Amblainville.
Jean de l'Aumône.	Raoul de Betencourt.
Pierre de Suire.	Pierre de Villars.
Thomas de Quenay.	Dominique Toussaint.
Nicolas de Chapelle.	Jean de Laigneville.
Jean de Crotoy.	Robert de Monbain.
Jean de Venier.	Matthieu de Quenoy.
Gilles d'Epernant.	Renaud de Fontaine.
Jean du Duc de Taverniac.	Gautier de Bure.
Pierre de Montezand.	Jean de Chorme.
Jean de Cormeil.	Gautier de Payan.
Gautier de Bailleul.	Jean de Paris.
Richard de Liobard.	Gillon de Chevreuse.
Pierre de Boulogne.	Jean Bersée.
Jean de Saint-Remy.	Geoffroi de Fer.
Constantin de Biciac.	Elie de Jotro.
Jacques de Crumel.	Beaudouin de Vabe.
Aubert de Rocher.	Jean de Morfontaine.
Raoul de Granvilar.	Lambert Flaming.
Jean de Buvine.	Milon de Saint-Fiacre.
Frère Raynald.	Lambert de Coisy.
Jacques Duc.	Dreux de Viviers.
Jean de Valbande.	Laurent de Tarnay.

Raimond de Farde.
Guillaume de Hautmenil.
Raoul de Gisy.
Imber de Saint-Josse.
Jean de Dansiac.
Jean de Livriac.
Dominique de Rivion.
Jean de Châteauvilars.
Nicolas de Sarte.
Matthieu d'Arras.
Gilles d'Ecey.
Raimbaud de Caromb.
Henri d'Hercigny.
Raoul de Taverniac.
Jean de Pont-l'Evêque.
Jean de Tournon.
Matthieu de Table.
Simon Chrétien.
Gerard de Galle.
Foulques de Trécy.
Jean de Poisson.
Jacques de Verjus.
Geoffroi de Goneville.
Henri de Sirpy.
Bon de Sirpy.
Nicolas du Menil.
Bertrand de Montiniac.
Nicolas de Trecy.
Raoul des Sauts.
Albert de Romecourt.
Ponce de Bonnœuvre.
Raoul Moiset.
Etienne de Romain.
Pierre de Montiniac.
Gui de Feriere.
Jean de Gisy.
Pierre de Laigneville.
Nicolas d'Ambian.
Thomas de Roquencourt.
Nicolas d'Agrégé.

I
mis
plı
tal
pr
q
po

Pi
Pi
Th
Jea
Ro
Eti
Pie
Pier
Hu
Rob
Pier



Pierre de Suiref.
Gilles de Chevra.
Christian de Bizi.
Guillaume de Latignac.
Jean de Clype.
Girard de Somons.
Jean de Chambert.
Jean de Lorsy.
Radulfe de Belilglin.
Guillaume de Marent.
Martillat de Floët.
Thomas d'Euval.
Thibaud de Ploniore.
Ponce de Buric.
Jean Geneste.
Albert de Janville.
Guillaume de la Fon.
Richard Lécharen.
Gaussin de Bruge.
Jean Dorbis.
Gui de Boleville.
Girard de Moneville.
Hugues de Chaminan.
Durand de Vincy.
Pierre de Cheru.
Pierre de Saint-Cresse.
Matthieu de Clessi.
Pons de Boncure.
Jean de Verjus.
Aimé de Narbonne.
Pierre de Jaux.
Pierre de Gifli.
Guillaume Ardone.
Thomas Quintin.
Etienne de Pruirre.
Jean de Furne.
Gobert de Male.
Sicard Albert.
Arnulfe de Portel.
Pierre de Chataigner.
Jean de Tournon.
Gui Botel.
Jean de Serincourt.
Pierre de Sacelle.
Pierre de Picart.
Jean de Corville.
Thomas de Lognonville.
Jean de la Voire.
Jean de Pont d'Evegué.
Raimond de Larchant.
Thibaut de Basimont.
Radulfe de Sens.
Nicolas de Tercy.
Jean de Monroyal.

LISTE

DES CHEVALIERS

TUÉS OU FAITS PRISONNIERS A LA BATAILLE DE POITIERS,

TELLE QU'ON LA TROUVE DANS AVESBURY, P. 252.

Le Ducz de Bourboun.
Mounsire Robert Duras.
Le ducz d'Athènes. }
Le constable de France. } (1).
L'ovesque de Chalouns.
Le marschal Clermound.
Le viscounte de Bruse (Brosse).
Mounsire Gichard de Beauge (Guichard de Beaujeu).
Mounsire Renaud de Pountz (Pons).
Mounsire Geffray Charny.
Le sire de Mathas.
Le viscounte de Richouware (Rochechouart).
Le seignour de Baundos.
Mounsire Eustas de Riplemound (Ribemont).
Mounsire Andreu de Charny.

(1) Le duc d'Athènes avait été pourvu de la charge de connétable le 6 mai de cette année : ainsi ces deux personnages n'en font qu'un. (Chron., Hist. mil., t. 1, p. 87.)

Mounsire Johan de Lisle.
Mounsire Gilliam de Nerboun (Narbonne).
Mounsire Robert de Angest (Hangest).
Le sire de Chastiel-vilain.
Le sire de Mountrehan.
Le sire d'Argentyn (d'Argenton).
Mounsire Johan de Sawcer (Sancerre).
Mounsire Lowis de Briche.
Mounsire Jakes de Bourboun, de sanguine regio. } (1).
Le counte de Pountif (de Ponthieu). }
Le counte de Eawe (d'Eu).
Le counte de Longeville, filtz à M. Robert d'Artois.
Le counte de Tankervyle (Tancarville).
Le counte de Vendome.
Le counte de Rousby (Roucy).
Le counte de Vaudemound.
Le counte Denmartin (de Dammartin).
Le counte de Nessowe (de Nassau).
Le counte de Ventedoure.
Le counte de Saresburgh (Saarbruck).
L'archevesque de Saunz (Sens).
Le chastelyn de Empost.
Le marschal d'Odenham.
Le viscounte de Nerbone.
Le viscounte de Bedemound.
Le filtz à counte d'Aunser (d'Auxerre).
Le frière à counte de Vendome.
Le sire de Mountagu.
Le sire de Tiger.
Le sire de Rochefordred (Rochefort).

(1) Les deux ne sont qu'un : Jacques de Bourbon était comte du Ponthieu.

Le sire de Valoys.
Le séneschal de Seintonge.
Mounsire Gichard d'Acres (d'Anglé).
Mounsire Moris Matynet.
Le captain de Peiters (Poitiers).
Le sire de la Tour.
Le sire de Dureval.
Le sire de Villehernail.
Le sire de Crowe.
Mounsire Aleyn de Moundtendre.
Le sire de Mangleir (Maignelers).
Mounsire Johan de Blannche.
Le sire d'Aubeneye (d'Aubigny).

AUTRES LISTES

Extraites des Annales d'Aquitaine par Bouchet, quatrième partie ;

Répétées par Thibeaudeau dans son Histoire du Poitou, deuxième partie. — Preuves.

CECY sont les noms de ceulx qui ont ésté enterréz cheux les frères mineurs de Poitiers au temps de la desconfiture qui fut faicte d'avant la dicte ville, l'an mil trois cent cinquante six, le dix-neufviesme jour du moys de septembre au jour de lundy. — Premièrement les chevaliers qui s'en suyvent.

Le duc d'Athènes.
L'Evesque de Chaslons.
André de Chauvigny.
Loys de Brosse.
Jehan.
Geoffroy de Charny.
De Monjouan.
Jehan de l'Isle.
Gris mouton de Chambely.
Pierre de Chambely.
De Chasteau Vilen.
Dance de Melon.
Guillaume de Crenait.
Guillaume de Linières.
Olivier de Sainct-Giles.
Guillaume de Pomereuil.
Jehan de Cranches.
Yvon du Pont.
Guillaume de Mongy.
Jehan de Tigny.
Jehan Brigdene.
Jehan de Noire-Terre.

Jehan de Montigny.
Jehan de Maulmont.
Jehan de Bourbon.
Phelippes de Boutennillier.
Hue de Maille.
Geoffroy de Sainct-Digier.
Aymery de la Barre.
Guillaume de Blese.
Jehan de Grillon.
De Chitre.
Clerin de Cherves.
Baudin de Gargalingaen.
Anseau de Hois.
Micheau de Pommois.
Richart de Beaulieu.
Guillaume de Fuylle.
Hugues Bonnin.
Guy des Barres.
Jehan de Cloys.
Guillaume de Paty.
Robert de Chalur.
Bonnabes de Beaulvilier.
Bonnabet de Roges.
Vynies de Sainct-Denis.
Mau de Grosboys.
Loys de Nully.
Simon Oyenpuille.
De Champrecourt.
Guillaume Sauvage.
Guillaume du Retail.
Seguin de Cloux.
Le Budane de la Rochedragon
Raoul de Reday.
Jehan de Mirebeau.
Guischer de Chantylon.
Amelin de Caron.
Le Bourgue de Prie.

ÉCUYERS.

Bernard de Donzenac.
Gilles Miraumont.
Guicheux de Maronnay.
Girard de Pierre.
Guillaume de la Fousse.
Robert de la Roche.
Jehan Ribriche.
Colart Hérausant.
Hopart de Hanpedourt.
Guymon Pery.
Guillaume de la Jarracère.
Olivier de Rosay.
Guillaume Sevrin.
Jehan du Glume.
Guy de Bournay.
Guinet de Buysson.
Jehan de Brinac.
Ymbert de Chamborant.
Brunet d'Augun.
Pierre de Saint Denis.
Perrine de Pache.
Ferry Pate, Jehan Dynie.
Le petit Dinchequin.
Jehannot de Montabis.

Girard de Lec.
Berard de Lémont.
Heymonnet Embert.
Robert Dartoys.
Richart de Vendel.
Jolivet Buffart.
Jehan de Bourmeuille.
Ardouyn de la Touche.
Guillaume de Lusange.
La Roche Degon.

Plusieurs autres corps occis à la dite bataille, par la licence de l'official de Poictiers et du maire de la dite ville, furent amennez en charetes par les dicts frères mineurs en icelle ville de Poictiers et enterrés en de grandes fousses en leur cimétiere qui est hors l'église le jour de Sainct Valentin ou dit an mil trois cent cinquante et six, et furent faictes obseques honnorables par toutes les églises, convens et monasteres aux despens des bons bourgeois d'icelle dicte ville.

Ce sont les noms de ceulx qui furent enterrés en l'église des frères prescheurs du dict Poictiers que j'ay prins et extraits du livre qu'on appelle le kalendaire du dict convent et traduits de latin en françois.

Le duc de Bourbon de la partie dextre du grand aultier.

Le mareschal de Clermont aussi de l'autre couste.

Au dessoudz près de luy messire Aubert de Angest.

Après lui le vicomte de Rochechouart.

Du milieu du cueur Aymer de la Roche Foucault.

A l'entrée du cueur à main dextre messire Jehan de Sanserres.

En la chappelle de Magdalaine messire Jehan de Sainct Didier.

En la dicte chappelle près du mur Thiebault de Laval.

En la chappelle des Apoulstres près du mur messire Thommas de Motur.

En la chappellé de nostre Dame messire Gaultier de Montagu.

Après luy messire Raoul Rabinard.

En la nef près de la porte messire Jehan Ferchaut.

Près de luy messire Pierre Marchadier et Héliot son frère.

Devant l'image Sainct Michel messire Olivier de Monville.

De l'autre couste messire Phelipes de Forges.

Devant la grant porte messire Guillaume de Bar et messire Jehan de Nully.

Ceulx qui sont ès cloistres du dit convent.

Le chevalier Miloton.
Jehan de Chambes.
Jehan Macillon.
Olivier de Sainct George.
Ymbert de Sainct Saturnin.
Jehan de Ridde.
Huguet Odard.
Gilles Cherchemont.
Jehan de Sanges.
Guillaume de Digogne.
Jehan Drouyn.
Robert de Aulnay.
Robert d'Aucre.
Loys d'Escrinel.
Jehan de Vernicourt.
Pierre Audouy.
Jehan de Vernoil.
Jehan de Montmorillon.
Huguelin de Vaux.
Jehan de Almaigne.
Le seigneur Despraingy.
Hugues de Tinctes.
Le seig. de Sainct Gildart.
Henry de Launoy.

Jehan Dannemarye.
Jehan de la Laing.
Symon de Renouille.
Phelipes de Pierrefite.
Guillaume de Mausenac.
Guillaume de Miners.
Raoulle Bouteillier.
Pierre de la Rochele.
De la Fayette.
Boulenville.
Jehan Fretart.
Girard de Helchemances.
Gourrad Guenif.
Vipert Beau.
Henry Michiver.
Jehan de Bred.
Raoul Seil.
Symon de Blesy.
Hugues Orry de Melle.
Thommas de Baignel.
Pierre Baillon.
Seguin de Cluys.

ÉCLAIRCISSEMENTS

SUR LE VÉRITABLE LIEU

DE LA BATAILLE DE POITIERS.

Trois grandes batailles se sont livrées dans le voisinage de Poitiers : celle de Vouillé entre Clovis et Alaric, celle de Tours entre Abdérame et Charles Martel, et celle de Maupertuis du roi Jean. Il en est arrivé que les traditions populaires confondent ces trois événements. Les gens instruits du Poitou ont été fort embarrassés pour assigner le véritable lieu où se livra la bataille de 1356. Cette question est devenue le sujet d'une controverse à laquelle dom Mazet, Luzabeau, Dubelloy et Thibaudeau ont pris beaucoup de part ; mais d'après une routine qui n'est justifiée par aucun fait, les habitants à qui l'on demande de voir le champ de bataille, vous conduisent dans un lieu nommé la Chabeaussière ou Cartage, qui appartenait à l'abbaye de la Trinité, à deux lieues et demie sud-est de Poitiers, et à une demi-lieue de Beauvoir. A la seule inspection des localités on reste convaincu que ces gens sont dans l'erreur ; car aucune circonstance du récit de Froissard ne peut s'appliquer à la Chabeaussière. Nous ne sommes pas les premiers à contredire cette opinion ; déjà en 1743 un avocat de Poitiers, nommé Bourgeois, inséra une dissertation dans les mémoires de l'académie de Trévoux (mois de septembre) pour prouver

qu'il était impossible que la bataille se fût livrée dans ce lieu, et que le prince de Galles n'avait pu s'établir à la Chabeaussière qui n'aurait pu contenir la sixième partie de l'armée anglaise, ce qui est très-juste; il prouva également que le terrain était de nature à n'avoir jamais été planté de vignes: jusque-là l'auteur avait raison; mais il voulut à son tour indiquer le lieu véritable de la bataille; selon lui, l'action avait dû se livrer dans l'espace compris entre Beaumont et le Fou, c'est-à-dire à quatre lieues au-dessus de Poitiers. Beaumont est un bourg situé à moitié chemin de Châtellerault et de Poitiers; le Fou est un autre bourg à une lieue est de Beaumont, sur la même ligne et en dedans de l'angle aigu formé par le Clain et par la Vienne: ainsi, en se rangeant à cette opinion, il faudrait adopter que le Clain traversait le champ de bataille; et l'on sait qu'une rivière joue un trop grand rôle dans un combat, pour que cette circonstance soit passée sous silence par les historiens les moins initiés à la science militaire; aucune chronique ne fait mention d'une rivière. Bourgeois s'appuie sur un seul fait: c'est qu'il trouve dans le voisinage de cette plaine un hameau nommé *Maupertus*, dont il fait *Maupertuis;* et puis se livrant à un examen critique touchant l'édition que Sauvage donna de Froissard, il accuse ce commentateur d'erreurs graves, et soutient même qu'il a altéré le texte en ce qu'il écrit Maupertuis près Beauvoir, tandis que l'original doit porter Beaumont; enfin, il avoue franchement qu'une chose l'embarrasse, c'est le passage dans lequel Froissard dit: *Les Anglais chevauchèrent jusqu'à deux lieues de Poitiers*, et qu'après la bataille, ils poursuivirent les Français jusque sous les remparts de cette ville. Or, Beaumont est à quatre lieues de Poitiers, et le Fou en est éloigné de cinq; d'ailleurs il

est rare que les vainqueurs, après une bataille qui a duré la moitié de la journée, poursuivent les vaincus l'espace de quatre lieues ; nous dirons de plus que Sauvage n'a point altéré le texte, car dans les copies manuscrites originales conservées à la Bibliothèque du Roi et à celle de l'Arsenal, il y a bien écrit Beauvoir et non Beaumont ; dans le chapitre précédent, Froissard dit : « Quand le roi entendit que ses ennemis étaient derrière et non devant, etc. ; » or, s'ils avaient été à Beaumont, ils eussent été en tête du roi ; et ils se trouvaient pour lors sur son flanc droit, et durent naturellement être bientôt après derrière lui, puisque les deux armées marchaient en même temps, l'une dans la direction du sud, et l'autre dans la direction de l'ouest.

Le véritable Maupertuis, bien distinct de *Maupertus*, avec lequel Bourgeois le confond, est à une lieue et demie sud-est de Poitiers, et se nomme maintenant *la Cardinerie ;* nous croyons qu'il tire son nom du séjour qu'y fit le cardinal de Périgord pendant les pourparlers. Le savant dom Ponteneau, religieux bénédictin, qui avait été pendant trente ans chargé de faire des recherches sur l'histoire de Poitou, écrivait ceci en 1770 : « Le lieu de la bataille livrée le 19 septembre 1356, porte maintenant le nom de la Cardinerie ; c'est une campagne dans la paroisse de Beauvoir ; l'armée française appuyait sur Mignaloux ; plusieurs titres latins postérieurs à 1356, et conservés dans les archives du grand prieuré d'Aquitaine, font mention de cette Cardinerie et ajoutent toujours *aliàs Maupertuis* (autrement Maupertuis). » Ceci est d'un grand poids. Mignaloux, vers lequel appuyait l'aile gauche de l'armée française, se trouvait à un quart de lieue de Maupertuis et sur la même ligne, ce qui confirme ce que nous avons dit. Maupertuis ayant été à peu près le point central de la ligne des Français, le roi Jean

devait naturellement faire face à la position des Bordes occupée par les Anglais ; ceux-ci ne pouvaient être placés ailleurs, car s'ils avaient pris une direction oblique sur la gauche, ils se seraient jetés dans le Miausson ; s'ils avaient obliqué à droite, ils se seraient trouvés dans des marécages impraticables ; et si, contre toute probabilité, ils se fussent placés au-dessus de Jean II, de manière à ce que ce prince eût été obligé de faire face en tête, ils se seraient trouvés acculés aux faubourgs de Poitiers, et auraient eu derrière eux une population de 20,000 habitants ; et dans ce cas, la description que Froissard fait des lieux ne s'accorderait en rien avec le terrain.

On trouve à deux cents pas de la Cardinerie une pointe de roche qui surgit du sol, et sur laquelle on voit des traces de caractères indéchiffrables ; on l'appelle dans le pays la *pierre du roi :* ne se pourrait-il pas que ce fût en cette place que Jean II ait été fait prisonnier ; on sait qu'il exécuta un mouvement rétrograde pour gagner le chemin de Poitiers. On remarque dans le voisinage plusieurs pièces de terre appelées le *champ des Belles-Jaquettes*, le *champ des Beaux-Plumets*, le *champ de la Bataille :* dans celui-ci les paysans trouvent souvent des débris d'armes. En tirant vers l'est, entre la Cardinerie et Mignaloux, on découvre une grange nommée *le Deffend ;* les plus anciens titres français la désignent ainsi ; selon la tradition populaire, des chevaliers français se défendirent long-temps dans ce lieu, et y périrent tous : une particularité remarquable a donné quelque poids à cette opinion ; à la fin du siècle dernier une paysanne y trouva une belle escarboucle enchâssée dans un morceau d'or, sans être taillée, telle que les bannerets les portaient encore dans le quatorzième siècle. Quant à la position des Bordes, elle est

tellement bien dessinée, que le temps ne pouvait que très-difficilement en changer la physionomie : c'est un assemblage de petits coteaux propres à la culture de la vigne ; mais actuellement ils sont couverts de blés, parce que maintenant les habitants du Poitou préfèrent ce genre de culture à tout autre. Ces ravins, ces boyaux qui se coupent dans plusieurs sens, sont encore bordés de haies, de ronces, dont la grosseur démesurée atteste l'antiquité.

FILIATION

DE SAINT LOUIS A HENRI IV

PAR JACQUES DE LA MARCHE.

Saint Louis eut six fils; le dernier, Robert, reçut en partage le comté de Clermont en Beauvoisis; il épousa Béatrix, héritière de la sirerie de Bourbon. Robert eut pour fils aîné *Louis*, en faveur duquel la sirerie de Bourbon fut érigée en duché-pairie en 1327.

Louis eut deux fils; l'aîné, Pierre (1), lui succéda dans le duché de Bourbon; le cadet, Jacques, dont nous venons d'écrire la vie, eut en apanage le comté de la Marche; celui-ci eut pour fils Jean, qui épousa Catherine de Vendôme, devenue héritière des immenses biens de cette maison par la mort de Bouchard son frère, qui ne laissa pas d'enfants. Jean de Bourbon, mort en 1393, eut deux fils : l'aîné, Jacques II, ne laissa que des filles; le cadet fut Louis de Bourbon, comte de Vendôme, qui perpétua la ligne masculine de sa maison; il mourut en 1446, laissant pour fils aîné Jean VII,

(1) La descendance de Pierre finit en 1527 dans la personne du malheureux connétable de Bourbon, tué au siége de Rome.

comte de Vendôme, mort en 1478; il fut père de François de Bourbon, comte de Vendôme, qui, par son mariage avec Marie de Luxembourg, devint possesseur des seigneuries de Soissons, d'Enghien, de Condé, etc. Il eut pour fils aîné *Charles*, armé chevalier sur le champ de bataille d'Aignadel; Francois I[er] érigea en sa faveur le comté de Vendôme en duché-pairie. Charles eut treize enfants; le dernier de ses fils, *Louis*, fonda la branche de Condé; Antoine, l'aîné de ses enfants, épousa Jeanne d'Albret, héritière de la Navarre, et fut père d'Henri IV.

DESCRIPTION

DE L'ARMURE DE JACQUES DE LA MARCHE

TELLE QU'ELLE EST CONSERVÉE AU MUSÉE D'ARTILLERIE, SOUS LE N° 71, SUR LE RANG DE DROITE.

Le heaume, en pur fer, a une visière séparée du nasal et qui se soulève; une ouverture carrée au côté droit servait au paladin, soit à pousser plus facilement le cri de sa maison au milieu des combats, soit pour sonner de *l'oliphant*, cornet en ivoire ou en argent, dont l'usage était réservé aux chevaliers seuls; il était pendu au cou par un cordon de soie, ou par une chaînette d'argent.

La cuirasse est fermée au passage de la tête par un bourrelet continu qui s'unit au casque, qui est d'ailleurs retenu par une vis passant au travers d'une tige de fer soudée; par conséquent la cuirasse n'a pas besoin de hausse-col. A la partie supérieure du plastron se trouve un écusson bas-relief, représentant une femme couchée, tenant un flambeau, et regardant l'Amour, qui est debout à ses pieds et qui porte également un flambeau, ce qui pourrait bien être un emblème de la passion secrète qui unit long-temps Jacques de Clermont et Blanche de Navarre, veuve de Philippe de Valois. Derrière

les deux épaules se trouve un autre grand médaillon représentant Hercule entre deux colonnes.

Le bas de la cuirasse, qui est sans falt, est terminé par un rebord large de deux pouces; on remarque sur le plastron plusieurs trous virolés, par le moyen desquels on attachait le *faucre* et le support de l'épée à deux mains, mais les pièces manquent. Ce faucre était une pièce de fer longue à peu près de cinq pouces, qui sortait du côté droit de la visière, et sur lequel on appuyait le bas de la lance, pour qu'elle ne glissât pas lorsque le chevalier se mettait en arrêt pour foncer sur son ennemi; le faucre se pliait au moyen d'une jointure, et s'appliquait sur la cuirasse de manière à ne pas gêner lorsque le combat était fini.

L'espaulière est sans gousset; la cubitière en est fournie; le gantelet de la main droite manque. Deux plates épaisses bordées de deux fortes nervures sont attachées au bas du plastron. Sur toute l'armure règne le même genre d'ornements, ce sont des bandes transversales bordées en bâtons rompus, et chargées d'arabesques et de têtes de lion, le tout recoupé par des baguettes en torsades espacées également entre elles.

La cuirasse et les plates supposent un homme de cinq pieds dix pouces.

NOTICE

SUR LE MANUSCRIT DE TRAMECOURT.

(Comme nous citons fréquemment la chronique de Tramecourt, nous croyons indispensable de la faire connaître au moyen d'une courte notice.)

Le manuscrit est écrit sur vélin et sur deux colonnes, orné de vignettes, et d'un beau caractère ; son format est un grand in-4°, et contient cinq cents feuillets numérotés d'un seul côté, selon la coutume du moyen âge ; aujourd'hui le dernier feuillet porterait le chiffre 1,000 ; il est assez difficile à lire, parce qu'il est mêlé de mots artésiens que tout le monde n'entend pas. Le premier feuillet porte en tête ces mots : *J'appartiens à Jehan de Tramecourt ;* ce seigneur, l'aîné d'une des plus puissantes familles de l'Artois, était le second du nom, et vivait en 1440. Les grandes maisons avaient coutume de faire écrire par leurs clercs les chroniques de leur temps ; de sorte que le fils continuait ce que le père avait commencé, ce qui explique pourquoi ce manuscrit est de trois écritures ; et cette particularité le rend encore plus précieux, puisqu'il prouve que c'est le véritable original ; car si ce n'était qu'une copie, il serait d'une seule main comme sont les copies de Froissard. Cette chronique commence à l'origine de la mo-

narchie, suivant la coutume des écrits du moyen âge, et finit en 1467, c'est-à-dire au commencement du règne de Louis XI. L'auteur est très-succinct dans son début, mais il devient fort étendu en se rapprochant du onzième siècle; dès lors il développe les événements, et les raconte souvent avec des détails tout différents de ceux que nous connaissions, mais il s'attache principalement aux faits militaires, et glisse sur tout le reste; il s'occupe principalementde ce qui a rapport à son pays. On peut croire que quatre ou cinq seigneurs de la maison de Tramecourt y ont travaillé de père en fils, et l'ont fait composer sous leur dictée; ceci est probable, car la première partie est d'un langage pour le moins aussi ancien que celui de Froissard, souvent inintelligible quoique bien peint; la dernière partie est plus facile à comprendre; le livre finit au milieu d'une phrase, ce qui est encore une particularité qui vient à l'appui de notre opinion; vraisemblablement des motifs particuliers d'un intérêt majeur pour les sires de Tramecourt les empêchèrent de pousser plus loin cette chronique, et alors ils l'ont conservée telle qu'ils l'ont trouvée.

L'existence de ce manuscrit fut signalée en 1750 à l'abbé de Saint-Bertin de Saint-Omer, homme fort savant. On sait que cette maison religieuse possédait les matériaux historiques les plus précieux de tout le nord de la France. Le supérieur se rendit au château de Tramecourt, qui se trouve à quatorze lieues de Saint-Omer, parcourut la chronique, et la trouvant très-intéressante, demanda instamment qu'on la lui prêtât pour quelque temps; elle n'était jamais sortie des mains de messieurs de Tramecourt. On se rendit cependant à ses prières, et ce précieux manuscrit demeura à l'abbaye près de trente ans sans qu'on pût le ravoir, parce que l'abbé en prenait des extraits pour la composition d'une histoire d'Artois

dont il s'occupait alors; enfin, quelques années avant 1789, M. de Tramecourt se rendit à Saint-Omer, et ne voulut pas sortir de l'abbaye sans qu'on lui eût remis ce que les siens réclamaient depuis si long-temps : quatre ans après l'abbaye de Saint-Bertin fut pillée, démolie, et les manuscrits qu'elle contenait furent pour la plupart livrés aux flammes.

Cette chronique nous a été communiquée dans le château même de Tramecourt, par monsieur le marquis de Tramecourt (Georges Léonar), actuellement (1828) pair de France, et qui dans l'intérêt des lettres a bien voulu permettre que nous en prissions quelques extraits.

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME PREMIER.

MATHIEU II, SIRE DE MONTMORENCY,

CONNÉTABLE DE FRANCE.

LIVRE PREMIER.

LIVRE II.

LIVRE III.

GAUCHER DE CHATILLON,

CONNÉTABLE DE FRANCE.

LIVRE PREMIER.

LIVRE II.

LIVRE III.

JACQUES DE LA MARCHE,

CONNÉTABLE DE FRANCE,

SURNOMMÉ LA FLEUR DES CHEVALIERS.

LIVRE PREMIER.

LIVRE II.

LIVRE III.

LIVRE IV.

LIVRE V.

